AVRIL 1973 - N° 560

LA VÉRITÉ

organe du Comité Central
de l'Organisation
Communiste
Internationaliste (pour
la reconstruction
de la 4e Internationale)

France
Chili
U.S.A. - U.R.S.S.
Tchécoslovaquie

RÉSOLUTIONS ADOPTEES EN AVRIL 1973 PAR LE BUREAU INTERNATIONAL DU COMITE D'ORGANISATION POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IVe INTERNATIONALE

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation communiste internationaliste

adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :
88 bis, avenue Parmentier, 75011 Paris

Abonnements :

FRANCE : **Pli non clos :** 1 an (5 numéros) : 25 F - 2 ans (10 numéros) : 45 F - 2 ans soutien : 100 F - Perpétuel : 250 F.
Pli clos : ajouter 2,50 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER : **Pli non clos :** 1 an : 35 F - **Pli clos :** Demander à l'administration.

Le directeur de la publication : P. LAMBERT.
Imprimerie ABEXPRESS - Paris

VIENT DE PARAITRE

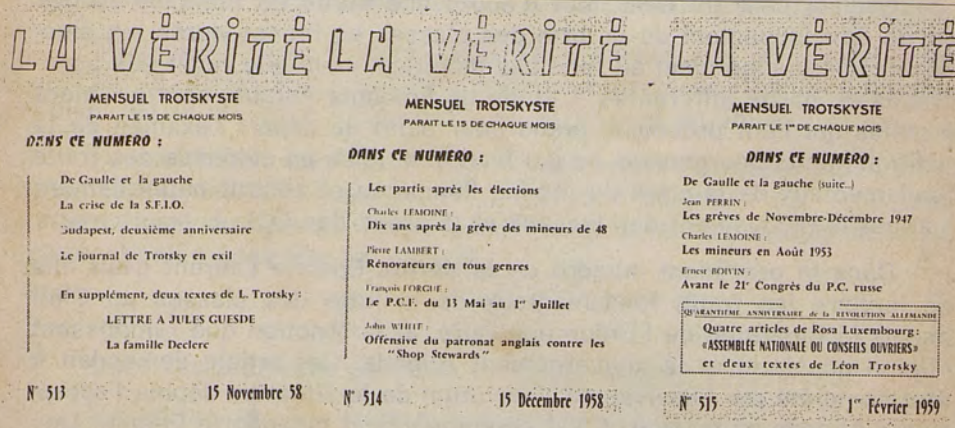
RÉIMPRESSION PHOTOGRAPHIQUE DE "LA VÉRITÉ" (1ère série)

octobre 1958 - mai 1961

Plus de 300 pages, format 21x27, de textes actuellement introuvables.

En vente à la librairie de la S.E.L.I.O.
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 PARIS

65 F.



LA VÉRITÉ

MENSUEL TROTSKYSTE

PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

DANS CE NUMERO :

De Gaulle et la gauche

La crise de la S.F.I.O.

Budapest, deuxième anniversaire

Le journal de Trotsky en exil

En supplément, deux textes de L. Trotsky :

LETTRE A JULES GUESDE

La famille Declerc

N° 513 — 15 Novembre 58

LA VÉRITÉ

MENSUEL TROTSKYSTE

PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

DANS CE NUMERO :

Les partis après les élections

Charles LEMOINE :
Dix ans après la grève des mineurs de 48

Pierre LAMBERT :
Rénovateurs en tous genres

François FORGUE :
Le P.C.F. du 13 Mai au 1er Juillet

John WHITE :
Offensive du patronat anglais contre les "Shop Stewards"

N° 514 — 15 Décembre 1958

LA VÉRITÉ

MENSUEL TROTSKYSTE

PARAIT LE 1er DE CHAQUE MOIS

DANS CE NUMERO :

De Gaulle et la gauche (suite..)

Jean PERRIN :
Les grèves de Novembre-Décembre 1947

Charles LEMOINE :
Les mineurs en Août 1953

Ernest BOIVIN :
Avant le 21e Congrès du P.C. russe

QUARANTIEME ANNIVERSAIRE de la REVOLUTION ALLEMANDE

Quatre articles de Rosa Luxembourg :
«ASSEMBLÉE NATIONALE OU CONSEILS OUVRIERS»
et deux textes de Léon Trotsky

N° 515 — 1er Février 1959

LA VÉRITÉ

MENSUEL TROTSKYSTE

PARAIT LE 1er DE CHAQUE MOIS

DANS CE NUMERO :

Au congrès des métaux C.G.T.
Washington et Moscou contre la révolution irakienne

Jean PERRIN : L'U.G.S., le P.S.A. et l'U.F.D.
Un parti libéral bourgeois ou un parti socialiste ouvrier ?

François FORGUE :
Y a-t-il encore une classe ouvrière ?

Ernest BOIVIN :
Le 21e congrès du P.C.U.S.

EN SUPPLÉMENT

LÉON TROTSKY :
LA COMMUNE DE PARIS ET LA RUSSIE DES SOVIETS

N° 516 — 1er Mars 1959

LA VÉRITÉ

REVUE TROTSKYSTE

DANS CE NUMÉRO :

Le compromis des cheminots

Le dossier de la laïcité

Jules Guesde:
" Socialisme ou catholicisme. la question est bien posée "

Pie XI:
" L'école. si elle n'est pas un temple. devient une tanière "

EN SUPPLÉMENT

- *La calomnie stalinienne, facteur de division*
- PAUL LAFARGUE : *Les 1er Mai 1890 et 1891*

N° 517-518 — Juin-Septembre 1959

LA VÉRITÉ

REVUE TROTSKYSTE

DANS CE NUMÉRO :

Grèves tournantes et grèves partielles

Après l'échec de la conférence

L'U.R.S.S.
vue par un révolutionnaire hongrois

et deux textes de Léon TROTSKY

Jean Jaurès
Lettre ouverte aux Ouvriers Français

N° 519 — Mai - Juin 1960

Dans ce numéro :

La composition de chaque numéro de **la Vérité** pose le problème de choix difficiles.

D'une part, il lui faut fournir à l'armement théorique de ses lecteurs des analyses indispensables à leur activité militante, des analyses qui les aident à mieux comprendre, autrement qu'au jour le jour, le monde où ils mènent la lutte pour le socialisme. Et, de ce point de vue, les sujets ne manquent pas. Ils surabondent.

D'autre part, des impératifs financiers et de lisibilité limitent le nombre de pages de chaque numéro.

Celui-ci contient donc tout d'abord une étude de François Forgue sur le développement de la lutte des classes en France après les élections : la situation n'est au fond pas modifiée, mais elle revêt des apparences en partie différentes. L'étude de François Forgue, contrairement à celles qui l'ont précédée, prend pour point de départ l'examen de la politique de la bourgeoisie, ce qui facilite la mise en évidence des traits fondamentaux de la crise du régime Pompidou et aboutit naturellement à situer le mouvement des lycéens et la grève des O.S.

Dans le précédent numéro de **la Vérité,** Etienne Laurent avait mis en lumière les traits fondamentaux de la lutte des classes au Chili depuis la formation de l'Union populaire, et la fonction que remplissent l'Union populaire et le gouvernement Allende. Cet article demandait à être complété par l'analyse de l'évolution de la situation depuis l'accession d'Allende au pouvoir. C'est ce complément qu'apporte Etienne Laurent dans ce numéro, et qui pouvait d'autant moins attendre sa parution que, comrne le verront nos lecteurs, le prolétariat chilien reste invaincu, et les batailles décisives qu'il devra livrer sont encore devant lui. Une clarté politique absolue est d'autant plus indispensable aux révolutionnaires chiliens.

Cependant, la crise du système mondial de domination du capital et de son agence, la bureaucratie du Kremlin, s'approfondit et prend sous nos yeux un certain nombre de traits spécifiques, qui feront l'objet de plusieurs articles dans nos prochains numéros. Dans celui-ci, notre collaborateur Georges Mazet examine, dans le cadre d'ensemble de la situation mondiale, de l'ouverture d'une crise de régime aux U.S.A., de l'aggravation de la crise en U.R.S.S. et dans les pays satellites, le cas de la Hongrie, qui a pu paraître absente de la lutte des classes depuis l'écrasement de la république des Conseils, il y a seize ans et demi, par les chars du Kremlin. Depuis un certain temps déjà, les signes se

multiplient d'un renouveau dans ce pays, et d'un prochain retour en force de la jeunesse, des travailleurs et des intellectuels hongrois dans la lutte pour le socialisme contre la bureaucratie.

La révolution politique en développement contre le Kremlin est également représentée dans ce numéro par le compte rendu que fait Jacques Meyrand d'**Ici Prague**, le recueil des documents clandestins de l'opposition socialiste tchécoslovaque que vient de publier Jiri Pelikan, ainsi que par deux notes de lecture.

L'ouvrage fondamental de notre collaborateur Pierre Broué sur **la Révolution allemande** est, deux ans après sa parution, d'une actualité toujours aussi grande. L'étude qu'en fait Gérard Bloch, et dont nous publions la première partie, s'efforce de faire ressortir la richesse des enseignements et des problèmes politiques (pas tous, de loin, résolus) que comporte ce livre, surtout pour les révolutionnaires des pays avancés.

Dans la rubrique « Correspondance », on lira une polémique engagée par le groupe Rupture contre certains aspects de l'article d'Antoine Thivel sur la politique d'Althusser, et la réponse de Thivel.

La publication, sous forme d'un supplément « Correspondance Internationale », des très importantes résolutions adoptées par le Bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e^ Internationale complète ce numéro.

*
**

Dans ses prochains numéros, la Vérité publiera notamment :

Un article sur la « crise monétaire internationale ».

D'autres études sur le développement de la crise des régimes bureaucratiques en U.R.S.S. et dans l'Europe de l'Est.

Un examen de l'évolution de la social-démocratie dans les divers pays d'Europe de l'Ouest.

Une analyse de la nature de l'Eglise catholique et de sa politique actuelle (qui « n'a pas changé »).

La suite des études d'Antoine Thivel sur le structuralisme stalinien (la philosophie d'Althusser), etc.

*
**

Pour poursuivre son effort, pour, notamment, accroître la fréquence de sa parution, **la Vérité** a, plus que jamais, besoin de l'aide de ses lecteurs.

Elle a d'abord besoin de leurs lettres, de leurs commentaires, de leurs critiques.

Il lui faut ensuite consolider la stabilisation de ses finances, grandement améliorée grâce à la réponse que ses lecteurs et abonnés ont donnée à l'appel qu'elle leur avait lancé pour la défendre contre l'offensive fiscale de M. Giscard d'Estaing.

Mais il reste à faire. Avant tout, il nous faut, non seulement le renouvellement des abonnements venant à échéance et leur transformation en abonnements de soutien, mais, plus encore, de **nouveaux abonnés.** Cet appel, nous en sommes persuadés, ne sera pas lancé en vain.

la Vérité.

BULLETIN D'ABONNEMENT A « LA VÉRITÉ »

NOM ..... Prénom .....

Adresse (en caractères d'imprimerie) .....

.....

- Je souscris un abonnement de : un an (25 F) ; deux ans (45 F) ; abonnement de deux ans de soutien (100 F) ; abonnement à perpétuité (250 F) (1).
- Je prolonge mon abonnement en cours d'un abonnement de : un an (25 F) ; deux ans (45 F) ; abonnement de deux ans de soutien (100 F) ; abonnement à perpétuité (250 F).
- J'ajoute au prix de mon abonnement un soutien de ..... F (1).

Ci-joint la somme de ..... F en chèque postal de virement (3 volets - pour le C.C.P. BLOCH Paris 606-23), chèque bancaire au nom de Gérard BLOCH ou mandat au même nom.
(A remplir et à retourner à **la Vérité,** 88 bis, avenue Parmentier, 75011 Paris.)

(1) Rayer les mentions inutiles.

Une crise qui continue et qui s'approfondit

par François Forgue

Une période de grande tension politique est souvent suivie d'une sorte de creux. On aurait pu s'attendre à ce qu'un tel phénomène succède aux élections législatives de mars 1973. D'autant plus que la majorité sortante, même réduite, restait la majorité et que l'Union de la gauche, n'ayant offert de perspective qu'électorale, devait renvoyer la promesse des jours meilleurs à une future — et lointaine — manifestation du suffrage universel. Mitterrand, Marchais et Séguy se retrouvaient pour faire du catalogue de Provins le programme commun de tous qu'il s'agissait d'appliquer... Ayant franchi le cap des élections, le régime n'allait-il pas disposer d'un délai pendant lequel il serait relativement à l'aise pour préparer une remise en ordre ?

Quelques semaines ont suffi pour démontrer que la crise politique dans laquelle s'étaient inscrites les élections législatives n'était en aucune façon résolue. Ce n'est pas seulement l'ampleur et le caractère du mouvement des lycéens annonçant, avant même l'intronisation parlementaire de Messmer, que le premier acte de ce gouvernement serait d'opérer un recul, ce n'est pas seulement le fait que, au moment où le gouvernement s'installait, tous les yeux se tournaient vers Renault, qui imposent cette conclusion.

Ce qui compte essentiellement, c'est le contenu de ces mouvements, qui ne sont certes pas identifiables entre eux, du mouvement des O.S. de chez Renault comme du mouvement des lycéens : ils attestent d'une farouche volonté d'atteindre les objectifs qui sont à l'origine de la lutte, ils révèlent une volonté non moins âpre de contrôle de ces mouvements par ceux qui les mènent. Ils témoignent du fait que le résultat des élections n'a pas atteint la volonté de la classe ouvrière et de la jeunesse de trouver une issue, ils témoignent de leur radicalisation. En même temps, par l'intermédiaire de leurs objectifs revendicatifs, ils conduisent à la lutte politique contre un gouvernement, contre un régime dont l'éditorialiste de *Combat* constatait que tout se passait comme *« s'il était appelé à s'affaiblir et à se diviser de l'intérieur jusqu'à se perdre lui-même »*. C'est à partir de la manière dont se combinent ces facteurs, la crise du système politique en place (ce qui se passe « en haut ») et le mouvement de radicalisation politique des masses (ce qui mûrit « en bas »), que l'on peut dégager les grands traits de la situation actuelle en France.

La classe ouvrière a voté massivement P.C.F. et P.S.

Les résultats des scrutins des 4 et 11 mars ont été suffisamment disséqués pour qu'il soit inutile d'en reprendre ici l'analyse détaillée. Il est par contre nécessaire d'en faire ressortir les traits essentiels.

Tout d'abord, la majorité a subi un profond recul. Elle a perdu au premier tour plus de 2 300 000 suffrages par rapport à juin 1968 ; en pourcentage, elle est en dessous du creux par lequel elle était passée en 1967, son point le plus bas depuis l'arrivée de De Gaulle au pouvoir.

D'autre part, la classe ouvrière a massivement voté pour ses partis traditionnels, le P.C.F. et le P.S. L'un et l'autre ont progressé en nombre de voix, le P.S. surtout, qui recueille 4 500 000 suffrages. Dépassant légèrement les 5 millions, le P.C.F. retrouve ses voix de 1967. Il n'y a pas eu de mouvement de fond, sur le terrain électoral, de la petite bourgeoisie vers les partis de la classe ouvrière. Mais le fait que le P.C.F. et le P.S. ont l'un et l'autre progressé — et non pas l'un au détriment de l'autre — montre qu'ils ont rassemblé l'immense majorité des suffrages ouvriers traditionnels, ce qui inclut une fraction de la petite bourgeoisie.

En pourcentage, le P.C.F. et le P.S. totalisent 41 % des suffrages. Aux élections d'avril 1936, ils en avaient obtenu 36 % (les candidats radicaux investis par le Front populaire

comptabilisant plus de 15 % des suffrages exprimés). Ce n'est qu'en octobre 1945, lors du premier scrutin qui suivit la fin de la guerre, alors que tous les partis de la bourgeoisie avaient été déchirés par l'« épreuve » de l'Occupation, que les deux partis ouvriers, à eux seuls, dépassèrent légèrement 50 % des suffrages exprimés.

L'intérêt de ce rappel n'est pas d'enjoliver les « scores » réalisés en mars 1973 par le P.C.F. et le P.S., mais d'illustrer le fait que les élections ne font qu'enregistrer, en les déformant et en les amortissant, les déplacements politiques qui s'opèrent au sein des classes sociales.

La troisième remarque d'importance concernant le scrutin, c'est que le grand vaincu, au point d'être pratiquement éliminé de la scène électorale, sinon parlementaire, c'est le parti radical, toutes fractions comprises. Celle de Servan-Schreiber compte pour peu dans le maintien des positions « *réformatrices* ». Quant aux « *radicaux de gauche* », ils ne doivent leurs sièges qu'à l'effacement du Parti socialiste et leur apport électoral à l'« *Union de la gauche* » ne dépasse pas 1,5 %...

Pourquoi l'Union de la gauche ne l'a pas emporté ?

« *L'appel lancé hier soir par M. Lecanuet aux candidats réformateurs de se retirer partout où leur maintien risquerait de favoriser l'élection d'un candidat de la coalition socialo-communiste est probablement l'élément le plus important — et peut-être décisif — de cette campagne du second tour* », écrivait le 7 mars l'éditorialiste du *Figaro*.

Il y a du vrai dans cette remarque. Le régime Pompidou n'a dû son salut électoral qu'au concours de forces extérieures à la majorité sortante. La garde parlementaire du gaullisme, l'U.D.R., dont l'existence même procédait du régime bonapartiste, régime moribond depuis 1968, ne pouvait plus être l'axe autour duquel se regrouperait la bourgeoisie. Il a fallu, pour que les votes de la petite bourgeoisie fassent pencher la balance dans un sens favorable, recourir aux « *partis d'antan* », au réseau de notables, aux « *intermédiaires* » naguère honnis. Mais expliquer par la « trahison » de Lecanuet l'échec électoral de l'Union de la gauche, comme l'a fait Mitterrand, c'est ne rien expliquer du tout. Comme le note *Informations ouvrières* dans son numéro du 14 au 21 mars 1973.

Le comportement de Lecanuet était parfaitement logique et prévisible. Lui demander d'agir autrement, c'était rêver tout debout ou tromper consciemment les travailleurs... Lecanuet est une chose. L'électorat petit-bourgeois, ingénieurs et cadres, artisans et commerçants, petits patrons, agriculteurs, est tout autre chose. Lecanuet, politicien au service du grand capital, a agi pour sa classe. Le problème est ailleurs. Il est de savoir pourquoi cet électorat petit-bourgeois ne s'est pas, au premier tour, orienté dans une proportion plus importante vers les partis ouvriers.

Les directions du P.C.F. et du P.S. ont fait la courte échelle aux politiciens discrédités du type Maurice

Faure pour qu'ils puissent atteindre le Palais-Bourbon. Le parti radical « *de gauche* », expliquait-on en guise de justification, attirera les voix de la petite bourgeoisie. Les élections ont au contraire marqué la déroute du parti radical en pleine décomposition : à partir du moment où toutes les forces politiques, des républicains indépendants aux porte-parole des partis ouvriers, expliquaient aux masses de la petite bourgeoisie qu'elles pouvaient trouver une issue dans le cadre du système capitaliste — et plus précisément des institutions de la Ve République —, celles-ci ne pouvaient que se tourner vers des représentants plus sérieux que les Lamirault ou les Fabre.

Mais l'insignifiance électorale des « *radicaux de gauche* » ne modifie pas leur importance politique. Leur présence dans le camp du *Programme commun* cristallisait la subordination des directions du P.C.F. et du P.S. à l'ordre bourgeois, c'est-à-dire au maintien de la propriété privée des moyens de production et à la préservation de l'Etat bourgeois — c'est-à-dire, très précisément, leur volonté de préserver les institutions de la Ve République.

C'est cette politique que résume l'alliance avec le parti bourgeois qu'est le parti radical qui s'est révélée incapable d'entraîner les masses de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes à prolonger positivement le mouvement de rupture qu'elles avaient amorcé avec le régime (mouvement qui s'était exprimé électoralement lors du référendum d'avril 1972 sur l'Europe).

La faillite du bonapartisme gaulliste, s'exprimant par la décomposition du régime qui lui a succédé, a ouvert une crise politique fondamentale au niveau des formes de domination de la bourgeoisie, au niveau de son Etat. Dans ces conditions, la politique de collaboration de classes des directions bureaucratiques des partis ouvriers ne pouvait que signifier la défense des institutions de la Ve République. C'était le but commun de toutes les forces liées au maintien de l'ordre établi, non qu'elles espérassent les maintenir à long terme, mais avec l'objectif de gagner du temps, afin de procéder progressivement aux transformations nécessaires du système politique.

Cette politique de collaboration des classes s'est traduite sur tous les terrains, y compris dans la manière de préparer les élections. Loin de lier l'échéance électorale, comme moment de la mobilisation politique des masses contre le gouvernement, à l'ensemble des terrains de lutte de la classe ouvrière, les directions du P.C.F. et du P.S. (et prioritairement celle du P.C.F., du fait de son emprise sur les secteurs décisifs du prolétariat) ont fait des élections un objectif unique, séparé en fait de la lutte des classes. Tout était remis à après l'échéance de mars, tout était suspendu à un verdict des urnes. Comme l'attitude de la direction de la C.G.T. dans le conflit de la navigation aérienne l'a clairement montré, les grèves, si elles n'étaient pas encore « *l'arme des trusts* » comme en 1945, étaient dénoncées comme contraires aux besoins de la « *campagne électorale* ». Cette « *campagne* » elle-même devait soigneusement éviter tout risque de mobilisation unie : le meeting du 1er décembre resta sans suite.

Ainsi, si des millions de travailleurs posaient, à travers les élections, la question de leur gouvernement, c'est-à-dire d'un gouvernement des partis ouvriers, du P.C.F. et du P.S., tout

était fait pour que la question ne puisse être formulée qu'en termes parlementaires, pour qu'elle ne s'incarne pas dans l'activité d'ensemble des travailleurs — incluant la « campagne électorale ». Les termes étaient en quelque sorte inversés : si la question du gouvernement était au centre de ces élections, ce n'était pas là une conséquence de la crise politique dans laquelle elles s'inséraient, c'était au contraire le calendrier électoral qui avait fait que la question pût être posée. C'était là le complément nécessaire de l'orientation définie par le *Programme commun* et matérialisée dans l'accord avec le parti radical.

Cette orientation qui interdisait à la classe ouvrière de se mobiliser, de dresser face à la bourgeoisie et à ses partis son front unique de classe n'offrait aucune issue à la petite bourgeoisie qui avait commencé à se détacher des partis politiques bourgeois qui l'encadrent.

Comme l'explique encore l'article d'*Informations ouvrières* que nous avons déjà cité :

Pour emporter l'adhésion et la conviction du paysan, de l'artisan, du commerçant, du petit épargnant, tous opprimés et écrasés à des titres divers par les trusts et les grandes banques, il aurait fallu que le bloc ouvrier se dresse et s'affirme résolu à en finir avec la dictature du grand capital. Il aurait fallu que les partis ouvriers puissent garantir au commerçant et à l'artisan le crédit à bon marché, au petit exploitant agricole l'allégement des fermages et des charges foncières, au petit épargnant une échelle mobile le protégeant contre l'inflation, aux uns et aux autres l'allégement de la fiscalité, etc.

Mais, pour donner ces garanties, il fallait s'engager à créer une banque nationale unique ; il fallait s'engager à nationaliser la grande propriété foncière ; il fallait proclamer que les capitalistes expropriés ne seraient pas indemnisés ; il fallait entreprendre de substituer un appareil d'Etat peu coûteux à l'énorme bureaucratie capitaliste qui représente une charge écrasante pour le pays, et surtout il fallait dresser les masses, les appeler à s'organiser et à prendre leurs affaires en main. Un tel programme aurait sans doute « effrayé » la bourgeoisie et ses diverses clientèles. Mais il aurait rallié de larges masses petites bourgeoises, écrasées, opprimées, déshéritées et désespérées, celles-là mêmes qui n'ont rien à attendre de la dictature du grand capital sinon leur propre liquidation. Il leur aurait donné des raisons de combattre. Il aurait permis de fusionner sur la base de l'intérêt commun toutes les couches de la population laborieuse dans la volonté d'en finir avec les exploiteurs et les oppresseurs.

Le nouveau Front populaire, l'Union de la gauche, a démontré son inefficacité électorale du point de vue des intérêts de la classe ouvrière. Il a préservé, à une première étape, le régime d'une aggravation brutale de sa crise.

La gauche de l'Union de la gauche

En ces temps de déclin du parlementarisme, les élections perdent de leur pittoresque. La multiplication des scandales en a émoussé l'intérêt, et le comportement des candidats, bien pris en main par leurs forma-

tions respectives, n'offre guère d'inattendu. On sera redevable à Michel Rocard, dirigeant du P.S.U., d'avoir maintenu pleinement la tradition, prêt à tout pour se faire élire et n'y parvenant pas.

Rocard et le P.S.U. avaient jugé électoralement payant, par rapport à leur clientèle de 1968, de se tenir à une certaine distance « *critique* » du *Programme commun*. En ballottage dans sa circonscription des Yvelines, Rocard, d'un bond, rejoignit l'Union populaire et signa avec le P.C.F., le P.S. et les « *radicaux de gauche* » un appel à voter pour l'Union de la gauche. Las, il ne fut pas élu et, désabusé, il discerna alors dans « *les faiblesses du Programme commun* » les causes de son malheur.

Les palinodies de Rocard ne font que signaler l'écroulement d'une formation petite-bourgeoise, étrangère au mouvement ouvrier, dont la relative importance tenait à la place qu'elle occupait dans la stratégie d'une aile de la hiérarchie ecclésiastique et de l'organisation qu'elle contrôle politiquement, la C.F.D.T. Aujourd'hui — il faudra y revenir —, ce n'est plus le P.S.U. mais bien le P.S. qui est au centre des préoccupations de ces courants.

Par rapport à ses résultats de 1968, le P.S.U. perd près de la moitié de ses voix (400 000 sur 873 000). Ces voix perdues se portent sur les candidats de Lutte ouvrière et, dans une moindre mesure, sur ceux de la Ligue communiste. Le 4 mars 1973, le total des voix P.S.U., L.O. et Ligue est approximativement égal au nombre de voix rassemblées en 1968 sur le seul P.S.U.

Ces résultats démontrent le bluff de l'émergence d'une nouvelle force électorale qui aurait rallié les candidats « *révolutionnaires* ». Ils soulignent la réalité et les limites d'une opération politique précise. C'est dans le cadre du nouveau Front populaire que se situaient les candidats de la Ligue communiste et ceux de Lutte ouvrière (liés aux précédents par un pacte électoral). Ce qu'on peut appeler « *l'extrême gauche officielle* » est venue couvrir « à gauche » ce Front populaire qui, par radicaux interposés, s'étendait à droite jusqu'aux forces les plus représentatives de la bourgeoisie. La bourgeoisie comme les appareils avaient tout intérêt à cette opération de couverture « à gauche » de l'Union de la gauche. Elle tendait à démontrer que l'Union de la gauche était la seule issue, que tous s'y ralliaient. Dans cette mesure, Lutte ouvrière et la Ligue communiste ont obtenu, dans une campagne électorale sans rapport avec leur implantation, un écho qui ne tient certes pas à leurs positions dans la lutte des classes. En même temps, leur plate-forme électorale rencontrait les illusions de courants qui cherchaient à « gauchir » l'Union de la gauche, non pour dissiper ces illusions mais bien pour les maintenir.

Les chiffres le prouvent, ce n'est dans l'ensemble qu'une fraction de l'électorat du P.S.U. qui a été récupérée au compte de cette opération. Elle n'a pu dépasser les limites d'une couche réduite de la petite bourgeoisie, elle n'a pu mordre sur la classe ouvrière. Et la preuve en est avant tout que cette campagne menée à grands frais ne trouve au lendemain des élections, aucun prolongement organisé dans l'activité de la Ligue communiste ou de Lutte ouvrière. « Officialisée » par la publicité et les mass media, la campagne des prétendus révolutionnaires n'a

pas entraîné une fraction tant soit peu significative de l'électorat ouvrier. Et l'ironie des circonstances ayant fait que la Ligue communiste s'est trouvée éliminée de la télévision tandis que Lutte ouvrière y avait accès, ce sont les maîtres à penser de cette petite « Union de la gauche » logée dans la grande qui font les plus maigres résultats. Propulsés par le petit écran, les candidats de L.O., en moyenne — c'est-à-dire indépendamment de l'existence ou non de leur organisation dans leur circonscription — font trois fois plus de voix que leurs partenaires...

Il demeure que toute cette opération était gagée sur un succès électoral de l'Union de la gauche à laquelle il fallait tenter de prendre part. Plus que tout autre courant, les pseudo-trotskystes sont pris à contre-pied par le déroulement des événements : c'est ce qu'exprime avec naïveté le titre d'un éditorial de *Rouge* au début de la lutte des lycéens contre la loi Debré : « *Le mouvement des lycéens efface les résultats électoraux.* »

Leur ralliement à l'Union de la gauche a contribué — modestement, convenons-en — à désorienter de jeunes militants qui cherchaient une issue politique. Mais les dividendes du reniement sont maigres...

Les révolutionnaires et les élections

L'O.C.I., pour sa part, a présenté vingt candidats. Elle ne tire pas gloriole de ses résultats électoraux. Rien n'est plus étranger aux révolutionnaires que la « pose ». *Informations ouvrières* du 8 mars le constatait : « *Nous ne cacherons évidemment pas que, sur le strict plan des chiffres, nos résultats sont faibles* ». Nous ne tirons pas argument de ces chiffres pour nous présenter comme une élite incomprise et nous ne prétendons pas que nous aurions repoussé des suffrages supplémentaires. Mais — et toute la campagne politique de l'O.C.I. le démontre — le point de départ de la lutte des trotskystes sur le plan électoral, c'était la perspective d'un vote massif pour le P.C.F. et le P.S. exprimant les aspirations des masses travailleuses à la constitution d'un gouvernement de leurs partis. En ce sens, ce n'était pas du verdict des urnes que l'O.C.I. attendait la mesure de l'efficacité de son action. Elle déclarait dans son *Programme d'action de la classe ouvrière :*

... L'O.C.I. et l'A.J.S. présentent vingt candidats aux élections législatives : huit dans la région parisienne, douze en province.

Ces vingt candidats seront les points d'appui de la campagne électorale de l'O.C.I. et de l'A.J.S., qui sera une campagne politique nationale. L'O.C.I. et l'A.J.S. n'ont pas et ne diffusent pas d'illusions électoralistes et parlementaristes. Pour l'O.C.I., comme pour les travailleurs, quels que soient les résultats des élections législatives, le scrutin ne sera qu'un moment de la lutte des classes entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Aboutissement d'un développement politique, les élections rassembleront le prolétariat et ouvriront la voie à

de nouveaux combats qui utiliseront d'autres formes, d'autres moyens politiques.

Et, dès le 24 février, *Informations ouvrières* pouvait écrire :

D'ores et déjà, nous pouvons dire que le bilan sera positif dans la mesure où, par l'organisation, nous allons établir le compte rigoureux du parti révolutionnaire par le renforcement de l'O.C.I. Le travail politique et d'organisation va se diriger vers la définition de nouvelles formes politiques pour l'intervention dans la nouvelle étape de la lutte des classes qui va s'ouvrir. Avant le vote du 4 mars, nous pouvons dire : pour l'O.C.I. et l'A.J.S., la campagne des élections législatives est terminée.

L'O.C.I. et l'A.J.S. ont proportionné leur intervention politique sur le terrain électoral à la réalité de leurs liens avec la classe ouvrière. Seules de toutes les organisations qui participaient à cette campagne, elles ont rendu publiques leurs dépenses et leurs recettes. Plus de 45 millions d'anciens francs ont été collectés : cette somme est l'une des expressions de la participation active, consciente, de milliers de travailleurs et de jeunes à cette bataille. Une autre expression en est que plus de 10 000 travailleurs ont signé les appels à un vote « *classe contre classe* » présentés par l'O.C.I. La progression de la vente d'*Informations ouvrières*, les multiples discussions organisées avec des militants du P.C.F. et du P.S. sur la ligne du Front unique de classe témoignent d'un bilan positif. Aujourd'hui, dans les conditions existant au lendemain des élections, il sera prolongé, les 26 et 27 mai, par la réunion nationale des délégués des groupes politiques qui, à l'initiative de l'O.C.I., ont commencé à se constituer dans le cours même de la période électorale.

Ce serait pourtant une erreur que de penser que l'intervention des trotskystes dans la période électorale se ramenait à utiliser les élections comme prétexte au renforcement de l'O.C.I. L'O.C.I. n'a pu affermir ses liens avec une plus large avant-garde que parce qu'elle n'a pas considéré la « *campagne électorale* » comme une simple tribune, mais en a compris la signification politique comme terrain, comme forme de la lutte des classes.

Sur le terrain des élections, les masses travailleuses entendaient faire prévaloir leurs aspirations : elles voyaient avant tout dans le *Programme commun* un accord entre les deux grands partis de la classe ouvrière. Pour elles, la victoire électorale de ces partis ouvrait la voie à un gouvernement du P.S. et du P.C.F. Ces aspirations étaient une expression du mouvement d'ensemble de la classe ouvrière vers la révolution socialiste, de la volonté de millions de travailleurs d'en finir avec le régime d'exploitation capitaliste, avec son Etat.

Mais ces aspirations charriaient avec elles des illusions dangereuses : illusions quant au contenu du *Programme commun* et à la signification de l'accord avec les « radicaux de gauche » ; illusions quant à la possibilité d'imposer un gouvernement ouvrier s'attaquant à la propriété privée des moyens de production et à l'Etat bourgeois par la voie parlementaire.

« Nous ne nous solidarisons pas un instant avec les illusions des masses, mais nous devons utiliser au maximum ce qu'il y a de PROGRESSISTE

dans ces illusions, sinon nous ne serions pas des révolutionnaires mais de méprisables pédants », écrivait Léon Trotsky en 1930, dans une lettre aux militants de l'Opposition de gauche en Espagne.

Le résultat des élections et ses conséquences

C'est dans ce cadre que s'est menée l'intervention politique de l'O.C.I. pendant la campagne électorale. L'O.CI. a été la seule organisation se réclamant du socialisme à refuser, en toute netteté, de s'inclure dans l'« Union de la gauche » sous une forme ou une autre. Dans cette mesure, elle a été *seule*, mais à aucun moment elle n'a été *isolée*, car la politique du « classe contre classe », exprimée dans le mot d'ordre d'un gouvernement du P.C.F. et du P.S. sans ministres représentant un parti bourgeois quel qu'il soit, recoupait les aspirations profondes des masses travailleuses.

Démonter le mécanisme qui a préservé une majorité parlementaire permettant à Pompidou de reconduire, sans crise ouverte, un second gouvernement Messmer n'efface pas la réalité que l'on analyse : le régime, le gouvernement restent en place. Et les résultats électoraux sont, par eux-mêmes, un élément de la situation politique. Le succès électoral du Front populaire a précipité en 1936 la mobilisation de la classe ouvrière, culminant dans la grève générale de juin. Des élections générales peuvent aussi marquer la clôture d'une période politique, freiner pour tout un temps le développement de la lutte des classes.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Avec la grève générale de mai-juin 1968 et la chute de De Gaulle, lors du référendum sur le corporatisme d'avril 1969, qui en fut la conséquence différée, s'ouvrait une période de crise fondamentale de tout le système de domination de classe de la bourgeoisie. L'origine de cette crise était dans l'incapacité du régime bonapartiste à « *discipliner* » la classe ouvrière en la désintégrant comme classe, en fonction des besoins de l'exploitation capitaliste. La résistance de la classe ouvrière ne pouvait être vaincue qu'en l'écrasant. Cette perspective, la bourgeoisie ne peut aujourd'hui l'ouvrir, et c'est en ce sens que la classe ouvrière conserve l'initiative politique à travers les phases changeantes, les pas en avant et en arrière.

Cette période n'est pas close. Le scrutin du 4 et du 11 mars en a été un moment. Des millions d'hommes ont commencé à se mettre en mouvement, à prendre conscience de l'enjeu. L'un de leurs actes politiques a consisté à exprimer leurs aspirations en votant pour le P.C.F. et pour le P.S. La politique de collaboration avec la bourgeoisie des directions n'a pu interdire aux travailleurs de s'affirmer comme classe sur le terrain électoral : c'est le sens de leur vote massif, sans enthousiasme mais lucide, pour les partis ouvriers. Et le contraste entre ce qui est un succès électoral des partis de la classe ouvrière et ses conséquences parle-

mentaires, s'il peut entraîner, du fait des illusions, certaines déceptions, conduit avant tout à la nécessité « *de dégager la voie de nouveaux combats qui utiliseront d'autres formes, d'autres moyens politiques* », comme le disait le *Programme d'action de la classe ouvrière* défendu par l'O.C.I.

La petite bourgeoisie — et nous en avons expliqué les raisons — a marqué le pas. Mais dans la mesure où aucune fraction de la bourgeoisie ne peut proposer de perspective cohérente, dans la mesure où les rapports de force entre les classes fondamentales de la société demeurent en faveur de la classe ouvrière, c'est par rapport à cette classe que la petite bourgeoisie oscille. En ce sens, la classe ouvrière n'est pas isolée. Et les conditions d'existence sociales et politiques de la petite bourgeoisie la poussent à renouer avec le mouvement ouvrier, à partir de la nécessité devant laquelle elle se trouve de résister à l'oppressante dictature du grand capital : c'est ce que signifie en particulier l'appui que la lutte des lycéens a trouvé dans toutes les couches de la population travailleuse.

Enfin, le recul profond qu'enregistre la majorité, et en particulier l'U.D.R., n'est pas une simple péripétie électorale. La désagrégation de l'U.D.R. est l'expression de l'inadaptation des institutions héritées de la V^e^ République aux nécessités présentes du maintien de l'ordre bourgeois. En même temps, toute remise en cause de ces institutions aggrave la crise au niveau même de l'Etat, car celles-ci — et la place même qu'occupe l'U.D.R. dans le dispositif gouvernemental — ne sont pas une enveloppe que l'on pourrait ôter sans toucher à la stabilité de l'appareil d'Etat lui-même. Elles sont intimement liées au contenu de l'Etat, en même temps qu'elles se prolongent à tous les niveaux des relations sociales et politiques.

C'est dans cette situation que se vérifie pleinement ce qu'affirmait le rapport politique adopté par l'O.C.I. lors de son 18^e^ Congrès (décembre 1972) :

« *Les mesures prises par la classe ennemie deviennent autant d'impulsions pour la formation de la conscience de l'objectif à atteindre : en finir avec le régime.* »

La crise qui continue : la « querelle des institutions »

Parlant, le 7 janvier 1973, à la Convention du Parti socialiste, François Mitterrand déclarait :

« *Nous appliquerons honnêtement la Constitution... Faut-il enlever des pouvoirs au président de la République ? Nous ne le demandons pas... La gauche n'entend pas bouleverser les institutions, et elle fait confiance au peuple pour juger des réformes qui pourraient être nécessaires.* »

Et le 11 janvier, Marchais faisait chorus, assurant dans une conférence de presse qu'« *au lendemain des élections, il y aura mieux à faire que d'engager le pays dans un débat sur un changement de Constitution qui*

nous ferait passer de la Ve à la VIe République ».

Georges Marchais, expliquait-on, est un homme politique pratique. Il ne se laisse pas prendre au piège d'une querelle sur les institutions : ce qui compte c'est de faire passer dans la vie les « *mesures progressistes* » du *Programme commun*.

Mais il se trouve qu'une Constitution est quelque chose de très pratique et nullement une construction juridique neutre qui pourrait opérer indifféremment au compte d'une politique ou d'une autre. A défaut de recourir à Marx ou à Lénine, Georges Marchais aurait pu méditer sur l'opinion de celui qui fut — quelles que soient ses faiblesses — l'un des fondateurs du parti ouvrier en Allemagne, Ferdinand Lassalle. Dans une conférence prononcée le 16 avril 1862, à propos de la situation en Prusse, il expliquait :

« *Les questions constitutionnelles sont en premier lieu non des questions de droit mais des questions de force ; la Constitution effective d'un pays n'existe que dans les rapports de force réels dans ce pays ; les constitutions écrites n'ont de valeur et de durée que si elles sont l'expression exacte des rapports de force, tels qu'ils sont dans la société.* »

Ajoutons que les institutions politiques ne sont pas des facteurs passifs : produits d'un rapport de force, elles deviennent elles-mêmes un élément de ce rapport de force, et elles ne disparaissent pas automatiquement quand elles entrent en contradiction avec une nouvelle disposition des forces en conflit dans la société.

Tous les observateurs politiques l'ont souligné : pendant la période électorale, un dialogue constant s'est mené entre l'« *opposition* » et la « *majorité* » au sujet de la Constitution. Quand Marchais et Mitterrand affirmaient que la réalisation du *Programme commun* était compatible avec la Constitution de la Ve République, ils définissaient bien évidemment eux-mêmes le contenu bourgeois de ce programme. Mais ils faisaient plus, ils renonçaient à se présenter comme les défenseurs des libertés démocratiques avec lesquelles la Constitution de 1958 est en contradiction flagrante. Mais surtout, la logique de leur position, c'était qu'il fallait « geler » les « *rapports de force réels* » qui existent dans le pays, pour reprendre l'expression de Lassalle, afin que la Constitution ne soit pas remise en cause — et ils annonçaient ainsi par avance leur échec électoral...

Ce n'est là qu'une déduction logique et la réalité est plus complexe. D'ores et déjà, les rapports de force rendent caduque la Constitution de la Ve République — bien que son caractère anti-démocratique corresponde aux besoins du capitalisme décadent. Cette Constitution, telle qu'elle a été codifiée de 1958 à 1962, a été édifiée à partir de la défaite sans combat de la classe ouvrière. Les « *rapports de force réels* », tels qu'ils se sont exprimés dans la grève générale de mai 1968 et ont conduit à la chute de De Gaulle, ont en même temps disloqué les fondements des institutions bonapartistes dans leur ensemble. Aussi, ne s'agit-il pas de les préserver à long terme, mais d'assurer un répit aux diverses composantes politiques de la bourgeoisie pour tenter un réaménagement. « *Ny touchez pas, il est brisé.* » C'est à cette injonction qu'obéissaient Marchais et Mitterrand, mais le sursis parlementaire obtenu par Pompidou n'interrompt en rien la crise politique.

Au lendemain des élections, le *Times* notait que « *du côté du gouvernement comme de celui des syndicats, il y a la conscience que le système politique qui favorise de façon disproportionnée le camp gagnant doit répondre aux réalités sociales si l'on veut écarter une répétition des troubles de 1968* ».

Cette citation résume assez bien la situation pour le moins délicate de Pompidou et de son équipe. Les institutions qui « *favorisent de façon disproportionnée le camp gagnant* », c'était, dans les années fastes de la Ve République, un atout. Aujourd'hui, cette « *disproportion* » est une gêne, plus même, un facteur d'aggravation de la crise, car elle entrave l'élargissement nécessaire à toute tentative de rétablissement d'un certain degré de démocratie parlementaire effective. En même temps, ce « *système politique* », qui devient intolérable pour la bourgeoisie elle-même, est présentement son seul recours : le remettre en cause, c'est risquer d'ouvrir des brèches par lesquelles s'engouffrerait le mouvement des masses, si difficilement contenu par les appareils...

L'impossible restauration

« *C'est peut-être la tâche de cette génération que de créer peu à peu et malgré l'actuel pacte socialo-communiste les conditions d'une vie démocratique réelle, pour éviter qu'un jour ne se produise le blocage auquel nous venons encore une fois d'échapper... Cette mise à jour, c'est au Parlement et grâce au Parlement qu'elle doit commencer* », écrivait, sous le titre significatif *Rénover le Parlement*, Michel Bassi dans *Le Figaro*.

Quelques semaines plus tard, *La Croix* constatait avec lucidité qu'on en était encore aux vœux pieux :

« *On n'a pas fini sans doute de disserter sur les rapports entre le gouvernement, le Parlement et la rue. La solution passe-t-elle par une revalorisation du Parlement ? Cette revalorisation est-elle possible ? Les " représentants du peuple " seront-ils vraiment représentatifs, ou feront-ils de la représentation ?* »

A première vue, cette question de savoir si l'on peut ou non redonner un certain lustre au Parlement peut apparaître comme secondaire. Elle recoupe pourtant les problèmes politiques essentiels du moment.

Le démantèlement de la Constitution de 1958 a déjà commencé. On s'attaque tout au moins à son esprit. Edgar Faure, porté à la présidence de l'Assemblée, après avoir rappelé qu'il était l'homme du dialogue, « *ce qui est conforme par excellence au génie de cette maison* », déclare que des « *décisions structurelles à longue portée appartiennent à la compétence propre du législateur* ». Et c'est Pompidou qui, répondant à un vœu de Mitterrand formulé pendant la campagne électorale, propose le raccourcissement de la durée du mandat présidentiel, et précise qu'il entend renoncer, pour cette modification constitutionnelle, à l'usage du référendum, trait marquant de toute l'histoire de la Ve République. Ce sera donc au Parlement de trancher.

On est loin de la manière dont de Gaulle résumait le sens des institutions nouvelles :

« *Il doit être évidemment entendu que l'autorité indivisible de l'Etat est confiée tout entière au Président par le peuple qui l'a élu, qu'il n'en existe aucune autre, ni ministérielle, ni civile, ni militaire, ni judiciaire, qui ne soit conférée et maintenue par lui.* » (Conférence de presse de janvier 1964.)

Mais il ne s'agit pas d'une question d'étiquette ni même simplement de redonner quelques prérogatives à l'Assemblée nationale. Et les bonnes paroles d'Edgar Faure ne suffisent pas. « *Ça va bouger* », répétait-on dans les milieux officiels à la veille de la constitution du nouveau gouvernement. Et pourtant, il n'y eut pas plus belle démonstration d'immobilisme — ou plutôt d'immobilité — que la présentation de Messmer devant le Parlement. Pourtant ce gouvernement, « *instrument de Pompidou* », comme le constate *Le Figaro*, laisse les mains libres à celui-ci pour préparer l'élargissement de la majorité gouvernementale. En ce sens, ce gouvernement marque le premier temps d'un décrochage vis-à-vis de l'U.D.R., tout en concentrant plus que jamais le pouvoir effectif entre les mains d'un homme. C'est avec les méthodes et les moyens du bonapartisme que Pompidou essaye de dépasser le cadre légué par ce bonapartisme, mais à une étape où ces méthodes et ces moyens sont frappés d'impuissance.

On comprend que le *Journal de Genève* constate que « *M. Pompidou multiplie les parties de poker* » en tentant d'abord de « *couvrir du manteau de l'U.D.R. une action qui va s'éloigner en de nombreux domaines du gaullisme* », en prônant l'ouverture, mais en gardant à leur poste Giscard d'Estaing et Marcellin, et surtout « *en plaçant, de facto, la France dans un régime présidentiel, sans aucun contrepoids indispensable dans une république présidentielle* ».

Répétons-le. On pourrait s'étonner de ce que nous concentrions cet article sur ce qui pourrait sembler les formes les plus superficielles des rapports politiques, la « *technique* » gouvernementale, au détriment de l'analyse des forces de classe. Il n'en est rien : ce sont, en définitive, les rapports de force entre les classes et leur développement — la lutte des classes — qui donnent une telle intensité à la question des « *superstructures* ».

« *Rénover le Parlement* » n'est pas une question technique. Il ne s'agit de rien moins que d'adapter les formes de domination de la bourgeoisie, de recréer des conditions permettant d'associer toutes les formations politiques de la bourgeoisie et les dirigeants du P.S. et du P.C.F. au maintien de l'ordre bourgeois.

« *Rénover le Parlement* », c'est modifier les relations entre ce qui constitue aujourd'hui « *la majorité* » et ce que l'on nomme « *l'opposition* ». C'est une question politique par excellence. Comme le remarque P. Thibon dans *Le Figaro* du 5 avril :

« *On a le sentiment que, cette fois, il s'agit en priorité de s'assurer le concours des centres afin de créer progressivement les conditions d'un élargissement de la majorité, voire d'une mutation de celle-ci... Au-delà des réformateurs, il ne fait guère de doute que c'est vers le Parti socialiste que regarde le chef de l'Etat...* »

Si le centre est « *suprême espoir et suprême pensée* », la véritable opération « *centriste* », c'est la réintégration du Parti socialiste dans la majorité gouvernementale. Dès le 16 mars, *le Nouveau Journal*, qui est l'organe de certaines des fractions les plus déterminées du patronat, constatait que cette réintégration n'était pas pour demain, et cela pour deux raisons :

« *1° L'alliance socialo-communiste, que M. Mitterrand semble bien décidé à faire durer jusqu'à l'élection présidentielle de 1976. 2° Le système politique de la Ve République lui-même, qui a, jusqu'à présent, poussé à cette bipolarisation dont l'étroite alliance socialo-communiste est le fruit.* »

Examinons les rapports du Parti socialiste avec le « *système politique de la Ve République* ». Le Parti socialiste a été le pivot de toutes les opérations gouvernementales de la IVe République. La majorité de sa direction accepta en 1958 de participer au premier gouvernement de la Ve République et de faire voter « *Oui* » à la Constitution gaulliste. Mais, dès 1959, cette collaboration gouvernementale cessa et le Parti socialiste se retrancha dans l'opposition. Le rôle central du Parti socialiste dans la vie politique française tenait à sa nature de parti ouvrier. C'est-à-dire que sa place dans le dispositif politique procédait en dernière analyse du fait que la classe ouvrière était organisée comme classe. Dans le cadre parlementaire, le Parti socialiste collaborait avec les partis de la bourgeoisie à l'élaboration d'une formule gouvernementale correspondant aux rapports politiques tels qu'ils s'affirmaient dans le cadre du Parlement. Partenaire respectueux des exigences de la sauvegarde de l'ordre établi, il était, dans ces limites, un partenaire « *libre* ». Ce qui faisait sa puissance au Parlement, c'est qu'il y exprimait objectivement les rapports de force existants entre les classes : son caractère « *indispensable* » venait de ce que la bourgeoisie ne pouvait alors gouverner sans la collaboration directe des appareils dominant le mouvement ouvrier. Aussi cette collaboration ne devait-elle pas détruire les bases qui lui donnaient un sens : la participation gouvernementale ou le soutien du Parti socialiste avaient pour contrepartie des concessions constantes à la classe ouvrière.

Avec l'arrivée de De Gaulle au pouvoir, tout change. Le Parlement n'est plus qu'une façade. Le but du régime qui s'édifie de 1958 à 1962, c'est de modifier radicalement les relations entre le capital et la classe ouvrière, c'est, en définitive, d'en finir avec le mouvement ouvrier organisé. Toutes les institutions de la Ve République sont commandées par cette perspective. Ce qui est en fait exigé du Parti socialiste, c'est de concourir à la destruction de ce qui le fonde comme parti en coopérant à la mise en place de ces institutions.

Le bonapartisme a échoué dans son entreprise. Il lègue, dans cette mesure, à ceux qui sont chargés de liquider sa faillite un édifice monstrueux, inachevé, contradictoire. Mais ce « *système politique* » dont parle l'éditorialiste du *Nouveau Journal* s'incarne dans un ensemble d'institutions et de mesures qui ne sont pas seulement contraires au fonctionnement d'une démocratie parlementaire, mais aussi, dans leur principe, à l'existence d'un mouvement ouvrier

indépendant ; autrement dit, ces institutions et mesures remettent en cause les relations politiques et juridiques au sein desquelles les organisations ouvrières, sur la base des rapports de force établis par la lutte des classes, traitent « de puissance à puissance » avec les représentants de la classe capitaliste.

Réintégrer le Parti socialiste dans une « vie politique normale », c'est, en fait, redéfinir toutes les relations avec la classe ouvrière dans un sens radicalement contraire à celui suivi par la Ve République depuis sa fondation. Une telle démarche ébranlerait davantage le fragile équilibre qui se maintient encore et stimulerait inévitablement le mouvement de la classe ouvrière.

Ce que cherche Pompidou, c'est à insérer, dans le cadre antérieurement tracé par le bonapartisme, certaines formes du parlementarisme « classique ». C'est trop ou trop peu, c'est une impossible restauration.

Bonapartisme et parlementarisme

Dans *Où va la France ?* Trotsky écrivait, au sujet du gouvernement Doumergue constitué au lendemain du 6 février 1934, qu'il était le « *premier degré du passage du parlementarisme au bonapartisme* », et il expliquait :

« *Son gouvernement* (celui de Doumergue) *se tient au-dessus du Parlement : il s'appuie, non sur la majorité " démocratique " élue, mais directement et immédiatement sur l'appareil bureaucratique, sur la police et sur l'armée.* »

Ainsi ce qui caractérise le gouvernement Doumergue comme un premier stade de bonapartisme, c'est son indépendance à l'égard du Parlement, son appui direct sur la police et sur l'armée. C'est la caractéristique la plus générale du bonapartisme, celle qu'énonce Marx dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte : « L'Etat revient à sa forme primitive, à la simple loi du sabre et du goupillon.* » Cette caractéristique n'épuise pas l'analyse d'un régime donné : par exemple, les éléments de bonapartisme contenus dans le gouvernement Doumergue n'ont pu être développés, ils se sont limités à une certaine indépendance à l'égard du Parlement sans aller jusqu'à une réorganisation de l'ensemble des relations politiques. Mais elle permet de classer dans la catégorie politique du bonapartisme toute une variété de régimes et, à partir de là, permet d'en donner une analyse plus précise, analyse indispensable à la lutte politique, car les traits particuliers d'un régime sont l'expression des rapports entre les classes à une étape donnée. Trotsky l'a rappelé à maintes reprises :

« *La grande importance d'une orientation théorique juste apparaît avec le plus d'évidence dans une période de conflits sociaux aigus, de transformations politiques rapides et de situations changeantes. Dans de telles périodes, les conceptions et généralisations politiques sont vite usées et demandent à être complètement révisées (ce qui est plus facile) ou à être concrétisées, précisées et rectifiées partiellement (ce qui est plus difficile). C'est précisément dans de telles périodes que toutes sortes*

de situations transitoires et intermédiaires se présentent nécessairement, bouleversant le plan habituel et exigeant doublement une attention théorique soutenue. En un mot, si, dans la période pacifique et « organique » (avant la guerre), on pouvait encore vivre des revenus de quelques abstractions toutes faites, de notre temps, chaque nouvel événement ramène à la surface la plus importante loi de la dialectique : la vérité est toujours concrète. » (*Bonapartisme et fascisme.*)

Dans nombre de ses documents, l'O.C.I. a fourni une analyse précise du bonapartisme gaulliste. Du point de vue qui nous intéresse ici, il suffit de revenir sur quelques points.

Les conditions de l'instauration du régime de De Gaulle et ses tâches immédiates ont entravé la marche vers ses objectifs à plus long terme. Contraint de s'appuyer « à gauche » sur les appareils, le régime, tout en limitant considérablement le champ de leur activité, devait laisser intactes les organisations ouvrières. Elles demeuraient ainsi un cadre de rassemblement et de mobilisation de la classe ouvrière. La grève générale des mineurs de 1963 a montré que les positions de la classe ouvrière ne pouvaient être liquidées par la « voie froide ». Ce premier échec se révéla par la suite décisif, car il ouvrait la voie qui devait déboucher sur l'irruption de la classe ouvrière et de la jeunesse en 1968.

Mais cette constatation mesure la signification de la « démocratie politique ». Comme le rappelait Trotsky, dans le cadre de son combat pour le Front unique en Allemagne : *« Pendant de nombreuses décades, à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle, les ouvriers édifièrent leurs fortifications, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne : syndicats, partis, clubs d'éducation, organisations sportives, coopératives, etc. »* Les libertés démocratiques furent en fait conquises dans la lutte contre la bourgeoisie, même si les formes les plus développées de la démocratie bourgeoise étaient assimilées, intégrées par la bourgeoisie, dans le but d'assurer la stabilité de sa domination.

A l'époque de l'impérialisme, ces formes développées de la démocratie politique deviennent insupportables à la bourgeoisie : il lui faut, pour sa survie comme classe dominante, détruire *« les fortifications et les bases »* du prolétariat.

La concentration du pouvoir entre les mains d'un exécutif émancipé du contrôle parlementaire signifie que l'Etat cherche à réglementer souverainement, par la force, les relations entre les classes, à apparaître comme un « arbitre » au-dessus des classes — en fait, au compte des intérêts généraux de la classe dominante —, dont les décisions sont irrévocables. Le champ de la remise en cause de la démocratie bourgeoise ne se limite donc pas à la sphère des rapports entre le Parlement et l'exécutif, mais s'étend nécessairement à tous les domaines de la « vie sociale et politique », c'est-à-dire de la lutte des classes.

C'est la remise en cause de l'ensemble des conditions qui permettent à la classe ouvrière de préserver ses *« fortifications »* et ses *« bases »*, ses organisations indépendantes et donc ses droits et avantages acquis. La démocratie politique n'est pas une abstraction : elle constitue une forme

dans laquelle se déroule la lutte des classes. La racine de la lutte du prolétariat pour la révolution socialiste, c'est sa place objective dans les rapports sociaux de production : c'est sa résistance à l'exploitation.

La valeur de la force de travail — et le taux de profit, qui lui est antagonique — est déterminée, comme l'explique Karl Marx dans *Salaires, prix et profits*, par « *la lutte incessante entre le capital et le travail... La chose se réduit à la question du rapport des forces entre les combattants* ». Mais les conditions dont bénéficient les combattants sont une composante du rapport des forces. Par ses luttes, qui ont arraché et développé les libertés démocratiques, la classe ouvrière est parvenue, en s'organisant, à obtenir que le combat incessant autour du prix de la force de travail se livre dans les conditions définies par certaines garanties juridiques (compatibles avec le maintien de l'ordre bourgeois) du libre jeu des relations entre les classes, c'est-à-dire du rapport des forces. Des institutions comme les conventions collectives, la Sécurité sociale, le statut des fonctionnaires, etc., matérialisent cet état de choses.

Le bonapartisme vise à liquider ces formes de la lutte des classes, à leur substituer celles où « *la loi du bâton prévaut sans honte* ». Dans cette mesure, il vise, sous une forme ou une autre, par la destruction brutale des organisations ouvrières ou par leur intégration à l'Etat, à des solutions de type corporatiste.

C'est comme éléments de cette solution que s'ordonnent les plans (V[e] et VI[e] plan) et l'ensemble de la politique des salaires. Les « plans » ne sont en rien une tentative d'« organisation » de la production ; ils représentent, par contre, une organisation des mesures anti-ouvrières, une « planification » du refus de satisfaire les revendications prenant force de loi et ne relevant donc pas de discussions entre les organisations ouvrières et les représentants du patronat et de l'Etat bourgeois. Lier les augmentations aux « possibilités de l'entreprise » (c'est-à-dire aux exigences du profit), à l'augmentation de la productivité (c'est-à-dire de l'intensité de l'exploitation) sous la forme de l'attribution d'une « masse salariale » dont les syndicats devraient se faire les agents répartiteurs : tout cela va dans le même sens.

Au sommet, le bonapartisme gaulliste a pris des formes extrêmement accentuées. La nécessité où il se trouvait de « casser » le corps des officiers a fait coïncider avec d'autant plus de précision son centre de gravité avec le cœur même de l'appareil d'Etat. Le caractère personnel du régime accentuait aussi ses traits de bonapartisme classique. Le Parlement devenait une simple chambre d'enregistrement, dont le fonctionnement sans heurts était assuré par la majorité « inconditionnelle » de l'U.D.R. Le plébiscite à répétition devenait une règle. De plus, les règles constitutionnelles étaient toutes subordonnées à celles qui donnaient de fait les pleins pouvoirs au président de la République.

Comme le remarque Pierre Viansson-Ponté dans son *Histoire de la République gaullienne*, à propos des premières années du régime :

« *Le fonctionnement dit "normal" des nouvelles institutions reste l'exception. La règle, c'est la suspension partielle, voire totale, des garanties et des libertés. Après les élections de 1967, l'Assemblée nationale*

sera politiquement mise en sommeil et l'on gouvernera par décrets (...). Ce ne sont pas les conseils des ministres, ni les comités élyséens et encore moins le Parlement ou l'U.D.R. qui prennent les décisions, mais une poignée de conseillers sans mandat, d'experts prestigieux, de financiers privés... Le débat se déroule à huis clos entre MM. Bloch-Lainé (Caisse des dépôts), Massé (Plan), Dreyfus (Renault)... Marjolin (Marché commun) et aussi MM. Jacques Rueff pour la monnaie, Pompidou (Rothschild), Chalandon (Banque commerciale de Paris), Dassault, etc. »

On est loin d'un système « représentatif » !

Bien qu'entravé, le mouvement complémentaire à cette concentration sans contrôle du pouvoir exécutif, celui qui vise à enserrer toutes les relations sociales et politiques dans un réseau d'institutions correspondant au caractère du régime, se poursuit (commission Toutée, réforme de l'enseignement, ordonnances, etc.). C'est le contenu même du régime qui se définit par là, à tel point que, lorsqu'il sera mortellement frappé par la grève générale, il cherchera son salut en précipitant la marche au corporatisme : tel était le sens du référendum sur le Sénat corporatif et sur la régionalisation.

Mais c'est alors l'échec. Les rapports de force établis par la grève générale trouvent, sur le terrain électoral, leur consécration : de Gaulle est battu.

Mais l'édifice institutionnel mis en place pendant dix ans ne disparaît pas automatiquement avec la chute de De Gaulle.

Une œuvre cohérente, mais inachevée

Un édifice inachevé, mais qui obéissait à des intentions cohérentes. L'axe en était tracé dès 1958 dans le plan Rueff - Armand : il s'agissait « *d'asseoir sur des bases solides la capacité concurrentielle de l'économie française* » par la « *constitution d'un petit nombre d'entreprises ou de groupes de taille internationale* ». Car les mesures qui préparent la liquidation de l'indépendance des organisations syndicales et qui se situent toutes dans une logique corporatiste ne découlent pas, bien entendu, d'un choix idéologique arbitraire : elles sont les moyens d'imposer à la classe ouvrière les conséquences du sauvetage de l'impérialisme français.

Liquider les organisations de la classe ouvrière, interdire que puisse se poursuivre de façon organisée « *la lutte incessante* » dont parlait Marx était, en définitive, la condition nécessaire à la réussite des plans de « reconversion » industrielle. En même temps, il était nécessaire de « reconvertir » l'enseignement, la formation professionnelle, en les adaptant étroitement aux besoins du capital financier. De la réforme Fouchet à la loi Faure, du démantèlement de la laïcité à la déqualification généralisée, c'est la même orientation. Le régime encercle, comprime, enserre le mouvement ouvrier dans un réseau d'organismes « participationnistes », commissions du Plan, C.O.D.E.R., etc.

Ce « *grignotage* » s'accompagne d'une réduction de plus en plus grande des libertés démocratiques (dont l'exercice est de plus en plus « *suspendu* » à des décisions irrévocables et incontrôlables du président de la République), d'un renforcement des aspects personnels et policiers du régime. Que le Parlement ne soit qu'une façade, cela est démontré avec éclat lorsque, après les élections de 1967, il est éliminé de tout contrôle, même limité, de la politique intérieure du gouvernement, qui édicte des « ordonnances », étape importante dans les plans anti-ouvriers du régime : ordonnance qui amorce le démantèlement de la Sécurité sociale, ordonnance sur l'emploi, qui vise à organiser le chômage comme moyen de pression sur l'ensemble de la classe ouvrière, ordonnance sur « *l'intéressement des travailleurs à l'entreprise* », dont la finalité est clairement définie par son introduction : « *Il faut faire participer les travailleurs à l'expansion des entreprises et les y intéresser directement, et cela d'autant que le V^e^ Plan surbordonne justement la croissance économique à une augmentation des investissements dus principalement à l'autofinancement.* » Il s'agit bien de faire « participer » les travailleurs à leur propre surexploitation, en faisant des organisations syndicales et de leurs représentants des rouages de la réalisation des objectifs de l'entreprise. C'est le prolongement de la politique des revenus, du système de la « masse salariale » défini dès 1963.

Pareille perspective ne peut se réaliser fragmentairement. Elle doit, pour devenir effective, être couronnée par l'intégration au sommet : vidées de leur contenu, les organisations syndicales doivent devenir des rouages de l'appareil d'Etat. Dans la mesure où la bourgeoisie et son Etat ont reculé devant un affrontement ouvert avec la classe ouvrière, ils n'ont pu liquider à froid ses organisations et ses positions de classe. C'est en quelque sorte à contretemps, après la grève générale de mai-juin 1968, que de Gaulle a tenté d'obtenir une consécration de ses visées corporatistes au référendum d'avril 1969. Le projet de « *Sénat économique et social* » illustrait parfaitement le lien organique qui existe entre les libertés ouvrières conquises dans le cadre de la démocratie politique bourgeoise et l'ensemble des libertés démocratiques : le Sénat corporatif ne faisait pas seulement des éléments venus du mouvement syndical qui y auraient siégé des exécutants de la « volonté nationale » incarnée par l'Etat ; il signifiait également qu'un organisme ayant pouvoir législatif n'aurait pas été composé de mandataires élus mais, comme sous Pétain ou Franco, de conseillers désignés.

Depuis 1968, le régime mis en place dix ans plus tôt à la faveur d'un coup de force et qui avait constitué la tentative la plus cohérente de l'impérialisme français de régler ses comptes avec la classe ouvrière se survit sous une forme bâtarde qui ne peut qu'aller de crise en crise vers sa propre liquidation. Le régime n'a pas seulement perdu une pièce maîtresse — à savoir son Bonaparte, le « guide » présidentiel —, mais surtout les conditions qui lui ont donné naissance n'existent plus. Il se situait à un point d'équilibre des contradictions entre les classes et des conflits au sein de la classe dominante. Désormais, ces contradictions et ces conflits le disloquent...

Cependant, de l'émiettement organisé de la grève générale au compte des élections de juin 1968 qui assureront un sursis à de Gaulle jusqu'au soutien de la Constitution de la Ve République en mars 1973, les directions stalinienne et réformiste ont pesé de tout leur poids pour interdire à la classe ouvrière une issue politique. Aussi, tandis que la bourgeoisie conserve son propre appareil d'Etat comme axe de regroupement, le mouvement de la classe ouvrière se développe sans qu'une perspective l'ordonne. Le bonapartisme, dans cette mesure, n'est pas balayé. Sous une forme instable, certes, il se survit. Aussi, les éléments que nous avons analysés plus haut et qui représentent son héritage ne peuvent-ils être définis comme de simples épaves qu'aurait abandonnées le reflux du gaullisme. Ce sont des éléments actifs de la situation politique, des facteurs du rapport de force entre les classes.

La « politique salariale » du bonapartisme

La cohérence interne des mesures prises depuis 1958, c'est qu'elles sont toutes dirigées contre la classe ouvrière. Elles visent à faire payer aux travailleurs, par l'aggravation de leur exploitation, les mesures indispensables à la survie du capitalisme français. Leur efficacité partielle, dans les conditions politiques existant après 1958, se mesure à ce que, en dépit des larges concessions arrachées en 1968, les taux horaires restaient en France, en 1971, les plus bas du Marché commun et la durée hebdomadaire du travail la plus longue.

Les lignes directrices de la « politique des salaires » du régime sont contenues dans le rapport Toutée de 1963, qui précise que « *tous les éléments de référence d'une politique salariale à long terme sont ou devraient être clairement chiffrés dans les documents du plan* ». Les hausses de salaires dépendaient de l'augmentation de la « masse salariale », dont la progression était fonction du développement de la production et de la productivité, c'est-à-dire de l'intensification de l'exploitation et de la « rationalisation », c'est-à-dire, en fait, des licenciements.

Cette politique, qui a d'abord trouvé pour champ d'application le secteur nationalisé et les services publics, où la « rentabilisation » signifie la perte des avantages acquis, se poursuit après 1969. Elle est le cadre de la « *nouvelle société* » de Chaban-Delmas. Le modèle en est donné par la Convention E.D.F. de janvier 1970 qui, comme le notait alors *Informations ouvrières*, signifiait que « *les électriciens et gaziers ne peuvent plus obtenir de meilleurs salaires grâce à la puissance ou à la combativité de leurs syndicats, mais uniquement en fonction :*

1°) *du taux d'accumulation en pourcentage du produit national ;*

2°) *du taux d'accroissement en pourcentage du volume des ventes d'énergie électrique d'une part, et des thermies d'autre part ;*

3°) *du volume des réductions d'effectifs.* »

En fait, les organisations syndicales n'ont plus qu'à souscrire à un

pourcentage d'augmentation, résultat d'un calcul effectué en tenant compte des mutations, compressions d'effectifs, licenciements. La répartition de la masse salariale donne donc une rigidité autoritaire à l'extrême division en catégories en fonction des besoins de l'exploitation.

Cette procédure est directement contraire à la convention collective, négociée entre le patronat ou la direction d'une branche et des organisations syndicales indépendantes, et qui codifie, en fonction du rapport des forces, pour tous les travailleurs d'une branche (indépendamment de la « prospérité » des entreprises), des droits, garanties, conditions de salaires, qualifications, sans aucune renonciation au droit d'obtenir, par la lutte, de meilleures conditions.

Régenter par la seule volonté de l'Etat les salaires signifie, en dernière analyse, passer de la « *police des salaires* » à un régime policier ouvert, à des formes dictatoriales et corporatistes de domination politique. Giscard d'Estaing le reconnaissait dans une conférence de presse de juin 1972 quand il disait :

« *Je crois que le contrôle autoritaire des rémunérations, étant donné notre structure politique, syndicale et sociale, n'est pas possible dans la France d'aujourd'hui.* »

Mais accepter que saute la structure des relations de travail établie depuis 1958, c'est ouvrir la voie à la liquidation du régime par les masses. C'est ce qui donne son immense importance à la grève des O.S. de chez Renault, ce qui lui donne sa signification politique : c'est toute la structure « *autoritaire des rémunérations* » qu'elle vise et, par là même, c'est comme un moment du combat politique contre le gouvernement qu'elle se définit.

CONCLUSION

La presse quotidienne de la bourgeoisie a annoncé la reprise du travail chez Renault, sans pourtant manifester de véritable satisfaction, ni même un sentiment de soulagement. Elle retient son souffle. Le conflit se termine « *provisoirement* », note *le Monde*. « *Tout peut recommencer* », avertit *le Figaro*. L'anxiété des porte-parole de la bourgeoisie souligne l'instabilité de la situation politique ; ils sont parfaitement conscients de la détermination des travailleurs. Mais leur hantise du « *recommencement* » (« Mai 68 peut recommencer, Renault peut recommencer ») déforme la réalité. Rien ne recommence, mais tout continue. La montée politique de la classe ouvrière commencée en 1968 se poursuit, tandis que la bourgeoisie n'a pu réaliser les conditions d'aucune solution politique stable.

Nous l'avons indiqué précédemment : cet article est consacré à l'examen de quelques aspects de la crise politique léguée par la faillite du bonapartisme gaulliste, faillite qui s'exprime particulièrement comme une crise des institutions de la V^e^ République. Que, pour définir la situation d'ensemble, il faille nécessairement en décrire d'abord les différentes expressions pour étudier ensuite comment elles se combinent, ce n'est là qu'un problème d'exposition. Et si, dans les limites d'un article de revue, on ne peut guère approfondir que l'un des « moments » de

la situation, il ne faut néanmoins pas oublier que, dans la réalité, l'ensemble des facteurs en sont simultanément à l'œuvre.

Et ce serait faire d'une réalité vivante une abstraction morte que de réduire l'étude de son développement à une analyse prétendument « *concrète* » de la crise des institutions ou de la manière dont sont articulées les relations de travail. La portée politique des mécanismes de réglementation des salaires ne se comprend que dans le cadre de l'ensemble des institutions qui explicitent le caractère antidémocratique de la Constitution de la V^e^ République. Mais la raison d'être de ces institutions, c'était, avant toute autre chose, de fausser les conditions de « *la lutte incessante* » entre le capital et le travail dont parlait Marx ; c'était de permettre une tentative systématique d'imposer à la classe ouvrière les exigences du capitalisme français, exigences impératives pour sa survie, à l'époque où nous sommes, époque d'extrême décomposition de ce régime social à l'échelle mondiale. Ces exigences de « rentabilité », autrement dit de garantie des profits des exploiteurs, ne pouvaient être réalisées qu'en portant atteinte à tous les droits et conquêtes des travailleurs, en abolissant leurs libertés et en intégrant leurs syndicats à l'Etat capitaliste, en privant leurs enfants de toute culture générale et même technique, de tout droit à un métier, enfin, en assurant une entière « mobilité » des esclaves salariés du capital, cette tarte à la crème des sociologues et économistes de la bourgeoisie, qui se réduit à la perte pour les travailleurs de toute garantie de l'emploi, du droit au travail pour lequel ils entraient en lutte il y a 125 ans. Mais précisément, cette tentative, compromise déjà en 1963 par la grève des mineurs, a été brisée par la grève générale en mai 1968, puis par la chute de De Gaulle. Et depuis, les institutions qui devaient en fournir le cadre ne sont plus que des formes chancelantes parce que sans contenu actuel.

Et s'il est impossible de modifier et de préserver en même temps ces formes politiques mises en place entre 1958 et 1962, c'est que les différentes formes de domination de la bourgeoisie ne sont pas des constructions arbitraires, mais sont déterminées par des rapports de force donnés entre les classes et des relations données à l'intérieur de la classe dominante. Si toute tentative de « reconversion » débouche donc sur d'insolubles difficultés, c'est que les rapports de force entre les classes qui ont miné la base du bonapartisme continuent à jouer dans l'activité du prolétariat.

C'est cette réalité qui s'est traduite dans la lutte des lycéens contre la loi Debré, amorcée pendant la période pré-électorale, et qui s'est amplifiée en une vague de fond dès le lendemain des élections.

L'irruption sur la scène politique des couches les plus jeunes de la population est toujours le signe d'une très grave tension. Mais le mouvement de masse de la jeunesse lycéenne contre la suppression des sursis attaquait de front l'application de la réforme de l'enseignement, dont la loi Debré n'était qu'une conséquence. C'est ainsi qu'il a constitué un facteur d'aggravation de la crise du régime : le Parlement, que Pompidou veut utiliser comme moyen « *d'ouverture* », est appelé à modifier la loi, c'est-à-dire à céder du terrain devant les lycéens, et par là même à affaiblir encore plus le gouvernement.

La volonté de vaincre, et donc de se donner les moyens de vaincre, en rejetant tout ce qui était contraire au but poursuivi, le sérieux d'organisation, la cohérence et l'unité du mouvement ont été maintes fois signalées. La jeunesse qui entre aujourd'hui dans la lutte part du plus haut point d'expérience atteint par ceux qui l'ont précédée. Son assurance tient à ce qu'elle n'a connu, en face d'elle, que ce régime décomposé, qui n'en prétend pas moins lui imposer des mesures que, dans sa masse, elle juge intolérables. Et si, dans son mouvement, elle tend à rejoindre les formes les plus élevées de l'action de classe du prolétariat, ce n'est nullement par une sorte « *d'imitation* » artificielle, mais parce que toute lutte d'importance d'une couche sociale exploitée ou opprimée ne peut se développer que selon les lignes tracées par l'activité de la classe révolutionnaire. La « *maturité* » du mouvement lycéen est fonction de la maturité même de la situation : c'est la lutte contre le gouvernement qui s'approfondit.

Enfin, l'ampleur de ce mouvement témoigne qu'il a bénéficié du soutien de la classe ouvrière, mais aussi de l'immense majorité de la petite bourgeoisie.

Le 22 mars, les lycéens, par dizaines et dizaines de milliers, manifestaient dans toutes les villes. Et, à Renault-Billancourt, 400 O.S. des presses étaient en grève : ils revendiquaient leur passage dans la catégorie P1 F. Dreyfus ne pouvait céder sans ouvrir une brèche dans toute la structure des salaires de la Régie, sans remettre en cause tout l'édifice de la politique gouvernementale et patronale. La lutte, là aussi, se dirigeait contre le gouvernement. Sur un nouveau terrain, les O.S. de chez Renault poursuivaient ainsi, après les élections, le combat engagé par la classe ouvrière.

Léon Trotsky notait à propos de la situation en Espagne après la chute de Primo de Rivera :

« *Le mouvement de grève des travailleurs en lutte contre la désorganisation industrielle et le chômage prend une importance tout à fait différente, incomparablement plus profonde, dans le contexte du mécontentement extrême des masses petites bourgeoises et de la crise aiguë du système dans son ensemble* (*Les tâches des communistes espagnols*, mars 1930).

« *La société contemporaine se compose de trois classes* — écrivait-il encore dans *Où va la France ? — la grande bourgeoisie, le prolétariat et les classes moyennes ou petite bourgeoisie. Les relations entre ces trois classes déterminent en fin de compte la situation politique.* »

La situation politique, que définit l'ensemble des relations entre les classes, donne effectivement à la grève des O.S. toute sa portée. Concentrant, répétons-le, la poursuite du combat de la classe ouvrière contre le gouvernement, cette grève était elle-même un facteur de radicalisation de la situation. C'est cette grève — mais inscrite dans ces conditions politiques générales — qui a entraîné la direction du P.C.F. et de la C.G.T. sur la voie du Front unique, non seulement chez Renault, mais à l'échelle nationale dans la lutte contre la loi Debré.

En s'opposant au recours à la seule méthode qui aurait pu faire céder Dreyfus sur toute la ligne, la grève générale de toute l'usine, l'appareil stalinien a suffisamment montré qu'il ne s'agissait pas pour lui d'un chan-

gement d'orientation. L'axe de la politique du P.C.F. demeure celui tracé par Laurent Salini au lendemain des élections dans *l'Humanité* du 15 mars :

« *Le rassemblement des Français pour des réformes démocratiques sérieuses commence à se former. L'étendre jusqu'à le rendre majoritaire, lui donner une irrésistible puissance, voilà, pour les démocrates, le devoir.* »

Il faut donc attendre une prochaine consultation électorale pour qu'un Front populaire élargi (à tous les partisans de « *réformes démocratiques sérieuses* ») devienne majoritaire. Ce serait la véritable « *ouverture* ». En attendant, la traduction immédiate de cette politique, c'est-à-dire la poursuite du dialogue engagé avec Pompidou pendant la période électorale, c'est de tout faire pour empêcher qu'à la place du « *dialogue* » se dégagent les voies de la lutte politique contre le gouvernement.

Mais ce qui mesure le caractère de la situation politique, c'est précisément que la première intervention des travailleurs au lendemain des élections oblige la direction du P.C.F. à adopter une attitude qui entre en contradiction avec cette orientation : ce qui s'esquisse, du fait de la mobilisation des travailleurs, c'est la voie du Front unique ouvrier contre le gouvernement. Et c'est comme une conséquence de cette situation que « *l'Union de la gauche* » ne se disloque pas, et que le « *Programme commun* » est à nouveau brandi comme « *seule solution* »...

Cet article n'a fait qu'aborder les problèmes de la situation politique, au lendemain de l'échéance de mars 1973. Il l'a fait en prenant pour point de départ la crise des institutions de la V^e^ République comme expression même du développement de la lutte des classes. Par là même, le moteur de cette lutte, l'activité du prolétariat, n'apparaît qu'en « creux », comme résultat inscrit dans l'évolution de la crise.

La lutte du prolétariat se développe dans une situation déterminée, qui n'est pas le produit de sa seule activité, mais de la combinaison de l'action et de la situation de toutes les classes de la société. Cependant, c'est cette lutte — et donc les problèmes internes à la classe ouvrière, les rapports entre cette classe, les appareils contre-révolutionnaires, les militants et l'avant-garde révolutionnaire — qui forme l'axe autour duquel s'ordonne toute la situation.

Ce qui donnait son importance à l'échéance électorale, c'était la crise des formes de domination de la bourgeoisie, et non l'inverse : ce n'était pas le calendrier électoral qui mettait à l'ordre du jour une crise gouvernementale.

Cette crise se poursuit et s'approfondit. Dans son activité, par les expériences qu'elle fait de la politique contraire à ses intérêts des appareils, non à travers une succession de défaites, mais à travers le développement de sa lutte contre l'Etat bourgeois, la classe ouvrière recherche la voie conforme à ses intérêts de classe.

C'est le facteur essentiel de la situation.

L'Unité populaire au Chili (2)

par Étienne Laurent

Dans notre premier article (1), nous avons mis en lumière les conditions de l'arrivée d'Allende à la présidence de la République et de la constitution du premier gouvernement de l'Unité populaire. Nous avons analysé les tractations menées dans le dos des masses afin de les subordonner à une coalition de front populaire dont la fonction est de préserver le capitalisme et l'Etat bourgeois. Nous avons montré l'effort fait par les directions ouvrières traîtres pour retarder au maximum le moment, où, en dépit du cadre pourri de ce front populaire, les masses pourraient se mobiliser autour d'une candidature unique de la « gauche ».

Nous avons analysé avec un soin particulier les manœuvres tendant à refouler le prolétariat dès le lendemain du 4 septembre 1970, date de la victoire électorale d'Allende. Allende n'a occupé le fauteuil présidentiel qu'avec l'accord de la démocratie-chrétienne et de l'armée, et après avoir signé un **« statut de garanties constitutionnelles »,** en fait de garanties des droits et privilèges de la bourgeoisie.

L'entrée au gouvernement de l'Unité populaire, en novembre 1972, du général Prats, commandant en chef de l'armée, et de trois autres militaires, comme les avances renouvelées d'Allende et du P.C. chilien à la démocratie-chrétienne, en vue de la constitution d'un gouvernement d'**« union nationale »,** n'ont fait qu'éclairer — et maintenir dans la situation de 1972-1973 — les liens établis entre l'Unité populaire et les principales forces politiques bourgeoises **dès 1969-1970.**

En l'absence de toute avant-garde marxiste, c'est pratiquement sans la moindre opposition politique dans les rangs du prolétariat que les directions du P.C. et du P.S. chiliens ont pu à l'époque mener à bien leurs opérations.

Il reste que l'ampleur des moyens politiques mis en œuvre par celles-ci, avec l'aide de larges secteurs de la bourgeoisie (le parti radical, la démocratie-chrétienne et l'armée) pour conte-

(1) **La Vérité,** n° 559, janvier 1973, pp. 61-90.

nir et dévoyer le mouvement des masses, atteste l'ampleur de la mobilisation des exploités. Depuis 1967 jusqu'au lendemain des élections du 4 septembre 1970, la classe ouvrière, la jeunesse, l'ensemble des masses opprimées se sont engagées sur tous les terrains — grèves, manifestations, occupations, premiers combats de rue — dans des heurts frontaux d'ampleur croissante avec la bourgeoisie et l'appareil d'Etat, dont la tête — le gouvernement Frei — multipliait les signes de paralysie et d'affolement.

Cette mobilisation, nous l'avons montré, s'est faite dans le cadre des organisations syndicales et des partis politiques, mais aussi pour une part dans le cadre d'organisation **ad hoc,** les **Comités pour l'Unité populaire.** Ces comités ont été créés dans un cadre défini par les directions contre-révolutionnaires des partis ouvriers et inclus dans le programme de l'Unité populaire (2). L'obligation où celles-ci se sont trouvées de prendre cette mesure, de crainte d'être débordées, montre assez où l'on en était arrivé à la fin de 1969. De fait, l'activité des Comités pour l'Unité populaire a tendu à déborder le cadre fixé par les partis de l'Unité populaire pour la campagne autour de la candidature Allende. Ils ont acquis, au moins en partie, le caractère d'organisations de combat autonome des masses. C'est pourquoi le gouvernement Allende, une fois au pouvoir, n'a eu de cesse qu'il n'ait obtenu leur démantèlement.

L'apparition de formes autonomes d'organisation des masses

A partir du 4 novembre 1970 se dessine en toute clarté un double mouvement. Allende poursuit d'une part deux objectifs complémentaires : canaliser, dans les conditions nouvelles où les dirigeants ouvriers siègent au gouvernement, le mouvement des masses, le dévoyer et l'épuiser afin de pouvoir, à une étape ultérieure, le réprimer ; donner par là même le temps aux forces politiques de la bourgeoisie de se réorganiser, donc de mettre à profit la situation de chaos économique et de désorganisation politique des masses soigneusement mise en scène par l'Unité populaire.

Les masses font d'autre part des efforts répétés pour pallier sur leur propre plan les conséquences de la politique de leurs dirigeants, sans parvenir néanmoins à en dégager encore clairement les ressorts et les objectifs.

Elles tentent notamment de se doter — en particulier à partir d'octobre 1972 — de formes autonomes d'organisation et de combat susceptibles de leur permettre de faire face à la crise économique et aux menées contre-révolutionnaires de la bourgeoisie.

Vues dans leur développement, ces formes d'organisation autonomes contiennent en elles les germes d'organes de double pouvoir. C'est d'ailleurs un trait de la période historique qui s'est ouverte en 1968 que la résurgence d'organismes à caractère soviétique (3). Aussi bien, leur apparition a littéralement effrayé Allende ; elle l'a amené à tenir un langage dramatique devant les représentants des Comités de ravitaillement **(Juntas de abastecimiento y de precios),** organismes dont nous analyserons plus loin en détail la constitution et l'évolution :

> Je connais tous les pays socialistes du monde, tous. Je n'en connais aucun où un organe reconnu et régulier de pouvoir fonctionne autrement qu'en collaboration avec les organes centraux des gouvernements. S'il ne devait pas en être ainsi chez nous, quel type

(2) Programme de l'Unité populaire, dans A. Acquaviva, G. Fournial et autres, **Chili de l'Unité populaire,** Paris, Editions sociales 1971, pp. 152-153.

(3) Pour ne citer qu'un texte où l'O.C.I. définit son appréciation de la période, voir **la Vérité,** n° 557, juillet 1972, p. 62.

d'anarchie n'aurions-nous pas dans ce pays ! Camarades, il faut que les choses soient claires entre nous. Les Comités d'approvisionnement, les Comités de quartier **(Juntas de vecinos)** sont des organes de pouvoir réguliers, en collaboration avec le gouvernement populaire. Que ceci, camarades, encore une fois, soit clairement compris. [Bureau d'information et de radiodiffusion de la présidence, **Bulletin** du 19-2-1973, p. 6.]

Pendant de longs mois, les masses ont été entravées par la confiance qu'elles plaçaient dans les directions de leurs organisations. Il leur fallait surmonter des obstacles d'autant plus difficiles à reconnaître et à franchir qu'ils étaient personnifiés par des dirigeants affirmant quotidiennement qu'ils gouvernent en leur nom et dans leurs intérêts. Mais à partir d'octobre dernier, on peut voir bien des signes de ce qu'elles cherchent désormais à **« faire irruption dans les domaines où se règlent leurs propres destinées »** (4), pour parler comme Trotsky.

Ce mouvement s'accompagne, de façon tout à fait caractéristique, d'une amorce de rupture à l'intérieur des organisations ouvrières — notamment du P.S. — entre une partie des militants et les sommets de l'appareil, ou encore de l'apparition de courants centristes évoluant vers la gauche au sein des organisations petites-bourgeoises, en particulier du M.A.P.U. (5). Cette rupture se manifeste en particulier sur le terrain syndical, à l'intérieur de la Centrale unique des travailleurs, et par le rôle actif que les militants de base des organisations politiques de l'Unité populaire jouent dans les organisations autonomes des masses.

C'est en cela que réside le caractère indiscutablement prérévolutionnaire de la situation chilienne. Mais l'apparition de formes autonomes d'organisation et de combat des masses comporte plusieurs traits qui réduisent les chances d'une évolution rapide vers le double pouvoir.

La première tâche de l'avant-garde : définir sans équivoque l'Unité populaire comme un « Front populaire »

Le premier de ces traits est l'absence complète de centralisation de l'activité de ces organisations autonomes, qui ont pourtant surgi dans tout le pays en relation avec l'accomplissement des tâches les plus diverses (répartition des subsistances, contrôle des prix, défense des lieux de travail et des quartiers ouvriers). Il est certain que les dirigeants du P.C. et du P.S., la police et l'armée ont pesé de tout leur poids pour empêcher cette centralisation, parfaitements conscients des possibilités qu'elle ouvrirait.

Cette besogne a été grandement facilitée par le fait indiscutable que les travailleurs, organisés ou inorganisés, qui ont impulsé ces organismes l'ont fait dans l'idée de lutter, de façon certes indépendante du gouvernement de l'Unité populaire, en quelque sorte pour **suppléer à ses carences,** mais encore

---

(4) Trotsky, préface à l'**Histoire de la révolution russe.**

(5) Le M.A.P.U., Mouvement d'action populaire unitaire, fondé le 17 mai 1969 par Jacques Chonchol, ancien directeur de la réforme agraire de Frei, le député Silva Solar et deux sénateurs, Rafael Gumucio et Alberto Jerez, tous transfuges de la démocratie-chrétienne, s'est scindé en août 1971. A cette date, tous les catholiques ont quitté le parti pour fonder l'organisation de la Gauche chrétienne (I.C.). Depuis cette date, le M.A.P.U. est resté aux mains de militants de la petite bourgeoisie qui sont laïques et se réclament du marxisme. La publication du document que nous citons plus loin (voir note 27) a été suivie immédiatement d'une nouvelle crise, près de la moitié des membres de la commission politique étant expulsés de cet organisme, sous la pression d'Allende et du P.C. chilien.

dans l'intention de l'**aider,** de le **seconder,** enfin de faire **pression** sur lui.

C'est là un phénomène absolument normal et à peu près inévitable ; en l'absence, en particulier, d'une avant-garde révolutionnaire capable — ainsi que le dit fort bien le bulletin d'un groupe de militants (6) qui cherchent à s'orienter sur la base du **Programme de transition — « de mener à bien la tâche de transformer chaque pas en avant sporadique des masses en un progrès programmatique et organisationnel concret, regroupant autour d'elle, au moyen de ses analyses, les éléments les plus avancés des masses et gagnant la confiance de celles-ci »** (7), il était pratiquement impossible jusqu'à ce jour pour les masses d'aller — y compris dans leurs organismes propres — bien loin **au-delà** de tentatives pour faire **pression** sur l'Unité populaire.

Cela nous conduit au dernier point, qui est aussi le plus important. Il est certain que l'attitude des masses chiliennes annonce les plus grands combats de classe et fait que la perspective d'une guerre civile ne peut plus être jugée comme irréaliste. Mais il est tout aussi certain qu'à moins que les éléments les plus avancés du prolétariat n'abordent ces combats en ayant **franchi** le pas qualitatif qui sépare une position de **pression** d'une position de **rupture politique** consciente avec l'Unité populaire, ils n'aboutiront pas à la victoire, quelle que soit la détermination avec laquelle ils seront livrés.

Mais l'avant-garde marxiste qui lutte pour regrouper les éléments avancés doit pour cela avoir **elle-même** opéré complètement cette rupture, sur la base d'une compréhension de la situation dont la pierre angulaire est une caractérisation correcte et dénuée de toute ambiguïté du gouvernement de l'Unité populaire. Or ce n'est pas actuellement le cas.

Il faut appliquer au Chili l'analyse de Trotsky

L'éditorial de **la Trinchera,** ce bulletin que nous venons de citer, conclut qu'il **« n'y aura aucun pas en avant de fait si l'avant-garde révolutionnaire ou à sa lente organisation syndicale et politique, ou à sa reconstitution après une catastrophe ou une série de défaites sévères ; nous nous attendons bien au contraire à des escarmouches et des batailles du prolétariat et de ses alliés »** (dans le sens de la lutte pour le pouvoir et le socialisme). Ils écrivent également que l'apparition d'organismes à caractère autonome **« exprime de la part du prolétariat un mouvement où il cherche à élever son action au niveau de la lutte pour le pouvoir ». Ofensiva** traduit, au contraire, de manière inconsciente les hésitations et le manque de confiance de la petite bourgeoisie, expliquant, par exemple, qu'en octobre le prolétariat a senti **« le goût de la défaite ».** Du point de vue de l'orientation politique, cependant, la ligne des deux groupes est extrêmement proche, ainsi que nous le démontrons.

(6) Deux noyaux de militants — qui pendant quelque temps ont travaillé au sein du même groupe (l'Organisation marxiste révolutionnaire) avant de se séparer — se réclament actuellement au Chili du combat pour la reconstruction de la IV^e^ Internationale, et ont pris contact avec le Comité d'organisation. L'un, de Santagio, implanté en milieu étudiant, publie l'organe **Ofensiva.** L'autre, de Concepción, qui a établi quelques liens avec la classe ouvrière, est regroupé autour de l'organe **la Trinchera.** Cette différence d'implantation est sensible au niveau de l'appréciation de l'état d'esprit des masses et du caractère de la situation politique. De ce point de vue, le groupe la Trinchera porte une appréciation identique à celle de cet article. Il explique (n° 1, septembre 1972) que **« les événements actuels de la lutte de classe se situent totalement dans le cadre d'une crise prérévolutionnaire. Nous ne nous attendons pas à des luttes épisodiques de la classe ouvrière,**

(7) **La Trinchera,** n° 2, décembre 1972, p. 7.

ne se regroupe pas politiquement derrière le programme révolutionnaire. La construction du parti constitue la tâche stratégique de la révolution chilienne à cette étape ». Cela est absolument exact, mais l'éditorial poursuit : **« L'issue de la "crise d'octobre"** [issue marquée par la formation du gouvernement Allende-Prats] **a provoqué un sentiment général de confusion. Il faut expliquer que c'était là une conséquence inévitable de la stratégie réformiste, stratégie qui nous condamne à la défaite. »** (8)

Sur ce point, l'appréciation de **la Trinchera** ne diffère guère de celle du groupe Ofensiva qui caractérise lui aussi le gouvernement de l'Unité populaire comme **« réformiste ».** Les références qu'il fait aux expériences des années 1920 et 1930 (Chine, Espagne, France) s'avèrent parfaitement académiques au regard de l'appréciation qu'il porte sur les relations entre l'Unité populaire et la bourgeoisie. On y lit en effet que les manœuvres entreprises par la bourgeoisie en octobre 1972 (!) avaient pour but **« d'imposer au gouvernement un tournant décisif dans ses relations avec le mouvement ouvrier et populaire. C'est-à-dire d'obliger le gouvernement à bloquer le mouvement des masses dans la voie de l'indépendance et de l'offensive où celles-ci s'étaient engagées précédemment, à freiner le développement des occupations d'usines, limiter le cours de la réforme agraire, arrêter les mesures contre l'impérialisme »** (9). Comme si le gouvernement de l'Unité populaire n'avait pas **depuis sa constitution,** en 1969, pour fonction de bloquer le mouvement des masses !

Maintenir une appréciation aussi fausse de l'activité du gouvernement Allende et de la coalition de l'Unité populaire aurait des conséquences tragiques. Le gouvernement Allende n'est pas un gouvernement **« réformiste »** qui poursuit une stratégie **« erronée ».** Il doit être caractérisé globalement comme un gouvernement **contre-révolutionnaire conscient,** formé pour barrer la route de la destruction de l'Etat bourgeois, sur laquelle les masses s'étaient engagées en 1969-1970. Son but, c'est l'organisation de la défaite, y compris, s'il le faut, de l'écrasement physique du prolétariat. La défaite, si celle-ci intervenait au Chili, ne serait pas le sous-produit d'une politique **« erronée », « réformiste »** d'Allende, mais la réalisation même de ses objectifs. La social-démocratie est passée du côté de l'ordre bourgeois en 1914, le stalinisme en 1933. Derrière Allende se profile, de façon toujours plus précise d'ailleurs, l'ombre de Noske, tandis que Corvalan et Teitelbom sont des hommes sélectionnés par Staline dans une lutte à mort contre les militants chiliens qui cherchaient à demeurer fidèles à l'orientation de Recabarren.

Autrement dit, le point de départ de toute orientation politique correcte réside dans l'application à l'Unité populaire et à la situation chilienne de l'analyse que Trotsky a faite de la politique des « Fronts populaires » — **« politique qui voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme »** et qui n'est rien d'autre, aux côtés du fascisme, que **« la dernière ressource politique de l'impérialisme dans sa lutte contre la révolution prolétarienne »** (10).

En avril 1937, Trotsky caractérisait ainsi la position de Nin et du P.O.U.M. face au Front populaire en Espagne, avec son cortège de conséquences désastreuses :

> Andrés Nin reconnaît que, comme résultat de la lutte héroïque du prolétariat espagnol, « la révolution a été rejetée en arrière ». Nin oublie d'ajouter : avec la coopération directe de la direction du P.O.U.M. qui, sous le couvert de la « critique », s'est adaptée aux socialistes et aux staliniens, c'est-à-

(8) Ibid., p. 8.
(9) **Ofensiva,** n° 4-5, septembre 1972-janvier 1973, p. 13.
(10) **Programme de transition,** 2e section.

dire à la bourgeoisie, au lieu d'opposer à toutes les étapes son parti à tous les autres partis et de préparer ainsi la victoire du prolétariat. Nous avons prédit à Nin, au début même de la révolution espagnole, il y a six ans, les conséquences de cette politique funeste d'hésitation et d'adaptation. [...]

Nin dit : « A partir du moment où on nous a chassés du gouvernement catalan, la réaction s'est renforcée. » En réalité, il faudrait dire : « Notre participation au gouvernement catalan facilita à la bourgeoisie la possibilité de se renforcer, de nous chasser et d'entrer ouvertement dans la voie de la réaction. » Au fond, le P.O.U.M. se trouve encore maintenant à moitié dans le Front populaire. Les chefs du P.O.U.M. **exhortent** plaintivement le gouvernement à entrer dans la voie de la révolution socialiste. Les chefs du P.O.U.M. engagent respectueusement les chefs de la C.N.T. à comprendre, enfin, l'enseignement marxiste sur l'Etat. Les chefs du P.O.U.M. se considèrent comme des conseillers « révolutionnaires » auprès des chefs du Front populaire. Cette position est stérile et indigne de révolutionnaires. Il faut mobiliser ouvertement et hardiment les masses contre le gouvernement de Front populaire. Il faut dévoiler devant les ouvriers syndicalistes et anarchistes la trahison de ces messieurs qui se donnent le nom d'anarchistes, mais s'avèrent en réalité de simples libéraux. Il faut fustiger impitoyablement le stalinisme comme la pire agence de la bourgeoisie (11).

Telle est **la seule méthode** de définition d'une politique révolutionnaire correcte au Chili. Tel est le sens de la démonstration qu'il nous faut maintenant poursuivre, sur la base de faits que les camarades chiliens connaissent mais qu'ils ne paraissent pas apprécier encore à leur juste valeur.

Objectifs avérés et objectifs véritables de l'Unité populaire

Pour Allende et les dirigeants de l'Unité populaire, le 4 novembre 1970 ouvrit une nouvelle étape de leur activité pour la sauvegarde de la propriété privée et de l'Etat bourgeois. La formation du gouvernement de Front populaire avait pour conséquence de les faire monter directement en première ligne. Certes, l'armée, la police, toute l'armature des institutions étatiques bourgeoises étaient derrière eux, prêtes à les épauler ; il reste que c'est aux dirigeants du P.C. et du P.S. qu'incombait désormais le rôle principal dans la tâche de contenir et si possible de refouler le mouvement des masses.

Ils abordaient cette tâche dans des conditions où les masses **croyaient** que le gouvernement qui se formait (et qui était un gouvernement **bourgeois** par l'ensemble de ses relations avec la société bourgeoise) était un gouvernement **à elles,** un gouvernement ouvrier et paysan, dont la tâche serait de donner satisfaction à leurs revendications pressantes, quitte, s'il le fallait — et les masses savaient qu'il le fallait — à porter sérieusement atteinte aux positions de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

Cela comportait de sérieux inconvénients pour les dirigeants traîtres. En effet, si les masses étaient ligotées par la confiance qu'elles accordaient à leurs dirigeants, le gouvernement Allende, de son côté, était, lui aussi, sérieusement gêné dans ses mouvements face aux masses, du fait que celles-ci avaient les yeux braqués sur lui et attendaient de lui des mesures de nature à modifier rapidement leur situation. Loin de res-

(11) Trotsky, « Problèmes de la révolution espagnole : la victoire est-elle possible ? », 23 avril 1937, dans « La révolution espagnole », supplément à **Etudes marxistes,** n° 7-8, 1969, p. 130.

ter passives, elles manifestèrent leur impatience légitime en prenant une série d'initiatives — saisies de terres par les paysans et, dans un nombre limité de cas, d'entreprises industrielles par les ouvriers. Il serait certes erroné d'exagérer l'ampleur qu'elles revêtirent à cette époque, mais c'était là une claire indication de la direction prise par les masses.

Le premier soin des dirigeants du P.S. et du P.C. sera alors de fixer, moyennant articles, discours et déclarations à la presse, les limites précises au-delà desquelles les revendications des masses ne doivent pas aller. Ce n'est pas seulement dans les actes mais aussi dans les écrits et les discours, c'est-à-dire les idées et la conscience, qu'Allende et consorts entendent barrer la route aux masses.

Chaque fois qu'ils le peuvent, ils réaffirment avec force la théorie de la révolution par étapes. Martner, directeur de l'Office de planification, déclare, par exemple :

> Il faut avoir une claire conscience de ce que le programme de l'Unité populaire n'est pas un programme socialiste ; il est seulement destiné à préparer le pays et le peuple — en développant son éducation et sa conscience — à entrer dans l'étape socialiste. Je définirais l'étape actuelle comme présocialiste (12).

C'est là, en vérité, une réalité que le programme de l'Unité populaire, en 1969, avait au contraire pris soin de ne pas énoncer avec une telle clarté. Mais c'est effectivement le fond de la politique de l'Unité populaire, et en particulier de son épine dorsale, le P.C. chilien, défenseur de la prétendue stratégie de la révolution par étapes :

> Le pouvoir populaire que nous voulons engendrer et la révolution que nous devons faire sont, par essence et en vertu de leurs objectifs, anti-impérialistes et anti-oligarchiques, avec comme perspective le socialisme. De là, soit dit en passant, le fait que nous jugeons peu sérieux, et manquant vraiment de rigueur scientifique, les plans élaborés ici et là en vue de donner déjà un caractère socialiste à tout le processus révolutionnaire qu'il nous faut aujourd'hui engendrer. Le chemin **vers** le socialisme **passe** par les transformations anti-impérialistes et anti-oligarchiques. Et ce n'est pas contribuer au socialisme, bien au contraire, que de déformer le véritable contenu de la révolution chilienne, bien que ces déformations soient le plus souvent verbales. Le passage de la révolution anti-impérialiste et anti-oligarchique à la révolution socialiste peut être très rapide et constituer un processus continu, unique, comme ce fut le cas à Cuba par exemple. Pour cette raison même, il faut mettre l'accent sur les tâches concrètes qui correspondent à **chaque étape historique** (13). [Ce qui est souligné l'est par l'auteur de l'article.]

En d'autres occasions, lorsqu'une clarté pareille à celle de Martner n'est pas de mise, c'est à une casuistique plus subtile qu'ont recours tant Allende que les dirigeants staliniens.

Selon Allende, c'est à un régime « **socialiste** » qu'on aurait alors affaire, mais un « **socialisme** » néanmoins bien particulier, bien « **chilien** ». Il a exposé ce point de vue dans les déclarations typiques des premiers mois de son

---

(12) Cité par A. Labrousse, **l'Expérience chilienne : réformisme ou révolution**, Paris, Ed. du Seuil, 1972, p. 240. Nous continuons dans cet article, comme dans le précédent, à utiliser au maximum ce livre, qui contient beaucoup d'éléments de fait extrêmement précieux, y compris si Labrousse s'en sert lui-même pour défendre un point de vue gauchiste.

(13) L. Corvalan, rapport au C.C. du P.C. chilien, 13-16 avril 1969, dans **Camino de la victoria**, Santiago, 1971, p. 247.

gouvernement, dans ses ineffables conversations avec R. Debray ou dans de nombreuses interviews accordées aux journalistes chiliens et étrangers :

> Il s'agit d'une voie authentiquement chilienne, adaptée à la réalité du Chili, avec des méthodes chiliennes. Il n'y a pas d'expérience analogue dans le monde. Le socialisme ne s'impose ni par décret ni par un coup de baguette magique. Nous savons très bien que jamais les groupes minoritaires qui ont détenu le pouvoir ne l'ont volontairement cédé. Nous devons donc nous défendre. Voyez par exemple la campagne entreprise par nos adversaires pour inciter les possesseurs d'actions bancaires à ne pas nous les vendre, alors que nous les rachetons plus cher que leur valeur réelle au cours du jour. En outre, l'Etat leur remettra des bons à longue échéance et réajustables [...].
>
> Il ne s'agit nullement de socialiser l'économie dans son ensemble. En outre, nous avons ici plusieurs partis. Il y a peu de pays au monde où le socialisme existe, disons, comme expression d'une démocratie organisée en partis, en gouvernement. Ici, vous avez les partis du gouvernement et les partis d'opposition.

Voilà pour la casuistique, mais lorsque le journaliste bourgeois, exigeant plus que de simples sophismes, lui pose brutalement la question :

> — Pensez-vous qu'il soit possible d'éviter la dictature du prolétariat ?

la réponse d'Allende ne souffre alors aucune ambiguïté :

> — Je crois que oui. C'est pour cela que nous travaillons. L'avenir nous dira si nous avons tort ou raison. Aujourd'hui nous pensons qu'il est possible de le faire, même si ce n'est pas facile.

On ne saurait sous-estimer le rôle de ce déluge de discours, écrits, propagande, déversé quotidiennement par les appareils ; ce sont là des armes dans la lutte des classes contre la classe ouvrière et les masses, y compris contre leurs quelques éléments d'avant-garde ; leur fonction est d'obscurcir la conscience de ceux-ci, non pas seulement quant aux objectifs que le prolétariat et les masses ont à atteindre, et aux moyens pour les atteindre, mais **aussi** par rapport aux buts que s'assignent réellement les directions traîtresses.

C'est ainsi que les camarades que nous avons cités paraissent prendre pour argent comptant l'idée que l'Unité populaire **cherche à donner d'elle-même.** Les camarades de **la Trinchera** écrivent :

> La direction de l'Unité populaire se trouve **[en mars 1973]** au milieu d'un combat qu'elle n'a pas recherché et auquel elle n'a pas de solution. Elle a accédé au gouvernement comme porte-drapeau de la lutte démocratique et nationale, et avec la promesse de conquérir le pouvoir et de construire le socialisme. Mais son programme est essentiellement électoral. Il a un caractère parlementaire. Il vise à maintenir la lutte des classes dans les limites de la démocratie bourgeoise et de réformes du vieil appareil de production capitaliste sur la base d'une série limitée de nationalisations.

Ceux d'**Ofensiva** affirment de leur côté de façon à peu près identique que :

> Le programme de l'Unité populaire vise à obtenir la transformation du pays dans le cadre d'une modernisation du système capitaliste lui-même (14).

C'est là prendre l'accessoire pour l'essentiel ; c'est ne pas comprendre où se situent les véritables objectifs de l'Unité populaire, à savoir la préparation des conditions de l'écrasement du prolétariat ; c'est s'interdire de mener une lutte conséquente contre l'Unité populaire ; c'est se laisser prendre au

(14) **La Trinchera,** n° 3, février 1972, p. 2 et **Ofensiva,** op. cit., p. 13.

piège tendu par celle-ci en ne comprenant pas que l'image que l'Unité populaire cherche à répandre d'elle-même, celle d'une coalition **« réformiste »**, fait partie intégrante de la besogne qu'il lui faut accomplir au compte de la bourgeoisie et de l'impérialisme !

La politique économique d'Allende comme arme contre le prolétariat

Il ne suffit cependant pas d'endiguer le mouvement des masses à l'aide de discours. Il faut préparer avec la vitesse voulue les conditions de l'enlisement de ce mouvement, de la démoralisation et de la désorganisation politiques des masses. C'est de ce point de vue qu'il faut analyser les mesures dites **« économiques et sociales »** mises au point par le gouvernement de l'Unité populaire.

Il peut paraître paradoxal que ce soit là le premier terrain choisi pour refouler le prolétariat. Il s'agit en fait d'un phénomène classique des expériences de Front populaire. Enliser les masses avant de pouvoir les frapper exige en tout état de cause que l'on fasse mine d'apporter des solutions à leurs problèmes et revendications pressants. Donc que l'on mette en œuvre une série de mesures dans le domaine économique et social. Mais **il n'est précisément pas de manière plus sûre** de réunir les conditions objectives (ou en tous les cas une partie importante de celles-ci) nécessaires à l'enlisement, à la démoralisation et la désorganisation du mouvement des masses que d'édicter des mesures qui apportent à très court terme des satisfactions à celles-ci sans néanmoins s'attaquer aux **racines mêmes** du mal, c'est-à-dire à la propriété privée et aux rapports de production capitalistes.

Pour illustrer ce que nous venons de dire dans le cas présent, il suffit de prendre comme point de départ de l'analyse les mesures — relevant de l'accomplissement par la classe ouvrière des tâches démocratiques bourgeoises non réalisées au Chili — que nous avons définies à grands traits dans l'article précédent comme étant celles qu'un vrai gouvernement ouvrier et paysan aurait à prendre s'il voulait apporter un début de solution aux problèmes des masses — mesures inséparables **« de profondes incursions dans le droit de propriété bourgeois »** (15).

N'étant pas un gouvernement ouvrier et paysan, mais un gouvernement bourgeois en quête des moyens de sauvegarder la propriété privée, le gouvernement de l'Unité populaire s'est évidemment refusé avec obstination à prendre de telles mesures. Mais en adoptant cette conduite **au moment précis** où il lui fallait tout de même mettre en œuvre une politique ayant l'apparence de vouloir répondre aux besoins des masses, le gouvernement Allende ne faisait, en fait, que préparer la suite que nous connaissons : l'inflation, bientôt aussi puis plus rapide que du temps des gouvernements bourgeois ; le rationnement, les queues et le marché noir ; le désinvestissement et la fuite des capitaux ; la multiplication des tensions et des motifs de conflits ; autant d'éléments dont le résultat (et l'objet) n'était autre que de démoraliser les masses, de soustraire à l'influence du prolétariat les couches les plus instables de la petite bourgeoisie, de réunir les conditions de l'**« échec »** d'une politique pourtant présentée comme conçue et appliquée au nom des masses et dans leur intérêt.

Un procédé classique des Fronts populaires

Il s'agit là, répétons-le, d'un procédé classique des Fronts populaires. Seuls les marxistes peuvent le démasquer, les

---

(15) **La Vérité**, n° 559, janvier 1973, p. 68.

centristes s'en tenant, au mieux, à des maximes du genre : **« Rien n'est pire qu'une demi-mesure. »** Ce n'est qu'en apparence que les mesures économiques et sociales des gouvernements de Front populaire sont des **« demi-mesures »**, dont la cause serait à rechercher dans le caractère **« réformiste »** de ces gouvernements ou encore dans la **« timidité »** et la **« couardise »** des dirigeants des partis ouvriers. Ces « lieutenants ouvriers de la classe bourgeoise » n'ont d'autre fonction que de préserver l'ordre bourgeois, mais les mesures qu'ils prennent n'ont rien de **« timide »**. Elles sont au contraire soigneusement calculées par rapport au but que se fixe le Front populaire — la défaite des masses. Une seule et même série de mesures sert ainsi à la fois à défendre l'ordre bourgeois et à préparer les conditions de la dislocation politique du mouvement des masses.

C'est ce que nous allons démontrer par l'exemple de la réforme agraire et de la question directement liée du ravitaillement des villes.

La question de la terre est capitale pour la révolution prolétarienne dans les pays arriérés. Il s'agit de la principale des tâches non accomplies de la révolution démocratique bourgeoise, tâches que seul le prolétariat, prenant la tête des masses paysannes, peut et doit réaliser, mais à l'aide de ses méthodes propres, et, au premier chef, de son propre pouvoir. Le caractère **vital** de la question agraire tient d'abord à ce que c'est seulement en lui apportant une solution que le prolétariat peut s'assurer l'appui de la paysannerie et la mobiliser dans la lutte contre la bourgeoisie indigène et l'impérialisme ; mais aussi à ce que la réforme agraire figure au premier rang des mesures susceptibles de modifier de façon décisive, en faveur du prolétariat, le rapport des forces avec la bourgeoisie, en brisant les reins de la classe des propriétaires fonciers et même de la paysannerie riche.

Or, si la nationalisation du cuivre chilien, au-delà de toutes les palinodies, a été acquise moyennant **un vote unanime** du Congrès chilien, Parti national compris, et se présente comme un acte politique qui a réalisé l'**« union nationale »** la plus large, la question agraire, par contre, a fait dès le départ l'objet d'une **lutte de classes violente entre la bourgeoisie et les masses,** lutte qui s'est déroulée sur tous les terrains et qui jette une vive lumière sur les véritables objectifs d'Allende.

Ravitaillement urbain et réforme agraire

A partir de la fin de 1970 et dans les premiers mois de 1971, l'Unité populaire a décrété des augmentations spectaculaires de salaires — de l'ordre de 55 % en moyenne en termes nominaux et de 25 à 30 % en moyenne en termes de pouvoir d'achat, l'un et l'autre chiffres étant encore supérieurs pour les catégories les moins favorisées (en termes de pouvoir d'achat, le salaire minimum garanti légal a été relevé de 39 %). L'Unité populaire a également créé quelque 50 000 emplois nouveaux dans l'agriculture, l'industrie et la construction, alors que sous le gouvernement Frei le taux annuel moyen en était de 15 000 environ. Il est indiscutable que, sur le coup, ces mesures ont eu pour effet de modifier la répartition du revenu national en faveur des masses et de soulager leurs besoins les plus pressants.

Mais, pour qu'elles aient un effet positif durable, encore fallait-il qu'elles soient accompagnées des mesures appropriées pour augmenter la production des marchandises de première nécessité, en premier lieu des produits alimentaires. Une réforme agraire rapide, brutale, efficace était indispensable, non seulement pour les raisons générales rappelées ci-dessus, mais aussi pour assurer l'approvisionnement adéquat du

prolétariat et des masses urbaines (16).

Or, loin de mettre en œuvre une telle réforme, Allende et les dirigeants du P.C. et du P.S. ont au contraire donné à l'oligarchie et à la bourgeoisie agraires tout loisir, non seulement de sauvegarder leurs intérêts, mais plus encore de **saboter** la production agricole et de réduire, au lieu de l'accroître, le ravitaillement des villes. C'est ainsi que l'Unité populaire n'a rien négligé pour s'opposer au mouvement d'occupation des terres qui a suivi l'accession d'Allende à la présidence et pour imposer sans modification le respect de la loi de réforme agraire édictée par le gouvernement démocrate-chrétien, son prédécesseur.

Les traits marquants de cette loi sont les suivants : la réforme comporte donc une indemnisation des propriétaires ; elle ne touche que les terres supérieures à une surface équivalant à 80 hectares de terres irriguées ; elle est d'application **« progressive »,** ce qui permet en fait aux grands propriétaires de prendre à temps leurs dispositions et de prévenir même le rachat obligatoire, en procédant, soit à une division des terres entre différents membres de la famille, soit à des ventes fictives à des prête-noms ; elle autorise le propriétaire exproprié à emporter avec lui tout l'équipement agricole, le bétail, etc., se trouvant sur son domaine ; enfin, elle prévoit des formes de répartition et d'appropriation des terres ayant subi les procédures d'« expropriation » qui aboutissent à de nouvelles différenciations sociales dans les campagnes à côté et en plus des anciennes.

Le sabotage de la production agricole

C'est donc sur la base de cette loi dont Allende impose le respect, et des mesures de sabotage qu'elle **« autorise »** (comme aussi d'autres sur lesquelles le gouvernement de l'Unité populaire ferme les yeux) que la bourgeoisie a entrepris de disloquer l'appareil de production agricole. La situation est particulièrement grave dans le domaine du blé, où en trois ans la production a baissé de près de 25 %, et dans celui de l'élevage. C'est ainsi que, par exemple, quelque 200 000 têtes de bétail furent envoyées clandestinement en Argentine dans les premières semaines du gouvernement Allende, alors que celui-ci mettait tout en œuvre pour interdire aux paysans d'intervenir et d'empêcher précisément divers types de sabotage. Dans un livre déjà cité, Labrousse fait état d'une enquête rendue publique en mai 1971 par une équipe de professeurs et d'élèves de l'Ecole vétérinaire de l'Université du Chili, qui ont pu vérifier que, sur 500 vaches contrôlées dans les abattoirs de Santiago, 350, soit 70 %, étaient grosses de trois à sept mois. Cette proportion représentait, pour le seul abattoir municipal de Santiago, le sacrifice de 20 000 femelles qui auraient vêlé dans l'année (17). On a calculé également qu'un seul latifundio, la Société d'élevage de la Terre de Feu, avant de remettre ses propriétés de la province de Magellan à la Commission de la réforme agraire, tua 360 000 têtes de bétail femelles. Le journal **El Rebelde** a pu porter de même des accusations précises contre certains propriétaires de la province d'Osorno qui avaient brûlé des greniers entiers de blé. Le 11 août, au cours d'une conférence de presse, le ministre de l'Agriculture Chonchol a été contraint d'accuser à son tour certains propriétaires qui possédaient des réserves de semences de blé de les avoir vendues ou détruites.

Voilà où il faut chercher, et nulle part ailleurs, les causes de la crise du ravitaillement des villes, de la hausse

(16) Voir **la Vérité,** op. cit., pp. 65-66, où sont donnés tous les éléments sur la répartition du sol et le poids de la grande propriété foncière.

(17) Labrousse, op. cit., p. 313.

vertigineuse des prix et du marché noir, sur la base desquels l'Unité populaire a entrepris d'atteindre ses objectifs de démoralisation et de désorganisation politique des masses, et la bourgeoisie, de son côté, de développer son offensive politique.

Dans cette affaire, Allende et l'Unité populaire ont mis tout leur poids dans la balance. Les éléments rapportés par Labrousse (sur la base de témoignages de militants centristes chiliens) ne laissent aucun doute à cet égard. Voici par exemple comment s'est déroulée une réunion entre Allende et les représentants de cinq fédérations paysannes en juin 1971 :

> Anselmo Cancino, représentant élu du conseil paysan de la province, déclare : « Ici, à Linares, se sont constitués des conseils communaux paysans, mais ils n'existent pas, c'est-à-dire qu'ils n'ont aucune fonction, qu'ils n'ont pas de pouvoir réel. Pour nous, l'expérience qui se déroule dans la province de Cautin est intéressante à cet égard : les conseils communaux ont réellement défini la base de la participation paysanne à la Réforme agraire. » Allende explique alors aux paysans « l'urgence d'augmenter la production pour ne pas continuer à importer des quantités toujours plus importantes d'aliments », et en déduit « la nécessité de réaliser une réforme agraire qui soit conforme à la loi ». Cancino répond : « Parfois, nous autres paysans, nous avons l'impression que l'on doute de notre conscience. Dans la mesure où l'on nous fournira les moyens techniques, nous irons de l'avant ; dans la mesure aussi où nous nous organiserons, à la base, dans tout le pays. » Anselmo Cancino se réfère ensuite aux problèmes de la province de Linares, où 65 % de la main-d'œuvre agricole seulement trouvent à s'employer, où les propriétaires terriens boycottent ouvertement la production, ce qui conduit les paysans à s'emparer des terres. Allende répond : « Occuper des terres, c'est violer un droit. Et les travailleurs doivent comprendre qu'ils font partie d'un processus révolutionnaire que nous sommes en train de réaliser avec le minimum de souffrances, le minimum de morts, le minimum de faim. Pensez-y. Si on agissait de la même façon avec les entreprises importantes que nous voulons nationaliser — il y a 35 000 entreprises — qu'est-ce qui se passerait si nous avions l'intention de les contrôler toutes ? »
>
> **Cancino.** — Le changement, **compañero presidente.**
>
> **Allende.** — Non, le chaos. J'ai l'obligation de vous montrer que vous vous trompez. Le problème ne réside pas seulement dans la forme de propriété, mais dans la production. Il y a des pays socialistes comme la Bulgarie dans lesquels un grand pourcentage de la terre appartient au secteur privé (18).

Ce dialogue est saisissant. Allende intervient activement dans la lutte des classes qui se déroule dans les campagnes, mais au compte de la bourgeoisie, au nom de l'« **ordre** » contre le « **changement** », lequel n'est en l'occurrence autre que la révolution, et qu'il lui faut baptiser « **chaos** ». Les travailleurs agricoles et la paysannerie, au même titre que la classe ouvrière, n'attendaient qu'un mot pour intervenir et juguler les menées destructrices des propriétaires fonciers. S'il y a eu sabotage, c'est qu'Allende et le P.C. chilien ont tout fait pour empêcher les masses de bouger.

La défense des rapports de production capitalistes à la campagne

Mais il faut aller plus loin et comprendre, d'une part, que le « respect » par Allende et le P.C. chilien de la réforme agraire de Frei vise un second

(18) Tiré de **Punto Final**, n° 132, 8 juin 1971, p. 8, et cité par Labrousse, op. cit., p. 278.

but tout aussi important que le premier (à savoir, la sauvegarde des rapports de production capitalistes dans les campagnes) ; d'autre part, que, sur le plan de l'étranglement de l'appareil de production, les effets de la politique agraire de l'Unité populaire ne se limitent pas à ceux qui viennent d'être rapportés.

Dans son livre, Labrousse présente le tableau suivant de la répartition des terres cultivées, établi par un ingénieur agronome, responsable provincial de la réforme agraire :

Secteur	Avant 70	70/71
Secteur de réforme agraire	10 %	30 %
Petits agriculteurs	20 %	30 %
Moyens agriculteurs	20 %	30 %
Grands agriculteurs	50 %	10 %
Total	100 %	100 %

Force est de reconnaître (ainsi que Labrousse est contraint, à contre-cœur, de le faire) que ce tableau exprime parfaitement les objectifs du gouvernement de l'Unité populaire en ce qui concerne la structure de classe qu'il entend, au même titre que la démocratie-chrétienne, aider à constituer dans les campagnes : celle d'une agriculture capitaliste, composée d'une part de koulaks, d'autre part d'entreprises capitalistes hautement mécanisées et constituées dans le cadre de ce remembrement de leurs exploitations auquel procèdent les propriétaires en y transférant le matériel d'exploitation enlevé aux terres soumises à la réforme. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, la loi, en effet, leur permet de disposer de leurs machines agricoles, du bétail et d'une réserve qui peut représenter dans certains cas plusieurs centaines d'hectares de bonne terre. Rien ne s'oppose donc à ce que l'on s'en serve afin de remplacer l'ancien latifundio improductif qui vient d'être nationalisé par une moyenne propriété sur laquelle on pratique une agriculture mécanisée. Qu'il s'agisse là de l'un des objectifs de l'Unité populaire, c'est ce que confirment les déclarations de Martner, directeur de la planification, que nous avons déjà citées, selon lesquelles il resterait, au terme de la réforme, **« entre 600 et 700 000 propriétaires, dans quelques cas sous forme collective ou coopérative, dans tous les autres sous forme de propriété individuelle »** (19).

« Dans quelques cas sous forme collective ou coopérative... » Ces mots indiquent la nature tout à fait transitoire des exploitations appartenant au secteur dit **« de réforme agraire ».** Selon les termes de la réforme, les terres **« expropriées »** sont en un premier temps constituées en **« asentamientos »,** c'est-à-dire en unités d'exploitation de type communautaire. Les **« asentamientos »** sont créés pour une durée de trois ans, susceptible d'être prolongée de deux ans ; à la suite de quoi les paysans ont le choix entre différentes formes d'exploitation : ils peuvent cultiver des parcelles sous forme d'exploitation familiale, ou former des exploitations de type communautaire : coopératives, fermes d'Etat ou autres associations dont la loi ne précise pas la forme.

Ce qu'il importe de comprendre, c'est que, sur un domaine donné, ne peuvent entrer dans l'**« asentamiento »** que les ouvriers agricoles qui possédaient précédemment le statut de travailleurs sédentaires et qui vivaient déjà (comme c'est classique dans le système du latifundio) autour des bâtiments d'exploitation au centre du domaine. Les travailleurs temporaires, qui sont aussi nombreux que les sédentaires, sinon plus, en sont exclus, donc évidemment obligés de vendre leur force de travail aux nouveaux possesseurs du sol. Labrousse note que **« les** asentados, **représentant des îlots réformés au milieu d'une masse paysanne livrée à elle-même, se comportent vite comme une minorité privilégiée : ce développement du sens de**

(19) Labrousse, op. cit., p. 289.

la propriété chez certains paysans n'a pas un caractère seulement sentimental » (20). Après trois ans d'application de la réforme de Frei, au moment de la formation du gouvernement de l'Unité populaire, les travailleurs agricoles sans terres représentaient 30 % de la main-d'œuvre du **« secteur de la réforme agraire »**, recevant des salaires très bas, **« alors que les** asentados **tendaient à devenir une** "nouvelle classe" **exploitant à leur tour les secteurs paysans les plus défavorisés et constituant une sorte d'**"amortisseur" ["**colchon**" : matelas, pour les Chiliens] **face à la montée des revendications des paysans sans terres ».**

Sous la pression des masses, le gouvernement de l'Unité populaire s'est vu contraint de prévoir une seconde forme d'organisation de la production sur les terres **« expropriées ».** Elle a pris le nom de **« centres de réforme agraire ».** Cette mesure comporte le regroupement des terres de plusieurs domaines pour former une unité économique rentable. Y sont admis sans distinction tous les paysans travaillant sur les terres expropriées, qu'ils aient vécu ou non sur le domaine auparavant. Mais Labrousse montre fort bien, d'une part que Chonchol et Allende se sont bien gardés de prendre le moindre engagement définitif en ce qui concerne l'avenir de ces centres, qui n'ont **nullement** — ont-ils précisé — le caractère de **« fermes d'Etat » ;** d'autre part, que les centres sont administrés de façon extraordinairement bureaucratique par des ingénieurs agronomes qui se comportent en **« senoritos »** et excluent totalement les paysans du contrôle de leur propre activité.

Pour Allende et Chonchol, le salariat agricole doit être maintenu, de même qu'une paysannerie affamée de terres, car telle est la condition du maintien des rapports de production capitalistes dans les campagnes, et **de l'élargissement des couches de la paysannerie intéressées au maintien de l'Etat bourgeois.** C'est là l'un des objectifs avérés de la réforme de 1967 (21), un objectif qu'Allende et l'Unité populaire reprennent entièrement à leur compte. Ils ont très consciemment semé dans les campagnes, à une échelle infiniment plus large que Frei n'avait eu le temps de le faire, les germes de violents conflits de classe, au moyen desquels ils espèrent affaiblir le potentiel révolutionnaire de la paysannerie, donc l'aide qu'elle sera capable d'apporter au prolétariat des villes.

Si l'on en doutait, il suffirait de lire cet autre dialogue entre Allende et les porte-parole de paysans sans terres que rapporte Labrousse, et qui éclaire une fois encore aussi bien les intentions de l'Unité populaire que l'âpreté de la lutte des classes qui se dessine. C'est, comme toujours, le délégué paysan qui parle en premier :

> Nous sommes des milliers et des milliers qui marchons la bêche sur l'épaule à travers le pays, faute de travail et de foyer... Comme nous ne sommes pas syndiqués, on nous dit qu'il n'y a pas de place dans les **asentamientos...** Nous n'avons pas droit au médecin, car notre livret n'est pas à jour, et comment le serait-il si nous travaillons de façon irrégulière, en certaines saisons, vingt jours chez un patron, une autre fois dix ou quinze jours ailleurs, et ils nous disent que les versements se font à la fin du mois, et comme on s'en va, ils se perdent... Quand nous passons par les villes, nous attirons l'attention des carabiniers... ils nous arrêtent et nous gardent le temps qu'ils veulent... Moi, l'autre jour, ils m'ont fait travailler cinq jours et ils ne m'ont

(20) Ibid., p. 109.

(21) Le préambule de la loi de 1967 déclare rechercher **« la formation, dans les zones rurales du Chili, de cette classe moyenne vigoureuse qui a été le facteur principal de notre développement économique et social dans la zone urbaine ».**

pas donné un peso, mais seulement un peu de nourriture, et après ils m'ont dit que j'étais un fainéant **(flojo)**, voilà tout le salaire qu'ils m'ont donné ; mais c'est tout le contraire : c'est nous qui faisons les travaux les plus pénibles dans la campagne... et c'est pour cela que nous voulons avoir le droit de travailler, comme les autres paysans, dans les **asentamientos**... Nous ne pouvons pas former un foyer, faute de travail, nous n'avons pas la possibilité d'avoir une femme et des enfants, la moitié des **companeros** sont célibataires. Parfois, il faut que nous marchions une semaine ou deux à la recherche de travail ; quand arrive la nuit, il nous faut dormir sur les chemins, sous les ponts. Le peu d'alimentation que nous avions dans nos baluches disparaît, et nous devons demander, et les gens qui sont chez eux sont étonnés et nous regardent comme si nous venions de je ne sais où, et nous avons honte d'avoir à faire ça quand il y a tant de terre à travailler dans notre Chili.

Président Allende. — Merci beaucoup.

J. Zarate. — Nous demandons du travail et non pas des terres.

Président Allende. — Je dois vous dire que le document que vous m'avez remis m'a beaucoup impressionné, parce qu'il y a beaucoup de choses que je ne savais pas, et maintenant je sais que votre vie est plus dure que je ne l'imaginais... Maintenant, votre gouvernement, qui est le gouvernement des travailleurs, a l'obligation de se préoccuper de cela [il présente ses collaborateurs]... Aussi, vous voyez, cela les préoccupe ; mais ce que je veux que vous compreniez, en premier lieu, c'est que cela ne peut pas être résolu du jour au lendemain ; deuxièmement, que c'est un problème qui touche un pourcentage relativement élevé de **companeros** ; et que, troisièmement, c'est un problème humain et social qui nous préoccupe tous, que nous avons l'obligation humaine et également sociale d'y trouver une solution, que cette solution ne peut pas être pour tous, tout de suite, vous le comprenez ? **(J. Sepulveda.** — Oui, **que trop.)** Nous allons la chercher, cette solution, nous allons la chercher, et nous allons trouver des solutions à vos problèmes, nous allons les trouver... Je vois que c'est effectif, que c'est sûr que vous comprenez que je suis votre **companero** et que vous avez le droit de venir ici, parce que c'est la maison du peuple... [Suivent une série de considérations embarrassées : il faut être patient, les solutions ne sont pas faciles... A la suite de quoi s'engage une conversation avec les techniciens du gouvernement qui demandent des précisions aux **afuerinos.** Voici la fin de l'entretien] :

J. Zarate. — C'est pour ne pas continuer à déambuler, honteux, la bêche sur l'épaule, alors qu'on est des Chiliens, et quand il y a des étrangers qui viennent ici s'enrichir à nos dépens.

Président Allende (qui a déjà fait une fausse sortie). — Bien. Nous allons nous préoccuper de ces problèmes, nous prendrons l'adresse des **companeros** qui vous représentent de façon à les contacter et je crois qu'il est fondamental que vous vous réunissiez, qu'il y ait quelque part une espèce d'assemblée des **afuerinos** et que vous y alliez, mais que vous y alliez avec quelque chose, quelques mesures à proposer. Bien. J'ai été enchanté de vous rencontrer, merci d'être venus.

J. Sepulveda. — Ce que nous allons vous demander, **companero presidente,** c'est que, le temps que ça s'arrange, on donne l'autorisation aux **asentamientos** de nous donner un petit coin où on puisse rester (22).

(22) Labrousse, op. cit., pp. 270-271.

L'étranglement de l'appareil de production

Le sabotage de la production agricole, mené à bien grâce aux efforts conjoints de la bourgeoisie et du gouvernement, a puissamment contribué à l'étranglement de l'appareil productif.

Sur la base d'une baisse de la production de blé de 16 % en 1972 par rapport à 1971 (pour 1973, on prévoit une nouvelle baisse qui pourrait être de 10 %), alors que le Chili importe déjà (pour les raisons analysées dans l'article précédent) un tiers de ses besoins en céréales ; d'une baisse de 10 % pour les légumes, de 4 % pour le vin, d'un taux inconnu mais très élevé pour la viande, on a assisté à une hausse des prix absolument vertigineuse. Les services d'études de **The Economist** estiment qu'en 1972 **« le taux d'inflation général a atteint 163 % pour l'année et 240 % en ce qui concerne les produits alimentaires »** (23).

Cela n'a pas eu seulement pour effet de laminer le pouvoir d'achat des travailleurs, mais aussi de désorganiser — indépendamment même de menées contre-révolutionnaires du type de celles que nous allons examiner plus loin — le fonctionnement de l'économie dans son ensemble. En vertu des caractéristiques de la monnaie, un tel rythme d'inflation ne pouvait manquer d'aboutir, même dans une économie planifiée, à disloquer tout le système des échanges. Dans le cas du Chili, où l'expropriation avec indemnisation ne vise, selon les objectifs définis par l'Unité populaire, que 150 entreprises industrielles au grand maximum sur les 35 000 qui existent, et où le gouvernement s'est farouchement refusé à prendre une mesure quelconque de planification impérative ou de contrôle (sans même parler de monopole) du commerce extérieur, une inflation généralisée de 163 % ne pouvait que faire éclater le système productif.

C'est ainsi que la production industrielle a diminué en 1972, à l'instar de la production agricole, dans des proportions que l'on ne connaît même pas avec précision, faute de pouvoir l'estimer en termes physiques, comme dans le cas des récoltes, ou la chiffrer en termes monétaires certains. Une indication — précisément parce que mesurable en termes physiques — est néanmoins donnée par la construction des logements. Seulement 25 000 logements ont été commencés en 1972 — soit 56 % de moins qu'en 1971 — alors que le déficit global en logements était estimé à plus de 650 000 unités, touchant bien évidemment exclusivement la classe ouvrière et les masses populaires. Un autre indice fiable de la dimension qu'a pu atteindre la chute de la production industrielle — dans ce cas parce que libellé en termes de monnaie étrangère — est donné par l'achat de biens d'investissement à l'étranger, seule source de machines et d'équipements, en l'absence d'une production nationale de biens d'investissement. De 1971 à 1972, ces achats ont diminué de 50 %.

Cette baisse de la production industrielle a évidemment eu des conséquences en chaîne ; elle a notamment eu pour effet d'augmenter de nouveau le chômage, qui n'aura diminué que pendant une seule année, en 1971.

Les conséquences sont particulièrement brutales en ce qui concerne le commerce extérieur. Alors que les exportations agricoles du Chili diminuaient de 31 % et ses exportations industrielles de 25 %, et que ses exportations de cuivre et autres minerais subissaient l'effet de la baisse des cours sur les

---

(23) The Economist Intelligence Unit, **Quaterly Economic Review**, Chili n° 1, 1973, p. 8. Il s'agit de bulletins semi-confidentiels publiés par l'organe du grand capital britannique à l'intention des banquiers, industriels et agents de change de la place de Londres. Ils contiennent, comme il se doit, les **vraies** données à l'intention de gens qui ne peuvent pas se payer de mots.

marchés mondiaux (où la demande est contrôlée par les principales puissances impérialistes), et l'effet de menées spéculatives reconnues, ses importations augmentaient brutalement (+ 20 % pour les neuf premiers mois de 1972) par suite de l'obligation de recourir à des importations agricoles massives (pour 340 millions de dollars, soit 65 % de plus qu'en 1971). A deux reprises successives, en juin 1972 et en janvier 1973, les réserves en devises sont **tombées à zéro,** obligeant le Chili à recourir à de nouveaux emprunts extérieurs.

Il serait pourtant faux de dire que c'est le déséquilibre catastrophique de la balance des échanges extérieurs du Chili qui a livré le gouvernement Allende sans défense entre les mains de l'impérialisme. D'abord parce que c'est aux côtés de celui-ci qu'en tant que gouvernement bourgeois il s'est placé de lui-même à chaque instant. Ensuite parce que, y compris en tant que gouvernement bourgeois, le gouvernement Allende, dès son accession, s'est placé, non seulement du côté, mais **entre les mains** de l'impérialisme en acceptant de reconnaître l'énorme dette extérieure du Chili (que les services de **The Economist** estimaient pour leur part à 3,8 milliards de dollars) et en se refusant à décréter un moratoire de cette dette. Il reste que l'aggravation du déficit de la balance commerciale (auquel se sont ajoutés des intérêts élevés à payer aux capitalistes étrangers : 409 millions de dollars en 1972) a privé Allende de toute marge de manœuvre face à ses créditeurs du « Club de Paris », ou encore face à la bureaucratie stalinienne à laquelle il a dû emprunter de plus en plus (550 millions de dollars d'emprunts, depuis 1970, contractés auprès de l'U.R.S.S. et de ses satellites).

Allende au secours de la bourgeoisie industrielle

Les actes de sabotage de la production ne se sont pas limités à l'agriculture. Dans l'industrie, on rencontre également — fût-ce à une échelle moindre en raison de la capacité de contrôle, résistance, vigilance dont la classe ouvrière a rapidement fait preuve, non seulement à l'égard de la bourgeoisie, mais aussi, dans une large mesure, à l'égard de ses directions — les effets du sabotage de la production par la bourgeoisie et des efforts faits par le gouvernement pour aider celle-ci.

Cette aide réside bien entendu au premier chef dans les barrières établies par le gouvernement au développement du secteur nationalisé, les nationalisations ne pouvant être réalisées selon lui, en tout état de cause, que moyennant indemnisation, et dans le corrolaire logique, le refus de toute planification impérative (**même** du type connu en France en 1947-1951), ou de tout contrôle du commerce extérieur.

Mais l'aide apportée à la bourgeoisie réside également dans la manière dont l'Unité populaire, et notamment Allende en personne, s'est rapidement opposée aux revendications des travailleurs et s'est interposée entre ceux-ci et le patronat.

Labrousse en cite un exemple particulièrement parlant, où se dessine en même temps la résistance que les travailleurs, avec les militants des partis ouvriers, opposent à ce qu'ils comprennent parfaitement comme étant une politique de défense des intérêts économiques bourgeois. Il s'agit du cas de l'entreprise textile Yarur, liée à la Chase Manhattan Bank, que les travailleurs ont proposé d'exproprier purement et simplement à la suite de la découverte par eux d'actes de sabotage de la production, ce qui les a conduits à se heurter directement avec le gouvernement de l'Unité populaire :

> Lorsque le sous-secrétaire d'Etat à l'Economie, Oscar Garreton, déclara qu'il entretenait des conversations avec le patronat, les ouvriers se réunirent en assemblée plénière et décidèrent que les propriétaires devaient être expulsés

sans indemnisation : il devait être procédé à une confiscation dans la mesure où, durant des années, le trust international avait retiré de l'exploitation de l'usine des sommes fabuleuses, qui compensaient au centuple les investissements effectués et rendaient injuste toute indemnisation. Les ouvriers ajoutaient que, la valeur comptable de l'entreprise étant de deux cent millions d'escudos, l'Etat allait payer aux propriétaires une indemnisation dont le versement serait échelonné sur dix ans : or les vingt millions d'escudos payés chaque année dépassaient largement la somme représentant le total des salaires de l'entreprise. Le technicien socialiste nommé par le gouvernement pour exercer le contrôle de l'usine, Andrés Van Lancker, qui avait lutté aux côtés des ouvriers, en tirait la conclusion suivante : « Dans ce cas, il se trouve que la plus-value, c'est-à-dire l'excédent financier produit par l'entreprise, ne va pas se transformer en écoles, en hôpitaux ni en nouvelles sources d'emplois, mais va servir à augmenter la richesse de la classe dominante qui, très certainement, l'exportera à l'étranger comme elle l'a toujours fait » (24).

Même si des positions aussi nettes n'ont été prises tout d'abord que dans un nombre limité de cas, et ont appelé, de la part de l'Unité populaire, des manœuvres essentiellement dilatoires (elle a laissé la question de la Yarur **« en suspens »** en attendant que les rapports de force permettent un règlement clair en faveur de la bourgeoisie et de l'impérialisme), elles n'en étaient pas moins significatives quant à l'état d'esprit et aux aspirations des masses.

A mesure cependant que la lutte des classes s'est intensifiée, Allende et l'Unité populaire ont eu recours à d'autres méthodes. Aux propos lénifiants des premiers mois ont succédé le mensonge et la calomnie les plus grossiers. C'est ainsi par exemple que, pour caractériser l'action entreprise par les mineurs du cuivre afin de défendre leur niveau de vie contre l'inflation galopante dont la politique de l'Unité populaire est directement responsable, Allende n'a pas hésité à déclarer en janvier 1973 :

> Ceux de Chiquicamata agissent comme de véritables banquiers monopolistes demandant de l'argent pour remplir leurs poches sans se préoccuper en rien de la situation du pays [...]. Je suis le premier président à être allé expliquer aux travailleurs comment il convient de coordonner la production avec les salaires et comment ils doivent agir. Le résultat en a été que, pendant le seul mois de janvier, il y a eu neuf grèves. C'est la morale révolutionnaire qui fait défaut (25).

La **« morale révolutionnaire » !** Voilà le grand mot lâché. La préface du **Plan de fonctionnement des entreprises des secteurs mixte et privé** lui consacre plusieurs pages. Selon ce document, cette **« morale socialiste »** doit inciter à faire des entreprises nationalisées un modèle d'organisation et d'efficacité, afin de démontrer l'inanité des arguments de la droite qui ne voit en elles qu'un refuge obligé de la bureaucratie, du gaspillage et du laisser-aller. Elle doit inciter à la vigilance, non seulement pour éviter de telles erreurs, mais pour empêcher le sabotage des tenants de l'ancien ordre économique. C'est encore cette morale socialiste qui doit permettre de vaincre dans **« la bataille de la production »**, dont Corvalan et Allende sont si friands ; de comprendre que l'amélioration des conditions d'existence **« ne passe pas par des augmentations de salaires »**, mais résulte des investissements de l'Etat dans les domaines du logement, de la santé, des loisirs, etc.

Cette **« morale révolutionnaire »** est pourtant d'une singulière élasticité chaque fois que les intérêts immédiats d'un

(24) Labrousse, op. cit., pp. 275-276.
(25) **Le Monde**, 21-22 janvier 1973.

secteur de la bourgeoisie l'exigent. Labrousse rapporte à cet égard un exemple tout à fait illustratif :

> Le mardi 14 septembre 1971 [...] il s'est réuni avec le vice-président de la démocratie-chrétienne, Osvaldo Olguin, et les députés démocrates-chrétiens Leighton, Mario Mosquera, Emilio Lorenzini, Blanca Retamal Alberto Zaldivar et trois représentants de trente-huit ouvriers de l'entreprise Sumar qui avaient été renvoyés sur décision d'une assemblée générale des travailleurs : ils étaient accusés d'avoir saboté la production. A l'issue de cette entrevue, le vice-président du parti démocrate-chrétien déclara qu'après avoir écouté les explications des ouvriers renvoyés, le président Allende avait demandé leur immédiate réintégration. D'après Olguin, le président avait affirmé que « son désir était qu'il n'y eût pas de sectarisme et de politisation ». Il avait ajouté qu'il « n'était pas partisan que, sur les lieux de travail, on fît de la politique, mais qu'au contraire, pendant ces heures-là, les ouvriers se consacrent uniquement à leur travail ». Ces déclarations, rapportées par les journaux de droite, ne furent pas démenties ; qui plus est, le président Allende annonça qu'il prononcerait un discours « contre le sectarisme » (26).

Labrousse précise que les travailleurs réunis en assemblée rejetèrent l'injonction présidentielle. Le long processus de mûrissement de la conscience ouvrière va en sens contraire de ce que voudraient les dirigeants ouvriers traîtres à leur classe.

Le développement de la contre-offensive réactionnaire

La bourgeoisie chilienne n'a pas tardé à comprendre quel était le terrain choisi par l'Unité populaire pour préparer les conditions de la défaite du mouvement des masses, et quel était le rôle qui lui revenait.

C'est tout d'abord sur le plan de la politique économique et sociale de l'Unité populaire que la bourgeoisie a entrepris une série de manœuvres politiques dont le but était de fournir à Allende et aux dirigeants staliniens l'occasion de définir en toute clarté **« les limites du processus chilien »** et de les aider à les fixer de façon aussi conservatrice que possible. Ce n'est pas un hasard si Vuskovic, premier titulaire du ministère de l'Economie, a été choisi tout d'abord comme cible par la démocratie-chrétienne et le Parti national ; ils ont ainsi obtenu d'Allende, d'abord une loi fixant les limites des nationalisations, plus tard une série de concessions empêchant tout contrôle effectif de la distribution et des prix, enfin le limogeage du ministre et son remplacement par Millas, membre de la direction du parti stalinien et auteur d'une loi autorisant **la dénationalisation de toute une série d'entreprises.**

Mais c'est surtout l'inflation qui a offert à la bourgeoisie l'occasion de tenter de reprendre, de façon relative bien entendu, l'initiative dans la lutte des classes.

Depuis l'expérience allemande de 1922-1923, on sait qu'une inflation galopante (on dit encore une hyper-inflation) constitue contre les masses une arme redoutable aux mains de la bourgeoisie. Elle frappe les couches de la petite bourgeoisie plus sévèrement encore que la classe ouvrière (ou tout au moins les secteurs les plus organisés de celle-ci, qui sont en mesure de se défendre) et peut donc aboutir à détacher la petite bourgeoisie du prolétariat, à la transformer en masse de manœuvre des partis de droite et, dans des conditions appropriées, du fascisme.

Rien d'étonnant, par conséquent, à ce que ce soit autour de la question du ravitaillement, des prix et des timi-

(26) Labrousse, op. cit., p. 279.

des mesures esquissées pour les contrôler, mesures qui visaient les commerçants plutôt que les gros industriels ou intermédiaires pourtant coupables des actes de sabotage les plus caractérisés, que la bourgeoisie chilienne a pu, grâce à l'Unité populaire, se reconstituer une base dans les masses et lancer celles-ci dans la rue.

Le 1er décembre 1971 se déroule la première manifestation organisée sur ce terrain. Elle rassembla cette fois-là — et c'est ce qui a autorisé certains à chercher à en minimiser la portée — surtout les **« ménagères des beaux quartiers »** et leurs domestiques, réquisitionnés pour l'occasion. Mais la composition sociale des manifestants ne tardera guère à se modifier. Le lendemain, 2 décembre, c'est une multitude de petits commerçants et d'artisans qui se rassemblent au centre de Santiago pour proclamer leur attachement à l'entreprise privée. Cette manifestation témoigne de l'échec de la politique de **« collaboration avec les classes moyennes »** tant vantée par les stratèges du P.C. chilien, et débouche sur la constitution du F.R.E.N.A.P. (Front national de l'entreprise) qui regroupe, à partir du début de 1972, les agriculteurs aisés, les commerçants, les artisans, les propriétaires d'entreprises de transport, et qui va constituer le fer de lance de l'offensive de la droite.

Les partis de droite vont en effet poursuivre hardiment leur offensive, tandis que le gouvernement fait tout pour démobiliser la classe ouvrière et les masses populaires.

Allende, en effet, remet à l'armée, par le biais de la proclamation de l'état d'urgence, le soin de **« rétablir l'ordre »**, et repousse l'appui que les masses populaires lui offrent au cours d'une gigantesque contre-manifestation. C'est alors que les partis bourgeois mettent en accusation, dans les formes constitutionnelles, le ministre de l'Intérieur Toha et exigent sa démission. Au début de janvier 1972, par deux fois, Allende repousse l'appui des masses et refuse de les mobiliser. Tout d'abord, aux manifestants assemblés devant le palais de la Moneda, qui réclament le maintien de Toha et qui demandent des armes, il répond : **« Ce serait le pire que nous pourrions faire, ce serait une démonstration d'immaturité politique. »** Puis, lorsque les travailleurs du secteur public envahissent en masse les jardins et les couloirs du Parlement pour appuyer l'Unité populaire dans le débat sur le budget (que la droite cherche à amputer pour paralyser l'action gouvernementale), il vient en personne refouler les manifestants. Quelques jours plus tard intervient le premier remaniement ministériel important du gouvernement Allende, marqué par une modification de l'équilibre interne du gouvernement au profit de la fraction droitière des radicaux, du P.C. et des chrétiens. Désormais, les partis bourgeois savent que, du côté de l'Unité populaire, la voie est libre, que plus rien ne s'oppose à ce qu'ils développent leurs attaques contre les masses en toute quiétude. La répression organisée à Concepcion par le gouverneur stalinien de la province en mai 1972 leur en apportera d'ailleurs une confirmation sans réserves.

La « crise d'octobre » et l'intervention propre des masses

C'est ainsi qu'on en arrive à la crise d'octobre, où se noue l'ensemble des éléments annonçant des affrontements de classes susceptibles de déboucher ultérieurement sur la guerre civile. En octobre 1972 en effet, à la différence de janvier, les masses agissent, aux côtés, certes, d'Allende, mais **indépendamment** de lui, sans attendre qu'il les mobilise. Par là même, elles modifient toutes les données des rapports de force entre les classes telles que l'Unité populaire et la bourgeoisie avaient tenté de les établir en faveur de cette dernière.

Les faits sont les suivants. Considérant que l'exaspération des différentes

classes et couches sociales devant la dégradation de la situation économique, a atteint un tel degré que la bourgeoisie peut espérer rallier derrière elle toute la petite bourgeoisie et miser sur une désorganisation et une démoralisation politiques suffisantes de la classe ouvrière, la droite lance une formidable offensive. Formellement, celle-ci est dirigée contre l'Unité populaire ; mais sa pointe vise avant tout la classe ouvrière et ses organisations, ainsi que toutes les positions conquises par les masses. L'axe du dispositif de la réaction est constitué par la corporation des moyens et petits commerçants et celle des transporteurs routiers. Ils engagent une grève qui se donne pour but de parachever la dislocation du système de ravitaillement, provoquant ainsi la chute du gouvernement. Une grève de la fonction publique, de l'enseignement privé, et de nombreuses professions libérales vient rapidement appuyer celle des commerçants et des routiers. Enfin la droite fait mine d'organiser l'émeute et lance manifestations sur manifestations dans un climat de provocations et de violences.

Le gouvernement fait d'abord preuve d'une extrême passivité. Il n'en sortira qu'au moment où la classe ouvrière et les masses se seront engagées dans l'action pour leur propre compte ; il prendra alors sans tarder, en faisant appel à l'armée, des mesures appropriées pour freiner leur progression. L'intervention de la classe ouvrière et des masses a été puissante et extrêmement résolue. Pour le comprendre, il suffit de lire un texte émanant du Comité politique du M.A.P.U. Dans le langage d'une formation politique encore membre de l'Unité populaire (même si elle est en butte à des attaques croissantes d'Allende et du P.C.), le M.A.P.U. dit clairement que c'est la mobilisation des masses sur leur propre terrain qui a eu raison de la grève des commerçants et des entrepreneurs de transport routier, et a contraint Allende à faire entrer d'urgence les militaires dans son gouvernement :

> [Les événements] d'octobre [1972] montrent de façon éclatante, en premier lieu, l'extraordinaire potentiel révolutionnaire, non plus du gouvernement ou de l'Unité populaire, mais de la classe ouvrière et des masses populaires directement comme telles. Les masses ont fait preuve d'une capacité d'initiative, de décision, de discipline et d'organisation jamais vue auparavant dans ce pays. Un pouvoir populaire de masse, organisé, discipliné et conscient a largement commencé à surgir, et c'est lui qui a empêché la paralysie totale de l'économie et les débordements incontrôlés que visait à provoquer le plan séditieux de la droite. Cette capacité des masses constitue le facteur décisif qui a fait échec à la grève patronale d'octobre et qui a déterminé les forces armées à apporter leur appui au gouvernement (27).

Les formes d'organisation au moyen desquelles les masses ont pu faire une telle démonstration de leur capacité d'initiative ont été, pour une part, les syndicats. Il faut signaler en particulier à cet égard le rôle joué par la Fédération des cheminots, où la démocratie-chrétienne avait pourtant des positions et qu'elle espérait pouvoir neutraliser. Or les cheminots de tendance démocrate-chrétienne n'ont pas débrayé, et la fédération unie a pu tout mettre en œuvre pour contrecarrer (dans les limites où le réseau du chemin de fer chilien le permettait) les effets de la grève des transporteurs routiers.

Mais c'est essentiellement dans le cadre d'organismes **ad hoc,** créés dans le feu de la lutte ou adaptés par les masses à cette occasion en relation avec les exigences du combat, que celles-ci se sont mobilisées.

Dans la première catégorie, on trouve les « groupes de protection et défense

---

(27) Déclaration de la commission politique du M.A.P.U. du 12 février 1973.

des lieux de travail » [Comités de **Proteccion de los industrias**], embryons d'une milice ouvrière ; les « Commandements municipaux », qui ont pris en charge dans de nombreuses parties du pays, pendant toute la durée de la grève, les tâches de production et de distribution comme celles de police et de vigilance à l'égard des factieux et meneurs bourgeois ; enfin les **« Cordones industriales »**, comités de liaison des comités d'usine.

Dans la seconde catégorie, on rencontre en particulier les Comités du ravitaillement et des prix **(Juntas de abastecimientos y precios)**. Ici, il s'agit d'organismes dont la création s'est faite à l'initiative de l'Unité populaire, plus exactement du ministre Vuskovic avant son limogeage, et dont les masses se sont saisies pour faire face aux sabotages de la droite, s'attaquer à la spéculation, tenter de briser le marché noir et soumettre la bourgeoisie à leur contrôle sur ce terrain. Ce faisant, les masses ont modifié le caractère initial d'organes auxiliaires du gouvernement que Vuskovic entendait, bien entendu, donner à ces J.A.P., et leur ont imposé ce caractère d'organismes autonomes, formes embryonnaires du double pouvoir, auxquels les dirigeants issus des entrailles des masses ont tenté de donner le degré maximum de centralisation en leur pouvoir. C'est contre les J.A.P. que la droite, tenue en échec par les masses en octobre, s'est acharnée depuis, accusant celles-ci d'en avoir fait des **« organes sinistres »** où s'organise **« la terreur populaire »**. Entre les J.A.P. et le corps des carabiniers se multiplient, depuis janvier 1973, des incidents de toutes sortes, qu'engendrent les efforts faits par l'armée pour briser leur pouvoir, pour empêcher au moins leur consolidation et leur extension.

L'étape présente

Seule l'existence d'une avant-garde organisée même faiblement à l'échelle du pays eût permis de consolider le pas en avant formidable que représentait cette mobilisation des masses sur leur propre terrain, dans le cadre de formes autonomes d'organisation et de combat, et de leur faire franchir une étape qualitative dans la lutte des classes.

En l'absence d'une telle avant-garde, cette étape n'a pu être franchie. Mais les formes d'organisation autonomes, tout en cédant du terrain au cours du mouvement limité de recul qui a suivi l'entrée des militaires au gouvernement, n'ont pas disparu. Elles se sont maintenues dans une mesure importante et ont motivé de la part d'Allende le type d'attaque que nous avons cité au début de cet article. Dans le cadre de la campagne électorale, elles ont donné une nouvelle preuve de leur vigueur. C'est à leur seule intervention qu'il faut attribuer la défaite que la bourgeoisie a subie sur un terrain où elle escomptait bien pouvoir arracher une victoire fracassante. Les affrontements des 27 et 28 avril enfin ont confirmé la volonté de la classe ouvrière et des masses de faire face aux assauts de la droite sur leur plan, une fois qu'elles eurent été exposées une fois encore aux coups de l'ennemi de classe par leurs dirigeants.

Il ne fait aucun doute que la vigueur de la résistance et de la riposte des masses ainsi que l'apparition de formes autonomes d'organisation ont pris Allende et les dirigeants staliniens et sociaux-démocrates par surprise (28), tout autant que les partis bourgeois qui

(28) Au cours de la réunion où Allende a dénoncé l'embryon de dualité de pouvoir constitué par les J.A.P. dans les termes que nous avons cités, il s'est vu, par exemple, interpellé de la manière suivante par le responsable des J.A.P. de Quilicura : **« On nous avait dit que la réunion était au palais de l'U.N.C.T.A.D. et là-bas ils nous ont dit qu'elle se tenait à la Moneda** [Palais présidentiel]. **On nous promène par en haut et par en bas, et cela ne colle vraiment pas, camarade président. Nous autres, nous nous réunissons tous les mardis et les choses ne nous**

avaient cru pouvoir aisément s'ouvrir la voie qui conduisait à une attaque frontale contre les masses à partir de la chute du gouvernement et ne s'attendaient pas à rencontrer une pareille résistance. Le comportement de la démocratie-chrétienne au cours des affrontements des 27 et 28 avril — appui inconditionnel aux dirigeants fascisants de la petite bourgeoisie urbaine et provocation délibérée de la classe ouvrière — peut avoir le sens d'une pression accrue pour arracher la formation d'un gouvernement d'« union nationale ». Mais il peut également signifier de la part du parti clef de la bourgeoisie l'amorce d'un virage vers la guerre civile en tant qu'unique façon d'écraser les masses, du fait de l'échec des politiques fondées sur l'utilisation du cadre **« légal ».**

Quoi qu'il en soit, on ne saurait méconnaître la portée de la nouvelle qu'apportent les services d'études de **The Economist :** sur intervention personnelle d'Allende, les Etats-Unis ont doublé en 1972 leur aide militaire aux forces armées chiliennes, portant celle-ci à 10 millions de dollars (29). Allende marche sur les traces sinon de Noske, au moins des gouvernements républicains espagnols qui ont armé Franco et la contre-révolution espagnole. Il montre le véritable caractère du prétendu **« anti-impérialisme »** de l'Unité populaire. Cette situation exige de ceux qui entendent lutter sur la base du **Programme de transition,** et qui ont entrepris le regroupement de l'avant-garde que le développement de la crise révolutionnaire a commencé à libérer, qu'ils accomplissent cette tâche sur le **seul** terrain où un tel regroupement puisse servir les intérêts du prolétariat, un terrain qui ne peut plus être, comme Trotsky le disait de Nin, **« à moitié dans le Front populaire »,** mais uniquement celui de la **rupture politique** avec l'Unité populaire, gouvernement de collaboration de classes des dirigeants ouvriers traîtres avec les plus terribles ennemis du prolétariat.

---

satisfont vraiment pas du tout. Ce que nous voulons, c'est la pleine responsabilité d'assurer la répartition des vivres. Nous voulons que ce droit nous soit reconnu officiellement. Nous ne nous prononçons pas au sujet de la circulaire édictée par le ministre. Nous voulons que ce document soit discuté à la base par les J.A.P., que les camarades en prennent connaissance, le discutent et puissent l'amender. Voilà tout ce que j'ai à dire, camarade. » Lorsqu'un simple travailleur se permet de parler au chef de l'Etat dans ces termes, il est clair que l'état d'esprit des masses a évolué à un point où une « remise en ordre » à froid devient bien problématique.

(29) The Economist Intelligence Unit, op. cit., p. 4. De son côté, l'année antérieure, Labrousse signale (note 36, p. 308) que pour 1972 **« le président Allende a demandé aux Etats-Unis une somme de cinq millions de dollars destinés à l'équipement des forces armées ».** Les choses sont claires.



Comptes rendus

Révolution en Allemagne 1917-1923

Pierre BROUÉ

« En Europe occidentale », a écrit Lénine, **« et surtout dans des pays comme l'Allemagne, il sera beaucoup plus difficile qu'en Russie de commencer la révolution prolétarienne... ».** Et Trotsky, comparant dans ses **Leçons d'Octobre** la défaite d'octobre 1923 en Allemagne à la victoire d'octobre 1917 en Russie, remarquait que les communistes auraient à faire preuve dans les pays avancés d'une science tactique supérieure à celle qui avait suffi aux bolcheviks pour vaincre en Russie, qu'ils auraient à faire face à des problèmes bien plus complexes encore.

La révolution victorieuse d'octobre 1917 a ouvert l'époque de la révolution prolétarienne. Et il en fut de ce premier chapitre comme du premier mouvement d'une symphonie classique, où tous les thèmes de l'œuvre entière sont déjà présents, dans leur intégrale pureté.

Que le prolétariat industriel soit la seule direction apte à conduire à la victoire toutes les autres couches opprimées et exploitées des villes et des champs dans leur lutte émancipatrice contre le capital impérialiste ; qu'il ne puisse conquérir leur direction qu'en combinant dans son programme et sa stratégie les tâches démocratiques d'émancipation nationale et socialistes de la révolution en une unité organique indissociable ; le rôle à la fois subordonné et décisif du parti, qui ne peut faire la révolution à la place de la classe ouvrière, mais qui doit conquérir la direction de celle-ci pour que la victoire de la révolution soit possible ;

la stratégie d'unification du prolétariat sur la base de son indépendance de classe, donc de la rupture avec la classe ennemie ; celle, dite du *« gouvernement ouvrier et paysan »*, qui en découle à l'égard des appareils bourgeois réformistes tant qu'ils contrôlent la majorité des travailleurs ; que chaque prolétariat, pour nationale que soit la forme de sa lutte, intervient sur la scène comme détachement et partie intégrante du prolétariat mondial ; la signification historique universelle des conseils ouvriers comme forme supérieure du Front unique de classe, de la démocratie ouvrière, parce que forme du pouvoir de cette classe — tous les problèmes fondamentaux de la révolution prolétarienne ont été posés de février à octobre 1917, et la nature. l'essence de leur solution a été clairement indiquée.

Mais l'essence seulement. Les pays où ont mûri les principales forces productives de l'humanité, où vivent les forces les plus nombreuses et les plus avancées du prolétariat mondial, les pays de l'Ouest de l'Europe et du Nord de l'Amérique, sont aussi ceux où la bourgeoisie a derrière elle des décennies de domination qui lui ont permis de développer une expérience infiniment riche dans l'art de préserver son pouvoir, sa propriété et son Etat contre toute atteinte décisive de la part de ses « sujets ». Son sens tactique s'est inscrit dans ses traditions au point d'être devenu pur réflexe. Les appareils politiques et syndicaux construits par le prolétariat pour son émancipation, elle a su les corrompre par les mille et un moyens des privilèges matériels et moraux ; elle a su en faire ses agences dans les rangs du prolétariat, l'ultime garantie de son ordre social, qu'elle est désormais incapable de préserver par ses propres forces ; l'ampleur même des conquêtes économiques et politiques des travailleurs, consacrée par la puissance de leurs organisations, a servi de fondement à l'inextricable écheveau des liens des appareils avec la société bourgeoise.

Les lois de l'histoire, cependant, la décrépitude inexorable du régime bourgeois, qui l'oblige à s'en prendre aux droits acquis des travailleurs, et pousse ceux-ci à se mobiliser toujours de nouveau contre le régime du capital financier, créent les conditions dans lesquelles, se libérant du carcan des appareils, le prolétariat entreprend, dans les bastions décisifs du capitalisme comme régime mondial, la solution de sa tâche historique.

Les problèmes auxquels il doit faire face, c'est en Allemagne, de 1917 à 1923, qu'ils se sont posés pour la première fois dans toute leur ampleur, et que, grâce à la présence du cadre fourni par l'Internationale communiste, ils ont pu faire l'objet d'un débat démocratique international, le plus large et le plus riche peut-être que le mouvement ouvrier ait connu à ce jour.

Disons-le nettement : en 1973, comme en 1923, si les révolutionnaires doivent commencer leurs classes en russe, c'est en allemand qu'il leur faut approfondir leurs études. Et c'est ici que le gros livre de Pierre Broué, fruit de vingt années d'études de l'historien éclairées par trente années d'expérience du militant, constitue une contribution essentielle à leur formation.

Quand on étudie l'histoire de la révolution russe, dans l'œuvre magistrale de Trotsky par exemple, la présence du parti bolchevique et de Lénine à sa tête, qui analyse chaque étape, ne perd jamais le fil des événements, et éclaire d'autant plus profondément tous les ressorts de la société qu'il maîtrise davantage le contrôle du processus révolutionnaire, donne l'impression d'une clarté cristalline, d'une dialectique complexe mais entièrement élucidée par la rai-

son marxiste du déroulement des événements. (Et qu'il y ait là une part d'illusion, ce n'est pas ici notre propos.)

La révolution allemande ne présente rien de tel à nos yeux. Face à des problèmes beaucoup plus complexes encore, l'organisation que son origine historique, son programme, sa qualité de section allemande de l'instrument mondial d'émancipation des travailleurs créé par la révolution d'Octobre victorieuse désignent pour y faire face, le Parti communiste allemand, en est infiniment moins capable que son modèle bolchevique. Il n'y a eu là ni Lénine ni Trotsky pour déchiffrer et lire quotidiennement à haute voix pour les masses le livre des événements. Eux-mêmes aux prises avec les problèmes écrasants de l'U.R.S.S., ces derniers ne parvinrent que d'étape en étape à les éclairer, par le biais de l'Internationale communiste, dont ils n'ont pas eu la possibilité d'assurer directement la charge (et, de toute façon, ils ne pouvaient en aucun cas se substituer aux communistes allemands, et le savaient pertinemment).

C'est pourquoi — et, là encore, cela en fait un phénomène d'autant plus riche d'enseignements applicables à l'étape où nous sommes — la révolution allemande nous apparaît avec beaucoup plus d'éléments chaotiques, incohérents, de questions non entièrement réglées. Le plus grand mérite peut-être du livre de Broué, contrairement à ceux des historiens bourgeois ou staliniens qui l'ont précédé, c'est de n'avoir jamais cédé à la tentation de coucher les événements sur le lit de Procuste d'un schéma (fût-il baptisé « marxiste » : on sait que ce sont souvent les pires). C'est d'ailleurs pourquoi son livre est de lecture bien moins facile qu'il ne semble à un coup d'œil superficiel, encore que les nombreux index, notices biographiques, la chronologie et les multiples références dont il est muni viennent à l'aide du lecteur. Si les événements sont complexes, si beaucoup sont ici étudiés dans leur ensemble et dans leurs connexions pour la première fois, si les problèmes, pour l'historien marxiste, y sont plus nombreux que les solutions, ce n'est pas lui qu'il faut en accuser. Sa tâche consiste au contraire à mettre en lumière ces problèmes fondamentaux sans en dissimuler aucun.

Il y a deux ans que ce livre est paru. Mais l'heure d'en rendre compte dans les colonnes de *la Vérité* est d'autant moins passée qu'aucune publication postérieure n'est venue altérer en rien le tableau de la révolution allemande qu'a dressé notre camarade. Et, pour lui laisser ici la parole :

> La bataille qui a été livrée en Allemagne entre 1918 et 1923 a façonné notre passé et pèse sans doute sur notre présent. Elle concerne aussi notre avenir. De 1918 à 1923, dans l'Allemagne des révolutions, la lutte n'est pas tous les jours combat de rue, assaut de barricades, ne se mène pas seulement à la mitrailleuse, au mortier et au lance-flammes. Elle est aussi et surtout le combat obscur dans les usines, les mines, les maisons du peuple, dans les syndicats et dans les partis, dans les meetings publics et les réunions de comités, dans les grèves, politiques et économiques, dans les manifestations de rue, la polémique, les débats théoriques. Elle est un combat de classe, et d'abord un combat au sein de la classe ouvrière, dont l'enjeu est la construction en Allemagne, et dans le monde, d'un parti révolutionnaire bien décidé à transformer le monde. La route qui conduit à cet objectif n'est ni rectiligne, ni facile, ni même aisément discernable. Entre « gauchisme » et « opportunisme », « sectarisme » et « révisionnisme », « activisme » et « passivité », les révolutionnaires

allemands auront beaucoup peiné, en vain, pour tracer leur voie vers l'avenir, pour découvrir, tant au travers de leurs propres expériences, négatives, que dans l'exemple victorieux de leurs camarades russes, les moyens d'assurer la prise du pouvoir par la classe ouvrière dans leur pays (p. 12).

La social-démocratie allemande

Comme le Faust de Goethe, la révolution allemande est une tragédie en cinq actes, précédée de deux prologues.

Le premier de ces prologues ne se déroule pas dans le ciel, mais sur ce territoire de l'empire d'Allemagne unifié par Bismarck à Versailles, en 1871, et où les lois du développement inégal et combiné se donnent libre cours. L'Allemagne a pris en retard le départ de l'industrialisation, faute d'avoir pu faire à temps sa révolution bourgeoise, conquis son unité, éliminé les ulcères de l'Ancien Régime — en 1848, il était déjà trop tard sur la scène de l'histoire mondiale pour que la bourgeoisie allemande osât mobiliser les masses. Son industrialisation retardée se fera donc dès le début dans des conditions plus modernes que ses prédécesseurs, du moins d'Europe, et elle sera, au début du XX^e^ siècle, la deuxième puissance industrielle du monde. Dépassant l'Angleterre déclinante, sa structure sociale *« présente tous les traits d'une société prête au socialisme »* (p. 17). Le prolétariat y a connu après 1871 un développement impétueux ; il constitue les deux tiers de la population allemande à la veille de la première guerre mondiale. Cependant, le régime impérial constitue *« un énorme anachronisme »* : il *« n'est ni parlementaire ni démocratique, est en outre caractérisé par la domination de la Prusse dans le gouvernement impérial (...). Or la Prusse demeure le bastion d'une aristocratie guerrière de junkers »* (p. 16). En face d'eux,

> les prolétaires allemands sont des ouvriers modernes, capables de défendre leurs intérêts immédiats, comme de se dévouer à une activité militante, et de prendre conscience, face à une société qui veut en faire de simples outils, que leur solidarité fait d'eux une force capable de transformer leur vie et celle des petits bourgeois écrasés par la concentration capitaliste et dont ils estiment, avec quelque raison, qu'ils peuvent se faire des alliés (p. 19).

C'est sur cette base riche de contradictions sociales dont la maturation « objective » arrive à son terme au début du XX^e^ siècle que s'est édifié le prototype historique du parti de classe du prolétariat : la social-démocratie allemande. Depuis un demi-siècle, son nom n'évoque bien souvent que l'image grimaçante du *« parti de Noske et de Scheidemann »*, des assassins de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg. Mais comment comprendre l'importance historique qu'a revêtue sa capitulation de 1914, si l'on oublie la place prépondérante qu'elle avait occupée auparavant, pendant quatre décennies, dans le mouvement ouvrier international ?

En 1878, Bismarck, pour qui elle incarnait le spectre de la Commune de Paris avec laquelle son principal dirigeant, Auguste Bebel, s'était hautement solidarisé en 1871, avait tenté de l'anéantir en la plongeant dans l'illégalité. La loi d'exception ne permit pas seulement l'emprisonnement de centaines de travailleurs socialistes, mais la suppression de toute la presse du parti et de toutes les

libertés conquises péniblement par les travailleurs au cours des années précédentes : entraves extrêmes au fonctionnement des syndicats, même des mutuelles, à l'exercice du droit de grève, du droit de réunion, etc., enfin le licenciement de milliers et de milliers d'ouvriers, chassés en outre de leur ville par l'état de siège et mis de fait hors d'état de trouver du travail sur tout le territoire allemand. Condamnés à mourir de faim, eux et leur famille, seule la solidarité organisée put les sauver. Au cours de ces douze années d'illégalité qui s'achevèrent par la chute de Bismarck, le parti élimina les éléments opportunistes et éclectiques qui entachaient son programme de fondation (le « *programme de Gotha* » de 1875), trempa ses cadres et assura leur cohésion politique accrue de congrès en congrès, quadrupla ses forces, développa la circulation clandestine de sa presse éditée en émigration au point que, vers la fin de cette période, le ministre des Postes devait reconnaître en plein Reichstag que les services du « maître de poste rouge » fonctionnaient mieux que les siens. Dans le même temps, il prit la tête du mouvement international, convoquant les premiers congrès ouvriers d'où la II^e^ Internationale allait sortir.

C'est à partir de cette lutte exemplaire qu'il édifia cette organisation qui fit l'admiration et l'envie des révolutionnaires du monde entier, y compris des bolcheviks, et que Broué nous décrit à la veille même du jour où sa direction va manifester au grand jour sa faillite :

> Le parti social-démocrate allemand compte, en 1914, 1 085 905 adhérents. Ses candidats aux élections législatives de 1912 ont rassemblé plus de 4 250 000 voix. Les syndicats qu'il a créés et qu'il encadre comptent plus de deux millions de membres, disposent d'un revenu annuel de 88 millions de marks. Autour de lui, ses militants ont su tisser un large réseau d'organisations parallèles encadrant, à un niveau ou à un autre, la presque totalité des salariés, et s'étendant à tous les domaines de la vie sociale : association de femmes socialistes, mouvement de jeunes, universités populaires, bibliothèques et sociétés de lecture, organisations de loisirs et mouvements de plein air, maisons d'édition, journaux, revues, magazines. L'édifice repose sur la solide armature d'un appareil administratif et technique compétent et efficace, rompu aux méthodes modernes de gestion et de propagande. Dans ses quatre-vingt-dix quotidiens, le parti emploie 267 journalistes permanents, 3 000 ouvriers et employés, gérants, directeurs commerciaux, représentants. La majorité des dirigeants — notamment les membres de sa direction, le *Parteivorstand* — et des bureaux centraux, la totalité des responsables dans les différents Etats, la majorité des secrétaires des organisations locales sont des fonctionnaires permanents du parti, professionnels appointés par lui, lui consacrant tout leur temps, de même que la majorité de ses élus, ses 110 députés au Reichstag, les 220 députés qu'il compte dans les différents Landtag, ses 2 886 élus municipaux. Les dirigeants des fédérations syndicales, des syndicats de métier ou des cartels locaux, eux-mêmes depuis des années professionnalisés, sont dans leur quasi-totalité membres du parti (p. 26).

Au début du siècle encore, c'est la social-démocratie allemande qui dirigera la lutte contre le révisionnisme professant que le « *but final* » (la révolution) n'est rien, car seule compte l'activité quotidienne pour les réformes. A ce débat participent les marxistes du monde entier ; c'est à cette occasion que Rosa Luxemburg démontrera, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, que la vieille distinction entre « *pro-*

gramme minimum » (les réformes) et « *programme maximum* » (la révolution) n'a plus aucun sens, « *la lutte pour des réformes ne pouvant aboutir qu'à des objectifs révolutionnaires et ne pouvant être conduite par des social-démocrates que dans cette perspective* » (p. 29).

La discipline exemplaire, la centralisation de cette organisation, « *ces traits qui incitent Lénine à faire de la social-démocratie allemande le modèle de la social-démocratie révolutionnaire* » (p. 32), ne peuvent être mis à l'origine de sa dégénérescence que par suite d'un quiproquo. Bien au contraire, cette centralisation a constitué à l'origine une conquête de l'aile marxiste dans sa lutte pour interdire aux intellectuels opportunistes de parler au nom du parti et imposer le contrôle du Comité directeur élu par le congrès sur le groupe parlementaire. Le strict contrôle de l'appareil de permanents en plein développement par le Comité directeur signifiait, à l'origine, le contrôle sur celui-ci du seul organisme qui fût responsable devant la base. Les pouvoirs du Comité directeur avaient d'ailleurs été renforcés, à la demande des éléments radicaux, dans le cadre de la lutte contre le révisionnisme. Et l'acte qui marque, comme le note à juste titre Broué, le moment où « *la direction du parti social-démocrate a définitivement tourné le dos (...) à son ancienne orientation révolutionnaire* » (p. 31), le « *compromis* » conclu au congrès de Mannheim (1906) qui donne à la direction des syndicats un droit de veto sur les décisions du parti, puisqu'il prévoit une consultation préalable obligatoire des deux organisations sur les « *affaires communes* » — alors que, en septembre 1905, le congrès précédent du parti avait adopté une résolution favorable au principe de la grève générale politique — revêt précisément la forme d'une atteinte au centralisme, et non d'une extension de celui-ci.

Autrement dit, pas plus dans le cas de la social-démocratie allemande que dans celui du parti bolchevique, ce n'est, en dépit des flots d'encre que ce malentendu plus ou moins volontaire a fait couler, telle ou telle structure d'organisation qui en a causé la dégénérescence. Tant que le parti était l'expression des intérêts historiques du prolétariat, sa centralisation n'était qu'un instrument, particulièrement efficace, au service de ces mêmes intérêts, garantissant que l'appareil fonctionnerait à leur service. Dès qu'il a commencé à devenir l'expression politique d'autres intérêts, d'autres forces sociales, la fonction du centralisme s'est inversée : au lieu que le parti se le subordonnât, c'est l'appareil qui a assuré son contrôle sur le parti. Mais les études qui ont établi que cette transformation s'est effectivement opérée entre 1906 et 1913 — Broué en cite plusieurs (pp. 33-37) —, si bien que la composition sociale du parti et surtout de ses cadres dirigeants, de son appareil, en a fait désormais l'expression prépondérante de l'aristocratie ouvrière, que le prolétariat industriel est fortement sous-représenté dans ses congrès, etc., ont toutes été faites après 1914. Jusque-là, personne n'aura songé sérieusement à appliquer à la social-démocratie allemande l'analyse que, deux ou trois décennies auparavant, Engels avait faite de la politique des trade-unions britanniques en liaison avec l'aristocratie ouvrière.

Les liens croissants de l'appareil social-démocrate avec « son » propre impérialisme avaient pourtant déjà très largement trouvé leur expression dans sa politique avant 1914. Cela est plus visible sans doute d'Allemagne que du reste du monde, et la critique politique, non seulement de la droite mais du centre social-démocrate incarné par Kautsky, sera poussée beaucoup plus loin par ce qu'on appelle les « *gauches allemandes* » que partout ailleurs.

C'est ainsi que, comme l'écrit Broué, *« quand Rosa Luxemburg (...) rompt avec Kautsky à partir de 1910 et l'accuse d'ouvrir la voie à un nouveau révisionnisme, elle n'est suivie sur ce point par aucun des social-démocrates russes et notamment pas par Lénine, qui trouve ses accusations exagérées »* (p. 40). Aucun d'entre eux n'aurait non plus fait sien le diagnostic que formulent en 1913 les principaux dirigeants des *« gauches allemandes »*, Julian Karski (Marchlewski), Franz Mehring et Rosa Luxemburg :

> Nous sommes d'avis que le parti est en train de traverser une crise interne infiniment plus grave que celle qu'il a connue lors de la première apparition du révisionnisme. Ces mots peuvent sembler excessifs, mais c'est ma conviction que le parti risque de sombrer dans un complet marasme s'il continue dans cette voie (p. 42).

Sur diverses questions essentielles — la profondeur de la crise de la social-démocratie et du conservatisme de son appareil, la nécessité, à partir de 1905, de faire disparaître la distinction désormais périmée entre programme minimum et programme maximum, la signification historique du militarisme à l'époque de la crise historique finale du capitalisme, la portée, pour cette époque, de la thèse de Marx de la tendance à l'effondrement du capitalisme et de sa contestation par les *« austro-marxistes »* et Kautsky, d'autres encore —, ce sont les dirigeants des *« gauches allemandes »*, avant tout R. Luxemburg, qui ont vu clair le plus tôt, même si l'analyse de Lénine et des bolcheviks poussera ensuite plus loin et rectifiera quelques erreurs. Il faut le souligner parce que, à l'époque stalinienne, la dénonciation de ces « gauches », une polémique haineuse et falsificatrice contre Rosa Luxemburg, Mehring et leurs amis — dans laquelle le sycophante hongrois Lukacs, qui s'était déjà distingué au moment du lancement de la *« théorie »* du *« socialisme dans un seul pays »* et a toujours été volontaire pour se faire la voix de son maître, a tenu la première place — a joué un rôle central dans l'opération de destruction politique du P.C. allemand menée au début des années trente par Staline et qui fraya la voie à sa destruction physique par Hitler.

Mais non pas seulement pour cette raison. Car précisément le paradoxe est flagrant — et c'est lui qui constitue le second prologue de la révolution allemande —, ces *« gauches allemandes »*, qui sont beaucoup mieux préparées que tout autre courant du mouvement ouvrier international, y compris les bolcheviks et Lénine, à faire face à la faillite de la IIe Internationale, s'en avérèrent pourtant bien moins capables lorsqu'elle se produisit.

C'est que, précisément parce qu'ils vont beaucoup plus loin dans la détection et l'analyse d'une dégénérescence politique qu'ils ont sous les yeux, mais ne sont pas plus en mesure à ce moment de la rattacher à ses racines sociales que le reste du mouvement ouvrier international, ils en recherchent l'explication là où elle n'est pas, dans la structure de l'organisation social-démocrate — ce qui les conduira à remettre en cause toute conception générale, théorique, principielle d'organisation.

Il ne s'agit pas ici de la sempiternelle discussion d'école autour de la « spontanéité des masses » qu'aurait exaltée Rosa Luxemburg et condamnée les bolcheviks. Pour autant qu'il s'agit de la fonction historique de l'initiative créatrice des masses, il n'y avait aucun désaccord

essentiel entre les conceptions de Luxemburg et celles de Lénine, dont Trotsky a pu opposer l'appel qu'il adressait aux masses au début de la révolution de 1905 : « *Déchaînez votre colère libératrice !* » à celui que lançait Staline au même moment : « *Groupez-vous autour des comités du Parti !* »

Non, il s'agit de la question de l'organisation de l'avant-garde, des révolutionnaires, qui, pour paraphraser une fois de plus le *Manifeste communiste,* n'ont pas d'intérêts distincts du mouvement d'ensemble de la classe ouvrière pour son émancipation — mais qui ne s'en distinguent pas moins par la conscience claire, fondée sur une théorie scientifique, qu'eux et eux seuls ont de ses fins historiques, donc par une forme organisée spécifique, que les auteurs du *Manifeste* avaient d'ailleurs mis tous leurs soins, au cours des deux années d'efforts qui précédèrent sa rédaction, à édifier. Cette notion de l'organisation comme question suprême où la théorie et la pratique marxistes s'unissent — caractéristique, après Marx et Engels, de la conception de Lénine — fera presque complètement défaut aux révolutionnaires allemands jusqu'en 1917.

Ils se trouveront alors un peu dans la même situation que Trotsky. Celui-ci avait vu plus loin que Lénine, dès 1904, dans la question de la révolution permanente, mais c'est par l'intermédiaire du parti bolchevique forgé par Lénine que cette théorie pourra « *s'emparer des masses* », devenant une « *force matérielle* ». Sans l'existence de ce parti, Trotsky, en 1917, se serait trouvé désarmé. Or il n'y a pas eu, et il ne pouvait y avoir de léniniste, en Allemagne, avant 1918 en tout cas — les conditions historiques de la formation des « gauches allemandes », nous venons de le voir, ne l'ont pas permis — et, face à des appareils incomparablement plus aptes qu'en Russie à canaliser, émasculer, dévoyer le mouvement révolutionnaire des masses, cela s'avérera catastrophique.

Alors que Lénine, bien que ne considérant pas du tout, jusqu'en 1912-1914, la scission de 1903 d'avec les mencheviks comme définitive, n'en a pas moins construit, forgé la fraction bolchevique sur la base, non de recettes techniques, mais de conceptions théoriques qu'il développait et enrichissait à chaque étape, il y aura en Allemagne, non pas même « *la gauche* » social-démocrate, mais « *les gauches* », non pas une fraction, non pas même une tendance s'efforçant de se définir, mais un courant développant des idées, à qui il va manquer l'instrument indispensable pour « *s'emparer des masses* ».

L'affaire Radek, en 1913 — et peu importe ici ce qu'elle fut — met en lumière cette étonnante faiblesse :

> Il était significatif que les figures de proue des « gauches allemandes » se soient ainsi divisées à l'occasion de la première épreuve de force menée à l'intérieur du parti sous la forme d'une entreprise de répression contre un opposant de gauche et, mieux, que certaines d'entre elles aient pu servir de couverture à cette répression. Il n'existait aucun sentiment qui ressemblât à une quelconque solidarité de « tendance » face à l'appareil bureaucratique, et l'on peut affirmer qu'aux yeux des militants il n'y avait pas de gauche allemande constituant un groupe à la fois cohérent et permanent (p. 48).

Il ne s'agit pourtant nullement de dirigeants sans base ou d'intellectuels révolutionnaires coupés des travailleurs :

> A la veille de la guerre, ces militants radicaux, de gauche, détiennent des positions solides : dans certains centres industriels, non seulement une majorité parmi les militants mais

l'appareil local, et, partout, des tribunes de presse, une large audience dans le parti comme dans la classe et un grand prestige, comme le montre le succès de la tournée entreprise par Rosa Luxemburg en 1914 après les poursuites intentées contre elle. Ils ont aussi, et peut-être surtout, une grande influence dans les groupes de jeunes socialistes, dépendant ou non formellement du parti, dont l'appareil unit ses efforts à ceux du gouvernement pour empêcher le développement autonome (p. 49).

Mais ces liens ne peuvent se développer, prendre un caractère organique faute d'une pratique systématique de l'action et de la discussion commune, car :

> Cette conception fondamentale de l'action, l'identification qu'ils font entre le parti et le mouvement de la classe, leur profond attachement à l'organisation dans laquelle — malgré les excroissances bureaucratiques — ils voient toujours l'expression du mouvement ouvrier social-démocrate, révolutionnaire, les conduisent à refuser d'envisager de s'organiser en fraction. Ils écartent l'éventualité de la formation, même de façon informelle ou sur des frontières approximatives, d'une tendance révolutionnaire de la social-démocratie allemande ou internationale qui les associerait aux bolcheviks, et a fortiori toute scission au sein de l'univers socialiste, parti ou Internationale (p. 50).

*
**

Le 4 août 1914, la social-démocratie vote les crédits de guerre au Reichstag : « *Une page de l'histoire mondiale était tournée* » (p. 56). Les adversaires de la guerre seront tout d'abord inévitablement isolés. Aucune résistance des masses ne sera possible, parce que la trahison des dirigeants a privé celles-ci du cadre organisé dans lequel elles pourraient combattre. Il faut jeter les bases de la reconstruction de ce cadre organisé, et c'est à quoi va s'employer Lénine dans des textes bien connus, tels que celui-ci :

> L'unité de la lutte prolétarienne pour la révolution socialiste exige maintenant, après 1914, que les partis ouvriers se séparent absolument des partis opportunistes.
> La II[e] Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme. A bas l'opportunisme et vive la III[e] Internationale débarrassée non seulement des « transfuges » mais aussi de l'opportunisme ! (p. 67).

Sur la base d'une perspective politique (d'organisation) claire, comme de l'existence du parti qu'il dirige, Lénine n'exclut nullement diverses alternatives tactiques, y compris que le parti bolchevique puisse former *l'ancienne Internationale jusqu'à ce que se constitue dans les différents pays la base d'une association ouvrière internationale se situant sur le terrain du marxisme révolutionnaire* » (idem). En juillet 1915 encore, il *« admet que le moment le plus favorable n'est peut-être pas encore arrivé pour une scission au sein de la social-démocratie allemande : il est d'autant plus nécessaire de lutter pour obtenir partout une rupture avec l'opportunisme ».*

Les marxistes allemands vont se regrouper autour de la revue *l'Internationale,* puis prendre le nom, sous lequel ils sont passés à l'histoire, de *Ligue Spartacus.* Divers problèmes seront débattus entre eux et les bolcheviks, concernant notamment les mots d'ordre de la lutte contre la guerre, que nous ne pouvons relever ici. La question décisive reste cependant celle de l'organisation. Partant

de la préoccupation légitime de ne pas se couper des masses, de ne pas bâtir de secte, de ne pas créer d'obstacles à la jonction ultérieure avec les courants et groupes que le développement de l'opposition des masses à la guerre impérialiste fera inévitablement entrer en conflit avec l'appareil, ils concluront au refus d'adopter une perspective claire de rupture organisée avec l'opportunisme.

> La nouvelle Internationale — *écrivent-ils* — qui doit naître après la faillite de la précédente ne peut le faire qu'à partir de la lutte de classes des masses prolétariennes des pays les plus importants (...). Elle doit naître par le bas (...). La social-démocratie allemande, dont la faillite a seulement prouvé la faiblesse — depuis longtemps existante —, doit subir un changement interne complet si elle veut diriger un jour les masses prolétariennes conformément à sa mission historique. Sa transformation en une force révolutionnaire active ne peut être obtenue par de simples programmes et manifestes, par une discipline mécanique ou par des formes d'organisation désuètes, mais seulement par la propagation de la conscience de classe et de l'initiative résolue dans les masses (pp. 80-81).

Cette conception de la naissance « *par le bas* » de la nouvelle Internationale, comme une conséquence quasi automatique des luttes des masses, ne les empêchera pas seulement, dans l'immédiat, de s'organiser de façon cohérente et systématique, et de constituer ainsi un pôle d'attraction pour les groupes et courants qui se détacheront de l'appareil, ce qui va directement à l'encontre de leur préoccupation d'origine. Mais, de plus, sur la base d'une organisation marxiste homogène, toutes sortes de manœuvres tactiques fructueuses seraient possibles ; alors que l'attitude des marxistes allemands aura au contraire pour effet de laisser d'abord à l'appareil l'initiative de la scission, puis, lorsqu'un parti centriste se sera ainsi constitué, de laisser à ses dirigeants toute latitude d'une position « unitaire » face à laquelle les spartakistes n'auront pas la moindre marge de manœuvre.

Ce sont, d'abord, diverses organisations hostiles à l'impérialisme qui se constituent à côté de Spartacus (p. 77). La plus importante pour l'avenir, c'est l'opposition, née et profondément enracinée dans le syndicat des métaux, des « *délégués révolutionnaires* », *continuateurs, dans les usines berlinoises, des fameux « hommes de confiance » du parti social-démocrate* » (p. 78). Les dirigeants spartakistes se contenteront d'exercer sur ce groupe une influence politique profonde, mais ne chercheront pas à créer avec lui des liens organiques.

Cependant, une opposition a commencé à se constituer au sein du groupe parlementaire. C'est ce « *collectif social-démocrate* » qui prendra l'initiative de convoquer à Berlin, le 7 janvier 1917, une conférence nationale des oppositions. Personne n'y proposera la scission. Mais le Comité directeur exclut les participants à cette conférence. Les dirigeants de la minorité du groupe parlementaire doivent alors, bien malgré eux, convoquer pour Pâques 1917 le congrès de fondation du « *Parti social-démocrate indépendant* ».

Mais Spartacus, dont, « *depuis décembre 1915, tous les textes mettent l'accent sur la nécessité de la clarté politique la plus totale, de la démarcation d'avec les centristes* » (pp. 89-90), ne se décide cependant pas à s'orienter vers un parti révolutionnaire. Il ne lui reste plus alors, dans les pires conditions pour lui, qu'à rejoindre le parti « indépendant » :

> Le résultat le plus clair de la décision spartakiste est de couper en deux la minorité révolutionnaire — puisque l'I.S.D. de Borchardt et les militants de Brême restent à l'écart — et surtout d'apporter au parti indépendant l'énorme prestige que sa courageuse lutte contre la guerre a valu à Karl Liebknecht (p. 92).

C'est seulement après la victoire de la révolution russe que, en juin 1918, le vieux Franz Mehring, s'affirmant entièrement solidaire de la politique des bolcheviks, reconnaîtra l'erreur commise alors (p. 130) et se prononcera « *pour une nouvelle construction de l'Internationale* ». « *Mais cette importante évolution de quelques-uns des éléments les plus responsables du groupe spartakiste ne se traduit pas par des décisions d'une ampleur comparable en matière d'organisation* », écrit Broué (p. 131), si bien que « *la révolution va se produire avant que les révolutionnaires aient pu briser avec leur routine, desserrer l'étau de la répression et tirer dans la pratique les conclusions que leur dictent trois années de lutte en Russie et dans le reste du monde* » (p. 132).

Tous les éléments sont désormais en place pour faire du premier acte de la révolution allemande ce tragique épisode qui va se terminer par sa décapitation. Car :

> Qu'ils aient combattu, au cours de la guerre, pour la paix par la révolution ou pour la révolution à travers la lutte pour la paix, les révolutionnaires allemands ne sont pas parvenus — et dans leur majorité n'ont d'ailleurs pas cherché — à constituer ce qui leur manquait déjà en 1914, une organisation propre, capable de répondre aux besoins et aux aspirations des masses, d'unifier les mots d'ordre, de centraliser l'action. La paix et la révolution vont les prendre de vitesse (p. 135).

Le premier acte (De la révolution de novembre 1918 au soulèvement berlinois de janvier 1919)

Au cours de ce premier acte de la révolution allemande, tous les problèmes fondamentaux vont se trouver posés : les voies et moyens de la construction du parti révolutionnaire à partir d'une organisation d'avant-garde, la fonction de cette organisation et la structure qui y correspond; les méthodes pour conquérir les masses et réaliser l'unité de front du prolétariat ; les rapports entre les masses, l'avant-garde, les appareils bourgeois du mouvement ouvrier et les courants centristes... Ils seront posés quasi simultanément, les événements se déroulant sur un rythme beaucoup trop rapide pour qu'un effort suffisant de réflexion, d'analyse puisse être fait. Cet effort n'a pas été fait dans la période préparatoire, et maintenant il est trop tard.

La révolution de novembre 1918 est précédée d'une montée révolutionnaire qui débute en avril 1917 et dont le livre de Broué permet de suivre toutes les étapes et tous les aspects. Les deux grandes grèves qui la jalonnent, en avril 1917 et en janvier 1918, et mobilisent essentiellement les métallos de Berlin, ont ceci de commun qu'elles sont chaque

fois lancées par les révolutionnaires : — la ligue Spartacus et les délégués révolutionnaires —, mais qu'à chaque fois les dirigeants sociaux-démocrates *« majoritaires »* (comme on les désigne pour les distinguer des *« indépendants »*) en prendront la direction *« avec l'intention bien déterminée d'y mettre fin le plus vite possible et d'éviter ainsi au pays une catastrophe »* (p. 117), comme l'écrira par la suite Ebert. Ils atteignent leur but, *« sans vraiment apparaître aux yeux de l'ensemble du prolétariat comme des briseurs de grève »* (idem). Dans cette période préparatoire, c'était inévitable. Mais la tâche leur est facilitée par des erreurs comme celle — qu'on pourrait dire aujourd'hui classique — qu'a commise Richard Müller, dirigeant de la branche des tourneurs du syndicat des métaux de Berlin et principal inspirateur du groupe des délégués révolutionnaires:

> Leur audience est si grande, *écrit Broué*, qu'en mars 1916 c'est seulement le refus obstiné de Richard Müller lui-même qui empêche son élection à la tête du syndicat de Berlin. Richard Müller regrettera plus tard cette occasion manquée, mais le groupe préfère pour le moment une action semi-clandestine dans les rouages syndicaux à la prise directe de responsabilités (p. 78).

Broué relate également la tentative du marin Max Reichpietsch de créer une puissante organisation clandestine dans la marine allemande. Reichpietsch s'adresse aux vieux parlementaires *« indépendants »* dont il attend aide et perspectives. Mais ceux-ci ne peuvent *« s'élever au-dessus de l'optique routinière de la pratique réformiste et électoraliste »* (p. 107) et *« ne l'éclairent pas un instant sur les risques réels que court le mouvement des marins et qu'ils contribuent eux-mêmes à accroître en élargissant inconsidérément le nombre de leurs contacts avec des civils peu responsables »* (p. 108). Reichpietsch met sur pied une organisation clandestine regroupant plus de 5 000 marins. Mais l'état-major allemand sait bientôt tout, arrête les dirigeants ; un conseil de guerre prononce cinq condamnations à mort: Max Reichpietsch est exécuté le 5 novembre 1917.

> La tragédie à venir en Allemagne, *note Broué*, est tout entière inscrite dans ce drame, dans le contraste entre la volonté d'action des jeunes travailleurs sous l'uniforme et l'incapacité de « chefs » écrasés par leurs responsabilités et convaincus que les problèmes qui concernent l'avenir de l'humanité se règlent en termes de cotisations, de sections locales et de discours dans les assemblées parlementaires (p. 109).

Sous l'influence de plus en plus profonde de la révolution russe, cependant, puis du déroulement de la guerre, qui ne laisse plus aucun espoir de victoire à l'Allemagne à partir d'août 1918, la révolution ne va plus tarder. Les sociaux-démocrates entrent au gouvernement dirigé par le *« grand seigneur progressiste »* Max de Bade Le 23 octobre, Liebknecht, libéré, arrive à Berlin et harangue la foule. Son prestige, surtout depuis que, le 1er mai 1916, il a distribué des tracts contre la guerre et a été arrêté, est immense.

> Pourtant, paradoxalement, Liebknecht est seul. Il pense qu'il n'y a plus de temps à perdre et que la révolution n'a que trop tardé, mais il sait aussi qu'il peut lui apporter un drapeau, non un état-major. Ses amis spartakistes ne peuvent jouer ce rôle (...). Ce ne sont encore que des chefs sans troupes, au moins à Berlin, dont le rôle sera décisif, et où ils ne sont pas plus d'une cinquantaine. La vraie avant-garde des troupes dans les usines est organisée dans les rangs du parti

> social-démocrate indépendant sous la direction des centristes avec lesquels Liebknecht a rompu tant de lances, et particulièrement dans le noyau des délégués révolutionnaires des usines (pp. 139-140).

Ses capacités d'agitateur lui permettent de mobiliser des foules de plus en plus nombreuses dans la rue. Mais il n'a pas d'organisation entre ces masses et lui. Et l'illusion que, dans la voie de la révolution, la mobilisation dans la rue de grandes masses par l'agitation pourrait suffire — que somme toute, *« le pouvoir est dans la rue »* — va lui coûter la vie et contribuer puissamment à la défaite de janvier 1919.

Durant les premiers jours de novembre, tandis que grèves et manifestations se développent, Liebknecht, les délégués révolutionnaires et les dirigeants du parti social-démocrate indépendant discutent du déclenchement de l'insurrection. Tous, même Liebknecht à un moment, hésitent. Au vote, le 2 novembre, la position de Liebknecht est battue par 46 voix contre 5 — *« échec grave »*, écrit Broué :

> Non seulement aucun progrès n'a été réalisé dans la voie de l'organisation et de l'action des révolutionnaires, mais encore Liebknecht semble lui-même moralement prisonnier des contradictions qui étreignent, à travers les délégués, le parti social-démocrate indépendant (p. 143).

C'est la mutinerie des marins de Kiel qui va emporter la décision. Prenant les devants, Scheidemann et Ebert imposent l'abdication de l'empereur Guillaume II — cependant que, selon la tactique qui va être constamment celle des sociaux-traîtres face à la révolution, *« le social-démocrate Gustav Noske, nommé gouverneur de Kiel par le gouvernement, s'empresse de reconnaître l'autorité du nouveau conseil d'ouvriers et de soldats afin de rassurer les marins et de circonscrire l'incendie »* (p. 146).

Le *Vorwärts « met certes en garde contre "les actes inconsidérés", mais les sociaux-démocrates majoritaires se gardent de se mettre en travers d'un mouvement qu'ils savent irrésistible »*. Ebert, désigné comme chancelier du Reich par Max de Bade, offre aux indépendants d'entrer au gouvernement, précisant même qu'il est prêt à y accepter Liebknecht... Celui-ci posera des conditions (proclamation de la République socialiste allemande, remise du pouvoir législatif, exécutif et judiciaire aux représentants élus des ouvriers et des soldats, etc.) qu'Ebert ne peut accepter. Les indépendants, eux, négocient et hésitent. A l'initiative des délégués révolutionnaires, une assemblée de délégués élus dans les usines et les casernes est convoquée pour le 10 novembre. Les dirigeants *« majoritaires »* passent la nuit à la préparer, s'appuyant sur les délégués soldats pour contrer les délégués ouvriers. Devant l'inconsistance des indépendants, ils imposeront ainsi l'élection d'un comité exécutif des conseils de Berlin où ils disposent d'une majorité des trois quarts, et dont Liebknecht est éliminé. Préalablement, un gouvernement a été formé, constitué d'un nombre égal de majoritaires et d'indépendants (six en tout) qui prennent le nom de *« commissaires du peuple »* ! Ebert, qui l'a proposé, a en même temps conclu un accord secret avec l'état-major. Broué peut conclure :

> La deuxième journée de la révolution allemande a donc vu les social-démocrates, qui avaient tout fait pour l'empêcher, remporter une victoire incontestable : leur chef, Ebert, chancelier du Reich par la grâce de Max de Bade, commissaire du peuple par celle des

états-majors des deux partis social-démocrates, voit sa position ratifiée par la première assemblée des conseils de la capitale, et devient simultanément chef du gouvernement légal et du gouvernement révolutionnaire (p. 160).

L'analyse qu'il fait ensuite de la *« dualité de pouvoir »* (pp. 161 et suivantes) dans cette phase de la révolution allemande mérite d'être méditée, entre autres raisons, comme remède contre toute tendance au formalisme. Les conseils d'ouvriers et de soldats couvrent l'Allemagne. Mais il faut bien le comprendre :

> La différence essentielle entre les conseils allemands de novembre 1918 et les soviets de février 1917 réside dans la place qu'y occupent les anciens partis ouvriers et les syndicats. Elle s'explique d'abord par la tradition différente dans les pays, qui fait des soviets en Russie la forme d'organisation par excellence, alors qu'en Allemagne, les appareils politiques et syndicaux sont un facteur permanent et déterminant de la vie ouvrière (p. 162).

La dualité de pouvoir, en principe, oppose les conseils ouvriers, organes potentiels du pouvoir de la classe ouvrière, aux institutions de l'Etat bourgeois, dont l'appareil est intact. Mais l'assemblée des délégués des conseils d'ouvriers et de soldats de Berlin, le 10 novembre, a remis le pouvoir aux six *« commissaires du peuple »* :

> Friedrich Ebert, ainsi investi par le « soviet » de Berlin de la présidence du conseil des commissaires du peuple, était déjà, depuis la veille, le chancelier du Reich désigné par Max de Bade. La dualité de pouvoir aboutissait ainsi à un sommet unique, un gouvernement à double face, soviétique pour les ouvriers, bourgeoise et légale à l'égard de l'appareil d'Etat, des classes dirigeantes, de l'armée et de l'Entente, à laquelle son représentant, Erzberger, demande d'ailleurs dès le 8 novembre de lui laisser les moyens matériels de lutter contre le bolchevisme (p. 173).

Et les sociaux-démocrates majoritaires mènent campagne, opposant au mot d'ordre *« Tout le pouvoir aux soviets ! »* celui de *« Tout le pouvoir au peuple entier ! »*, c'est-à-dire l'élection d'une assemblée constituante, fondement d'une république bourgeoise. Les ministres *« indépendants »* sont d'accord sur le fond avec les *« majoritaires »*. Ces derniers dominent la plupart des conseils. Faut-il en conclure qu'il n'y a pas de dualité de pouvoir, que, comme l'écrit un historien d'Allemagne orientale que cite Broué, les conseils ouvriers allemands de 1918-1919 étaient *« des organes du pouvoir de la bourgeoisie »* ? C'est au fond le point de vue des gauchistes, qui en tirent dans la pratique la conclusion :

> A Dresde, dès le 16 novembre, les radicaux de gauche, derrière Otto Rühle, donnent en bloc leur démission du conseil d'ouvriers et de soldats de la ville, dans lequel ils estiment n'avoir pas leur place puisqu'ils s'y trouvent en minorité face à une coalition d'élus sociaux-démocrates et indépendants, qu'ils qualifient sommairement de *« contre - révolutionnaires »* (p. 171).

Il n'est pas de pire erreur. Si les bolcheviks — dont, au lendemain de la révolution de février, les positions dans les soviets étaient *plus faibles* que celles des révolutionnaires allemands dans les conseils en novembre 1918 — l'avaient commise, ils se seraient condamnés. Rosa Luxemburg combat d'ailleurs ce sectarisme. Mais, comme l'écrit Broué :

> Le drame, la faiblesse historique des conseils d'ouvriers et de soldats allemands tiennent

en définitive à ce qu'il n'existe pas, pour les animer et leur donner vigueur et allant dans la lutte pour leur propre pouvoir, de véritable « *parti des conseils* », ce que le parti bolchevique avait su être entre Février et Octobre. Sur le problème décisif, « *Constituante ou conseils* », les dirigeants indépendants de droite, Haase, Dittmann et d'autres ont adopté, à quelques nuances près, la position des social-démocrates majoritaires. Les indépendants de gauche, organisés à part, partagent en gros la conception des dirigeants spartakistes. Les spartakistes, eux, sont divisés entre le noyau dirigeant, axé sur la perspective de la nécessaire conquête des masses, et les impatients qui renoncent à convaincre. Cette confusion, l'absence d'une organisation révolutionnaire menant, pour la majorité dans les conseils et pour le pouvoir même des conseils, une lutte conséquente, laissent le champ libre aux adversaires des conseils dans leur sein même (p. 171).

Que la nature des conseils ouvriers soit plus forte que les intentions de ceux qui les composent, c'est ce dont atteste le conflit qui va opposer, pendant les premiers mois de la révolution, le « *conseil exécutif* » du Conseil de Berlin, pourtant composé d'une majorité de membres du parti d'Ebert, au « *conseil des commissaires du peuple* » que préside celui-ci. Renvoyons au livre de Broué pour y suivre le développement de ce conflit, en nous bornant à en relever l'origine :

> C'est que le conseil exécutif siège dans une tout autre ambiance que le conseil des commissaires. Alors que ces derniers se sont installés dans les ministères où, malgré les ébauches de résistance de certains, ils ont été rapidement « *digérés* » par les hommes et les rouages de l'administration, le conseil exécutif, lui, s'est installé dans l'immeuble du Landstag de Prusse, au cœur de la révolution. Constamment soumis aux pressions de la rue, « *aux écrits de la révolution sur les murs* », suivant l'expression de son président Richard Müller, il reflète en même temps l'ambition de ses membres les plus actifs, le noyau des délégués révolutionnaires, de faire de lui « *le soviet de Petrograd* » de la révolution allemande, et la confiance des travailleurs berlinois qui font appel à lui à tout propos, parce qu'ils le considèrent comme leur. L'atmosphère y est si révolutionnaire que les plus modérés des sociaux-démocrates qui le composent sont souvent entraînés par leurs collègues ou par les délégations ouvrières beaucoup plus loin qu'ils ne le voudraient (pp. 176-177).

Le congrès des conseils, qui se réunit du 16 au 21 décembre 1918. est dominé par les partisans d'Ebert. Sur près de 500 délégués, Spartacus n'en a que 10. En accord avec les délégués révolutionnaires, il organise une manifestation qui rassemble 250 000 ouvriers berlinois, qui réclament le pouvoir des conseils... Mais le congrès rejette leurs revendications, et décide que les élections à l'Assemblée constituante auront lieu le 17 janvier 1919 :

> Dans toute l'Allemagne, les révolutionnaires organisent meetings, manifestations, votent résolutions et protestations contre la décision du congrès des conseils. Le 21 décembre, à Berlin, Pieck, Liebknecht, Duncker, Paul Scholze, représentants des délégués révolutionnaires, appellent à la lutte contre ces décisions, au combat implacable contre le gouvernement Ebert-Scheidemann. La question n'est pourtant pas posée, et encore moins réglée, de savoir si la lutte doit continuer à long terme par la réélection

des conseils et la conquête de la majorité dans leur sein, ou si les révolutionnaires doivent désormais poursuivre le combat engagé plus d'un mois auparavant contre la convocation de l'Assemblée constituante en passant par-dessus la tête des conseils réels — en d'autres termes lutter dans l'immédiat pour un pouvoir des conseils dont les conseils ne veulent pas.

Cette question allait dominer la vie politique de l'Allemagne jusqu'aux élections et les divergences qu'elle allait provoquer marquer à long terme de leur empreinte l'ensemble du mouvement communiste allemand (pp. 191-192).

Cependant, Rosa Luxemburg, à sa sortie de prison, s'est prononcée pour le maintien, le plus longtemps possible, de Spartacus au sein du parti social-démocrate indépendant, qui, il est vrai, regroupe une large partie des « cadres organisateurs » du prolétariat allemand. Le plus grave est que Spartacus ne se donne qu'*« un embryon d'organisation »*, une *« centrale »*, direction aux pouvoirs mal définis. Il n'y a même pas de cotisations pour ses membres, bien que l'organisation manque terriblement de moyens...

L'activité de Spartacus consiste avant tout à organiser des manifestations de masse :

> Des colonnes entières du mince *Die Rote Fahne* sont consacrées à des convocations, des appels pour des réunions, meetings, manifestations, défilés de soldats, chômeurs, déserteurs, permissionnaires. Or ces manifestations, que le noyau spartakiste n'a pas la force ni sans doute le désir de contrôler, sont souvent l'occasion, pour les éléments douteux qu'elles entraînent, de violences ou d'incidents inutiles et même nuisibles. Les responsables comprennent le péril que constitue, pour l'image qu'ils veulent donner de leur mouvement, le zèle intempestif de ces éléments souvent étrangers au prolétariat industriel qui se réclament du spartakisme (p. 207).

Cependant, au cours du mois de décembre, le gouvernement Ebert multiplie les provocations contre les ouvriers de Berlin et contre les marins révolutionnaires. Les dirigeants « indépendants » persistent à y siéger, et refusent de convoquer un congrès extraordinaire de leur parti, comme le réclame Spartacus. La rupture devient bientôt inévitable.

A quel point Rosa Luxemburg est encore prisonnière à ce moment du mythe de l'*« unité »*, c'est ce que montre la proposition qu'elle fait alors de nommer *« socialiste »* le nouveau parti — proposition qui n'est battue à la centrale que par une voix de majorité. Le congrès de fondation du *« Parti communiste d'Allemagne (Spartacus) »* se tiendra du 30 décembre 1918 au 1er janvier 1919. Il consacrera la fusion, dans les rangs du nouveau parti, du groupe des radicaux restés hors du parti indépendant et de Spartacus : mais il sera surtout marqué par la victoire du gauchisme.

Toutes ces leçons sont aujourd'hui *« classiques »*, et il est bien facile de critiquer les erreurs commises à l'époque. Il faut pourtant le faire, et c'est l'un des grands mérites du livre de Broué de les analyser en détail, d'en montrer toutes les articulations, car, si *« classiques »* soient-elles, les révolutionnaires d'aujourd'hui ne sont nullement immunisés contre leur répétition — sous d'autres formes, bien sûr, ce ne sont jamais les mêmes formes, jamais les mêmes mots !

En dépit de la position de Rosa Luxemburg et du rapporteur Paul Levi, le congrès se prononça en effet, par 62 voix contre 23, contre la participation aux élections à la Constituante. Cela revenait à définir le nouveau

parti, non comme une avant-garde, mais comme une minorité agissante. Cela revenait à s'orienter vers une aventure pour tenter de renverser le gouvernement Ebert — alors que la majorité de la classe ouvrière restait encore à conquérir, adoptant ainsi une ligne opposée à celle qu'avaient suivie les bolcheviks dans des circonstances analogues. Le congrès tourna en même temps le dos aux syndicats dirigés par les bureaucrates. Et qu'il ait ensuite adopté le programme proposé par Rosa Luxemburg, entièrement dirigé contre le gauchisme, contre l'aventurisme — qu'il ait élu une *« centrale »* dont la majorité était favorable à la participation aux élections — cela ne faisait qu'accroître la confusion.

La prise de position du congrès contre la participation aux élections à la Constituante fit en même temps échouer les pourparlers de fusion avec les délégués révolutionnaires. Comme l'écrit Broué :

> C'était là sans doute l'échec majeur des communistes allemands. La fondation d'un véritable parti communiste dans l'Allemagne de 1919 était difficilement concevable sans la participation de ces délégués ouvriers qui avaient la confiance du prolétariat berlinois, dont ils avaient dirigé les luttes pendant la guerre et les journées révolutionnaires [...] Coupé de ces militants organisateurs de la classe ouvrière, cadres authentiques et indispensables d'un parti ouvrier révolutionnaire, les dirigeants spartakistes — et ils en avaient sans doute conscience — étaient sans prise sur le mouvement profond des travailleurs dans les entreprises. D'un autre côté, privés de têtes politiques, ou plutôt à la remorque des hésitants de la gauche indépendante, les admirables combattants des usines berlinoises allaient s'empêtrer dans les exigences contradictoires d'une situation infiniment plus complexe que celle de la guerre au cours de laquelle ils avaient gagné leurs galons et leur autorité (pp. 225-226).

La fin du drame va maintenant venir très vite. Il faut lire en détail le déroulement dans le livre de Broué. On éprouve à la fois le sentiment qu'elle est désormais inéluctable — et on enrage d'une telle absurdité, en pensant aux conséquences historiques à longue portée de cette catastrophe... qui aurait parfaitement pu être évitée. L'articulation politique en est réduite à peu de chose. Le gouvernement d'Ebert a décidé d'infliger une saignée au prolétariat de Berlin, et de le décapiter. Le député social-démocrate Gustav Noske entre au gouvernement pour y remplacer un indépendant (ceux-ci ont finalement démissionné fin décembre) : *« L'un de nous,* déclare-t-il, *doit jouer le rôle de bourreau. »* Il va disposer pour cela des *« corps francs »*, troupes spécialement entraînées pour la guerre civile. Il se livre à une ultime provocation : le préfet de police de Berlin, Eichhorn — un indépendant de gauche qui avait occupé son poste en novembre — est révoqué. La centrale du P.C. décide d'organiser une manifestation de masse — excluant cependant expressément tout mot d'ordre de renversement du gouvernement. Les dirigeants indépendants berlinois délibèrent sans fin avec Karl Liebknecht et W. Pieck. Et Liebknecht se laisse finalement aller à signer un appel à l'insurrection ! — cependant que les masses, prêtes à la grève et à la manifestation, mais pas à la lutte armée, refluent. La centrale du P.C. est complètement désorganisée, coupée de Liebknecht pendant toute cette période. Le massacre commence. Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg tombent le 15 janvier 1919 sous les coups des assassins.

« *Les conséquences du double meurtre sont incalculables* », écrit Broué :

> Le jeune parti communiste est privé simultanément de sa meilleure tête politique et de son tribun le plus prestigieux. Rosa Luxemburg et Liebknecht étaient connus de tous les ouvriers allemands, estimés dans tout le mouvement international. Seuls de tous les communistes hors de Russie ils étaient de taille à discuter d'égal à égal avec les dirigeants bolcheviques, à constituer, dans l'Internationale à fonder avec eux, un contrepoids à leur autorité (pp. 255-256).

Cette première partie de son livre, qui se termine ici, Broué l'a intitulée *Victoire et défaite du gauchisme*. En fait, le gauchisme, après avoir vaincu dans le jeune parti communiste, a été la cause de la défaite subie. Mais il n'est pas vaincu, bien au contraire, comme le montrera l'étape suivante.

(Voir dans le prochain numéro de *la Vérité*.)

Abonnez-vous à INFORMATIONS OUVRIÈRES

S'ABONNER, C'EST AIDER
"INFORMATIONS OUVRIERES"
C'EST SOUTENIR LE COMBAT DE L'AVANT-GARDE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE

« INFORMATIONS OUVRIERES »

Correspondance
Rédaction - Administration
88 bis, avenue Parmentier
75011 PARIS

ABONNEMENTS

1 an (48 n°)	70 F
Etranger (1 an)	80 F
6 mois (24 n°)	35 F

Versements au C.C.P. I.O. 21.831-73 - Paris

LE "SAMIZDAT" TCHECOSLOVAQUE

« ICI PRAGUE »
L'OPPOSITION INTÉRIEURE PARLE

présentation de Jiri Pelikan

« La vérité vaincra »
(Devise de Jan Hus
et de l'opposition communiste
tchécoslovaque)

Quatre ans après l'entrée en Tchécoslovaquie des armées des cinq pays du Pacte de Varsovie, venant étayer le pouvoir de la bureaucratie que le développement de la révolution politique y menaçait jusque dans ses fondements, ont commencé dans ce pays, en juillet et en août 1972, les premiers grands procès politiques contre l'opposition socialiste.

Pendant ces quatre années de *« normalisation »*, par centaines de milliers, des militants ont été exclus du Parti communiste tchécoslovaque, licenciés de leur travail, mis au ban de la société. Ils n'ont pas pour cela renoncé à faire triompher les objectifs du « Printemps de Prague », c'est-à-dire à éliminer les privilèges de la bureaucratie parasitaire, à faire respecter les libertés démocratiques, à faire passer dans les faits les objectifs de la révolution socialiste. Leur force, c'est la résistance de millions de travailleurs à la normalisation.

Il est clair qu'en frappant, en juillet et août 1972, un certain nombre de militants et dirigeants communistes de l'opposition des masses à la bureaucratie, le Kremlin et ses satellites tchécoslovaques entendaient décapiter ainsi cette opposition qui commençait dangereusement à se donner des formes d'organisation et surtout un programme de lutte contre le pouvoir de la bureaucratie.

Mais il est non moins vrai qu'ils n'y sont pas parvenus. L'opposition socialiste tchécoslovaque écrivait dans un tract daté du 21 août 1972,

au lendemain des procès de Prague, de Brno et de Bratislava :

> Nous nous solidarisons avec l'activité et les positions des militants et camarades condamnés, et nous allons poursuivre leur lutte pour la réhabilitation du socialisme à visage humain. Notre but reste de construire en Tchécoslovaquie une société socialiste qui offrirait aux citoyens non pas moins ou autant de libertés que les pays capitalistes les plus avancés, mais *plus*, y compris la liberté de parole, de presse, de réunion et d'organisation. Nous luttons pour une société dans laquelle *les ouvriers géreront véritablement les entreprises et les usines*, pour une société qui vivra dans un Etat souverain et libre, dans laquelle *la vie personnelle, culturelle et scientifique pourra se développer librement*. Aucune de ces exigences ne bouleverse en rien les principes fondamentaux sur lesquels doit être basé l'ordre socialiste... (*Ici Prague*, p. 413).

Cette lutte, qui se poursuit, est la réalité fondamentale en Tchécoslovaquie. L'occupation militaire du pays depuis près de cinq années, l'exclusion de 500 000 membres du P.C.T., devenu le « *parti des quinquagénaires* » (o.c., p. 53), le désaveu total, de la part de la direction Husak, de toute l'activité du P.C.T. pendant le « Printemps de Prague » et jusqu'à la chute de Dubcek en avril 1969, la répression qui frappe tous les exclus, chassés aussi de leur travail, l'étouffement de toutes les libertés, la terreur policière, les procès contre les dirigeants de l'opposition, rien de tout cela n'a pu faire céder la résistance de millions d'hommes et de dizaines de milliers de militants actifs au régime de la bureaucratie, restauré mais combien fragile.

Le grand intérêt des documents choisis et publiés par Jiri Pelikan, qui édite à Rome l'organe de l'opposition socialiste tchécoslovaque à l'étranger, *Listy*, tient précisément à ce qu'il s'agit de l'expression du processus de la révolution politique qui, malgré des années de « *normalisation* » et de « *consolidation* », continue à se développer dans ce pays.

Le secret de l'existence de cette opposition socialiste de masse tient dans le fait que la montée révolutionnaire des travailleurs tchécoslovaques de 1968 a été bloquée, mais non écrasée. Contrairement à ce que laissent supposer certains textes de l'opposition, Husak ne peut pas et ne pourra pas jouer, en Tchécoslovaquie, le rôle qui est revenu à Kadar en Hongrie. La bureaucratie hongroise n'a pu retrouver de stabilité après la révolution politique des conseils ouvriers de 1956 que parce que la classe ouvrière hongroise a été défaite dans le sang par la contre-révolution stalinienne. 40 000 ouvriers d'avant-garde ont payé de leur vie, en 1956-1957, l'audace d'avoir brisé le monstrueux appareil de la bureaucratie. C'est sur cette base que Kadar a pu reconstituer le pouvoir de la caste privilégiée, et cela dans une situation internationale marquée par le recul momentané du prolétariat européen et mondial devant son ennemi, l'impérialisme.

En 1968, au contraire, le prolétariat tchécoslovaque, qui accomplit lentement les premières phases de la révolution politique, est épaulé par la puissante grève générale française de mai-juin. Ces deux événements modifient les rapports mondiaux entre les classes : ni en France par la bourgeoisie, ni en Tchécoslovaquie par son agence, la bureaucratie, le prolétariat n'est écrasé.

Il n'a pas été possible de « *liquider les 50 000 contre-révolutionnaires* » que dénonçait *la Pravda* dès le mois d'août 1968. Les normalisateurs sont incapables de stabiliser durablement le pouvoir toujours précaire de la bureaucratie restaurée dans ses fonc-

tions après l'intervention militaire. Pas un seul instant, par centaines de milliers, militants ouvriers, communistes et socialistes, travailleurs, étudiants, jeunes, n'ont cessé de résister à la normalisation. Tel est le terrain sur lequel se dresse l'opposition socialiste tchécoslovaque.

Les masses aspirent à renouer avec le formidable mouvement de 1968. Conquérir les libertés démocratiques fondamentales, mettre fin à la dictature de l'appareil des privilégiés, gérer eux-mêmes leurs propres affaires, des millions d'hommes purent alors croire tous ces objectifs à portée de leurs mains. C'est bien, en ce sens, pour le *« retour du Printemps de Prague »* que combattent côte à côte militants socialistes et communistes. Mais ce qui est nouveau, c'est que cette lutte, que chacun sait devoir être dure et longue, conduit aujourd'hui à commencer à dresser le bilan critique de ce qu'a été effectivement le Printemps tchécoslovaque de 1968. En quatre années, de 1968 à 1972, la recherche des causes de l'échec du mouvement de 1968 a fait l'objet des réflexions de dirigeants et de militants. Les plus conscients, notamment d'anciens membres du Comité central du P.C.T. élu lors du 14e congrès clandestin d'août 1968, comme Jaroslav Sabata, Frantisek Kriegel (membres de la direction Dubcek), Alfred Cerny, rejoints par d'autres dirigeants tels que Karel Kyncl et Milan Hübl, ont commencé à élaborer les premiers éléments du programme de la révolution politique qui continue.

D'une certaine façon, l'ensemble des textes de l'opposition, et particulièrement ceux publiés par Jiri Pelikan dans *Ici Prague,* sont des documents de combat contre la bureaucratie et peuvent être versés à ce titre au dossier. Edités pour la plupart à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires par les seuls moyens de la reproduction clandestine, la très large avant-garde qui a définitivement lié son sort à la future victoire de la révolution politique exprime ses vues.

C'est d'ailleurs au moment où commençaient à être édités et discutés les textes les plus élaborés, ceux qui abordaient la question du programme de la lutte des masses (tels les documents de constitution du Mouvement socialiste des citoyens tchécoslovaques, qui semble être l'organisation de l'opposition la plus importante, notamment le *Petit Programme d'action* rédigé par Jaroslav Sabata), que Husak a frappé un grand coup en faisant arrêter, de novembre 1971 à février 1972, des centaines de cadres de l'opposition afin de décapiter celle-ci.

Ces arrestations et les procès qui ont suivi n'ont pas asphyxié l'opposition, qui a néanmoins subi des coups très rudes. C'est de cette période que datent les textes programmatiques que l'on peut lire dans *Ici Prague* et que nous examinons plus loin. Mais il est certain que l'opposition socialiste tchécoslovaque a approfondi, depuis plus d'un an et demi, toute une série de questions tactiques et stratégiques abordées dans les textes de 1970 et 1971.

On peut distinguer en gros trois étapes dans la constitution de cette opposition, qui se définit comme étant à la fois socialiste et communiste, mais au sein de laquelle dominent largement les militants exclus du P.C.T. La période qui s'étend d'août 1968 à la fin de l'année 1969 est celle où les militants les plus conscients du « Printemps de Prague » ont eu (du moins jusqu'en avril 1969, date de la chute de Dubcek) la possibilité de s'exprimer légalement dans la presse et au sein du P.C.T. (1). Fin

(1) Ce sont les principaux de ces textes qu'a choisis Pierre Broué dans le recueil qui vient de paraître aux éditions E.D.I., Paris, 260 pages, *Ecrits à Prague sous la censure, août* 1968 - *juin* 1969.

1969, c'est la période des exclusions des principaux dirigeants du « Printemps » et de milliers de cadres moyens. L'opposition se cherche. Rapidement, les militants qui espéraient pouvoir continuer la lutte sous Husak comme cela avait été possible sous Dubcek, d'août 1968 à avril 1969, perdent leurs illusions. C'est pendant cette période que se forme ce qu'Alfred Cerny, dans sa lettre du 25 mai 1971 aux P.C. du monde entier, appellera *« le parti de l'avenir »*.

Ce *« parti »* prend conscience de son existence, mais pas encore de la nécessité de se constituer. Néanmoins, on peut voir dans la formation, le 28 octobre 1970, du Mouvement socialiste des citoyens tchécoslovaques, autour d'un *Manifeste*, la première expression de ce *« parti des exclus »*. Pendant un an, jusqu'à la vague d'arrestations de l'automne 1971 et de l'hiver 1972, l'opposition, constituée en *« Mouvement »* (et non pas en *« parti »*), élabore les premiers éléments de son programme, qui se confond pour elle avec celui des millions de travailleurs qui organisent leur résistance. Il est possible qu'une quatrième étape soit en train de se dérouler dans les prisons de Husak et dans les usines de Tchécoslovaquie pour doter la révolution politique, qui chemine lentement mais certainement, du programme stratégique achevé dont J. Sabata explique la nécessité dans l'introduction du *Petit Programme d'action* de janvier-février 1971.

La rupture avec la bureaucratie le 21 août 1968

Jusqu'à l'intervention militaire du 21 août 1968, l'immense majorité, sinon la quasi-unanimité (2) des militants et dirigeants de la révolution politique estimaient que les masses tchécoslovaques pourraient graduellement imposer leur volonté et que les dirigeants de la bureaucratie, en Tchécoslovaquie comme en Europe de l'Est et au Kremlin, ne pourraient que s'incliner devant les faits.

L'invasion militaire a brutalement mis fin à cette illusion. Pourtant, en signant les *« accords de Moscou »*, en réalité diktat du Kremlin, sur la *« normalisation »*, la direction Dubcek expliqua qu'il s'agissait *« de préserver l'essentiel »*. C'était sacrifier le « Printemps de Prague » et persévérer dans la vieille illusion afin de ne pas rompre les ponts avec la bureaucratie du Kremlin. En quelques mois les masses tchécoslovaques firent l'expérience de la fin de leurs espoirs. La *« capitulation »* de la direction Dubcek, voire sa *« trahison »*, selon les termes utilisés par la plupart des opposants deux et trois ans plus tard, désorienta les masses qui le suivaient encore aveuglément et prépara la voie aux Husak-Bilak-Indra alignés sur la bureaucratie du Kremlin.

C'est l'honneur historique, peut-on dire, d'une poignée de dirigeants du P.C. tchécoslovaque que d'avoir, dès août 1968, dans les instances du P.C.T. lui-même, dénoncé cette *« capitulation »*.

Ici Prague commence par reproduire le discours de Jaroslav Sabata à la réunion du Comité central du P.C.T. du 31 août 1968. Il prenait la parole après que J. Smrkovsky eut donné lecture du texte du diktat du

---

(2) Rares sont ceux qui, comme Jiri Hochman, expliquent dans *Reportér*, en juillet 1968, que *« nous mettons en danger la bureaucratie... et c'est pourquoi nous ne pouvons guère nous attendre à la coopération et à la compréhension fraternelles de celle-ci »*.

Kremlin (3) et contre un avocat zélé du protocole.

Sabata est le seul à exiger immédiatement le départ des troupes d'occupation :

> Je suis d'avis que notre souveraineté nationale, en tant qu'Etat, a été lourdement violée et que la normalisation est conditionnée par le départ des troupes et non l'inverse. La normalisation ne saurait être la condition du départ des armées. Nous ne pouvons pas normaliser d'abord et obtenir le départ des armées ensuite. (O.c., p. 88.)

Sabata, qui devait bientôt être exclu du C.C. « *remanié* », explique qu'il faut faire appel aux masses contre la contre-révolution stalinienne :

> Si le camarade Rytir [*défenseur du protocole*] veut mener une politique partant de ces principes, il peut y parvenir, mais à une seule condition : par la force des baïonnettes, soviétiques et autres. Nous savons tous que ce n'est pas là une voie communiste, que ce n'est pas là une politique communiste, mais anticommuniste (...) Il faut condamner cette position, il faut l'appeler par son vrai nom : elle est l'expression des conceptions qui sont, dans une large mesure, responsables de ce qui s'est passé. Elles font partie du complot contre le Parti et contre le pays (p. 89).

Adoptant la même attitude que Frantisek Kriegel, seul membre de la direction Dubcek à avoir refusé de signer le « *protocole de Moscou* », J. Sabata, qui ne sera suivi que par une poignée de militants, tel Karel Bartosek (« *Ne hurlons pas avec les loups* », o.c., pp. 90-93), préparait ainsi les voies à une opposition indépendante de la bureaucratie.

Jiri Pelikan, quant à lui, qualifie la position adoptée par la direction Dubcek à cette époque d'« *erreur irréparable* » (p. 34). Pelikan résume le sentiment général de l'opposition qui, quelques années plus tard, tire les leçons de la position de Dubcek :

> Il existait en effet une autre attitude possible : celle qui eût consisté à faire refuser par le C.C. le diktat de Moscou, en arguant qu'il avait été signé sous la contrainte et dans une situation d'inégalité, à demander l'ouverture de nouvelles négociations, à lui faire renouveler sa confiance dans la direction de Dubcek et à éliminer ceux qui avaient trahi — et à convoquer à Prague une conférence internationale des partis communistes et ouvriers, en faisant appel à leur arbitrage et à leur solidarité. Le grand mérite de Jaroslav Sabata est d'avoir montré un des premiers, dans ce moment de grande confusion, qu'il existait une autre voie : celle qui consistait à s'appuyer sur les neuf dixièmes de la population, à s'inspirer de ses sentiments, à faire la politique du peuple ! (p. 88).

Pelikan insiste à plusieurs reprises sur l'énorme responsabilité qui incombe à la direction Dubcek pour son attitude d'alors. Mais il faut souligner que le rejet, par le Comité central élu lors du 14e congrès d'août 1968, du diktat de Moscou aurait signifié une rupture radicale de toute la direction du P.C.T. d'avec la bureaucratie du Kremlin. Or une infime minorité de dirigeants (Kriegel et Sabata semblent bien avoir été les seuls) se sont, à l'époque, prononcés pour cette rupture. En acceptant le diktat, la direction Dubcek remettait le pouvoir aux mains de la bureau-

(3) C'est-à-dire du « *Protocole d'accord* », qui n'a jamais été publié, sur le stationnement des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie.

cratie et conduisait les masses à l'impasse.

Qu'un tel bilan soit aujourd'hui tiré par l'opposition socialiste tchécoslovaque est d'une extrême importance. C'est la voie d'une orientation complètement indépendante du stalinisme qui est ainsi ouverte aux militants tchécoslovaques.

Certes, même dans les textes que va se donner l'opposition lors des années qui suivent, ce n'est pas en une seule fois que les militants tchécoslovaques, qui affirment d'abord simplement lutter pour le retour au « Printemps de Prague », vont élaborer un programme de rupture avec le Kremlin. Il faut dire, d'ailleurs, qu'un tel programme n'est pas encore pleinement élaboré et que subsistent encore, nombreuses, les illusions sur la possibilité d'une entente entre les masses tchécoslovaques aspirant à la démocratie ouvrière et les dirigeants en place à Prague et à Moscou.

Cette illusion est au centre du premier document d'importance, celui qui a été rédigé lors de la Conférence de fondation du Mouvement socialiste des citoyens tchécoslovaques, le 28 octobre 1970. Dans le *Manifeste* adopté, le but du combat est ainsi défini :

> En 1968, notre société se mettait à remplir les objectifs du socialisme : une liberté et une démocratie surclassant de loin la conception que s'en font les bourgeois aussi bien que les staliniens, le développement des droits civiques et de leurs garanties légales, l'édification d'un système politique et social où chacun puisse trouver sa place et la possibilité de réaliser ses aspirations (p. 199).

Le *Manifeste* souligne à juste titre que *« ce mouvement est déjà né et existe toujours »* et énumère ses composantes :

> Il a le soutien de très nombreux ouvriers, paysans et intellectuels, d'anciens membres et de membres actuels du parti communiste et des autres partis du Front national, ainsi que des citoyens sans appartenance politique, il est appuyé par les travailleurs dans les usines, les instituts scientifiques, l'appareil de l'Etat, les partis politiques, les syndicats et les organisations de jeunesse...

Ainsi les *« travailleurs de l'appareil de l'Etat »* sont-ils mis sur le même plan que les *« travailleurs des usines »*. Les auteurs du *Manifeste* veulent démontrer que le *« pouvoir »* de Husak est entièrement isolé, ne s'appuyant que sur les chars du Kremlin, et ils concluent :

> Nous nous efforçons non pas de diviser mais au contraire de rassembler les citoyens. L'unité réalisée en 1968 avait démontré de manière éclatante que la réconciliation nationale était possible et que nous avions beaucoup plus de sujets d'unité que de division.

De nouveau apparaît l'illusion que l'appareil de l'Etat et du Parti, c'est-à-dire la bureaucratie, peut être *« réconcilié »* avec les masses. Il est vrai que, tant pendant le « Printemps de Prague » que durant la période de la *« normalisation »*, bien des membres de l'appareil de l'Etat et des sommets du P.C.T. se sont prononcés et ont combattu pour les libertés démocratiques. Mais il est non moins vrai que l'appareil de la bureaucratie, en tant que tel, en est par essence l'ennemi et que c'est précisément la volonté de *« réconciliation nationale »* qui a entraîné la capitulation des dirigeants devant le diktat de Moscou.

Il est vrai également, comme le dit le *Manifeste*, que le pouvoir de Husak *« n'en reste pas moins chancelant et peu assuré »*. Mais sa force réside aussi en grande partie dans

le maintien de l'horrible machine de l'appareil d'Etat, de la police politique, des forces de répression avec lesquelles il n'est pas de « *réconciliation* » possible.

Certes, ce n'est pas un accommodement avec la bureaucratie que préconise le *Manifeste*, dont l'importance tient au fait qu'il fallait à ce moment précis lutter contre la démoralisation de nombreux militants du « Printemps de Prague » en donnant aux militants disponibles pour l'organisation et le combat un pôle de regroupement, une perspective de lutte. Mais le *Manifeste* ne met pas au centre le fait que la bureaucratie a engagé contre les masses et les militants socialistes et communistes tchécoslovaques une véritable guerre civile (même si les moyens employés restent encore limités) et que la tâche de l'opposition consiste précisément à se préparer à faire front. En ce sens, l'orienter vers la « *réconciliation nationale* » risque à nouveau d'entretenir les illusions mortelles qui permirent d'étrangler le « Printemps de Prague ».

Soulignons cependant que les derniers mots du *Manifeste* du 28 octobre démontrent la conscience aiguë qu'ont les dirigeants de l'opposition quant au caractère internationaliste du long combat qu'ils se préparent à engager :

> Le cours des événements dans notre pays, dans le camp socialiste, y compris l'Union soviétique, ainsi que partout en Europe et dans le monde, offre une chance qu'il nous sera sans doute possible de saisir dans un avenir relativement proche.

Six semaines plus tard, en effet, le prolétariat polonais des ports de la Baltique partait à l'assaut et galvanisait l'opposition tchécoslovaque en formation. L'explosion révolutionnaire en Pologne lui permettait de préciser les objectifs du *Manifeste* par la rédaction, en janvier 1971, d'un résumé constituant en quelque sorte une plate-forme politique de lutte. On y pouvait lire notamment :

> 2. Transformer la propriété des moyens de production en une véritable propriété de la société, par l'intermédiaire d'organes démocratiquement constitués (conseils d'entreprise).
>
> 3. Créer un système politique socialiste dans lequel la composition des organes du pouvoir d'Etat serait déterminée par les citoyens lors d'élections libres au scrutin secret ; un système dans lequel le pouvoir ne pourrait être monopolisé par de petits clans et dans lequel les organisations politiques exerceraient leur influence et maintiendraient leurs positions par des moyens politiques et la libre discussion (...).
>
> 6. Rendre aux syndicats leur rôle de défenseurs des intérêts des ouvriers et des autres catégories de salariés, ce qui n'est possible qu'en leur rendant leur autonomie. Libérer l'organisation de la jeunesse de sa tutelle et donner aux jeunes la possibilité de se regrouper selon leurs intérêts (p. 207).

Ces mesures définissent ainsi le contenu concret de la démocratie ouvrière, c'est-à-dire de la révolution politique à accomplir, en des termes très proches de ceux du programme de la IV^e^ Internationale rédigé en 1938.

Toutefois, alors que l'opposition affirme la nécessité de lier son combat à celui du prolétariat de l'Europe tout entière, elle écrit contradictoirement :

> 9. Restaurer la souveraineté de la République par le développement de rapports d'alliance avec l'U.R.S.S. et les autres pays du pacte de Varsovie sur le

> principe de l'égalité des droits et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des partenaires (4). La nécessité de respecter le statu quo en Europe et dans le monde ne devrait pas empêcher la recherche de solutions harmonisant les intérêts nationaux et internationaux dans le cadre du socialisme (p. 208).

L'opposition semble ainsi admettre comme un fait établi le *« statu quo en Europe »*, c'est-à-dire le maintien du régime capitaliste à l'Ouest avec l'aide de la bureaucratie du Kremlin, autrement dit la politique de coexistence pacifique de celle-ci. Son programme se situe encore uniquement dans le cadre de la « démocratisation » dans la seule Tchécoslovaquie. Elle n'a pas encore compris que la victoire de la révolution politique à Prague est partie intégrante du combat du prolétariat mondial et ne peut être dissociée de la lutte du prolétariat russe pour abattre la bureaucratie ainsi que de celle des prolétariats d'Europe de l'Ouest pour renverser la bourgeoisie.

Comparons cette plate-forme conciliatrice sur certains points capitaux à l'*Appel des ouvriers* qui circulera à Prague un an plus tard (pp. 375-378) :

> Cette résistance est en grande partie le fait de la classe ouvrière, *proclame le groupe des « Ouvriers-responsables du PCT légalement élus ». Et de dénoncer* la clique dirigeante [*qui*] se proclame elle-même le porte-parole de la classe ouvrière et le seul interprète du marxisme-léninisme authentique (...). Rien ne peut être plus en contradiction avec les intérêts révolutionnaires de la classe ouvrière que ce gouvernement de carriéristes incapables qui se sont installés à la place des représentants des ouvriers, étouffant brutalement tous les restes de démocratie socialiste et acheminant notre société vers une crise politique et économique profonde.

Et l'avant-garde du prolétariat tchécoslovaque conclut son appel en affirmant l'unité internationale, certes en des termes encore bien vagues en ce qui concerne le combat du prolétariat d'Europe occidentale, de la lutte engagée :

> Des problèmes identiques à ceux que nous voulions résoudre après janvier 1968 commencent à être compris par un nombre d'ouvriers de plus en plus grand d'autres pays socialistes et d'Union soviétique. De plus, dans les pays capitalistes, des gens progressistes que ne laisse pas indifférents le sort du socialisme luttent à nos côtés.

Le « Petit Programme d'action » de l'opposition socialiste

Jiri Pelikan, présentant le *Petit Programme d'action*, rédigé à partir des nombreuses discussions engagées sur la base du *Manifeste* du 28 octobre 1970, dans les mois de janvier-février 1971, écrit :

---

(4) Le *Manifeste* du 28 octobre 1970 avait formulé ainsi cette revendication, spéculant sur la « *compréhension* » de la bureaucratie du Kremlin : « *La situation actuelle pourra être changée avant tout par les dirigeants actuels ou futurs de l'U.R.S.S., lorsqu'ils auront compris qu'il leur faut corriger les conséquences du 21 août 1968, lorsqu'ils se seront rendu compte qu'ils ne peuvent avoir pour voisins et alliés valables que des pays pour qui l'alliance avec l'U.R.S.S. ne constitue pas une menace pour leur souveraineté, mais, au contraire, est la garantie de sa protection* » (p. 202).

> Il s'agit en fait de la première tentative d'élaboration d'une stratégie et d'une tactique de l'opposition socialiste en pays socialiste (p. 232).

Il s'agit aussi, pour les auteurs du *Petit programme* (ainsi intitulé pour souligner son aspect encore inachevé de *« projet de programme »* et dont la rédaction a été assurée en grande partie par Jaroslav Sabata (5), d'ouvrir une discussion dans les rangs des communistes à l'échelle internationale :

> On devrait partir du principe que le mouvement pour le renouveau démocratique du socialisme est un mouvement international qui se situe à différents niveaux... Le premier objectif tactique de base devrait consister à obtenir le soutien de l'opposition *de gauche* en Tchécoslovaquie de la part de la gauche européenne, et à obtenir cette même reconnaissance pour l'opposition du Parti communiste tchécoslovaque de la part des communistes d'Europe occidentale (p. 250).

Ici se précise l'idée que le combat contre la bureaucratie stalinienne a un contenu international, de même qu'il est inséparable de la lutte des classes mondiale. Mais le *Petit Programme d'action* ne va pas au-delà de la nécessité de resserrer les liens entre communistes de tous les pays et n'aborde pas la question, pourtant centrale, du combat international pour la révolution prolétarienne.

Bien qu'il affirme définir les seules questions *« tactiques »*, et *« ne fasse qu'esquisser les principes du programme politique »*, le *Petit Programme d'action* pose d'emblée une question décisive pour l'opposition socialiste tchécoslovaque (et pas seulement tchécoslovaque) :

> ... Avec quoi l'opposition socialiste actuelle veut-elle renouer au juste ? La réponse à cette question ne se trouve pas dans la simple référence générale aux idéaux du socialisme démocratique. Il est en effet important de ne pas perdre de vue que le socialisme démocratique n'est pas la même chose que la « social-démocratie » — qu'il suffirait d'approfondir, de développer et de perfectionner. Le socialisme démocratique est au contraire un système qui exige des changements structurels radicaux, révolutionnaires ; mais cet objectif stratégique ne répond pas à lui seul à la question de savoir quelles forces vont opérer ces changements.

Il faut, relevons-le en passant, espérer que des remarques de cette nature ont suffisamment prémuni l'opposition socialiste contre toute illusion sur les appareils sociaux-démocrates pour lui éviter aujourd'hui de se sentir désappointée, alors que Husak développe non sans succès une offensive de « normalisation » en direction de Brandt, de Wilson et de Leburton (dirigeant du P.S.B. et chef du gouvernement tripartite socialiste-chrétien-libéral belge), et que Wilson vient de déclarer à Prague qu'il était temps de *« tourner la page »* sur l'occupation de la Tchécoslovaquie — non sans, il est vrai, provoquer des protestations dans les rangs du Labour Party.

Il ne s'agit plus de *« réconciliation nationale »*, ni de demander aux dirigeants du Kremlin de *« comprendre »* qu'ils discréditent le mouvement ouvrier international et lui portent des

---

(5) Comme l'indique Anna Sabatova dans sa lettre ouverte aux P.C. du monde entier, dont on trouvera les principaux passages dans *Informations Ouvrières* n° 597 du 7 février 1973. Texte complet dans le n° 7 (avril 1973) du *Bulletin du comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays d'Europe de l'Est.* Abonnement : 5 numéros : 10 F - C.C.P. CHALLIER, 45-LA SOURCE numéro 31.547-74.

coups en maintenant la Tchécoslovaquie sous leur botte. Le *Petit Programme* part de cette constatation *« amère »* : *« Le mouvement d'après janvier s'est désagrégé en tant que force* organisée » (p. 234). Pour quelle raison ? Parce que, répondent ses auteurs, *« les éléments "établis" de ce mouvement* [c'est-à-dire la fraction de la bureaucratie favorable à la démocratisation et à l'entente avec le Kremlin] *sont passés dans le camp de l'ordre conservateur »* (p. 236). Une conclusion s'impose dès lors : il est nécessaire, pour aboutir à la victoire, de renouer avec *« le vieux principe selon lequel le peuple doit conquérir tout seul la liberté et la démocratie »*. Le *Petit Programme* parle ici du *« peuple »* en général. Mais, plus loin, il s'exprime avec plus de précision :

> Le problème clé reste celui de la « force motrice » principale des changements révolutionnaires. Conformément à la tradition *rationnelle* (et non pas doctrinaire) du socialisme révolutionnaire, nous la voyons dans la masse des producteurs industriels concentrés dans les grosses entreprises urbaines, et en premier lieu dans la masse des ouvriers (p. 245).

Le *Petit Programme d'action* signifie ainsi une première rupture avec les illusions du « Printemps de Prague ». Il souligne que le mouvement des masses ne peut accorder sa confiance en ce qu'il appelle les *« forces du "sommet" »* qui ont commencé à se prononcer pour le *« socialisme démocratique »*, bien que l'existence d'un *« état de crise général et permanent des régimes bureaucratiques dans les pays socialistes »* ne doive pas être sous-estimée. Il est possible, en effet, savent les combattants du « Printemps de Prague », qu'une large fraction de la bureaucratie elle-même rompe tout ou partie de ses liens avec l'appareil international du Kremlin. Mais sans l'aiguillon des *« forces de la base »*, c'est-à-dire du prolétariat, *« force motrice »*, le mouvement ne peut pas aboutir.

Le *Petit Programme* ne parle pas d'*« autonomie politique »* du prolétariat révolutionnaire ni de la nécessaire *« hégémonie »* qu'il doit prendre dans la *« révolution »* (politique). Mais toute la pensée de ses rédacteurs tend vers de telles conclusions. Bien plus, il explique qu'au moment de l'explosion révolutionnaire en Pologne, les *« forces d'avant-garde »* en Tchécoslovaquie avaient déjà *« mis en relief l'importance déjà éprouvée des "actions ouvrières" »*, et *« mis un fort accent sur la nécessité de liens internationaux entre les forces progressistes — sur la formation d'une union internationale des forces qui luttent pour le renouveau démocratique du socialisme »* (p. 236).

La nécessité de l'Internationale révolutionnaire est inscrite dans ces lignes. Certes, il faut remarquer que lorsque l'opposition tchécoslovaque fait référence aux forces des pays capitalistes, elle parle de la *« gauche européenne »* et ne fait pas encore la distinction entre la base sociale de la révolution prolétarienne à l'Ouest et son expression politique dénaturée par la politique d'alliance des appareils staliniens et sociaux-démocrates avec les partis *« de gauche »* de la bourgeoisie. Il est bien normal que ces obscurités existent dans la conscience de ces militants, alors que l'Internationale est aujourd'hui ce qui leur (et nous) manque le plus. Mais il importe de dire immédiatement que, lorsqu'ils parlent de *« la gauche »* dans les pays capitalistes, ils entendent les partis ouvriers qui, pensent-ils, parce que reconnus par les masses, combattent pour le renversement de la bourgeoisie.

Tel est le cadre politique au sein duquel s'élabore la pensée indépendante de l'opposition tchécoslovaque. Dès lors, un problème capital se pose

qui est débattu dans les chapitres centraux du *Petit Programme d'action,* celui des formes d'organisation à donner à l'opposition.

Car cette opposition existe et compte les forces considérables de *« quelques dizaines de milliers de personnes qui (...) constituent un corps solidaire qu'on peut raisonnablement considérer comme l'avant-garde en puissance de l'opposition »* (p. 236). Du fait de la répression et de l'impossibilité pour elle, depuis mai-juin 1969, de toute expression et organisation légale, elle a éclaté en *« un grand nombre de foyers autonomes »*. Mais le *Petit Programme* estime que *« cette atomisation sera graduellement surmontée »* (p. 237).

De plus, cette avant-garde déjà considérable est reconnue par *« ces centaines de milliers d'individus politiquement engagés dans le mouvement d'après janvier et qui en constituent en quelque sorte la "base" militante »*. Or, c'est aux problèmes de ces dizaines de milliers de militants qu'il faut répondre en termes immédiats au début de l'année 1971, alors que les normalisateurs préparent, sans en avoir encore les moyens à ce moment, les procès politiques. Comment organiser, dans les conditions de la normalisation, ces dizaines de milliers de communistes et de socialistes appuyés par des centaines de milliers de travailleurs conscients et des millions d'hommes ? Le *Petit Programme* indique à cet égard :

> Il faut remarquer qu'il serait vain, voire hautement illusoire, de vouloir transformer ce corps solidaire en une organisation structurée selon la hiérarchie traditionnelle, c'est-à-dire en une sorte de parti de « type léniniste » ou — au pire — en quelque chose rappelant le parti strictement centralisé de type stalinien (p. 237).

On ne saurait certes reprocher, de façon doctrinaire, aux militants les plus conscients de l'opposition tchécoslovaque de n'avoir pas décidé, au début de l'année 1971, la construction d'un parti bolchevique avec les forces atomisées qui étaient celles de l'opposition. Remarquons d'ailleurs la prudence du *Petit Programme* : il s'agit de répondre seulement aux questions tactiques du moment, et de laisser de côté les questions stratégiques. L'opposition tchécoslovaque, à cette étape, ne rejette pas catégoriquement la perspective à long terme de la formation d'un nouveau parti communiste. Elle ne se prononce pas sur ce terrain, bien qu'elle rejette, pour l'immédiat, le *« parti de type léniniste »*.

On peut néanmoins objecter qu'à long terme, pour abattre le pouvoir de la bureaucratie, il faudra aux travailleurs tchécoslovaques un instrument capable de centraliser leur énergie révolutionnaire et qu'un tel instrument ne pourra être qu'un parti discipliné, précisément un parti léniniste — léniniste au sens de Lénine et non de ses épigones, c'est-à-dire s'appuyant entièrement sur la démocratie ouvrière régnant en son sein, mais dont (et du fait même de cette démocratie sans laquelle un tel *« centralisme »* est impossible) les membres soient étroitement soudés par les tâches à accomplir, tâches qui se résument dans la conquête du pouvoir par les travailleurs. Ici, le *Petit Programme* laisse planer une ambiguïté en ne définissant pas ce qui oppose irréductiblement, du point de vue des intérêts sociaux contraires qu'ils défendent, un *« parti léniniste »* à un *« parti stalinien »*.

En réalité, les formes d'organisation ne sont que l'expression des intérêts en jeu. Or l'opposition tchécoslovaque sait qu'il faut aux masses et aux dizaines de milliers de militants un instrument centralisé. C'est son mérite que de l'affirmer clairement, et dans des termes très proches du *« léninisme »* :

> L'organisation de l'« avant-garde de l'avant-garde » (...) ne devra pas être considérée comme un sommet politique autoritaire (...) au sens bureaucratique du terme. Cependant, cela ne signifie pas que cette couche ne devrait pas remplir les fonctions d'un sommet non bureaucratique, c'est-à-dire d'un foyer central d'activités, appelé à coordonner les forces qui s'éveillent spontanément à l'activité politique, et à prendre l'initiative de susciter d'une manière ordonnée l'activité de tous les foyers en puissance dans tous les centres importants, dans les entreprises et sur le plan local (p. 238).

Si le *« léninisme »*, c'est l'analyse concrète d'une situation concrète et la réponse d'organisation à fournir à tel moment de la lutte des classes, alors ce passage du *Petit Programme* est bien d'esprit *« léniniste »*. Car, en 1971, il s'agit d'organiser toutes les forces qui combattent réellement le régime d'occupation et la normalisation en Tchécoslovaquie. Là encore, rien qui ne soit conforme à la pensée de Lénine lorsque le texte poursuit : *« Aucun de ces groupes ne doit être frappé d'exclusive dans le cadre général de l'opposition socialiste (pour autant qu'ils acceptent, bien entendu, un programme socialiste et anti-capitaliste). »* Là sont définies les bases politiques du mouvement des masses et de l'initiative des militants dans la lutte pour la révolution politique ; de cette lutte, la publication du *Petit Programme d'action* constitue incontestablement un tournant.

On comprend pourquoi les normalisateurs se devaient de sévir sévèrement contre les dirigeants de l'opposition, qui commençait à trouver ainsi un drapeau pour s'organiser.

La force de l'opposition tchécoslovaque, à cette étape, tient aussi à ce qu'elle entend rassembler non seulement les *« communistes »* (*« qui considèrent le socialisme comme une étape de "transition" vers le communisme »*) mais aussi les *« socialistes »* (*« qui restent sceptiques devant ce "but final" et le réfutent comme utopique, peu réaliste »*) (p. 240). Mais, communistes et socialistes tchécoslovaques se tiennent fermement sur le terrain des conquêtes sociales qui ont permis à leur pays d'échapper en 1948 au contrôle de l'impérialisme et combattent côte à côte la bureaucratie alliée à l'impérialisme.

C'est là un point crucial. Différents documents reproduits dans *Ici Prague* et la terminologie utilisée à plusieurs reprises par Jiri Pelikan dans sa préface et ses présentations peuvent donner l'impression qu'il s'agirait d'une lutte entre le *« modèle »* du socialisme appliqué en U.R.S.S., *« modèle »* bureaucratique, que Staline et ses successeurs prétendent imposer par la force aux autres *« pays socialistes »* qui aspirent à réaliser d'autres *« modèles »*, démocratiques. La lutte des intérêts, des forces sociales — des forces de classe à l'échelle mondiale — qui sont en cause paraît ainsi s'estomper derrière la mythologie structuraliste du conflit des *« modèles »*.

Que, dans une large mesure, il s'agisse là d'une terminologie dépassée par l'évolution même des idées de l'opposition socialiste tchécoslovaque, c'est ce que l'on peut inférer en lisant par exemple, sous la plume de Pelikan, que c'est *« la naissance inattendue de la société socialiste dans le pays le plus arriéré d'Europe qui a valu au socialisme cette maladie fatale de la déformation stalinienne »* (p. 76). Pas plus qu'il n'ignore, apparemment, la disposition internationale des forces de classe qui a permis l'usurpation du pouvoir en U.R.S.S. par la bureaucratie — et il remarque d'ailleurs lui-même (p. 12 en note) *« l'inexactitude du terme "socialiste" appliqué aux pays en*

question », qu'il « *serait plus exact de considérer comme des "pays en transition vers le socialisme", ou bien comme des "pays ayant une base économique socialiste"* »... — il n'ignore quelle est, actuellement, la disposition internationale des forces de classe à l'égard du drame tchécoslovaque. Il note en effet :

> A New York, au cours de l'automne 1968, une haute personnalité de la diplomatie américaine, de retour d'Europe, invita à dîner quelques commentateurs de politique étrangère qui lui demandèrent avec insistance pourquoi les Etats-Unis avaient toléré l'invasion de la Tchécoslovaquie sans même cligner les yeux. Le diplomate américain leur rétorqua avec surprise : « Mais de quoi parlez-vous, messieurs ? Avant l'occupation, la Tchécoslovaquie était, avec la Bulgarie, le seul pays prosoviétique du pacte de Varsovie. Et son armée la seule vraiment capable de se battre. Aujourd'hui, il y a quinze millions de gens qui haïssent l'Union soviétique — plus encore que dans les autres pays — et l'armée tchécoslovaque est complètement démoralisée. Du point de vue occidental, la situation est incomparablement meilleure qu'auparavant... » (p. 18).

Ce ne sont là, toutefois, dans le meilleur des cas, que des esquisses. Renouer, en l'enrichissant, avec l'analyse de la nature sociale, de l'origine historique et de la fonction dans la lutte des classes de la bureaucratie du Kremlin, telle que la première en date des « *oppositions socialistes* », l'Opposition de gauche du Parti bolchevique l'a développée — ou en tout cas se situer par rapport à cette analyse et aux perspectives historiques qui y sont liées, replacer ainsi la lutte des travailleurs et intellectuels de leur pays contre la bureaucratie dans le cadre de la lutte mondiale entre les deux classes fondamentales de la société — comme une expression spécifique, originale, enrichie de toutes les déterminations nationales de cette lutte — le problème se pose aux révolutionnaires tchécoslovaques comme à leurs camarades du monde entier, et, sous les formes les plus diverses, les uns et les autres tentent de l'approfondir.

Les textes rassemblés dans *Ici Prague* donnent un aperçu de l'extraordinaire richesse de la révolution vivante qui se développe dans des conditions particulières en Tchécoslovaquie et qui hante les nuits et les jours des bureaucrates de Prague et de Moscou.

Les discussions qui sont celles des combattants de l'opposition tchécoslovaque concernent les militants révolutionnaires du monde entier et plus largement les militants ouvriers de toutes tendances. On comprend, à la lecture de ces textes, quel terrible danger représente pour Husak et les siens cette puissante opposition, qui clarifie ses idées et s'organise malgré le retour du régime policier à Prague.

Le sort de l'opposition socialiste tchécoslovaque ne peut laisser indifférent aucun militant ouvrier dans le monde. Les trotskystes, pour leur part, estiment que de nouveaux affrontements entre la bureaucratie stalinienne, son agence à Prague et les masses tchécoslovaques, sont inévitables. Ils croient que, pour triompher, les travailleurs doivent être armés d'un programme, d'un drapeau, d'une organisation. La réalisation de ces tâches, non sans limites ni contradictions, est en cours en Tchécoslovaquie. En ce sens, les discussions de l'opposition tchécoslovaque sont une partie constituante de la lutte engagée pour la reconstruction de l'Internationale ouvrière révolutionnaire.

Et c'est comme un moment de cette discussion internationale qu'il faut saluer la parution en français des premiers textes de l'opposition tchécoslovaque.

J. M.

Novembre 1972, Anna Sabatova, militante communiste tchécoslovaque, s'adresse par lettre ouverte aux partis communistes et ouvriers du monde entier

Estimés camarades,

Je commence à écrire cette lettre après avoir mûrement réfléchi, quelques heures après qu'a été prononcée la condamnation du dernier membre de ma famille, ma fille Anna, âgée de vingt et un ans. Elle vient d'être condamnée par la Cour régionale de Brno à la privation de liberté pendant trois ans et demi. De même, les condamnations de tous mes proches sont sans sursis.

Peut-être que, aux yeux de certains, il paraîtra étrange qu'une femme tchécoslovaque ose s'adresser à ce forum si important que sont les Comités centraux et les bases militantes des partis communistes et ouvriers du monde entier.

Je suis obligée d'employer ce procédé, car dans ma patrie il n'existe, à l'heure actuelle, aucune force officielle qui consentirait à m'écouter. La lettre que j'avais écrite au camarade Husak, premier secrétaire du P.C.T., en décembre 1971, lettre ayant trait à l'arrestation de toute ma famille, est restée sans réponse.

Je suis une mère et on a condamné à la prison tous nos enfants, que nous avons, ensemble avec mon mari, élevés avec beaucoup de sacrifices, des enfants purs et beaux, dont le caractère est admiré par tous ceux qui les connaissent. Le plus jeune des garçons n'a pas encore vingt ans. Je me trouve ainsi, en tant que mère, dans une situation tout à fait exceptionnelle. C'est pourquoi je fais, dans les moments les plus accablants de ma vie personnelle (j'ai déjà vécu d'autres moments extrêmement amers, le 21 août 1968), ce que me dictent mes sentiments de mère, l'honneur de citoyenne et mes convic-

tions, qui datent d'il y a très longtemps et pour lesquelles j'ai œuvré pendant vingt-cinq ans pour le socialisme dans les rangs du Parti communiste tchécoslovaque. Je compte, malheureusement, avec des complications que ma prise de position ouverte peut amener, et cela malgré toutes les proclamations sur l'internationalisme. Je risque même d'être détenue, à cause de mon action, moi aussi. Mais je n'ai rien à perdre. La simple possibilité d'exister en dehors des murs de la prison ne signifie pas pour moi la liberté.

Je ne peux pas non plus chercher à me consoler dans mon travail de journaliste communiste, travail que j'ai accompli pendant de longues années. Aujourd'hui, aucun des communistes exclus du parti pour n'être pas d'accord avec la politique officielle, avec l'appréciation de l'action d'août, de cette prétendue aide fraternelle, n'a le droit de travailler dans quelque organe d'information que ce soit, ni nulle part sur le front culturel ou scientifique ni dans aucun poste responsable de ce caractère. Cela concerne, selon les chiffres donnés par les personnalités officielles, un demi-million de citoyens tchécoslovaques. Et je ne parle pas des autres citoyens tchécoslovaques ayant des convictions socialistes, œuvrant pour le socialisme, et qui ont été forcés de quitter leurs places à cause de leur attitude vis-à-vis de la démocratisation de la vie sociale dont les principes ont été partie intégrante du Programme d'action adopté par le P.C.T. au printemps 1968. Le parti s'engagea solennellement — devant toute la nation — à réaliser ce programme. On m'a empêchée de gagner ma vie par le travail que je faisais depuis le printemps 1970 à Olomouc, c'est-à-dire à soixante-dix kilomètres du lieu où vivait alors ma famille. L'entreprise de Brno, Benzina, a refusé de m'embaucher comme pompiste.

QUI EST JAROSLAV SABATA ?

Mon époux, docteur en philosophie, Jaroslav Sabata, membre du Parti communiste depuis l'âge de dix-neuf ans, titulaire jusqu'au printemps 1968 de la chaire de psychologie à l'Université de J.-A. Purkyne à Brno, puis, jusqu'à l'automne de la même année, secrétaire du Comité régional du P.C.T. à Brno, élu régulièrement par la conférence régionale, plus tard, jusqu'à son arrestation, manœuvre (ou ouvrier) métallurgiste à N.P. (entreprise nationale Inzenyrsko-prumyslové stavbuy), a été condamné à la privation de liberté pour six ans et demi. Ce professeur de l'Université, communiste, aimé par ses élèves, qui fut, pendant plus de treize ans, chargé des cours de théorie marxiste-léniniste à cette même Université et qui a préparé pour leur entrée au Parti communiste beaucoup

de ses élèves, est détenu depuis déjà neuf mois, et ce dans des conditions dont je ne veux pas donner tous les détails dans cette lettre, eu égard aux représentants actuels du pouvoir de la République socialiste tchécoslovaque. Je me bornerai à souligner le fait que mon mari dut accomplir un travail physique très éprouvant jusqu'à son arrestation, car il n'a pu obtenir rien d'autre, malgré l'interdiction des médecins ; en 1964 il avait eu un infarctus du myocarde et il souffre, à cause de son surmenage constant, d'une inflammation chronique de l'estomac et d'ulcères pancréatiques. Il a eu, au mois de mai 1972, en prison, une crise cardiaque, accompagnée de perte de connaissance. Par ailleurs, il reçoit une nourriture qui provoque chez lui des douleurs à l'estomac, bien que j'aie réussi au prix d'un effort de plusieurs semaines, à envoyer à la direction (administration) de la prison le certificat médical concernant son état de santé.

Je voudrais mentionner dans cette lettre au moins quelques circonstances des débats auxquels j'ai assisté lors de son procès. Il s'agit des procès où ont comparu mes fils Vaclav et Jan, celui des sept communistes de Brno, en majorité des anciens fonctionnaires du P.C.T., et celui dans lequel fut condamnée ma fille. Pour plus de clarté, je parlerai seulement d'un de ces procès, celui qui a jugé mon mari.

DES PROCES A HUIS CLOS

Les mesures de protection de l'immeuble du Palais de justice, dans lequel se déroulaient les débats, eurent une ampleur correspondant plutôt au procès d'une bande de dangereux criminels de droit commun. Les plus proches parents et amis des prévenus furent obligés de présenter leurs papiers d'identité, aussi bien dans les couloirs du palais régional que devant l'immeuble. Une chose était caractéristique de l'atmosphère de tous les procès se déroulant dans le courant de l'été à Prague et à Brno : l'effort de garder le contenu des débats dans le secret le plus total. Cela malgré le fait que ces procès furent annoncés comme publics.

Vous devez savoir que les journalistes étrangers n'y ont pas été admis. Mais vous ne savez probablement pas que seul un membre proche de la famille de chaque détenu pouvait assister à ces procès « publics » et devait présenter une carte spéciale, établie par la Cour régionale et utilisable uniquement conjointement avec la carte d'identité. Ce qui vous intéressera certainement, c'est que notre Code pénal permet aux prévenus, au cours des procès décidés à huis clos pour des raisons d'Etat, militaires ou économiques, de choisir deux confidents. Le nombre des confidents est limité seulement au cas où leur nombre total serait supérieur au chiffre six.

La différence pratique entre ces prétendus procès publics et des procès à huis clos résidait seulement dans le fait qu'aux procès de l'été dernier n'assistèrent que quelques personnes soigneusement choisies, représentant les Comités nationaux et le P.C.T. Leur nombre ici, à Brno, n'a pas dépassé la dizaine. A part eux, qui a assisté aux débats ? Les prévenus, leurs avocats, le Sénat, le procureur, la dactylo, les membres du S.T.B. (Corps de Sécurité secrète d'Etat), du S.N.B. (Corps de la Sécurité nationale) et les membres des escortes en uniforme qui amenaient les prisonniers, les hommes enchaînés aux gardiens par des menottes. Je dois ajouter, pour être objective, que les femmes étaient libres, tenues simplement par le bras par les gardiens. Encore une remarque pour compléter le tableau : les parents les plus proches des prévenus, y compris les enfants majeurs, avaient le droit de se relayer lors du procès, mais jamais, au moins à Brno, deux membres de la famille d'un même accusé ne pouvaient se trouver en même temps dans la salle. Sur le plan formel, les Sénats agissaient selon les règlements, les accusés pouvant dire ce qu'ils considéraient comme nécessaire.

Tous ceux qui ont été condamnés sont des partisans sincères de l'ordre socialiste en Tchécoslovaquie. Tous ont été appréciés, sur leurs lieux d'habitat et de travail, comme des citoyens connus du public, actifs et ayant aidé à la construction de cet Etat avec dévouement.

LES ACCUSES RECONNUS SOCIALISTES PAR LE TRIBUNAL

En ce qui concerne le procès de sept communistes, anciens fonctionnaires du Comité régional du P.C.T. (dont l'un était membre du Comité de district du P.C.T.), le président du Sénat, le Dr Wolf, a proclamé, dans ses considérants de la condamnation : **« Ni le Sénat dans son ensemble, ni un seul de ses membres personnellement n'ont abouti à l'opinion que les condamnés seraient ennemis du socialisme. »** Par conséquent, ces communistes ont été condamnés pour leurs opinions politiques divergentes des positions officielles, opinions qu'ils ont transmises oralement ou par écrit entre eux et parmi quelques dizaines d'autres personnes de même tendance politique. Il s'agissait pour la plupart de personnes que les accusés connaissaient depuis de longues années grâce à un travail militant et public mené en commun. Pour donner le plus d'informations précises, j'ajoute ici qu'il s'agissait de la diffusion de textes tapés à la machine à écrire, mais également de publications imprimées à l'étranger, aussi bien de **Listy, Svedectvi,** que des matériaux repris de la presse communiste

étrangère (par exemple **l'Unita, l'Humanité, Rinascita,** etc.). Parmi les preuves à charge présentées au tribunal se trouvait également la publication des minutes du déroulement du XIV[e] Congrès extraordinaire du P.C.T., qui n'ont pas été éditées en Tchécoslovaquie, mais par une maison d'édition communiste d'Italie.

Mon mari avait élaboré aussi quelques matériaux théoriques lui-même, ainsi par exemple un texte de discussion, intitulé le « Petit programme d'action », dans lequel il s'efforçait de trouver une issue commune pour les communistes et les socialistes qui, bien qu'ils ne partent pas de la conception marxiste du monde, sont d'accord avec l'ordre socialiste en Tchécoslovaquie. Je veux faire remarquer également que, dans le « Petit programme d'action », il est dit expressément que l'acte de nationalisation de février 1948 fut et reste un acte nécessaire et juste, indiscutable. Il est absolument faux de prétendre que mon mari ou quiconque des communistes condamnés soient partisans de la démocratie bourgeoise. Tous, sans exception, sont des partisans inconditionnels de la démocratie socialiste, celle qui est basée sur les intérêts des plus larges masses et qui est également contrôlée par ces masses. C'est aussi sur la nécessité du contrôle de la base, c'est-à-dire sur la volonté du peuple, que mon mari mettait toujours l'accent principal.

Je suppose que de nombreux partis communistes et les partis de gauche proches des communistes, les organisations syndicales et le public démocratique anti-impérialiste dans le monde sont inquiets, à juste titre, devant la série des procès ouverts en Tchécoslovaquie. Je suis convaincue que les partis communistes et ouvriers, les communistes, les marxistes et tous les autres partisans du socialisme ont le droit inaliénable de prendre position dans le cas des communistes, socialistes et autres condamnés. Ce même droit est également celui du public démocratique mondial, dans le cadre de la défense des droits fondamentaux de l'homme.

Le mouvement communiste et ouvrier international doit trouver un langage commun qui prenne pour base ce qui constitue le fond et non point les aspects superficiels des événements de Tchécoslovaquie. Dans ce contexte, il est indispensable de poser la question : pourquoi l'entrée des armées de nos alliés sur le territoire tchécoslovaque, cette entrée nocturne, est-elle appelée « aide internationaliste » et le désaccord de toute une série de partis communistes et de partis de gauche avec cette action est-il considéré par nos instances comme ingérence dans nos affaires internes, c'est-à-dire, à la différence d'avec « l'aide internationaliste », comme quelque chose d'incorrect et d'indésirable ? Pourquoi les

citoyens tchécoslovaques ne peuvent-ils rien apprendre sur ces positions de désaccord dans la presse tchécoslovaque légale ? Je pose la question suivante de cette manière : si les procès ont été justifiés, pourquoi se sont-ils déroulés dans un tel secret ?

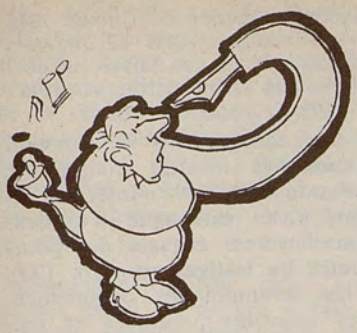
Il est remarquable que mes fils, dont l'instruction des procès était déjà achevée le 2 mars 1972, furent jugés seulement à la fin de juillet 1972, à l'époque des congés et des vacances, c'est-à-dire après plus de quatre mois de détention préventive, alors que le procès de mon mari s'est déroulé seulement trois jours après la fin de son instruction.

Il reste à ajouter une dernière remarque : ce ne sont pas seulement les protestations des organisations communistes et des organisations de gauche, y compris celles de tout le public démocratique anti-impérialiste, qui peuvent changer le sort amer des citoyens tchécoslovaques condamnés. Je suis profondément convaincue qu'aujourd'hui plus que jamais est à l'ordre du jour la nécessité de traiter, d'éclaircir et d'approfondir des questions théorético-politiques du plus haut niveau, à l'intérieur même du mouvement ouvrier et communiste. Et il faut avant tout répondre à la question de savoir comment sera utilisé dorénavant, dans les pays socialistes, le pouvoir conquis par la classe ouvrière. Selon moi, il n'est pas logique que seuls les partis se trouvant à la tête des Etats dans lesquels la classe ouvrière, sous la direction des P.C., a conquis le pouvoir puissent donner leur avis.

La raison en est la suivante : il est nécessaire de donner aux partis communistes et à leurs alliés, dans les pays où la bourgeoisie détient encore le pouvoir, les perspectives capables de rendre le socialisme attrayant pour d'autres couches et groupes de la population que la classe ouvrière. Il ne faut pas se servir des alliés seulement au moment de la lutte pour le pouvoir et dans la première époque de la construction de la société socialiste. Dans l'intérêt du mouvement communiste mondial, il faut assurer à ces alliés tous les droits démocratiques également après, à l'étape de la société socialiste développée, comme c'est le cas de la Tchécoslovaquie par exemple. Et il faut faire en sorte que ces droits puissent être exercés réellement et ne soient pas formels.

Anna SABATOVA,
mère de trois enfants condamnés,
épouse du communiste oppositionnel
Jaroslav Sabata.

(*Texte paru dans le n° 7 d'avril* 1973 *du Bulletin du* Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est. *Abonnements 5 numéros : 10 F au moins au C.C.P. Challier 45-La Source* 31.547-74.)



Notes de lecture

Pavel Kohout :

L'homme qui marchait au plafond

Qu'Adam Juracek marche au plafond, comme une vulgaire mouche, en quoi cela peut-il bien déranger la bureaucratie tchécoslovaque, si ce petit professeur d'éducation physique et de dessin à l'école normale de K. continue d'enseigner aussi consciencieusement qu'avant l'événement ?

Pourtant, cet événement prendra une place considérable dans les affaires de l'Etat.

Tout d'abord, l'exploit de notre professeur qui, par la force de sa volonté, réussit à s'élever au plafond et à y marcher (plus tard, quand il sera en traitement dans divers établissements psychiatriques, il pourra même y loger en permanence) bouleverse son petit monde et la vie monotone de la ville de K.

Les autorités locales pourront batailler autour de l'affaire, éliminant tour à tour, selon son évolution, partisans ou adversaires du marcheur au plafond.

Si l'on en croit la reconstitution minutieuse à laquelle se livrera un historien vers l'an 2000 (dont le dossier constitue le roman), tout éclate le jeudi 4 mars 19 .. dans salle de conférences de l'école normale de K., où les professeurs sont réunis pour établir bilan et plan hebdomadaires de travail. Adam Juracek s'est vu infliger un blâme pour n'avoir pas assuré un de ses cours de dessin, permettant ainsi aux élèves de rentrer chez eux et d'échapper à une interrogation de physique.

Il rétorque d'ailleurs que la perte d'une heure de physique ne constitue « **nulle-**

ment un préjudice pour les élèves », car la révolution scientifique et technique exige **« des enseignants capables de mettre en cause les dogmes et soucieux de vérifier quotidiennement si les lois de la nature qu'ils enseignent sont encore valables »** (p. 29).

Au cours de la discussion, Juracek précise sa pensée : il s'agit de remettre en cause la loi de gravitation universelle, car **« une loi qui a été transgressée une fois cesse d'être une loi ! ».** Et pour en apporter la preuve, il s'élève au plafond, devant tous ses collègues.

La suite des événements, après un compte rendu du camarade Voracek, directeur de l'école, aux autorités locales, qui recommandent le silence, se déroulera devant l'opinion publique. La population se divise en deux groupes : les jeunes pour, les vieux contre Juracek. Il y a des modifications en chaîne dans la direction au niveau local et régional, et aucun dirigeant ne reste indifférent.

Ainsi, le camarade Mares, en séance plénière des organes responsables de la ville de K., déclare :

> Vous avez entendu de la bouche du camarade Habl, qui s'est rendu chez le dentiste aussitôt après, une communication strictement confidentielle. Je remarque que le camarade Habl a un rendez-vous chez le dentiste toutes les fois qu'une décision importante doit être prise. Ces derniers jours il a passé plus de temps chez le dentiste que chez lui (pp. 70-71).
>
> (...) Nous nous sommes rendus chez le professeur Juracek et, sur notre demande, camarades, il est monté au plafond... il s'y est étendu, puis il s'est remis debout et, écoutez bien, camarades, il a même pris le camarade Kreperat par la main et l'a hissé jusqu'à lui... Le camarade Kreperat... en a omis de demander au professeur Juracek, comme il en avait eu l'intention, quels buts il poursuivait exactement (pp. 71-72).
>
> (...) Comment s'étonner si le fameux Printemps des peuples qui a labouré l'Europe en l'année 1848 et fait basculer tant de régimes despotiques n'a pas laissé un seul sillon dans notre patrie asservie ! (p. 76).

Malgré les changements de fonction des personnalités locales, malgré les consignes ministérielles (**« interdire et lancer une vaste campagne d'explications ; parallèlement engager des poursuites contre les instigateurs »** (p. 123), malgré les communiqués complémentaires des autorités politiques et religieuses, l'affaire se développe.

La jeunesse veut apprendre elle aussi à marcher au plafond (**« La révolution qui est en marche en Amérique latine, en Asie et en Afrique ne sera pas arrêtée aux portes de la ville de K. par une barricade de mensonges ! »** (p. 191), pense pouvoir battre tous les records mondiaux de saut, et reproche leur obscurantisme aux adultes (**« Vous êtes de la même farine que ceux qui ont brûlé Jan Hus et contraint Galilée à abjurer ! »** (p. 191).

La question se pose : comment, dans quels cadres, Adam Juracek pourrait-il transmettre ses expériences aux jeunes ?

Mais l'affaire suit son chemin. Il devient évident qu'aucune idée nouvelle, scientifique ou sociale, ne peut voir le jour sans mettre en question **tout l'appareil bureaucratique.** Et l'appareil réagit. Le Premier ministre intervient immédiatement quand il apprend de son ministre de l'Information l'agitation de toute la population de K. A sa question : **« Est-ce qu'il y a vraiment de quoi s'exciter tellement ? »**, il lui est répondu : **« Je ne suis pas savant, moi. Mais je parierais que c'est la révolution ! »**

Le Premier ministre, habituellement imperturbable, bouleverse son emploi du temps et réunit son cabinet, qui, après une discussion longue et véhémente, déclenche la machine.

Juracek sera examiné par des **« spécialistes »** puis, après une préparation progressive de l'opinion publique, sera traduit en justice.

On ne pourra pas trop bousculer les événements, car les écrivains pourraient y trouver prétexte à relancer leurs revendications, bien que **« toutes les armes de la critique sociale »** fussent **« à ce moment-là tournées contre les écrivains, qui, une fois de plus, revendiquaient à grands cris la liberté d'expression rejetée avec horreur par la population »** (p. 302).

Heureusement, on peut **« prendre comme point de départ le fait que le prévenu possède réellement cette faculté »** (de marcher au plafond) ; c'est le point de vue d'Edgar Blin, juge d'instruction opposé à l'avis des autres juges chargés de l'affaire avant lui et qui voulaient condamner Adam Juracek suivant les articles 175, 199, 250 (faux témoignage, propagation de fausses nouvelles alarmistes, imposture).

> La crainte que la position de l'accusation n'en soit encore affaiblie témoigne d'une grande méconnaissance de notre droit pénal, qui offre en la matière, je dirai même en cette matière plus qu'en toute autre, un vaste arsenal de possibilités (p. 238).

Pour préparer l'opinion publique, l'Eglise intervient aussi : **« On ne peut refuser la compréhension à un Etat... tout occupé à promouvoir le bien-être de son peuple et à assurer l'accroissement de ses richesses... »** (pp. 142-143). Sinon, on compromet **« l'équilibre si péniblement acquis entre le service de Dieu et le service de l'Etat »** (p. 143). L'archevêché a donc envoyé une lettre pastorale à tous les prêtres, en leur recommandant de la lire **« lors de tous les offices, réunions et exercices religieux à dater du dimanche, le 21 mars »** (p. 143).

Mais la meilleure solution semble encore de déclarer Juracek irresponsable de ses actes et de le transférer dans différents services psychiatriques où, devenant finalement le « cas 141 041 », il sera traité pendant plusieurs dizaines d'années, par différentes méthodes, par différents disciples de différentes écoles psychiatriques, qui ne parviendront cependant pas à le faire redescendre par terre. Les conséquences pour les spécialistes eux-mêmes sont diverses : les uns deviennent fous, les autres marchent au plafond, mais tous perdent leur place.

Juracek ne succombera à la loi de gravitation du **« camarade Newton »** (p. 239) qu'après un traitement de choc, effectué par une équipe de spécialistes qui, officiellement, effectuent **« des recherches sur l'influence des conditions météorologiques sur la qualité du seigle ergoté »** (p. 273), donc à la suite des tortures et des injections de liquides destinés à affaiblir la personnalité (c'est-à-dire à la suite d'un traitement genre Institut Serbsky).

Trente ans plus tard, le socialisme étant réalisé à l'échelle mondiale, une commission internationale, au cours des opérations de liquidation des prisons, des asiles de fous et des casernes, le découvre, complètement abruti, qui attend toujours un nommé Karel (son tortionnaire).

En attendant l'hélicoptère qui le transportera en Angleterre, où va se tenir un congrès intéressant pour lui, on lui conseille d'aller boire dans un café... une bière de Pilsen, boisson servie gratuitement depuis le 1er janvier 2 000, car les médecins ont établi de manière parfaitement convaincante qu'elle est **« le moyen le plus sûr de limiter la population »** (p. 338).

Et dans ce café, vide au premier coup d'œil, mais où l'accueille un grand brouhaha de conversations, notre homme constate que le plafond est bondé d'étudiants. Il sent confusément que sa place légitime serait là-haut, parmi eux, **« au milieu de ces jeunes gens qui lui rappelaient si fortement quelque chose »** (p. 339). Puis il baisse la tête avec humilité, et marmonne **« entre ses dents, telle une incantation magique, la formule : Grand effe égale ka multiplié**

par emme un emme deux sur erre au carré... » (p. 339), c'est-à-dire la formule newtonienne de la gravitation universelle.

Texte incroyablement riche que ce **« dossier »** prétendument reconstitué par un historien vers l'an 2000. Œuvre admirable que ce roman de Pavel Kohout, écrit en 1970. Pétri de culture et de verve, il bouillonne de toute sa force vive contre l'hypocrisie bureaucratique, contre l'appareil stupide, en apparence tout-puissant, contre l'utilisation des asiles psychiatriques pour briser l'opposition, contre toutes les formes de normalisation.

Il utilise d'une manière typiquement tchèque la moquerie, la satire où les ridicules, les tares et les ignominies s'entrechoquent, l'humour dérivant vers le délire verbal. Les recherches mêmes de la typographie expriment les brisures de la pensée, l'effritement de la personnalité de l'individu broyé par la bureaucratie.

Par la démarche rigoureuse, par la vitalité du style, ce roman — qui est bien plus qu'un roman — se situe en même temps dans toute la tradition tchèque de la satire politique, avec **Le brave soldat Chveik** de J. Hasek, tradition qui comporte aussi des œuvres de science-fiction avant la lettre, comme ces deux livres justement célèbres de Karel Capelk, parus entre les deux guerres, **R.U.R.** et **La guerre des salamandres.** Il ne la dépare pas.

De Pavel Kohout, **L'homme qui marchait au plafond :** à lire absolument, à lire tout de suite.

C.M.



Lettres à la Vérité

avant-dire

Si, en tant que poètes, la libération définitive de l'esprit est le but que nous nous sommes fixé, il n'en est pas moins vrai que la révolution sociale prend toute son importance au regard même de ce but, pour les surréalistes que nous sommes.

Car le poète, l'artiste, plus que tout autre, est au centre des contradictions inhérentes à cette société de classes, au centre du processus historique amenant l'homme à se poser la question fondamentale du devenir du monde, à savoir la destruction des entraves paralysant l'essor fantastique de tout son être. Comme le montre Trotsky dans sa lettre à la rédaction de *Partisan Review* :

> D'un point de vue général, l'homme exprime dans l'art l'exigence de l'harmonie et de la plénitude de l'existence — c'est-à-dire des biens les plus précieux dont la société de classe le prive. C'est pourquoi toute œuvre d'art authentique porte toujours en elle une protestation contre la réalité (...).

Les questions que nous posons dans cette lettre, adressée au Comité de rédaction de *la Vérité,* sont, à notre avis, les questions que tout militant, tout lecteur est en droit de se poser et d'en attendre une réponse.

Le surréalisme fonde son intervention sur deux données en liaison dynamique, à savoir la poésie et la révolution ; vers un plus de conscience. Aujourd'hui nous trouvons dans l'article de A. Thivel sur le structuralisme une série de points que nous estimons très ambigus dans leur énoncé, ce qui nous a conduits à mener cette polémique au regard même de ce plus de conscience, de cette précision d'analyse que nous avons toujours trouvée dans *la Vérité*. Car nous estimons que ces imprécisions risquent d'abuser bon nombre de lecteurs et de désamorcer la portée militante de cet article.

C'est pour ces raisons que les membres du groupe surréaliste RUpTure se sont livrés à ce travail de réflexion ; si le ton polémique est ici employé, c'est pour mettre l'accent de façon radicale sur les dangers latents que recouvrent de telles faiblesses.

Le Groupe surréaliste RUpTure

B.P. 43

MALAKOFF - PRINCIPAL 92

GROUPE SURREALISTE RUpTure

Paris, le 30 octobre 1972

Au Comité de rédaction de **la Vérité**

Camarades,

Nous avons lu attentivement l'article d'Antoine Thivel, *Le structuralisme, stade suprême de l'obscurantisme,* paru dans le numéro 557 de *la Vérité.*

Si cet article situe clairement le rôle que joue le structuralisme comme idéologie dominante pour la bourgeoisie aujourd'hui, il renferme toutefois des assertions sur la poésie et l'art qui, par leur ton péremptoire, nous sont apparues comme irrecevables. Cette lettre n'a d'autre but que d'approfondir la question du rapport de la poésie et de la révolution, que de rendre ce rapport, sur lequel nous fondons notre combat, plus serré.

Nous ne pouvons être d'accord avec le paragraphe suivant (page 152) :

> En somme, l'homme doit se consoler de son incapacité d'accéder à la connaissance (réservée à Dieu) en faisant de la poésie, cette chose inutile, comme on sait, et qui ne saurait rien exprimer (quelle vulgarité !) sous peine de se renier elle-même et de retomber dans la prose. Il faudra bien, un jour, dégager la poésie de cette promiscuité avec l'irrationnel où la pensée réactionnaire voudrait l'enfermer. D'ailleurs, faire de la poésie pour ne rien dire, ce n'est pas gai. Cela ne peut se faire que dans de petits cénacles où des intellectuels désespérés, ayant renoncé à vivre leur vie d'hommes concrets dans l'histoire, essaient de se persuader eux-mêmes qu'ils sont la quintessence de la pensée humaine. Et c'est bien à ce repliement sur nous-mêmes, à cette « sagesse », comme il dit, que Lévi-Strauss nous invite.

Passons sur le *« sous peine de se renier elle-même* [la poésie] *et de retomber dans la prose ».* Espérons seulement que l'auteur ne fait pas sienne la définition que donne Monsieur Larousse de Poche de la poésie : *Art de faire des vers. »*

Impossible de passer par contre sur la phrase suivante. Afin d'éviter toute ambiguïté de notre part, nous disons qu'il ne s'agit pas pour nous de mettre en seule ligne de compte l'irrationnel ; nous refusons seulement de mettre un signe égal entre irrationnel et religion, irrationnel et pensée réactionnaire.

De même si les termes *« poésie »* et *« irrationnel »* ne sont pas synonymes, nous voyons mal comment, en l'absence de ce dernier, la poésie pourrait jaillir hors de la gangue que les « bons usages », la routine, les codes civil et militaire ont forgé autour du langage pour le fossiliser.

Il ne s'agit pas de s'en remettre à l'irrationnel comme les croyants à Dieu mais bien d'aller à sa conquête afin d'élargir la connaissance que l'homme ne cesse d'avoir de lui-même, de la nature.

La surréalité, rappelons-le, n'est pas une entité que des énergumènes mystiques placeraient au-dessus de

la réalité, une religion en quelque sorte, mais, comme l'expliquait André Breton, la réalité absolue. C'est-à-dire ni la plate description du réel ni l'onirisme à bon compte, mais l'osmose du réel et de l'imaginaire, mais les vases communicants de l'état de veille et du rêve.

Et comme l'affirmait avec force Benjamin Péret :

> Il s'agit en effet de réduire une fois pour toutes l'opposition artificielle créée par des esprits sectaires venus de l'un et l'autre côtés de la barricade qu'ils ont élevée de concert entre la pensée poétique, qualifiée pré-logique, et la pensée logique, entre la pensée rationnelle et l'irrationnel.

C'est en faisant confiance à l'automatisme, à des méthodes irrationnelles telles que le collage, le frottage, le fumage, en même temps qu'il prenait clairement position contre le capitalisme et le stalinisme, que le surréalisme s'est affirmé comme le mouvement le plus émancipateur de l'esprit.

Ce dialogue issu d'un jeu *« des questions et des réponses »* (jeu se déroulant par écrit, celui qui répond n'ayant connaissance de la question qu'à la fin du jeu) :

Péret : *« Qu'est-ce que le socialisme dans un seul pays ? »*

Breton : *« C'est une charrette dans une ornière »,*

s'il découle d'une méthode irrationnelle, ne fournit-il pas une définition on ne peut plus ancrée dans la réalité ?

Nous aimerions, en fonction de tout ce qui vient d'être rappelé, que l'auteur précise sa pensée.

La poésie a été (est toujours) trop attaquée pour que nous laissions passer, sans réagir, des choses pareilles.

Le flou, l'imprécision des affirmations de l'auteur de l'article concernant la poésie ne peut faire que le jeu des réactionnaires de tout poil : ceux qui veulent faire de la poésie un divertissement de salon, inoffensif par nature, un moyen de consolation ; et ceux qui veulent faire de la poésie un véhicule de slogans, de mots d'ordre politiques afin, n'est-ce pas, qu'elle devienne enfin *« utile »* et évidemment (la démagogie étant de rigueur) *« comprise par le peuple »*. Vous en connaissez, camarades trotskystes, mieux que nous les implications politiques. Il n'est que de déplacer le problème à la science pour en être davantage convaincu : seul un bureaucrate peut exiger d'un savant que ses travaux soient *« compris »* par tous.

Quant au critère de gaieté, il faudrait que l'auteur précise là encore s'il entend par là la franche gaieté des chansonniers *« bien de chez nous »*.

Nous sommes tellement *« désespérés »*, voyez-vous, camarades, nous avons tellement *« renoncé à vivre notre vie d'hommes concrets dans l'histoire »* que nous avons pris la décision de fonder le groupe surréaliste RUpTure sur la base, sur la nécessité du rapport de la poésie et de la révolution.

Et, *« persuadés »* que nous sommes *« la quintessence de la pensée humaine »*, nous avons pris position pour un gouvernement ouvrier dans ce pays, pour le soutien à la révolution bolivienne, pour la libération des emprisonnés politiques dans les pays d'Europe de l'Est, nous avons adhéré au Comité Challier.

Et malgré tout cela, nous laissons le repliement sur soi-même aux fœtus et la sagesse aux mainteneurs de l'ordre.

Poursuivons (page 153) :

> Le Dieu de Lévi-Strauss est un rêveur, comme son auteur, il ne peut même plus créer le monde.

A notre avis, l'auteur aurait aussi bien pu mettre à la place de *rêveur :* mangeur, parleur, buveur, etc.

Comment peut-on, cinquante ans après les travaux de Freud, donner encore un sens péjoratif au mot *« rêveur » ?*

Pourquoi vouloir mutiler la réalité ? la vie ?

Pourquoi ce souci d'avoir une place réservée dans les transports en commun ?

Nous en arrivons au troisième et dernier point (page 154) :

> C'est à cause des Grecs que nous vivons dans l'ère industrielle, dans cette « civilisation claquemurée » que, de temps en temps, quelques « bons sauvages » surgis du fond des âges comme d'une autre planète viennent agrémenter de leur poésie et de leurs rêves.

Voilà maintenant les « bons sauvages » amalgamés aux sorbonnards !

Que les objets par lesquels les mythes et la poésie de ces *« bons sauvages »* nous sont parvenus (vous savez bien, ces *« collections de masques amazoniens »*) aient marqué tout l'art de ce siècle (africains pour le cubisme ; océaniens, amérindiens, eskimos de l'Alaska pour le surréalisme), Antoine Thivel n'en a cure ou l'ignore, ce qui n'excuse rien comme vous le savez.

Et pourtant, en ce qui concerne la fraîcheur d'inspiration, l'effet de surprise, la trouvaille poétique, un masque à fonctionnement de la Colombie britannique offre plus d'intérêt à nos yeux (certes) que la Vénus de Milo avec ou sans bras pour ne prendre que cet exemple.

Est-ce à dire que nous nions l'évolution de la société ? Est-ce à dire que nous appelons à détruire les machines, à arrêter les expériences scientifiques qui seraient responsables des malheurs de l'humanité comme le prétendent quelques gauchistes tarés et attardés ?

Nullement, mais nous refusons de considérer les œuvres de ces peuples dits primitifs (dont l'évolution a d'ailleurs été stoppée d'une manière infâme par l'impérialisme ; leurs productions mutilées, saccagées par les missionnaires assassins) comme des curiosités. Le *« fond des âges »* pour certains de ces peuples date de la fin du dix-neuvième siècle et même de notre époque pour les aborigènes d'Australie (Terre d'Arnhem) par exemple.

Pour nous, surréalistes, qui vivons dans la période des guerres et des révolutions, nous n'avons nul besoin de martiens ni de *« poésie »* et de *« rêves »* d'agrément.

Et la suite :

> Bien entendu, Lévi-Strauss se considère comme un de ceux-là, il se compare à Christophe Colomb.

Il faudrait savoir ! Mais il est vrai aussi que les Indiens ont découvert Colomb !

Salutations RUpTuristes
Le Groupe surréaliste RUpTure

P.S. : D'autre part, nous signalons quelques contradictions qui nous semblent fâcheuses dans une revue marxiste :

Page 157 :

> Le marxisme est une philosophie de la machine à vapeur, certes, mais en fait des ouvriers qui fabriquaient et faisaient marcher ces machines.

Dans ce même numéro de *la Vérité*, il y a une polémique contre la S.L.L. (pages 103, 104) où justement la fameuse « philosophie marxiste » est mise à mal.

Page 168 :

> Aucune classe dirigeante ne peut vraiment accepter l'histoire.

Cette phrase est fort confuse, nous voudrions des explications.

Nous avons communiqué cette lettre à notre collaborateur Antoine Thivel, qui nous a adressé la réponse qu'on va lire.

RÉPONSE AUX RUPTURISTES

J'ai appris beaucoup de choses en lisant la lettre du groupe Rupture, *et d'abord qu'il y avait un groupe* Rupture. *C'est toujours bon à savoir. Je demande aux membres dudit groupe d'excuser ma maladresse, j'écris* Rupture *comme les autres mots de la langue, je ne sais pas comme eux exprimer le contenu du mot par sa forme typographique, en faisant danser d'une manière savamment asymétrique les majuscules et les minuscules. J'espère que ces légères différences de forme ne nuiront pas à notre inter-compréhension.*

J'ai appris que ce groupe s'inspirait du surréalisme, et se fixait pour but « la libération définitive de l'esprit » *et* « l'approfondissement des rapports de la poésie et de la révolution ». *Ce sont là de nobles ambitions, mais il n'y a pas à en sourire, car la poésie et la révolution sont choses sérieuses et auxquelles je crois tenir tout autant que les membres du groupe* Rupture.

J'ai appris que ce groupe avait pris position (individuellement ou en groupe ? Ce n'est pas précisé, mais il semble que ce soit en groupe) pour un gouvernement ouvrier dans ce pays, pour le soutien à la révolution bolivienne, pour la libération des emprisonnés politiques en Europe de l'Est, et qu'il avait adhéré au Comité Challier. Il me semble donc naturel d'appeler mes interlocuteurs « camarades », les « camarades du groupe Rupture », *et je suppose qu'ils doivent en être d'accord.*

Mais j'ai appris aussi qu'on pouvait très bien avoir des conceptions très voisines, participer aux mêmes combats, et ne pas se comprendre du tout, faire sur la pensée de l'autre les plus effroyables contresens. Alors j'ai relu mon article sur le structuralisme, et je me suis dit que, quand on se mettait à écrire, il fallait faire attention à ce qu'on écrivait, surtout quand on se lance — comme je l'ai fait à propos de Lévi-Strauss — dans des extrapolations rapides et allusives, et que, dans ce cas-là, le laconisme pouvait contribuer au brillant des formules, mais risquait de jeter la plus noire obscurité sur le sens exact de ce qu'on a voulu dire. Il s'agissait de poésie, les camarades de Rupture *se sont sentis visés (c'est leur droit), et ils ont réagi vigoureusement, m'accusant de calomnier la poésie, ou de lui réserver des lendemains dangereux, et de brouiller un peu toutes les idées... Visiblement, dans leur attaque, ils ne savent pas très bien où porter leurs coups, car nous ne nous connaissons pas, ils ne savent pas très bien à quel adversaire ils ont affaire. Mais j'espère que cette polémique nous permettra de faire connaissance et que nous pourrons clarifier nos idées par l'échange, au besoin en dehors des colonnes de* la Vérité.

Venons-en donc au fait, c'est-à-dire au passage de mon article qui parlait de la poésie, puisque c'est lui qui est incriminé. Je n'aime pas me commenter moi-même, mais enfin faisons-le, puisque je n'ai pas su me faire comprendre. Les camarades du groupe Rupture *se rappellent peut-être que ce malheureux paragraphe vient au terme d'une analyse de la pensée de Lévi-Strauss, où je prétendais montrer, en m'appuyant sur l'*Introduction à l'œuvre de Marcel Mauss *écrite par Lévi-Strauss, et publiée dans* Sociologie et Anthropologie, *que le célèbre ethnologue sépare radicalement la pensée scientifique, qui s'exprime dans les sciences de la nature, et la pensée symbolique, qui a son domaine dans les sciences de*

l'homme ; les sciences de la nature nous donnent peut-être une certaine connaissance (Lévi-Strauss ne le précise pas), mais les sciences de l'homme, d'après lui, ne peuvent rien nous révéler de la réalité ultime de leur objet, l'homme est à lui-même à jamais inconnaissable, et il doit se consoler de cette impuissance en se réfugiant dans l'art, la poésie. D'ailleurs, pour lui, il est bien visible qu'il y a un fond éternel de l'homme et que ce fond est mythique, et que la pensée sociologique elle-même, qui cherche à penser les mythes, est d'essence mythique. Je voyais là une capitulation de la pensée, un recul devant les faits, une renonciation à l'usage de la méthode scientifique quand il s'agit de l'homme ; or j'ai la conviction que la pensée scientifique est une et que notre époque est capable — en même temps que se développe le processus révolutionnaire et en liaison avec lui — d'analyser scientifiquement l'homme et toutes ses productions, non seulement économiques et techniques, mais aussi intellectuelles, culturelles, artistiques, et cette conviction se fonde sur le premier pas dans cette voie, qui a été accompli par Marx : l'explication scientifique de la société. J'en venais donc à dire que la poésie aussi est explicable, qu'elle participe elle aussi à l'œuvre de libération de l'homme et qu'il ne faut pas, comme Lévi-Strauss et toute la pensée réactionnaire, l'utiliser comme antidote contre la science et la révolution, en faire un rêve du passé où l'humanité éternellement aliénée contemplerait sa propre aliénation et apprendrait à s'en satisfaire. Est-ce clair, camarades rupturistes, et êtes-vous d'accord avec moi sur ce point ?

Evidemment, emporté par mon sujet, j'ai eu le tort d'ajouter à ma démonstration des formules indignées et ironiques où je justigeais par antiphrase la conception de l'art que je trouvais dans Lévi-Strauss. Ces formules m'étaient parfaitement limpides, mais ce sont elles, camarades rupturistes, que vous avez prises pour des attaques contre la poésie, et qui ont suscité votre inquiétude. Le fond de mon propos n'était pas la poésie, mais la science. De là vient notre malentendu, et j'aurais mieux fait, pour être plus clair, de ne pas parler de poésie du tout. Ainsi, quand vous me reprochez de donner au mot « rêveur » un sens péjoratif, vous tapez à côté, parce que je ne veux pas interdire aux poètes de rêver (comment seraient-ils poètes ?), mais je reproche à Lévi-Strauss de ramener la pensée scientifique au rêve, ce qui est tout autre chose. Si Freud a su analyser les rêves, c'est qu'il n'a pas rêvé dessus. Il n'en a pas fait non plus un idéal, il a constaté le fait et l'a étudié en savant. Cela l'a amené à faire bien des découvertes, notamment cette conception de l'art qui se rapproche beaucoup, à mon avis, de ce que devrait être une esthétique scientifique, quand il dit que l'art est le seul domaine où les fantasmes de la libido, brimée par le Surmoi (c'est-à-dire par la société) et cherchant à se sublimer, peuvent se déployer en toute liberté — mieux même que dans le rêve, où ils sont camouflés — et aboutir à une création concrète, ce qui met l'individu à l'abri de la névrose.

Je considère l'art comme une folie contrôlée et je lui assigne — comme vous — un rôle très important dans l'émancipation de l'humanité. Je ne prétends pas le faire entrer dans le corset du « rationnel », ce serait absurde, et je ne veux pas non plus le mettre au service d'un régime politique quelconque, j'en connais le danger aussi bien que vous. La société divisée en classes tue les poètes, étouffe leur personnalité et les coupe du public, leur impose des aliénations supplémentaires (tour d'ivoire, hermétisme...), la société bureaucratique les persécute et veut les subor-

donner aux intérêts de sa caste privilégiée (le « réalisme socialiste »). Seule la société socialiste sera capable de libérer l'artiste des contraintes idéologiques et économiques, de lui offrir la liberté de création sans contrepartie commerciale ou propagandiste, ce qui permettra de créer une véritable culture prolétarienne et universelle, où il n'y aura plus des producteurs et des consommateurs de culture, mais où tout le monde sera, librement, créateur et public. On a vu cela commencer à se réaliser dans les premières années de l'U.R.S.S., quand elle n'était pas encore stalinienne ; et aussi, partiellement, en mai 1968. Une révolution s'accompagne toujours d'une prolifération de poètes et d'artistes. C'est bien normal, et c'est la voie à suivre. Je ne crois pas du tout que l'art soit un produit de l'aliénation, et qu'il doive disparaître dans la société sans classes. C'est Hegel qui pensait que l'art appartient au passé. Malraux ne doit pas être loin de penser la même chose. Au contraire, l'art est un effort de l'homme pour se désaliéner, y compris à travers les formes les plus aliénantes que lui impose la société : la magie, la religion. Il va donc dans le même sens que la pensée scientifique et que le combat révolutionnaire pour accéder à la conscience et pour transformer la société. Voilà ce que je voulais dire quand je parlais de réconcilier la poésie avec le rationnel.

A partir de là, camarades rupturistes, j'hésite à réfuter une à une les critiques que vous faites contre moi. Nous pourrons en parler en détail si vous voulez, je suis à votre disposition pour toute correspondance ou rencontre, mais je ne pense pas comme vous sur certains points (notamment le surréalisme), et cette discussion nous entraînerait trop loin pour que nous puissions en encombrer les colonnes de la Vérité. Les rapports entre la révolution et la poésie vous intéressent ? Soit, moi aussi. Mais quand j'essaie d'appliquer le matérialisme dialectique à des problèmes actuels, j'écris dans la Vérité parce que c'est la revue du Comité central de l'O.C.I., et que cette organisation se fonde sur le marxisme. Quand je dis ce que je pense sur la poésie, je n'engage que moi-même.

Je voudrais seulement, pour terminer, relever quelques-unes de vos remarques. Vous vous moquez de ma phrase sur le peuple grec, ce « petit peuple industrieux », etc., et vous ironisez sur la Vénus de Milo. Je sais que cette statue était la bête noire des surréalistes. Mais quand je rappelais cette citation d'Engels, camarades rupturistes, il ne s'agissait pas de cela ; il s'agissait des mathématiques, de l'astronomie, et vous ne pouvez nier que le développement accéléré de la civilisation européenne, par rapport aux autres continents, vient de la possession de la science, et que l'apparition de cette science se situe en Grèce aux VI^e^ et V^e^ siècles avant J.-C. Voilà un grand fait historique, qui mérite lui-même explication. Quant à l'art grec, il n'est pas négligeable, certes, mais je n'y vois pas du tout le début d'une tradition occidentale de clarté et de raison, qui s'opposerait à l'art de l'Afrique, de l'Amérique ou des Eskimos. Pourquoi jeter des exclusives ? C'est un fait que, dans leur phase violente, les révolutions font souvent des holocaustes d'œuvres d'art. Trotsky, dans son Histoire de la révolution russe, se console de la destruction de tableaux, de tapisseries et de sculptures opérée par les paysans quand ils sont montés à l'assaut des châteaux, en disant que ce n'étaient que de mauvaises imitations du XVIII^e^ siècle français. La révolution de 1789 a mutilé les statues aux porches des cathédrales. Verrons-nous le Louvre saccagé et devrons-nous faire notre deuil de la Vénus de Milo ? Dans ce cas, il se pourrait bien que les masques ama-

zoniens y passent aussi. Les fureurs iconoclastes des révolutions ne sont pas leurs moments les plus durables, ni les plus utiles, mais l'insulte individuelle à tel ou tel monument de l'art du passé n'est qu'une gaminerie.

Je n'impose pas à la poésie un « critère de gaîté » : *cette supposition est totalement arbitraire.*

Je ne veux pas me réserver « une place dans les transports en commun ». *Que signifie cette formule provocatrice ? Il n'est pas plus noble d'avoir une voiture particulière que de prendre le bus, ou bien, camarades rupturistes, comptez-vous la révolution au nombre des* « transports en commun » ? *Tout cela n'est pas très sérieux.*

Si le terme « philosophie de la machine à vapeur » *vous gêne, parce que vous prenez* « philosophie » *au sens strict de* « l'interprétation du monde », *excluant l'effort pour le transformer, remplacez* « philosophie » *par* « théorie » *et nous serons d'accord. Je prenais « philosophie » au sens général de « pensée », et c'est pourquoi je parlais de philosophie marxiste. Ce terme est-il interdit ? Quand la S.L.L. fait passer la philosophie avant la lutte des classes, elle fait une déviation particulière, mais ce n'est pas une raison pour amalgamer ce que je dis avec les conceptions de Slaughter. En vérité, dans mon article, je prétendais corriger la formule réactionnaire employée par Fontanet : « le marxisme est une philosophie de la machine à vapeur », et je ne corrigeais rien du tout. Ce qu'il fallait dire, c'est que le marxisme est bien une philosophie de la machine à vapeur, mais pas dans le sens où l'entendent les réactionnaires : une philosophie du XIX^e^ siècle, une philosophie périmée. A notre époque, le marxisme est la philosophie (ou la théorie, si vous voulez) qui explique la société par l'utilisation du pétrole, de l'électricité, de l'électronique, de l'énergie atomique, de toutes les formes d'énergie, par les moyens et les techniques de production, et d'abord par la principale force productive, c'est-à-dire les hommes.*

Enfin, je veux bien m'expliquer sur ma phrase : « Aucune classe dirigeante ne peut vraiment accepter l'histoire. » *On pourrait prendre beaucoup d'exemples dans le passé, mais tenons-nous en à ce que nous voyons autour de nous, L'histoire officielle, celle qui est pratiquée dans les académies et les universités, et dans les revues de vulgarisation, est très largement réactionnaire, on le sait. Il n'est pour cela que de jeter un coup d'œil sur une librairie de gare : ce ne sont qu'ouvrages sur Hitler, sur l'O.A.S., sur les camps de la mort ou la guerre d'Indochine, ou sur Richelieu, Louis XIV... Les historiens réactionnaires se cantonnent dans de petits domaines, ne voient que la superficie des choses, prennent l'apparence pour la réalité, ont peur des analyses explicatives et des vastes synthèses. Ou bien, ils font marcher l'histoire à reculons, développent le goût du passé, l'idéalisation du Moyen Age ou de l'Antiquité. Ils ne peuvent pas analyser l'histoire dans son mouvement profond et son développement continu, sinon ils seraient obligés de reconnaître que le règne de la classe dominante, dont ils subissent et nourrissent l'idéologie, n'est pas éternel.*

Ce sont les intérêts de classe qui leur bouchent l'explication des faits historiques, c'est bien évident. Et quand un gouvernement réactionnaire veut interdire un enseignement comme dangereux, c'est toujours par l'histoire qu'il commence. Voyez Napoléon III et la Grèce des colonels.

J'espère que les camarades du groupe Rupture *se satisferont pour le moment de ces quelques explications, et qu'ils voudront bien repren-*

dre la discussion avec moi dans le cadre qu'ils jugeront approprié. Je ne prétends pas leur faire partager toutes mes manières de voir, mais qu'ils ne prétendent pas me convertir à leur surréalisme ! Nous avons le temps pour discuter ces choses-là, et il faudrait des volumes. En attendant, je salue leur adhésion au combat pour le Front unique ouvrier, et je me propose de leur demander ce qu'ils pensent de la nécessité de l'organisation, et de la reconstruction de la IV^e^ Internationale. Libérer l'esprit ? D'accord. Mais j'ai trop peur que si on laisse celui-ci au singulier, on ait envie de lui mettre une majuscule. Il faut libérer les esprits, ou plutôt, pour être complets, disons qu'il faut libérer les hommes.

La crise mondiale s'approfondit conjointement à l'Ouest comme à l'Est...

ÉTATS-UNIS - U.R.S.S.

par Georges MAZET

La lutte pour le nouveau parti international du prolétariat — qui, pour nous, trotskystes, se confond avec la lutte pour la reconstruction de la IV[e] Internationale — tire sa raison d'être de cette loi fondamentale de l'histoire de notre temps : l'unité mondiale de la lutte des classes, l'unité indissoluble, et qui se fait de plus en plus serrée avec les années, de la crise de la domination de classe de la bourgeoisie à l'Ouest et de celle du pouvoir politique de la bureaucratie à l'Est ; l'interdépendance, toujours plus étroite, de la lutte du prolétariat pour la révolution sociale contre la bourgeoisie à l'Ouest, et pour la révolution politique contre son alliée la bureaucratie, à l'Est. Comme le montrent les résolutions que l'on lira par ailleurs dans ce numéro de **la Vérité,** le Bureau international du C.O. pour la reconstruction de la IV[e] Internationale a été amené à approfondir, dans sa dernière session, cette notion fondamentale du marxisme.

La Vérité est le principal organe de l'O.C.I. dans la lutte pour la reconstruction de la IV[e] Internationale. Pour remplir sa tâche, elle se doit de donner aux études qu'elle publie, analysant l'évolution des événements dans divers pays capitalistes, leur complément naturel pour les pays où la révolution politique des travailleurs contre la bureaucratie est à l'ordre du jour. C'est ce qu'elle se propose de faire dans une série d'études, dont la première aura pour but de montrer comment, seize ans et demi après la révolution des Conseils ouvriers, les signes s'accumulent en Hongrie d'une aggravation continuelle des antagonismes sociaux.

Mais le début de crise du régime de Kadar n'est, somme toute, qu'une expression particulière — encore que présentant des caractères spécifiques très prononcés — d'une situation mondiale dont certains traits se sont précisés de façon remarquable au cours des derniers mois, et même des dernières semaines. Il

a donc paru nécessaire d'indiquer d'abord, fût-ce de manière schématique, les principales lignes de force de cette situation mondiale, les manifestations concrètes de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie — sans lesquelles, au surplus, il manquerait, pour comprendre l'évolution de la situation en Hongrie, dans sa particularité, l'élément général qui la détermine.

I. — CRISE DE REGIME AUX ETATS-UNIS

Du « retour de Karl Marx »

On sait que, pour l'hebdomadaire **Time**, c'est une tradition respectée de présenter à ses millions de lecteurs, sur sa couverture, **« l'homme de la semaine »**. Or dans un récent numéro, cet **« homme »**-là n'était nul autre... que le fondateur du socialisme scientifique. **« Karl Marx revient »**, était-il expliqué dans la **« cover story »**.

A leur habitude, cependant, les rédacteurs de l'hebdomadaire catholique américain savent peindre avec exactitude, précision et talent la surface des choses. Ce spectre à leurs yeux menaçant, ils le voyaient naître de l'activité de divers groupes gauchistes d'Allemagne ou d'Italie. L'idée de déceler sa présence, le 17 juin 1972, quelque part au voisinage du building Watergate, à l'heure où les habiles poseurs de micros envoyés par Nixon se faisaient prendre la main dans le sac par un veilleur de nuit, ne leur est manifestement pas venue. Elle leur paraîtrait absurde. Ils ne verraient pas le rapport. Et pourtant...

L'affaire du Watergate

Karl Marx a consacré son œuvre principale à établir, à partir même des lois de l'économie capitaliste qu'il avait découvertes, la loi de ces lois : leur tendance à se nier elles-mêmes, la loi de la tendance historique à l'effondrement du mode de production capitaliste. Cette loi constituait à ses yeux le fondement objectif de la lutte du prolétariat pour conquérir le pouvoir politique, se constituer en classe dominante, exproprier les expropriateurs et édifier, à l'échelle mondiale, une société sans classe et sans Etat. C'est seulement la démonstration de son caractère inéluctable qui permettait de donner désormais au socialisme le qualificatif de scientifique.

Marx a analysé avec précision les formes sous lesquelles cette loi s'appliquerait. Il a montré que de nombreux facteurs pouvaient en contrarier, en retarder l'effet, mais non l'abolir ; et qu'elle ne s'en manifesterait finalement qu'avec d'autant plus de puissance.

Et c'est autour de ce pronostic historique de Karl Marx que s'est mené le débat le plus profond de l'histoire du mouvement ouvrier, ressurgissant à chaque étape : entre marxistes et révisionnistes, au début de ce siècle ; puis, encore avant la première guerre mondiale, entre Rosa Luxemburg et les théoriciens de la II[e] Internationale, Kautsky et les austro-marxistes. La grande révolutionnaire allemande souligna à cette occasion que la crise historique sans issue du capitalisme n'entraînait pas de façon automatique la victoire du prolétariat, mais ouvrait pour l'humanité l'alternative : socialisme ou barbarie.

Le pronostic historique de Marx, précisé par l'analyse de l'impérialisme, stade ultime du capitalisme, servit de fondement théorique à la proclamation de la III[e] Internationale par Lénine et Trotsky. La théorie de la révolution permanente n'en est au fond qu'une conséquence, sous forme d'une ligne stratégique de la révolution prolétarienne. Et le programme adopté par la IV[e] Internationale à sa fondation se base sur ce même pronostic historique en cours d'accomplissement, lorsqu'il

prend pour point de départ la thèse selon laquelle les forces productives de l'humanité ont cessé de croître.

A l'issue de la deuxième guerre mondiale, le répit historique offert au capitalisme par les appareils du stalinisme et du réformisme corsetant la classe ouvrière fut mis à profit par la bourgeoisie pour faire une tentative de grande envergure d'empêcher la réalisation du pronostic de Marx. L'intervention de l'Etat capitaliste sur la base de la propriété privée et pour sauver celle-ci — pour reprendre une expression de Trotsky — atteignit des proportions gigantesques. Elle ne put tempérer pourtant les contradictions immanentes de son économie qu'en lui donnant pour volant d'équilibre une production d'armements sans précédent — la transformation des forces productives en forces destructives, une des premières formes sous lesquelles Marx avait posé son pronostic. Ignorant délibérément cet aspect de la question, les prophètes du néo-capitalisme se lancèrent à l'assaut du pronostic scientifique de Marx et du diagnostic de Trotsky.

La Vérité a montré (voir notamment le n° 554-555) comment le palliatif appliqué par la bourgeoisie au cancer qui ronge l'infrastructure de son exploitation a maintenant épuisé ses effets — et pourquoi le mal prend d'abord la forme de la crise du **« système monétaire international ».** Elle se propose d'y revenir dans son prochain numéro.

Nous nous bornerons ici à de brèves indications.

Depuis le début de l'année, l'économie des Etats-Unis n'a une apparence florissante que grâce à un rythme de hausse des prix sans précédent dans ce pays, supérieur à 10 % par an. L' **« indice de confiance dans la monnaie »** que calcule depuis dix ans une Université américaine a atteint son point le plus bas. Les citoyens des Etats-Unis se débarrassent le plus vite possible de ces dollars qu'il leur semble sentir rétrécir entre leurs doigts, telle la Peau de chagrin du conte de Balzac, pour acheter n'importe quelle marchandise.

Ce processus menaçant a de plus en plus échappé aux efforts du gouvernement américain pour le contrôler — ce qui suffit, par parenthèse, à prouver l'absurdité de la thèse selon laquelle la chute du dollar a été délibérément provoquée par Nixon, supposé tenir tous les leviers de commande, pour faire pièce aux concurrents européens des Etats-Unis sur le marché mondial !

Et ce n'est certes pas par hasard si, au moment précis où le dollar a un nouvel « accès de faiblesse » — cependant que l'or gravit de nouveaux sommets —, l'affaire du Watergate, en dépit de son point de départ minable, se transforme en crise de régime, mettant en question la forme politique, les institutions de l'Etat bourgeois le plus puissant du monde.

Les racines d'une crise de régime

Certes, les développements récents du scandale sont par eux-mêmes de nature à réjouir les spectateurs honnêtes et à rendre au moins plus difficile la poursuite de l'évolution réactionnaire du régime Nixon : l'ex-ministre de la Justice, champion de **« la loi »** et de **« l'ordre »,** inculpé de faux témoignage et d'entrave à la justice ; les hommes d'élite recrutés par Nixon depuis dix ans et davantage pour constituer sa police privée, et leurs chefs, les conseillers, les intimes de **« l'homme le plus puissant du monde »** se battant à qui se mettra à table le premier et compromettra davantage le boss ; l'ultra-nixonien **Chicago Tribune** écrivant dans un éditorial : **« Si un président politiquement aussi astucieux que M. Nixon a été trompé par les hommes qu'il a choisis, on peut soupçonner qu'au moins dans une certaine mesure, il voulait être trompé »** ; cinquante-huit chefs de secteur du F.B.I. sur cinquante-neuf protestant contre la nomination à leur tête de l'ex-directeur de... l'Agence pour la protection de l'environnement (ou de toute autre personne qui ne serait pas l'un d'entre eux) ; le gouvernement amé-

ricain pratiquement paralysé par la vacance d'une cinquantaine de postes clés, de ministres, d'adjoints du président, etc., dont personne ne veut...

Chaque jour apporte sa provende, et ce n'est certes pas fini. Mais ce sont là des effets, et non des causes. Et cela ne répond pas à la question que pose opportunément **Time** du 14 mai : **« Comment un "cambriolage de 15e ordre" a-t-il pu prendre ces proportions monstrueuses ? »**

L'on ne peut, certes, que compatir au désarroi de ces braves gens dont nous parle **Business Week** du 5 mai :

> La communauté des hommes d'affaires qui n'a déversé des millions de dollars dans la campagne Nixon que pour devoir constater qu'on a fait un usage criminel de beaucoup de ces dollars, et qu'au surplus quelques-uns de leurs collègues souscripteurs ont des ennuis, est en plein désarroi. Elle a perdu l'un de ses principaux contacts à la Maison Blanche, John P. Ehrlichman...

Mais le plus grave, c'est bien ce qu'a déclaré en termes mesurés, dignes du gentleman qu'il est certainement, ce porte-parole du Foreign Office :

> Nixon dit qu'il voudrait continuer à faire son boulot. Mais est-il en mesure de le faire ? En conflit avec un Congrès hostile, son aptitude à tenir ses engagements sera certainement limitée.

Time va plus loin, et évoque la motion de révocation (**« impeachment »**) du président déposée par quelques députés à la Chambre des représentants. Il faut remonter à 1868 pour trouver un précédent, une procédure de cet ordre entreprise contre le successeur de Lincoln, Andrew Jackson, et qui d'ailleurs n'obtint pas les deux tiers des voix indispensables au Sénat. Et **Time** ajoute :

> Il n'y a quasiment personne pour souhaiter que cela arrive. Ce genre de spéculation a en effet quelque chose de cauchemardesque... Mais, quelles que soient les révélations qui puissent encore être produites quant à la complicité de Richard Nixon, le fait est qu'en un sens, il est déjà révoqué, avec l'accord d'un nombre sans cesse croissant de personnes, pour un manque tragique de sens de ses responsabilités.

En effet. Et que cela soit fâcheux pour la bourgeoisie américaine, on peut d'autant mieux le comprendre si l'on se souvient que ce malheur se produit au moment précis où Nixon, par la bouche du seul de ses adjoints qui n'est pas compromis dans **« l'affaire »**, Kissinger, venait de définir une politique internationale fort claire vis-à-vis des bourgeoisies d'Europe occidentale et du Japon, et la seule qui soit de nature à permettre une tentative sérieuse de juguler la crise.

Une politique limpide

Ce projet de **« nouvelle charte de l'Atlantique »** (étendue d'ailleurs au Japon) ne comporte pas la moindre équivoque :

> Dans les relations économiques, la Communauté européenne a de plus en plus mis l'accent sur sa **personnalité régionale** ; dans le même temps, les Etats-Unis doivent agir et être responsables d'un système de commerce et monétaire **international plus vaste.** Il faut **réconcilier ces deux faits (...).**
>
> La diplomatie donne lieu à de fréquentes consultations, mais celles-ci sont menées essentiellement par les **traditionnels Etats et nations.** Les Etats-Unis ont des **intérêts** et des **responsabilités globaux.** Nos alliés européens ont des **intérêts régionaux.** Ces intérêts ne sont **pas nécessairement en conflit,** mais, dans l'ère nouvelle, ils ne sont pas non plus **automatiquement identiques** (...). Après une génération d'évolution, et avec le poids nouveau et la puissance de nos alliés, les différents éléments de la construction ne sont pas tou-

jours en harmonie et se font parfois obstacle **les uns aux autres.** Nous ne pouvons **ignorer ces problèmes plus longtemps** (...).

Nous ne pouvons nous permettre plus longtemps de poursuivre des **intérêts nationaux ou régionaux sans un schéma unificateur** (...). Nous devons créer un nouvel équilibre entre les intérêts individuels et les **intérêts communs** (...).

Il y a eu des troubles et un sentiment de rivalité dans les relations monétaires internationales (...). La perspective d'un système commercial ferme embrassant la Communauté européenne et un nombre croissant d'autres pays d'Europe, de la Méditerranée et d'Afrique paraît être aux dépens des Etats-Unis (...). Ces divergences sont apparues à un moment où nous connaissons nous-mêmes un déficit économique **chronique et croissant** de notre balance des paiements (...). Il **doit être mis fin** à l'accumulation graduelle de ces différends économiques, parfois mineurs et parfois majeurs (...). Il faut parvenir à un **nouvel équilibre dans les relations commerciales et monétaires (...).**

Nous envisageons ces négociations comme la **chance historique** de parvenir à des résultats positifs. Elles doivent être menées par les dirigeants politiques les plus élevés, elles requièrent avant tout un **engagement de la volonté politique.** Si elles sont laissées aux seuls experts, la concurrence inévitable des **intérêts économiques** dominera les débats (...). Il est de la responsabilité des dirigeants nationaux d'assurer que les négociations serviront des intérêts objectifs **politiques plus vastes.**

Ces lignes sont d'une clarté absolue, et il nous a suffi de souligner un certain nombre de mots pour pouvoir presque nous passer de commentaires. Seuls, les Etats-Unis sont capables d'avoir une vue mondiale des choses, autrement dit, d'assurer, par leur hégémonie, la défense de la propriété privée des moyens de production. Seule, leur hégémonie peut restaurer **« un nouvel équilibre »** commercial et monétaire. Le prix à payer pour cela, pour les bourgeoisies d'Europe occidentale et du Japon, c'est de subordonner leurs **« intérêts économiques particuliers »** à cette considération **« politique »** : la sauvegarde du capitalisme mondial — donc de sacrifier leurs intérêts concurrentiels sur le marché mondial pour le maintien des superprofits des trusts U.S. et la restauration de l'équilibre de l'économie américaine. C'est à prendre ou à laisser.

Et les capitalistes européens et japonais auraient sans doute cédé, d'autant que les menaces de représailles ne manquent pas, dans le discours de Kissinger, contre ceux qui rejetteraient son ultimatum. Seulement, voilà, il y a eu Watergate...

C'est qu'il y avait des conditions politiques préalables au succès de ce plan ; des conditions portant sur les relations politiques et sociales internes aux Etats-Unis, et qu'avait parfaitement formulées Stéphane Just il y a un an, après avoir démontré que la grève des 350 000 ouvriers de la General Motors de 1970 avait des implications à l'échelle mondiale, parce que freinant précisément la réalisation des objectifs de l'impérialisme américain :

... La politique mondiale de l'impérialisme américain ne peut désormais aboutir s'il ne résout pas sa « question historique » : détruire les conquêtes du prolétariat américain, briser sa puissance, en finir avec les traditions démocratiques, le fédéralisme, les rapports politiques antérieurs, imposer le centralisme le plus brutal, en un mot, instaurer le règne du « talon de fer » annoncé par le célèbre roman de Jack London en 1907 (**la Vérité,** n° 556, avril 1972, p. 13).

Nixon et de Gaulle

La réorganisation du système économique et politique de la bourgeoisie, à l'échelle internationale, sous l'hégémonie de la Maison-Blanche, celle-ci devenant en même temps le mandataire

de la bourgeoisie mondiale pour négocier avec le Kremlin les conditions de la **« coopération contre-révolutionnaire »** contre les exploités et les opprimés du monde entier, — et notamment les conditions du développement du **« commerce avec l'Est »**, c'est-à-dire la possibilité pour le capital de pénétrer l'économie planifiée de l'U.R.S.S. et des autres pays non capitalistes, c'est-à-dire les conditions d'une offensive commune de la Maison-Blanche et du Kremlin contre le prolétariat de l'U.R.S.S. et de l'Est de l'Europe — cela suppose, comme préalable ou de façon concomitante, la réorganisation politique de l'Etat américain, l'élévation de l'exécutif, de la Maison-Blanche, comme arbitre suprême entre les intérêts opposés des divers groupes bourgeois des Etats-Unis, capable d'imposer une politique conforme aux intérêts d'ensemble de la bourgeoisie nord-américaine.

L'aggravation des contradictions de l'économie mondiale aiguise en effet les antagonismes entre groupes capitalistes américains. Ainsi, et pour n'en donner qu'un petit nombre d'exemples : les plus grands trusts multinationaux (90 % de ces « entreprises multinationales » ont leur siège central aux Etats-Unis et ont été fondées avec des capitaux américains) sont parmi les principaux profiteurs de la spéculation contre le dollar ; il en va tout au contraire des groupes travaillant pour l'exportation. Les premiers n'ont pas caché leur hostilité au vote par le Congrès des pleins pouvoirs demandés par Nixon pour les négociations avec l'Europe sur les tarifs douaniers et les contingentements des marchandises. Ainsi, toutes sortes de groupes bourgeois (dont la bureaucratie de la centrale syndicale américaine s'est faite le porte-parole) sont hostiles à la ratification des accords commerciaux avec le Kremlin, estimant que ces accords comportent des concessions inutiles, et qu'ils ne contribueront à la réalisation du profit que pour un petit nombre de trusts directement intéressés, sans rien rapporter à la grande majorité des capitalistes des Etats-Unis.

C'est ainsi que, le 10 mai, lorsque le porte-parole de Nixon, Ronald Ziegler, commenta à une conférence de presse la première bonne nouvelle qu'ait depuis longtemps reçue son patron : l'adhésion de l'ex-démocrate du Texas Connally au parti républicain et sa nomination au poste, actuellement peu recherché, de « conseiller spécial » de Nixon, il se vit en butte aux questions hostiles de la quasi-totalité des journalistes : Connally n'est que « conseiller à temps partiel » de Nixon, parce qu'il continue en même temps à diriger son puissant cabinet d'avocat d'affaires à Houston (Texas), où il représente en justice des trusts pétroliers comme **El Paso** et la **Gulf Chemical Corporation**, qui seraient parmi les principaux bénéficiaires du projet d'accord actuellement négocié, portant sur 40 milliards de dollars, pour l'exploitation des réserves sibériennes de gaz naturel.

Enfin et surtout, alors que chaque groupe de capitalistes est intéressé, quoique à des degrés divers, à la poursuite de l'inflation, de la hausse des prix accélérée aux Etats-Unis, et au « boom » qu'elle engendre, la bourgeoisie américaine en tant que classe sera atteinte si cette inflation, échappant à tout contrôle, aboutit à une catastrophe. Mais la freiner suppose des mesures susceptibles, entre autres choses, de mettre fin au « boom ».

De plus, seul un « pouvoir fort », autrement dit une forme ou une autre de régime bonapartiste, de gouvernement directif de l'exécutif, pourrait se fixer sérieusement pour but de démanteler les conquêtes du prolétariat objectivement le plus puissant du monde, d'entreprendre l'intégration des syndicats à l'Etat, et faire au moins les premiers pas dans cette voie.

Tel est le sens des nombreuses références à de Gaulle faites par Nixon ou en son nom dans la dernière période. Il s'agissait bien pour Nixon d'instaurer aux Etats-Unis un régime comparable à celui qu'a pu édifier de Gaulle après mai 1958.

Les raisons d'un échec

Pourquoi donc Nixon a-t-il échoué là où de Gaulle, pour un temps du moins, avait réussi ?

Le facteur qui l'explique directement, c'est, bien entendu, la modification profonde du rapport des forces entre les classes. De Gaulle a pu accéder au pouvoir parce que la vague révolutionnaire internationale, commencée en 1953 avec la grève générale d'août en France et l'insurrection de juin en Allemagne orientale, avait reflué en 1956 avec l'écrasement de la révolution hongroise par les tanks du Kremlin et l'échec en France du mouvement des rappelés qui refusaient d'être mobilisés pour servir l'impérialisme dans la guerre d'Algérie, échec provoqué par la trahison du P.C.F. votant les pouvoirs spéciaux au gouvernement Mollet-Mitterrand pour mener cette guerre. Dans ces conditions, il a pu infliger en mai 1958 une défaite à la classe ouvrière — avec la complicité de tous les partis, y compris P.S. et P.C.F., qui manifestèrent leur parfaite soumission à l'Etat bourgeois en votant tous, à l'Assemblée nationale, un ordre du jour de confiance à l'armée.

La situation actuelle est différente ; dans le monde entier, l'initiative dans la lutte des classes appartient au prolétariat ; en France, le bonapartisme instauré par de Gaulle, entièrement décomposé par l'offensive du prolétariat, agonise ; aux Etats-Unis mêmes, le prolétariat est invaincu.

Mais la tentative de Nixon et son échec, comparés au succès de De Gaulle en 1958, prennent des formes spécifiques historiques de la formation de l'Etat bourgeois aux Etats-Unis et dans les autres nations bourgeoises ; ces différences, Stéphane Just les avait indiquées dans l'article que nous avons déjà cité ; mais il importe de les rappeler ici, parce qu'elles sont indispensables pour comprendre les formes que prend l'ouverture d'une crise de régime aux Etats-Unis et parce que cette crise, quels qu'en soient les rythmes de maturation, marquera sous diverses formes, dans la prochaine période, la politique mondiale, étant donné qu'il s'agit de la principale puissance impérialiste.

Cette hideuse machine

En France, la révolution de 1789, bourgeoise par ses limites historiques, démocratique par la formidable mobilisation de masses qui l'a accomplie, a détruit de fond en comble l'Etat de la monarchie absolue édifié par Henri IV et Richelieu. Contrairement à une légende soigneusement entretenue par les porte-parole de la bourgeoisie, ce n'est pas cette révolution, ce ne sont pas les jacobins qui ont créé la machine centralisée de l'Etat bourgeois, c'est la contre-révolution politique du premier Bonaparte. Depuis, comme le notait Marx dès 1852, chaque révolution n'a abouti qu'à la renforcer, à en faire davantage cette **« hideuse machine »** d'oppression, comme la nomme encore Marx, que la Commune de Paris avait entrepris de briser. Elle avait déjà acquis toutes ses caractéristiques avant même l'époque de l'impérialisme, qui n'a fait que l'hypertrophier, et la contaminer de tous ses germes de pourrissement.

Au cours de ce processus séculaire, la bourgeoisie française, ses hommes politiques, ses penseurs, ses journalistes ont développé en eux ce réflexe traditionnel qui les rassemble autour de **« la mère malade »**, comme disait Edouard Herriot. La presse française, en particulier, fait preuve de cette étonnante discipline qui la distingue, sitôt qu'une crise sérieuse se produit. Dès qu'il est apparu, vers le 20 mai 1958, que de Gaulle était seul capable de faire prévaloir l'intérêt d'ensemble de la classe bourgeoise, tous les quotidiens et tous les hommes politiques de la bourgeoisie se sont ralliés à lui. Le cri du cœur échappé à François Mauriac au lendemain de mai 1968 : **« Je me sentais passionnément du côté de l'Etat menacé »**, c'est vraiment le dernier mot, l'**ultima ratio** de la bourgeoisie française devant une crise sérieuse.

On ne pourrait guère, par contre, l'entendre dans la bouche d'un homme politique, d'un écrivain ou d'un journaliste américain. Il pourrait, le cas échéant, s'exprimer ainsi à propos du mode de vie américain, de la patrie, de l'ordre social..., mais pas de l'Etat, cet Etat fédéral qui ne s'est élevé que tardivement au-dessus de la société. Les conditions de la formation et du développement des Etats-Unis ont d'abord abouti à la constitution d'organes d'auto-administration locale et régionale, et au niveau des Etats. Les seuls appareils politiques existant à l'échelle nationale ont été pendant très longtemps ceux des deux grands partis bourgeois, démocrate et républicain, dont le système s'est constitué définitivement après la guerre de Sécession. Le sentiment de solidarité des politiciens des Etats-Unis à l'égard d'une machine politique les rattache à celle d'un parti démocrate ou républicain, bien souvent même à l'échelle seulement de leur Etat d'origine, dont dépend leur carrière, non à l'Etat, au pouvoir en tant que tel. Le renouvellement de tous les titulaires des postes de quelque importance, à l'échelle nationale comme à celle des Etats, lorsque le parti au pouvoir change, fait que la sélection des hauts fonctionnaires ne s'opère pas dans le cadre de l'appareil de l'Etat fédéral, mais dans ceux des deux grands partis, qui désignent ces fonctionnaires à tour de rôle. Ce corps de hauts fonctionnaires, directeurs de départements ministériels, etc., inamovible quand les ministres changent, et qui constitue en Europe la base « naturelle » du développement des tendances bonapartistes dans les divers Etats bourgeois, n'existe pas aux Etats-Unis, du moins absolument pas au même degré. Le caractère électif de très nombreuses fonctions dans la magistrature, la police, l'éducation, la santé publique, etc., ne fait que renforcer cet état de choses. De plus, les assemblées électives et les gouverneurs des Etats ont conservé jusqu'à ce jour des pouvoirs bien plus grands, non seulement que les conseils généraux en France, mais aussi que les gouvernements provinciaux de l'Allemagne de Bonn par exemple.

A partir du New Deal

Ce n'est qu'à partir de 1933, de la première présidence de Roosevelt, que, dans le cadre du **New Deal** — politique qui consistait à dépenser une partie des immenses richesses accumulées par la bourgeoisie américaine pour combattre la grande crise économique commencée en 1929, le chômage massif, etc., en tentant d'instituer, par l'intervention de l'Etat, un certain nombre de régulateurs dans l'économie — les pouvoirs de l'Etat fédéral ont commencé à se développer. Son appareil policier, le F.B.I., n'avait commencé à prendre de l'extension qu'à partir de 1924. Le formidable appareil militaire du Pentagone ne s'est constitué qu'à partir de la Seconde Guerre mondiale. Jusque-là, il y avait à peine une véritable armée permanente aux Etats-Unis. La C.I.A. n'a été fondée qu'en 1947... La presse enfin, du moins un certain nombre de grands quotidiens, au service d'intérêts privés, a conservé vis-à-vis de l'Etat un degré d'indépendance qui n'existe plus nulle part en Europe.

Le système du parlementarisme bourgeois, le Congrès, comme instrument d'arbitrage entre les différents groupes de capitalistes et de préservation des intérêts d'ensemble de la bourgeoisie, a pu remplir cette fonction d'une manière satisfaisante pour celle-ci plus tardivement que partout ailleurs, au moins jusqu'à la présidence de Franklin Roosevelt, grâce aux richesses accumulées par le pillage du monde entier. Et c'est seulement à partir de la fin des années trente, de la canalisation par la machine du parti démocrate de Roosevelt des syndicats industriels de masse issus des grands mouvements de grève de 1935-1937, qu'une formidable bureaucratie syndicale s'est constituée et est devenue l'un des piliers de l'ordre politique américain — remplissant, comme en Europe, la fonction de contenir le mouvement historique de la classe ou-

vrière vers son émancipation dans les limites du régime parlementaire bourgeois, mais ne pouvant remplir cette fonction qu'en obtenant pour les ouvriers des concessions, quant à leur niveau de vie et à leurs conditions de travail. Aux Etats-Unis, ces concessions ont pris une ampleur plus grande qu'ailleurs, assurant à une large fraction de la classe ouvrière des salaires, horaires de travail, retraites, etc., plus avantageux qu'en Europe.

Pourquoi le bonapartisme ?

Nous l'avons dit, la seule voie dans laquelle la bourgeoisie peut utiliser le répit historique qu'elle doit aux bureaucraties ouvrières pour retarder les manifestations les plus catastrophiques des contradictions de son mode de production, c'est **« l'intervention de l'Etat bourgeois sur la base de la propriété privée et pour sauver celle-ci ».** C'est précisément pourquoi la forme politique de cet Etat doit lui permettre d'imposer ce qu'exige l'intérêt global de la classe bourgeoise, non seulement aux autres classes, mais aussi aux groupes d'intérêts divergents de la classe dominante. Cette forme politique, c'est donc le gouvernement direct de l'appareil d'Etat, de l'exécutif, réduisant le Parlement et les autres institutions héritées de la démocratie bourgeoise à un rôle purement ornemental, abolissant ou vidant de leur contenu toutes les libertés, tous les droits civiques, avant tout ceux qui concernent directement la classe ouvrière, s'attaquant à toutes les conquêtes des travailleurs et à leurs organisations comme à autant d'obstacles pour les besoins de la défense du capitalisme à l'époque de son agonie. Le bonapartisme est la forme naturelle du régime bourgeois à l'époque de sa crise historique, comme le parlementarisme à l'époque de son ascension. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'à notre époque la défense des libertés, droits, conquêtes et prérogatives des masses travailleuses constitue une menace directe pour la propriété capitaliste, prend un caractère directement révolutionnaire.

Les richesses accumulées par le capitalisme américain ont pu lui permettre de retarder le moment où ses intérêts vitaux exigeraient pour lui aussi qu'il s'oriente vers le bonapartisme. Mais, dans l'intervalle, du fait de son rôle international, il a accumulé dans ses fondations sociales et politiques toutes les contradictions du capitalisme mondial. L'exigence d'un pouvoir fort, de la dictature de l'exécutif, ne s'en fait sentir que plus impérieusement pour lui. Mais elle se heurte, comme nous l'avons vu, non seulement aux mêmes obstacles qu'en Europe, et au plus décisif, la classe ouvrière américaine, mais encore à une série d'obstacles spécifiques dont nous avons esquissé la nature.

Il y a douze ans, J.-F. Kennedy, quant au fond, s'était fixé, au début de sa présidence, des objectifs semblables à ceux qu'a cherché à atteindre Nixon, tant sur le plan intérieur qu'international. Son assassinat, au moment où sa politique lésait les intérêts de puissants groupes capitalistes des Etats-Unis, était une des premières manifestations de cette crise de régime dont l'affaire du Watergate marque, si l'on peut dire, un stade supérieur. Le ralliement à Nixon, en pleine affaire du Watergate, de l'homme qui accompagnait J.-F. Kennedy à Dallas et fut blessé aux côtés du président assassiné, John Connally, est hautement symbolique... Nixon, plus qu'aucun autre président avant lui, avait tenté de se soustraire au contrôle du Congrès. Le véritable gouvernement, c'était sa « garde prussienne », comme on l'appelait, son cabinet exécutif dont les membres sont nommés par lui et responsables devant lui seul — contrairement aux ministres et hauts fonctionnaires dont la nomination doit être ratifiée par le Sénat et qui, dans une certaine mesure, peuvent être contraints de rendre compte de leur activité au Congrès. Dans le même temps, Nixon passait outre la volonté

du Congrès en refusant systématiquement, en dépit des votes de celui-ci, d'affecter les crédits d'assistance aux **« pauvres »**, qu'il traitait de **« paresseux »**. Watergate a donné un coup d'arrêt à tout cela. Dans son discours du 30 avril, Nixon ne parlait plus de **« paresseux »**, ni de **« l'éthique du travail »**, mais **« d'accorder une aide généreuse à ceux qui ne peuvent travailler »** ! Et surtout, les jalons qu'avait posés Nixon pour se préparer à affronter les syndicats sont anéantis. Des accords de salaires entre syndicats et patronat, touchant des branches industrielles essentielles, viennent à renouvellement cette année, alors que, avec la hausse accélérée des prix, le contrôle des salaires ne pourra être maintenu. L'affrontement entre les classes se prépare, mais dans des conditions plus favorables aux travailleurs américains...

Conséquences de l'affaiblissement de la Maison-Blanche

L'affaiblissement du pouvoir de Nixon, son éventuelle démission ou destitution sont-ils de nature à modifier les exigences de l'impérialisme américain vis-à-vis des autres bourgeoisies ? Non, bien au contraire. Après tout, la **« nouvelle charte de l'Atlantique »** revient dans une large mesure à exiger que les capitalistes d'Europe et du Japon paient le prix du maintien de la paix sociale aux Etats-Unis, le prix des concessions que la bourgeoisie américaine a dû faire à cette fin aux ouvriers qu'elle exploite et qui contribuent à rendre le prix d'une partie des marchandises américaines trop élevé pour soutenir la concurrence sur le marché mondial — à charge pour ceux-ci de le faire payer, s'ils le peuvent, à leur propre classe ouvrière. Et si la crise de régime ouverte aux Etats-Unis interdit à la bourgeoisie américaine d'aggraver les conditions d'exploitation des travailleurs américains, ses exigences vis-à-vis de ses « alliés » n'en seront que plus fortes. Mais son aptitude à les imposer sera bien moindre, d'autant que les bourgeoisies européennes ne sont nullement en mesure de faire payer par « leurs » ouvriers le prix des exigences américaines... La tentative de juguler la crise « monétaire », de réglementer le marché capitaliste mondial sous l'hégémonie de Washington voit donc ses chances de succès singulièrement réduites. L'éventualité d'une dislocation du marché mondial, par suite d'une contraction massive du commerce international et de l'ouverture d'une crise économique majeure se trouve au contraire renforcée. Si la politique n'est que de l'économie concentrée, l'économie, à son tour, n'est qu'un mode d'expression de la lutte des classes. C'est finalement l'aggravation de l'antagonisme entre les classes aux Etats-Unis mêmes qui accentue les contradictions au sein de la classe dirigeante et l'empêche d'instaurer la dictature de l'exécutif, pourtant nécessaire à la préservation de la propriété capitaliste à l'échelle mondiale ; c'est le rapport des forces favorable à la classe ouvrière qui rend plus probable l'ouverture prochaine d'une crise économique majeure, avec l'ensemble de ses conséquences politiques.

II. — LA CRISE DE L'ECONOMIE ET DU REGIME BUREAUCRATIQUE S'AGGRAVE EN U.R.S.S.

Des amis fidèles de Nixon

Il y a cependant, sur l'arène mondiale, des hommes politiques que l'affaire du Watergate et ses suites contrarient autant que Nixon. La presse de Moscou (comme d'ailleurs celle de Pékin) a jeté sur ce triste sujet le pieux manteau sous lequel les fils de Noé dissimulaient l'ivresse de leur père. Celle des autres

pays de l'Est s'est bornée à reproduire de brèves nouvelles d'agence sans commentaires. Dire que cette malencontreuse affaire éclate au moment précis où Brejnev, après avoir mis à sa manière de l'ordre dans les affaires intérieures de l'U.R.S.S., fait ses valises pour Washington ! L'hebdomadaire hongrois **Magyarorszag** a tiré la morale de cette histoire :

> On ne peut séparer la personne de Nixon du processus grandiose qu'il a engagé pour l'établissement de relations pacifiques avec l'Est. Et toutes ces questions sont plus importantes que l'affaire du Watergate.

La bureaucratie du Kremlin a besoin que l'ordre règne, y compris dans le domaine monétaire. Elle en a même un besoin particulièrement pressant en ce moment où elle cherche un palliatif à la crise de l'économie de l'U.R.S.S. dans la signature de contrats à long terme avec l'Ouest. Elle est toute prête à appuyer Washington dans ses efforts pour réorganiser le marché mondial sous son hégémonie...

Un taux de croissance décroissant

Le taux de croissance annuel d'ensemble, pour 1972, de l'économie des pays du Conseil d'assistance économique mutuel (**Comecon** ou C.A.E.M., auquel appartiennent l'U.R.S.S., la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la R.D.A., la Roumanie et la Bulgarie — et, pour mémoire, Cuba) n'a été que 4,9 %, le chiffre le plus bas depuis vingt ans, contre 6,4 % en 1971 et une moyenne de 7,4 % pour la période de 1966 à 1970. Cette baisse globale est due à l'Union soviétique, pour laquelle les trois chiffres correspondants sont de 4,0 pour 1972 ; 6,0 pour 1971 ; 7,8 pour 1966-70 (et 8,5 pour 1961-65), alors que, pour les pays du C.A.E.M. sans l'U.R.S.S. ils sont de 7,2 pour 1972 ; 7,2 pour 1971 et 6,5 pour 1966-70. Au surplus, tous ces chiffres sont ceux qui résultent des statistiques officielles de la bureaucratie, donc nécessairement surévalués parce qu'à chaque échelon les responsables de l'économie doivent s'efforcer de réaliser le plan au moins sur le papier. Compte tenu des évaluations que l'on peut faire du gonflage des chiffres, on obtient pour l'U.R.S.S. un taux de croissance moyen de 6 % pour 1961-65, de 5,5 % pour 1966-70, de 3,5 % pour 1971, de 1,5 % pour 1972. En tout état de cause, on assiste donc à une baisse continue du taux de croissance de l'économie de l'U.R.S.S. Dans ce qui suit, nous citons de nouveau les chiffres officiels.

Le résultat exceptionnellement bas de 1972 est dû en partie à une récolte céréalière catastrophique, aboutissant à une baisse de 5 % de l'ensemble de la production agricole : en particulier, 168 millions de tonnes de céréales en 1972, contre 181 millions en 1971 (190 millions comme objectif du plan pour 1972) ; et 77,8 millions de tonnes de pommes de terre en 1972 contre 92,3 millions de tonnes en 1971. Mais la production industrielle elle-même ne s'est accrue que de 6,5 % contre 7,7 % en 1971, 8,5 % prévus par le plan comme moyenne de 1966 à 1970 (et un taux moyen de croissance prévu par le plan pour 1971-75 de 8,0 %). Après les deux premières années (1971 et 1972) du neuvième plan quinquennal, celui-ci n'est réalisé qu'à 23 % seulement.

Certes, la récolte de 1972 a été exceptionnellement mauvaise du fait des conditions atmosphériques. Mais, comme le fait remarquer un économiste américain :

> Les Canadiens eux aussi font pousser des céréales sous des latitudes élevées. Eux aussi ont eu du mauvais temps, mais, grâce à leur mécanisation et leurs techniques plus avancées, ils peuvent, lors d'une mauvaise année, sauver une part bien plus grande de la récolte que les Russes.

La productivité du travail en U.R.S.S. et aux Etats-Unis

C'est en effet dans le domaine de la productivité du travail que se manifeste de la façon la plus éclatante la faillite, non seulement du socialisme dans un seul pays, mais de la gestion bureaucratique de l'économie de l'U.R.S.S. Dans un article intitulé **Pourquoi les Russes achètent aux Etats-Unis,** le mensuel des hommes d'affaires américains, **Fortune**, donne les indications suivantes :

> En général, le degré de mécanisation de l'industrie soviétique est considérablement plus bas que celui de l'industrie occidentale. Il en résulte entre autres choses que la proportion d'ouvriers auxiliaires par rapport aux ouvriers travaillant à la production y est particulièrement élevée. Ces ouvriers auxiliaires sont utilisés à des tâches telles que l'entretien, le chargement et le déchargement, etc., qui ne contribuent pas directement à la production de biens. Il y a environ 85 ouvriers auxiliaires pour 100 ouvriers à la production en U.R.S.S.; le chiffre correspondant est de 38 aux Etats-Unis ; et si la productivité des ouvriers soviétiques est de 60 à 65 % de celle des ouvriers américains pour ceux qui travaillent à la production, le chiffre correspondant pour les ouvriers auxiliaires est de 20 à 25 %.

La situation est bien pire encore pour l'agriculture : celle-ci emploie environ le tiers des travailleurs soviétiques contre 5 % des travailleurs américains. Mais un agriculteur soviétique peut nourrir sept personnes, tandis qu'un agriculteur américain peut en nourrir quarante-six. La superficie des terres cultivées est en U.R.S.S. supérieure de 70 % à celle des Etats-Unis, mais l'U.R.S.S. n'a que 40 % des tracteurs et des camions et 75 % des machines dont dispose l'agriculture américaine. La productivité de l'agriculture en U.R.S.S. atteint 11 % de celle des Etats-Unis.

On pourrait toutefois objecter que ces tares de l'économie de l'U.R.S.S. ne sont nullement nouvelles, et qu'elles n'ont cependant pas empêché, comme l'indique le même article de **Fortune**, la production industrielle de l'U.R.S.S. de quintupler depuis 1950, pendant que celle des Etats-Unis ne faisait que doubler durant la même période ; que, depuis la même date, la production agricole de l'U.R.S.S. elle-même a doublé ou presque ; enfin que la productivité du travail des ouvriers soviétiques, qui a augmenté de 5 % par an dans les années cinquante, s'est encore accrue de 3,6 % par an dans les années soixante, alors qu'aux Etats-Unis elle n'augmente plus que de 3 % par an.

(Ce sont là les chiffres résultant des évaluations de **Fortune** ; les chiffres officiels sont de l'ordre de 5,2 % en 1972. E. Zaleski, directeur de recherches au C.N.R.S., aboutit à des chiffres nettement plus bas, de l'ordre de 2,3 % pour 1962-1966. En tout état de cause, il existe une baisse des progrès de la productivité encore plus rapide que celle du taux de croissance global de l'économie.)

Cependant, quant à l'application du mot d'ordre de Lénine, **« rejoindre et dépasser »**, la situation n'est nullement brillante, puisque le produit national de l'U.R.S.S. qui représentait les 32,6 % de celui des Etats-Unis en 1950, les 38,1 % en 1955, les 45,1 % en 1960, les 47,4 % en 1965, les 53,9 % en 1970, est retombé à 51,6 % en 1970, et que ce pourcentage semble plafonner à l'heure actuelle, tandis que, en valeur absolue, l'écart n'a cessé de croître depuis 1950.

Dès 1936, dans **la Révolution trahie**, Trotsky mettait le doigt sur la plaie en écrivant :

> La planification administrative a suffisamment révélé sa force et, en même temps, les limites de sa force. Un plan économique conçu a priori, surtout dans un pays arriéré de 170 millions d'habitants, souffrant de contradictions profon-

> des entre la ville et la campagne, n'est pas un dogme immuable, mais une hypothèse de travail à vérifier et transformer en cours d'exécution. On peut même donner cette règle : plus la direction administrative est « serrée de près » et plus la situation est fâcheuse en ce qui concerne les dirigeants de l'économie. Deux leviers doivent servir à régler et adapter le plan ; un levier politique créé par la participation réelle à la direction des masses intéressées, ce qui ne se conçoit pas sans démocratie soviétique ; et un levier financier résultant de la vérification effective des calculs a priori au moyen d'un équivalent général, ce qui est impossible sans système monétaire stable...

Or les **« dirigeants de l'économie »** sont évidemment moins que jamais prêts à organiser le contrôle ouvrier sur la production, autrement dit à inviter les ouvriers à abolir les privilèges de la bureaucratie en même temps que son pouvoir politique. Dans ces conditions, tous les efforts de la bureaucratie pour se rapprocher de la réalité de l'économie, qui lui échappe, par des réformes administratives, ont échoué et ne peuvent qu'échouer.

Une nouvelle « décentralisation centralisée » ?

Une nouvelle réforme de l'économie — une de plus — vient d'être lancée, et doit entrer en application **« d'ici à 1975 »**. Il s'agit de supprimer les **glavski** (directions générales ministérielles **« ayant chacune la haute main sur une production déterminée »**, par l'intermédiaire **« des ministères correspondants dans chacune des quinze Républiques, qui eux-mêmes sont dotés de nombreuses directions générales »**), comme l'écrit **l'Humanité** des 16 et 17 avril 1973, et de ne laisser subsister que **« deux niveaux »** : les ministères de l'U.R.S.S. et des **« Unions industrielles », « organisations géantes fonctionnant selon le principe de la gestion équilibrée et groupant en leur sein non seulement des usines et des chantiers, mais aussi les bureaux d'étude correspondants, certains instituts de recherche scientifiques, des filiales diverses ».** Les **« directions des Unions industrielles seront en prise directe, y compris pour leur traitement, avec la production, avec les problèmes concrets des usines, des combinats dont elles seront responsables juridiquement »**, alors que les directions générales des ministères **« faisaient partie de l'administration centrale, avec tous les défauts et tendances que cela implique »** (sic !). Car ces directions des **« Unions industrielles », « placées sous le signe de l'autonomie de gestion, seront intéressées aux résultats de l'Union industrielle »**, contrairement aux **« directions générales qui, d'ordinaire, ne sont pas concernées matériellement par la marche des entreprises de leur ressort ».**

Il est vrai que, dans le même temps, **« l'autorité centrale sera renforcée »**, déclare le Comité central. Il est vrai aussi que, dans diverses branches de l'économie, il subsistera trois et même quatre niveaux au lieu de deux...

Cette nouvelle réforme justifierait parfaitement le qualificatif de **« décentralisation centralisée »** qu'avait appliqué **la Vérité** à la création par Khrouchtchev, il y a seize ans, des **« sovnarkhozes »** ou **« conseils économiques régionaux ».** A cette époque, vingt-huit ministères industriels de l'U.R.S.S. avaient été dissous, et leurs pouvoirs transmis aux ministères **« républicains »** et aux **« sovnarkhozes ».** Puis l'on créa en 1960 des sovnarkhozes au niveau des républiques ; on reconstitua les ministères fédéraux sous le nom de **« comités d'Etat »** ; enfin, après la chute de Khrouchtchev, on abolit les sovnarkhozes, on reconstitua les ministères industriels — et il y en a aujourd'hui quarante au lieu de vingt-huit.

Le vieil hebdomadaire de la bourgeoisie anglaise, **The Economist** (du 7 avril 1973), hésite sur la manière d'ap-

précier cette nouvelle forme de l'industrie de l'U.R.S.S. et formule une alternative :

> Il y a une faible chance de voir les nouvelles unions industrielles obtenir quelque chose de la liberté d'action dont jouit un grand trust à l'Ouest ou au Japon. Mais il est plus probable qu'elles n'aboutiront qu'à créer une étouffante couche bureaucratique de plus.

La question est fort bien posée ainsi, étant donné que la troisième éventualité, celle de la **« démocratie soviétique »** dont parlait Trotsky, est naturellement exclue par Brejnev comme elle l'était par Khrouchtchev (et par **The Economist** !) puisqu'elle implique la révolution politique, le renversement par les masses travailleuses du pouvoir politique de la bureaucratie et l'abolition de ses privilèges.

Les « deux leviers » de régulation du plan

Mais il faut bien comprendre que les **« deux leviers »** dont parlait Trotsky sont par nature antagonistes. Le premier, le levier **politique,** le contrôle des producteurs sur la production, correspond aux **normes socialistes de production** ; le second, le **levier financier,** est celui des **normes bourgeoises de distribution** inévitables dans toute société de transition. Et Trotsky précise :

> Le rôle de l'argent dans l'économie soviétique, loin d'être fini, doit encore se développer à fond. L'époque transitoire entre le capitalisme et le socialisme, considérée dans son entier, exige non la diminution de la circulation des marchandises, mais bien son extrême élargissement. Toutes les branches de l'industrie se transforment et grandissent, il s'en crée sans cesse de nouvelles et toutes doivent, quantitativement comme qualitativement, déterminer leurs situations réciproques. La liquidation simultanée de l'économie rurale, qui produisait pour consommer sur place, et de la famille fermée, signifient l'entrée dans la circulation sociale et, dès lors, dans la circulation monétaire, de toute l'énergie de travail qui se dépensait auparavant dans les limites d'une ferme ou dans les murs de l'habitation. Pour la première fois dans l'histoire, tous les produits et tous les services peuvent être échangés les uns contre les autres.
>
> D'autre part, une édification socialiste couronnée de succès ne se conçoit pas sans intégration dans le système planifié de l'intérêt personnel immédiat, de l'égoïsme du producteur et du consommateur, facteurs qui ne peuvent se manifester utilement que s'ils disposent de ce moyen coutumier, sûr et souple, l'argent. L'augmentation du rendement du travail et l'amélioration de la qualité de la production sont absolument impossibles sans un étalon de mesure pénétrant librement dans toutes les pores de l'économie, c'est-à-dire sans une ferme unité monétaire. Il ressort clairement de là que, dans l'économie transitoire comme en régime capitaliste, la seule monnaie véritable est celle qui se base sur l'or. Toute autre monnaie ne sera qu'un succédané.

Mais précisément l'emploi du « second levier » n'est pas davantage compatible avec le pouvoir politique de la bureaucratie et ses privilèges que l'emploi du premier. Le marché ne peut jouer son rôle d'instrument de ratification (ou de correction) du plan par la masse des consommateurs que si la production est orientée vers la satisfaction des besoins de celle-ci, ce qui suppose, comme pour l'emploi du « premier levier », la démocratie socialiste. Le plan, expression du contrôle conscient des hommes sur leur activité économique, et le marché, où joue, dans des limites déterminées, la loi de la valeur, sont des éléments opposés d'une même totalité — dont le caractère est à son tour déterminé par celui du pouvoir politique. La dictature policière de la bureaucratie, indispensable à la préservation de ses privilèges,

détermine à la fois le fonctionnement cahotique de l'économie planifiée, soustrait au contrôle des producteurs, et l'orientation du plan en priorité vers la satisfaction des besoins des privilégiés.

Faillite de « l'intéressement matériel des travailleurs »

C'est ce qui explique la faillite de cette tarte à la crème des bureaucrates, surtout depuis 1965, **« l'intéressement matériel des travailleurs »**, permettant **« d'aboutir à une plus grande efficacité »**, même si **l'Humanité** (numéro du 17 avril 1973) tient à nous assurer que la nouvelle réforme se situe **« dans le droit fil »** de celle de 1965. Pour que cet **« intéressement »** puisse développer la productivité du travail, il faut que l'économie produise des marchandises susceptibles, en quantité comme en qualité, de satisfaire de plus en plus les besoins des travailleurs. A quoi bon se fouler la rate pour gagner plus quand on ne trouve rien à acheter de ce qu'on désire ? C'est au contraire pour cette raison, parce que la bureaucratie leur interdit toute possibilité de contrôler leur activité productive, parce qu'ils savent fort bien que les efforts qu'ils feraient ne serviraient qu'à accroître les privilèges des bureaucrates, qu'ils opposent à ceux-ci une résistance passive qui prend la forme d'une grève perlée générale et permanente — obstacle majeur à tout développement de la productivité dans le cadre du régime actuel. Cette résistance est illustrée par le retard d'un an pris dans la construction par Fiat de l'usine d'automobiles achetée par l'U.R.S.S. : les plans de Fiat prévoyaient des chaînes de production fonctionnant au même rythme qu'à Milan. Mais les ouvriers soviétiques n'ont rien voulu savoir pour travailler aussi vite que les « indolents » Italiens. Et il a fallu tout modifier...

Or comme l'écrit encore **Fortune** :

> L'effet des stimulants en argent s'est avéré décevant. Après une première explosion d'enthousiasme, les ouvriers soviétiques ont apparemment perdu tout intérêt à gagner de hauts salaires. En effet, le montant total de l'épargne individuelle, conformément aux statistiques soviétiques officielles, est passé de 18,7 milliards de roubles en 1965 à 53,2 milliards de roubles en 1971. Cela prouve que les consommateurs frustrés ont placé leurs économies dans les caisses d'épargne, où elles ne leur rapportent pourtant que 2 ou 3 %, parce que les biens qu'ils désireraient acheter ne sont pas sur le marché, ou encore que ceux qu'on trouve sont d'une qualité si déplorable que personne ne veut les acheter.

Ces chiffres montrent en outre que, si l'inflation — la distribution de signes monétaires en quantité supérieure au total des prix des marchandises disponibles — n'a plus en U.R.S.S. la même ampleur et les mêmes formes brutales que lors de la première période quinquennale que visait Trotsky dans le passage cité, elle n'en continue pas moins à exister. En fait, elle constitue un trait permanent de la gestion bureaucratique, avec ses **« manipulations administratives »** des prix.

Ils montrent surtout que les promesses renouvelées par chacun des maîtres successifs du Kremlin depuis la mort de Staline, par Molotov, par Khrouchtchev, par Brejnev, selon lesquelles les besoins des masses seraient bientôt satisfaits, l'économie serait réorientée vers la production prioritaire des biens de consommation, etc., n'ont pu être tenues — et ne peuvent l'être tant que la bureaucratie conservera le pouvoir.

Mais l'intéressement des travailleurs est une chose, l'intéressement des bureaucrates, des directeurs d'entreprise à la production de leur entreprise, des directions des nouvelles Unions industrielles à la production de leur conglomérat, une autre chose. Elle constitue le contenu des réformes de l'économie appliquées en U.R.S.S. et dans les pays satellites depuis 1965, sous le signe de la **« rentabilité »**.

La « rentabilité » et la division internationale du travail

On sait cependant que, pour la bureaucratie, la seule signification possible de la **« rentabilité »** réside dans la mesure de celle-ci sur le marché mondial. Les économistes du pays où, mise à part la Yougoslavie, la réforme a été poussée le plus loin le disent d'ailleurs carrément. C'est ainsi que le Dr Mátyás Tímár, Premier ministre adjoint de Hongrie, écrivait en 1970 dans la préface d'un ouvrage collectif sur cette réforme, que le **« système des régulateurs »** (technique employée dans la réforme de l'économie hongroise pour comparer les prix intérieurs aux prix mondiaux et rapprocher les premiers des seconds) **« a permis d'entrer dans une phase dynamique pour ce qui est du commerce avec les pays capitalistes »,** car **« c'est une attitude saine que de permettre au marché mondial d'avoir un impact direct sur l'économie nationale »,** un ample commerce extérieur étant **« le seul moyen par lequel un petit pays peut s'intégrer à la division internationale du travail ».**

Que le marché mondial et la division internationale du travail ne soient pas des catégories techniques, qu'ils aient un contenu de classe déterminé, qu'ils soient dominés par les exigences du régime du profit, pour lequel les conquêtes socialistes des travailleurs de Hongrie — et d'U.R.S.S. — sont autant d'obstacles à éliminer, cela ne paraît pas avoir effleuré l'esprit de l'éminent adjoint de Janos Kadar !

En Yougoslavie, où l'intégration à la **« division internationale du travail »** a été poussée beaucoup plus loin, cela s'est traduit par le développement du chômage, en dépit de l'exportation de plus d'un million de travailleurs.

Que l'adoption, comme objectif de la réforme de l'économie **« socialiste »,** de l'intégration à la division internationale du travail soit la condamnation la plus éclatante du **« socialisme dans un seul pays »** ne semble pas avoir effleuré non plus son esprit.

Le monopole du commerce extérieur en traduction hongroise

Il est bien entendu exact que le développement de l'économie de l'U.R.S.S. et des pays satellites exige la jonction avec les forces productives supérieures du reste du monde. Mais cette jonction revêt nécessairement un caractère de classe déterminé. Elle peut se réaliser par la victoire conjointe de la révolution politique à l'Est et de la révolution sociale à l'Ouest dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe et du monde. Ou bien par la coopération de plus en plus étroite entre le Kremlin et Washington, entre bureaucrates et bourgeois, aux dépens des conquêtes socialistes. C'est évidemment la seconde voie dans laquelle la bureaucratie tente de s'engager. C'est ainsi qu'en Hongrie, comme l'écrit F. Kemenes dans le n° 1 de 1971 de la revue (hongroise !) **Acta Oeconomica** :

> Un autre fait s'est révélé être également très important : la réforme économique hongroise a remplacé l'interprétation administrative du monopole d'Etat sur le commerce extérieur par une interprétation économique, ce qui a permis à un certain nombre d'entreprises d'établir des relations directes avec les marchés étrangers. Cette évolution exerce une grande influence sur la transformation des structures et des fonctions de l'entreprise socialiste, considérée comme l'une des bases du système économique socialiste. Je voudrais rappeler que le statut de l'entreprise socialiste n'a été élaboré que dans l'optique de son fonctionnement à l'intérieur de l'économie nationale et ne contenait pas, à l'origine, ces éléments qui permettraient à l'entreprise de prendre conscience, d'appréhender et d'utiliser les avantages que présente l'économie extérieure. La ré-

> forme hongroise a là aussi fait un pas en avant vers la constitution de ce type d'entreprise socialiste qui exerce avec succès ses activités, même dans les conditions concurrentielles de l'économie mondiale contemporaine. La constitution définitive de ce nouveau type d'entreprise socialiste est un tout autre problème...

On admirera en quels termes galants — « **économiques** », pardon — la liquidation du monopole du commerce extérieur est prônée ! De fait, si, en U.R.S.S., les nouvelles Unions industrielles recevaient le droit de conclure directement des accords commerciaux avec tel ou tel trust occidental... alors, les espérances que **The Economist** formulait sans trop y croire à propos de la nouvelle réforme de l'industrie auraient quelque chance de se réaliser. Ce serait tout au moins un pas sérieux dans cette voie. Mais la « **rentabilité** », comme le rapport de Souslov et les débats du 22e congrès du P.C.U.S. en 1962 l'impliquaient déjà, ne peut se développer sans mettre en cause la conquête à laquelle les travailleurs de l'U.R.S.S. sont peut-être le plus attachés : la sécurité de l'emploi. La « **rentabilité** », ce serait d'abord, comme en Yougoslavie, mais à une échelle incomparablement plus grande, un chômage massif en U.R.S.S. Cela pose de « tout autres problèmes » !

Ce que « savent » les machines américaines

Car, si Kennedy s'était engagé dans la même voie que Nixon, le partenaire de Kennedy, Khrouchtchev, avait tenté d'appliquer, quant au fond, une politique très semblable à celle que fait sienne aujourd'hui Brejnev. Lui aussi, à l'instar du sous-Kadar que nous avons cité, ne voulait voir dans le commerce international qu'une catégorie technique. Dans son style « **proverbial** », si nous osons dire, il déclarait à un groupe de businessmen américains : **« Ce qu'il y a de bien avec vos machines, c'est qu'elles ne savent pas qu'elles sont capitalistes. C'est comme nos matières premières, qui ignorent qu'elles sont socialistes. »**

Khrouchtchev se trompait. Les machines américaines « **savent** » fort bien qu'en tant qu'elles sont vendues, elles ne sont pas des choses, mais des rapports sociaux ; qu'elles sont un capital-marchandise, une forme prise au cours de son cycle par le capital du trust propriétaire de ces machines et dont la vente, la transformation en capital-argent, l'échange contre une valeur égale, une quantité égale de travail socialement nécessaire sur le marché mondial, constitue l'étape essentielle de la réalisation du profit. Les machines américaines, produit d'un travail trois fois plus productif que les matières premières « **socialistes** », « savent » fort bien le tribut qu'elles doivent faire payer aux ouvriers soviétiques, en s'échangeant contre ces matières premières.

Le développement du commerce Est-Ouest constitue, **sous le régime de la bureaucratie,** donc avec ses implications concernant la « **rentabilité** » des entreprises soviétiques, une menace pour les conquêtes socialistes dont les conditions d'existence et la vie même des ouvriers soviétiques dépendent, et que ceux-ci sont résolus à défendre. Et ce fut la cause majeure de la chute de Khrouchtchev.

Brejnev réussira-t-il mieux ? Il faut tout d'abord souligner que diverses modifications qualitatives récentes aggravent considérablement les perspectives de l'économie soviétique.

Tout d'abord, sa progression passée a été essentiellement réalisée, à défaut d'un développement suffisant de la productivité du travail, par l'accroissement du nombre des travailleurs.

Le nombre des travailleurs — écrit **Fortune** — est

> passé de 97 millions en 1950 à 124 millions en 1970, 60 % de ces 27 millions de travailleurs additionnels étant des femmes... Mais les réserves de main-d'œuvre additionnelle se sont peu à peu épuisées. Le nombre des ouvriers de

l'industrie s'est accru de 4 % par an dans la première moitié des années 60, mais seulement de 2,8 % par an au cours des cinq années suivantes. En 1970, la population de l'U.R.S.S. dépassait de 20 % celle des Etats-Unis, mais le nombre des travailleurs de l'URSS dépassait de 45 % celui des travailleurs américains. Cependant, le 9e plan quinquennal ne prévoit plus qu'un accroissement de 1,3 % de la main-d'œuvre, à peu près le taux d'augmentation de la population.

Il faut ajouter que le taux de croissance de la population soviétique, longtemps beaucoup plus élevé, s'est considérablement réduit dans la dernière période. Ce taux brut de natalité de la R.F.S.F.R., qui était de 23,6 pour mille en 1959, est tombé à 14,2 pour mille en 1969, alors qu'il est de 16,7 en France, et de 17,7 aux Etats-Unis. Le taux de fécondité pour l'U.R.S.S. entière est passé de 90,6 pour mille en 1960 à 64 pour mille en 1970 (il est de 71,1 pour mille en France). La population de l'U.R.S.S. s'est accrue de 3 millions d'habitants en 1950, de 3 812 000 en 1960, mais de 2 130 000 seulement en 1968, et ce chiffre continue à baisser. Si l'on se souvient de ce que Marx explique quant à la détermination de la démographie par le mode de production on a là une mesure précise de l'impasse de la planification bureaucratique.

« Un adolescent devant le choix d'une profession »

Au surplus, le mauvais emploi de la main-d'œuvre, particulièrement de la main-d'œuvre qualifiée, aggrave considérablement cette situation. La génération montante est désormais le seul réservoir possible de nouvelles forces de travail. Or le **« mauvais emploi »** des jeunes bacheliers a pris une telle ampleur qu'un débat a dû être ouvert sur ce problème dans **Molodoï kommounist,** l'organe central du Komsomol. Certaines des solutions envisagées remettent en cause la généralisation de l'enseignement secondaire qui doit être réalisée prochainement. Ces propositions ont suscité des protestations. Cependant, de 1966 à 1970, le nombre de bacheliers a quadruplé par rapport aux années précédentes ; il continue d'augmenter rapidement ; mais les écoles supérieures ne peuvent dès maintenant accueillir que 20 % de ces bacheliers, les autres devant **« entrer dans la vie active ».**

En 1834, un candidat au baccalauréat de 16 ans, nommé Karl Marx, se vit proposer pour une dissertation de baccalauréat le thème : **Un adolescent devant le choix d'une profession.** Dans sa composition, il fit cette remarque que, la plupart du temps, l'adolescent ne peut suivre ses goûts ou sa vocation, parce que la société a choisi pour lui. La remarque de Karl Marx s'applique manifestement encore à l'Union soviétique d'aujourd'hui...

Mais le résultat, c'est que la **« fluidité »** de la main-d'œuvre atteint 40 % pour les jeunes de 17 à 20 ans, qui s'essaient à plusieurs métiers successifs, faute d'en trouver un qui présente de l'intérêt pour eux. 43 % d'entre eux, selon une statistique de l'Académie des sciences pédagogiques, ne font pas le métier auquel leurs études les préparent ; 28 % des jeunes ayant reçu une formation de spécialistes de l'agriculture quittent très vite celle-ci. La **« fluidité »** de la main-d'œuvre est une caractéristique générale des travailleurs de l'U.R.S.S., qui représente un gaspillage évalué à 5 milliards de roubles par an — sur ces travailleurs **« instables »,** 80 % ont moins de 30 ans, 40 % moins de 20 ans. 30 % de toutes les catégories de travailleurs de moins de 30 ans sont mécontents de leur travail, mais ce pourcentage dépasse 41 % pour les travailleurs qualifiés.

Et en effet ! Le développement de la production n'est désormais plus possible que par l'augmentation de la productivité du travail — qui se heurte elle-même aux obstacles que nous avons cités.

Réduction brutale des investissements

Autre modification qualitative récente : la baisse brutale des investissements. Citons encore le même article de **Fortune**, dont les lecteurs sont des businessmen sérieux, qui ont besoin d'informations précises sur les conditions dans lesquelles se trouvent leurs partenaires commerciaux éventuels du Kremlin :

> De 1950 à 1967, le capital investi — c'est-à-dire l'équipement productif, les immeubles non résidentiels, les moyens de transport, les moyens de production d'énergie — s'est accru de 9 % par an, un taux rarement atteint par n'importe quelle économie avancée. Ce taux de 9 % a été maintenu en dépit du ralentissement de la croissance de l'économie. Si le capital investi s'accroissait plus vite que le produit national, c'est que les dirigeants de l'économie devaient consacrer une part toujours plus grande du produit total aux investissements. Près d'un tiers du produit national, en gros deux fois plus qu'aux Etats-Unis, était ainsi consacré aux investissements.

Pour les poursuivre au même rythme pendant la présente décennie, on peut calculer qu'il aurait fallu y consacrer 40 à 50 % du produit national, ce qui aurait réduit à presque rien l'accroissement éventuel de la production de biens de consommation. Mais le 9e plan quinquennal ne prévoyait déjà plus qu'un taux d'investissement de 6 à 7 %.

Cependant, un retard énorme avait été pris en 1971 et 1972 comme l'écrit, le 8 décembre 1972, le **Wall Street Journal** qui est, comme quotidien, ce qu'est **Fortune** comme mensuel, mais à un degré supérieur :

> Le 30 septembre, dans un grand discours qui n'a été rendu public que récemment, Kossyguine a indiqué que les plans de construction d'usines devraient être réduits à cause des difficultés actuelles. Il a dit que, plutôt que de lancer une masse de nouveaux projets, il vaudrait mieux, pour changer, terminer à temps les anciens afin de faire un meilleur usage des ressources disponibles. Il s'est plaint, par exemple, qu'en 1971, sur 1 557 projets de nouvelles usines ou d'extension d'usines existantes, 906 ont été en retard sur les délais prévus, entraînant, entre autres choses, un déficit de 1,4 million de tonnes dans la production d'acier, de 3,2 millions de tonnes dans celle de laminés.
>
> Il a déclaré que les organismes économiques formulaient des **« demandes excessives »** de fonds de construction et que le **Gosplan** (la Commission du plan d'Etat) **« devait bloquer résolument toutes les tentatives d'obtenir des investissements de capitaux sans garantie »** en 1973.

L'un des buts de la réforme de l'industrie décidée en avril 1973 est d'ailleurs précisément de donner aux nouvelles **« Unions industrielles »** la responsabilité du financement de leurs investissements. Mais, dans l'intervalle, le Soviet suprême, réuni fin décembre 1972, avait dû constater qu'en 1972 de nombreux objectifs du plan, tant dans l'industrie lourde que dans l'industrie légère (et bien entendu dans l'agriculture et l'industrie alimentaire) n'avaient pas été atteints. Ainsi, pour le pétrole brut, avec lequel l'U.R.S.S. doit satisfaire non seulement ses propres besoins mais aussi ceux de plusieurs pays de l'Est de l'Europe, et qu'en outre il lui devient maintenant possible d'exporter dans des conditions avantageuses vers les pays capitalistes, il n'a été produit que 384 millions de tonnes au lieu des 395 millions prévus par le plan — et, pour le gaz naturel, 221 millions de tonnes au lieu de 229.

C'est pourquoi le Soviet suprême a adopté une réduction des objectifs du plan pour 1973 dans de nombreux domaines. La plus marquante est celle des investissements, dont le taux pour 1973 **est réduit à 3,5 % seulement.**

Le spectre polonais

C'est qu'un troisième facteur, et le plus décisif, ne permet plus au Kremlin de pallier les conséquences désastreuses de sa gestion de l'économie soviétique en invitant les travailleurs à se serrer la ceinture devant des boutiques d'alimentation vides — comme au temps de Staline. Le **Wall Street Journal** le comprend fort bien :

> Les Occidentaux estiment que les émeutes de 1970 en Pologne, durant lesquelles les ouvriers se sont soulevés pour protester contre la pénurie d'aliments et d'autres biens, ont impressionné le Kremlin. Les dirigeants russes sont résolus à prévenir une telle pénurie en U.R.S.S. ; ils s'efforcent de satisfaire une demande rapidement croissante en viande et en produits laitiers, à l'heure actuelle fréquemment introuvables à n'importe quel prix.

Mais le soulèvement polonais de décembre 1970 - janvier 1971 n'a pas impressionné les bureaucrates seulement. Pour citer une dernière fois **Fortune** :

> La plupart des Russes savent ce qui s'est passé en Pologne, et sont donc informés de ce que les Polonais ont obtenu par cette méthode la réduction des prix et l'accroissement des fournitures d'aliments qu'ils demandaient.

Le rapport de forces entre les classes se manifeste aussi en U.R.S.S. La leçon des événements de Pologne s'est inscrite dans la conscience de ce prolétariat de 125 millions d'hommes qui, depuis plus de deux décennies, n'ont subi aucune défaite et ont vu leur nombre s'accroître régulièrement dans des proportions énormes.

Ce prolétariat, la bureaucratie le considère avec une angoisse et une haine toutes bourgeoises. Mais les mesures immédiates qu'elle a prises à la suite de la récolte catastrophique de 1972 — l'achat à l'Ouest de plus de 30 millions de tonnes de céréales, achat d'autant plus urgent que l'U.R.S.S. doit fournir des céréales à la Pologne, à la Tchécoslovaquie et à la D.D.R. dont la production ne couvre pas les besoins — engendrent, nous l'allons voir, de nouvelles contradictions.

Et tout d'abord, ces achats n'ont pas suffi. Les semences d'hiver ont été de 25 % en dessous des prévisions. Que le plan pour 1973, révisé en fin 1972, ait fixé un objectif de 197,4 millions de tonnes de céréales — inférieur cependant, pour cette année, qualifiée d' « **année décisive** » du 9e plan quinquennal, aux 208 millions de tonnes que prévoyait celui-ci, mais supérieur de 30 millions de tonnes aux résultats effectivement obtenus en 1972, et de 11 millions aux résultats de 1970, année record — cela ne servira de rien, d'autant que les conditions atmosphériques n'ont pas été meilleures jusqu'à présent que l'année dernière. C'est pourquoi, avant même que les livraisons de blé correspondant au précédent contrat de 3,6 millions de tonnes ne soient entièrement livrées, l'U.R.S.S. a déjà signé avec le Canada un nouveau contrat de 5 millions de tonnes pour 1973, et en négocie également avec les Etats-Unis et d'autres pays capitalistes.

La mobilisation pour la récolte en 1973

Tandis que, sous des formes plus ou moins camouflées, un rationnement alimentaire a été instauré dans toutes les villes à l'exclusion de Léningrad et Moscou, des mesures exceptionnelles, allant bien au-delà de l'habituelle « **mobilisation** » opérée chaque année pour rentrer à temps la récolte, ont été prises cette année. Selon la **Pravda** du 21 mars, 80 % des tracteurs soviétiques étaient en état de marche au début du mois. Ce qui veut dire qu'un tracteur sur cinq est immobilisé au seuil du printemps. En fait, la situation est certainement bien pire à cet égard, car, comme l'écrit Alain Jacob dans **le Monde** des 25 et 26 mars :

> De tous côtés parviennent des plaintes de présidents de kolkhozes qui essayent en vain de faire réparer leurs engins. Ici, deux tracteurs sur trois sont en panne, là, une machine donnée en réparation le 7 novembre dernier attend toujours les pièces de rechange nécessaires. Ces exemples révèlent la faiblesse de l'infrastructure technique de l'agriculture soviétique, et cela en dépit des moyens supplémentaires alloués par l'Etat aux organismes responsables. C'est un problème de gestion, comme le prouve d'ailleurs l'enquête ouverte, au mois de janvier, contre l'un des principaux responsables de l'équipement mécanique agricole en fédération de Russie, M. Tchevtchenko.

C'est en effet un problème de « **gestion** », mais qui, n'en déplaise au bon Alain Jacob, ne met pas en cause le malheureux Tchevtchenko tout seul ! Si le problème de la fréquence des pannes de tracteurs, dont Trotsky soulignait déjà la gravité dans **la Révolution trahie,** n'a guère progressé depuis vers sa solution, en dépit ou en proportion même de l'accroissement de leur nombre — gravité bien mise en lumière par ces 125 tracteurs vendus récemment par l'U.R.S.S. au Chili d'Allende et retournés par celui-ci, car ils étaient tous hors d'état de fonctionner — c'est la gestion de la bureaucratie du Kremlin, si chère aux gens du **Monde,** qui est en cause, et non celle d'un de ses membres.

D'autant qu'il n'en va pas mieux pour

> la qualité des semences. On se plaint à ce sujet, en Arménie, dans l'Oural, en Sibérie. De fait, la sécheresse de 1972 a nui à la qualité des semences réservées pour 1973. C'est un handicap supplémentaire qui s'ajoute à un défaut chronique d'organisation. Les années précédentes, on n'avait utilisé dans de nombreuses régions que des semences médiocres et peu résistantes aux intempéries.

Les appels à la « **discipline** » que multiplient les bureaucrates n'ont pas dû y changer grand-chose. Toujours est-il que, le 2 mai 1973, une résolution commune du Conseil des ministres et du Comité central reconduisait les mesures exceptionnelles prises l'an dernier, où une importante main-d'œuvre avait dû être acheminée **in extremis** au sud de l'Oural et au Kazakhstan pour sauver la récolte en l'engrangeant à temps. Cette fois, des mesures administratives sont prises à l'avance :

> La population valide des villes, des agglomérations ouvrières et des villages soviétiques pourra être réquisitionnée par les Conseils des ministres des Républiques de l'Union pour les travaux agricoles de la récolte 1973.

Une « **grille spéciale des salaires** » sera « **aménagée** » par la population occupée à la rentrée de la prochaine moisson. Ces primes spéciales seront financées comme suit :

> Les kolkhozes, sovkhozes et fermes d'Etat pourront disposer du fruit de la vente de leur production de légumes et de fruits dans une proportion allant jusqu'à dix pour cent pour payer cette main-d'œuvre d'importation et la banque d'Etat devra subvenir à leurs besoins financiers si cette vente ne couvre pas les dépenses supplémentaires occasionnées.

De nouveau, priorité aux moyens de production

On peut se représenter l'effet de distorsion sur le reste de l'économie, tant sur le plan de la main-d'œuvre que sur le plan financier — donc doublement sur le plan des investissements — de ces mesures d'urgence prises par le Kremlin, hanté par le souvenir des « **événements de Pologne** ». Le caractère contradictoire de leurs conséquences pouvait déjà être mesuré aux décisions de révision du plan prises par le soviet suprême en décembre dernier, puisque celles-ci aboutissaient à prévoir un taux de croissance rectifié de 4,5 %

pour les biens de consommation et de 6,3 % pour les biens de production, alors que les prévisions du 9e plan quinquennal pour 1973 étaient de 8,1 % pour les premiers et 7,6 % pour les seconds.

Il n'y a donc pas eu seulement réduction de près de la moitié des objectifs pour 1973 concernant les biens de consommation, mais en même temps renversement de la priorité, tant promise et tant vantée, accordée aux moyens de consommation, retour à la priorité des moyens de production... En même temps, les salaires mensuels, qui avaient augmenté, au cours des deux années 1971 et 1972 de 3,5 % par an pour les ouvriers et employés, de 4 % pour les paysans kolkhoziens, ne devaient plus augmenter, en 1973, que de 2,7 % pour les premiers, 4,4 % pour les seconds — ce qui n'a pas empêché le ministre des Finances Garbousov de se plaindre des dépenses trop élevées de salaires qui grèvent les frais de production. Il est vrai que les directeurs d'entreprise qui désirent atteindre les objectifs du plan sont généralement contraints par leurs ouvriers de leur concéder des primes, qui viennent compléter leurs salaires.

Ne disposant pas de main-d'œuvre supplémentaire (bien au contraire, les jeunes fuient la campagne, où l'âge moyen de la population atteint 50 ans), Brejnev ne peut, contrairement à Khrouchtchev il y a quinze ans, recourir à l'extension des terres cultivées, aux **« terres vierges ».** Il faudrait passer à l'agriculture intensive, accroître la productivité du travail. Ce qui ramène précisément au problème fondamental de l'économie soviétique, plus urgent encore si possible dans l'agriculture, et à l'impuissance de la bureaucratie à le résoudre.

Le commerce avec l'Ouest

Or, depuis quelques années, elle se tourne à cette fin vers le commerce avec l'Ouest, essayant par l'achat de brevets, de procédés de fabrication, d'usines toutes installées, d'injecter à l'économie de l'U.R.S.S. une technique plus développée. Mais, ici encore, les mesures d'urgence — les achats massifs de céréales — contredisent les objectifs à plus long terme. Comme l'écrit encore le **Wall Street Journal** du 8 décembre 1972 :

> Une estimation anglaise, portant sur une période de 14 mois se terminant le 1er septembre 1972, évalue ces importations à 1,86 milliards de dollars — plus d'un milliard de dollars de plus que ce que prévoyait le budget de l'URSS. La question se pose donc : comment les Russes paieront-ils la différence ?

Selon un porte-parole de la Confédération de l'industrie britannique, **« des expositions récentes de marchandises européennes en U.R.S.S. n'ont abouti à aucune commande ».** Comme le remarque un expert américain, **« il y aura moins d'achats que prévu de technologie occidentale, et les Russes insistent sur la nécessité d'étendre ou d'améliorer les usines existantes plutôt que d'en acheter de nouvelles ».**

Et l'article donne effectivement plusieurs exemples d'achats prévus d'usines par l'U.R.S.S. qui ont été annulés ou reportés. Cependant, la réduction massive des investissements industriels ne favorisera guère l'extension ou l'amélioration des usines existantes !

Pourtant, les importations de céréales ont eu pour effet — pour la première fois depuis 1964, autre année d'achat massif de céréales à la suite d'une première **« mauvaise récolte du siècle »** — de rendre la balance commerciale de l'U.R.S.S. déficitaire pour 1972 de 3 720 millions de francs (600 millions de roubles).

Mais le problème ainsi posé du financement du commerce est-ouest mérite que nous en disions quelques mots, car il éclaire le contenu de classe des mesures adoptées par le Kremlin dans ce domaine.

Financement du commerce Est-Ouest

Sous la plume de A.H. Hermann, collaborateur et ancien correspondant à Prague du **Financial Times,** le mensuel anglais **The Banker** d'août 1971 écrivait déjà :

> Deux questions semblent actuellement présenter un intérêt particulier : y a-t-il un espoir quelconque que les gains en devises convertibles de l'Europe de l'Est rattrapent un jour les besoins qu'elle a en usines et équipements occidentaux ? Et d'autre part quelles nouvelles facilités faut-il consentir et quels nouveaux organismes faut-il instituer pour faire face aux besoins croissants de l'Europe de l'Est en crédits à long terme ? (...). Un banquier londonien a récemment estimé que les opérations de crédit des banques est-européennes sur le marché monétaire de Londres avaient doublé tous les six mois au cours de 1969 et de 1970 et s'étaient accrues de 25 % pendant la première moitié de 1971 (...). Aucune nouvelle amélioration des techniques de clearing, d'échanges compensés et de crédit à l'exportation, aucune adaptation des conditions de crédit, et même pas la dilution des risques par l'émission d'obligations négociables pour le compte des emprunteurs de l'Europe de l'Est, rien de tout cela n'éliminera le déséquilibre fondamental qui se profile à l'horizon.

Les objectifs du capital

Et il définissait en termes parfaitement clairs les objectifs du capitalisme mondial vis-à-vis de l'U.R.S.S. :

> Les difficultés de l'Europe de l'Est à gagner des devises librement convertibles en montants d'importation ont trois causes : en premier lieu, très pauvre en capitaux par suite de la croissance forcée des investissements, l'ensemble de cette région importe des machines et de la technologie et exporte des matières premières et des produits alimentaires dont les marchés occidentaux sont déjà saturés ou tout au moins bien approvisionnés ; en second lieu, la région en question utilise les équipements importés, principalement pour développer encore davantage ses ressources naturelles ainsi que pour mieux satisfaire les besoins essentiels du marché intérieur, et non pas, en règle générale, pour développer la fabrication de produits industriels exportables (sauf cas particulier où des mesures précises ont été prises à cet effet) ; enfin, en troisième lieu, du fait que le modèle de l'économie est-européenne procède de considérations extra-économiques et que le mode de gestion économique est auto-destructeur, le rendement que fournit le capital — qu'il soit d'origine locale ou importé — est extrêmement bas (...). Le malaise général subsistera tant que la gestion de l'économie sous forme de planification centrale par le parti restera marquée par un préjugé congénital en faveur d'un niveau d'investissements dépassant les ressources matérielles et que les décisions d'investissement comme de production resteront guidées, non pas par les préférences des consommateurs, mais par celles des producteurs.

Il ne faudrait certes pas croire que **The Banker** exige la réorientation du plan en fonction des besoins des **« consommateurs »** soviétiques. Non, il le dit clairement un peu plus haut : les consommateurs dont il s'agit sont ceux que l'on peut satisfaire en développant la **« fabrication de produits industriels exportables ».** Ce sont les **« consommateurs »** SOLVABLES du marché capitaliste mondial. Il faut que l'économie planifiée issue de la révolution d'Octobre cesse d'être gérée conformément à des considérations **« extra-économiques »** tels que les privilèges mêmes des bureaucrates et à plus forte raison les besoins des travailleurs, que ceux-ci soient contraints de transférer la part du lion de leur surproduit aux banquiers

internationaux, il faut les réduire à la portion congrue à laquelle la colonisanisation de la Russie, par l'impérialisme, que la révolution d'Octobre a empêchée, les aurait condamnés. Il faut qu'ils meurent par millions — car leur droit à la vie est une considération absolument **« extra-économique »,** que le marché mondial, qui n'a nul besoin de leurs produits, **« sauf cas particulier »,** se refuse à reconnaître.

L'hebdomadaire de l'Institut du commerce extérieur de Bonn (l'Allemagne de l'Ouest est jusqu'à présent de beaucoup le plus gros commerçant des pays capitalistes avec l'Est), **D.I.W. Wochenbericht,** pose les mêmes problèmes, en termes moins directs, dans son numéro du 2 mars 1972 :

> Dans la plupart des pays du C.A.E.M. (Roumanie, R.D.A., Tchécoslovaquie et U.R.S.S.), les importations en provenance des pays industriels occidentaux se sont accrues plus rapidement que leurs propres exportations, d'où un déficit croissant de la balance commerciale de ces pays Les autres pays du C.A.E.M. n'ont pas réussi non plus à réagir contre l'augmentation du déficit de leur balance commerciale en dépit d'un accroissement, supérieur à la moyenne, de leurs exportations vers l'Ouest. Comme les pays de l'Est n'ont pas rendu publique leur balance des paiements, on ne peut savoir par quel moyen ils parviennent à les équilibrer.

On ne peut compter pour cela sur le seul or soviétique. L'U.R.S.S. en a bien vendu pour 250 millions de dollars en 1972, soit peut-être 200 tonnes, ou 250, mais en dépit de la hausse du prix du métal jaune, les mines soviétiques sont certainement aujourd'hui d'exploitation beaucoup plus difficile que les gisements qui ont été épuisés il y a 15, 20, 30 ou 40 ans, comme l'explique **The Economist** du 6 janvier 1973. Et pourtant, pour reprendre les termes de l'hebdomadaire allemand déjà cité :

> Au cours de ces prochaines années, les achats des pays de l'Est aux pays de l'Ouest seront plus importants (...).
>
> On peut toutefois supposer que l'Union soviétique et les autres pays du C.A.E.M. auront pour objectif, pour des raisons d'ordre économique qui ne sont pas sans lien avec la Conférence qu'ils souhaitent sur la sécurité et la coopération en Europe, d'approfondir leurs relations économiques avec les pays industriels occidentaux. La réalisation de ce souhait dépendra surtout des possibilités d'élargissement des modes de financement qui sont pour l'instant très restreints. L'intensification de la coopération industrielle au sens le plus large avec des entreprises occidentales, coopération qui en est encore à ses débuts, serait une solution possible. Tout dépendra aussi de l'importance des crédits à long terme que les pays du C.A.E.M. réussiront à obtenir des banques occidentales ou du succès des emprunts qu'ils placeront sur le marché de l'euro-dollar.
>
> A cet égard, les relations entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest pourraient, dans certains domaines, s'étendre au cours des années soixante-dix à des opérations financières de style classique.

Il serait intéressant d'analyser les diverses formes d'emprunts conclus par les pays du C.A.E.M. au cours des dernières années, emprunts de plus en plus nombreux (et effectivement de plus en plus « classiques ») sur le marché de l'euro-dollar, émission d'obligations sur le marché de Londres (ici encore la Hongrie a joué le rôle de pionnier), ouverture de bureaux par les diverses banques privées à Moscou (y compris la Chase Manhattan Bank de New York), etc. Il faut noter le poids très lourd dont pèse, comme élément de déséquilibre du plan, l'instabilité des étalons monétaires internationaux, obligeant le rouble à modifier fréquemment sa parité au cours des derniers mois.

Endettement croissant

Le résultat est d'abord un endettement croissant. Sous le titre **Le financement du déficit du Comecon,** Philip Hansen écrit dans le **Financial Times** du 6 février 1973 :

> D'après ce que l'on sait des plans soviétiques de coopération et des perspectives de développement des échanges Est-Ouest révélées avant les négociations commerciales Etats-Unis - U.R.S.S., on admet — bien que ce soit un peu hasardeux — que le service de la dette pourrait bien dépasser 20 % du montant des transactions en devises convertibles d'ici au milieu des années 70. L'augmentation rapide des importations soviétiques en provenance du Japon et des Etats-Unis en 1972, si elle se poursuit et n'est pas perturbée par d'autres événements, devrait encore accroître ce pourcentage. Les statistiques comparées de l'O.C.D.E. pour les années 1971-1972 montrent que les échanges de l'U.R.S.S. avec les Etats-Unis et le Japon, jusqu'alors pratiquement équilibrés, ont fait apparaître un déficit de 303 millions de dollars (en taux annuel).
>
> Vraisemblablement, les accords de coopération sur une grande échelle actuellement en cours de discussion avec les hommes d'affaires américains et japonais ne vont pas être conclus du jour au lendemain. Etant donné, de plus, qu'ils sont conçus pour se financer d'eux-mêmes à long terme, ils ne pourront affecter considérablement la position débitrice de l'U.R.S.S. à court terme au cours des prochaines années. Enfin, ils ne constituent pas l'unique volet des échanges avec les Etats-Unis et le Japon. Les accords de juillet dernier sur les livraisons de céréales prévoient que les achats supportés par des crédits à trois ans se poursuivront jusqu'en 1975. Cela pourrait encore accroître le service de la dette d'environ 250 millions de dollars en devises convertibles en 1975. Les rumeurs selon lesquelles les Soviétiques auraient vendu au moins 200 tonnes d'or l'an dernier ne sont donc pas surprenantes. Cette opération devrait avoir entraîné une légère saignée des réserves (plus que confortables) de métal jaune. Il est probable que, au cours des trois prochaines années, les Soviétiques vendront encore de l'or (éventuellement en puisant dans leurs réserves) et accepteront une augmentation substantielle du service de leur dette.

L'endettement croissant de l'U.R.S.S. à l'égard des pays capitalistes signifie un transfert croissant de surproduit global des travailleurs soviétiques au profit du capital financier. Mais les perspectives ouvertes par les négociations avec les Etats-Unis comportent d'autres aspects encore plus graves. Comme l'écrit le **Wall Street Journal** du 29 mars 1973 :

> L'accord commercial soviéto-américain signé en octobre dernier comporte un grand nombre de points d'incertitude, mais une chose est de plus en plus claire : un développement important et permanent des échanges entre les deux pays peut être largement fonction de l'aptitude des sociétés américaines et des entreprises d'Etat soviétiques à œuvrer ensemble dans le cadre d'accords du type association.
>
> En effet, les entreprises soviétiques, après cinquante années d'isolement, ne sont pas armées pour affronter la concurrence des sociétés occidentales sur les marchés occidentaux. Alors que les Russes veulent acheter à l'Ouest, et en particulier aux Etats-Unis, ils éprouvent des difficultés à vendre autre chose que des matières premières.
>
> Une solution à laquelle semblent avoir pensé en même temps de nombreux chefs d'entreprise soviétiques et américains consisterait à créer des sociétés en U.R.S.S. et à l'étranger auxquelles les entreprises américaines fourniraient un équipement et des méthodes de production modernes ainsi que l'expérience de la commercialisa-

tion, les Russes apportant leurs abondantes ressources naturelles et humaines.

De telles entreprises mixtes ont déjà été constituées par des groupes capitalistes dans divers pays du Comecon. Les projets de beaucoup plus grande envergure, déjà conclus ou en cours de discussion, prévoient la construction d'usines par des groupes capitalistes, notamment américains, et leur paiement par une partie de la production de ces usines. Il en est ainsi du **« contrat du siècle »** récemment conclu entre l'**Occidental Petroleum Company** et le gouvernement soviétique, contrat qui prévoit la construction de quatre usines d'engrais chimiques (d'une importance majeure pour le développement d'une agriculture intensive) pour un total de 8 milliards de dollars. Il en est également ainsi des projets en discussion entre l'U.R.S.S. et des groupes américains et japonais pour l'exploitation des réserves sibériennes de gaz naturel et de pétrole, qui porteraient sur des sommes encore bien plus élevées. Les groupes capitalistes, qui attendent le retour de leur capital grossi du profit de la production de ces usines soviétiques, tenteront par là même, sous les formes les plus diverses, d'imposer leur contrôle sur la production de ces usines. La question de la **« rentabilité »** et de l'abandon des **« considérations extra-économiques »** sera alors posée sous son véritable jour. Mais c'est ici que la bureaucratie, avec ses nouveaux associés, se retrouve en face du prolétariat soviétique.

Le Kremlin se prépare à l'affrontement

Tous les actes politiques du Kremlin dans la dernière période montrent qu'il se prépare à cet affrontement. D'une manière en quelque sorte symétrique aux efforts de Nixon, Brejnev a entrepris en premier lieu de consolider et de concentrer son pouvoir bonapartiste, en éliminant divers adversaires du Bureau politique du P.C.U.S., et en y concentrant au contraire le représentant de la mainmise du Parti sur l'armée, Gretchko, et celui du K.G.B., Andropov. En même temps, il procède à une nouvelle tentative d'ériger en sa personne l'arbitre suprême dont la bureaucratie a besoin pour tenter de conserver son unité. Le culte de sa personnalité se développe. Il fait publier une photo le représentant en uniforme en 1942, et la **Pravda** le cite 371 fois dans la première semaine de mai 1973 contre 18 fois durant la période correspondante de l'an dernier.

Dans le même temps encore, il tente de réduire préventivement à l'impuissance tous les groupes sociaux, toutes les tendances politiques susceptibles de porter atteinte au monolithisme de la dictature. Le renouvellement des cartes des 14 millions d'adhérents du Parti, commencé le 1er mars mais qui doit s'étendre sur deux ans, sert cet objectif. Cependant, une vague de répression sans précédent s'abat sur les minorités nationales non russes. Elle a frappé successivement ou simultanément l'Ukraine, l'Arménie, la Géorgie, les républiques et territoires asiatiques peuplés de Musulmans, enfin les pays baltes, la Lithuanie notamment où, comme l'écrit le n° 27 de la **Chronique des événements actuels,** s'est déroulée en mai 1972 une manifestation, à la suite du suicide par le feu du jeune ouvrier Roman Kolonta.

Mais le délire russificateur de Brejnev est allé beaucoup plus loin, plus loin que les tsars et que Staline même : dans le cadre d'un **« plan-perspective »** de quinze ans, 1975-1990, qu'a annoncé Brejnev en décembre dernier, à l'occasion du 50e anniversaire de la fondation de l'U.R.S.S. (c'est ainsi que les staliniens comprennent l'humour), il a déclaré que **« les décisions économiques à prendre dans le cadre du futur plan de 15 ans devraient l'être pour le bien de tout le pays plutôt que pour les intérêts des républiques individuelles »,** et qu'en conséquence, au lieu des dix-huit régions actuelles de planification qui se conforment aux frontières des républi-

ques, il y avait lieu d'en prévoir sept seulement, qui coupent dans la chair des nationalités. Le projet a été publié avec une carte (que reproduit l'**International Herald Tribune** du 7 mai), dans la revue soviétique **Economie planifiée** qui indique qu'il faudra modifier les frontières des républiques si elles ne sont pas en accord avec l'exigence de régions économiques efficaces.

Mais ceux contre lesquels Brejnev concentre avant tout une répression féroce, qui frappe des milliers et des milliers d'hommes et de femmes, ce sont les représentants de l'opposition communiste. C'est Grigorenko, à demi aveugle, qui est interné à vie dans un asile par un tribunal. C'est Iakir, emprisonné depuis bientôt un an. Ce sont ceux qu'on déporte sur le territoire de Magadan (camp de la Kolyma) à l'extrême nord-est de la Sibérie... Car Brejnev a une conscience parfaitement claire de ce que pourrait signifier la présence même d'une poignée d'hommes qui se réclament du retour à Lénine lorsque l'affrontement, qu'il sent inévitable, se produira entre le Kremlin et 125 millions de prolétaires dans la conscience de qui « la révolution sociale est vivante » comme le dit Trotsky, et qui se dresserait inévitablement pour la défense des conquêtes d'Octobre menacées. Les contradictions s'accumulent de telle sorte, nous venons de le voir, qu'il ne serait pas surprenant qu'après la Tchécoslovaquie et la Pologne, ce soit directement les marches du Kremlin qu'aille battre la prochaine lame de fond de la révolution politique.

Déjà les forces de classe s'alignent. Wilson va à Prague embrasser Husak et proclame qu'il faut **« tourner la page ».** La Ligue « communiste », ralliée au Front populaire, abandonne de fait toute défense des victimes de la répression de Prague. Le secrétaire du P.C.F. Marchais et celui du P.C. italien Berlinguer se mettent d'accord pour la même raison.

Les droits et libertés traditionnels aux Etats-Unis contre lesquels Nixon, au moment même où il se rapproche de Brejnev, vient de se casser les reins, leur signification historique, c'est d'offrir aux masses ouvrières américaines des instruments efficaces pour hâter leur émancipation. Brejnev se prépare à faire face aux ouvriers soviétiques. L'unité des prolétaires américains et soviétiques s'affirme dans les faits. Mais elle doit devenir consciente pour atteindre à son efficacité historique décisive. Voilà la tâche de ceux qui luttent pour la reconstruction de la IV^e^ Internationale. Telle est leur responsabilité. Et il n'est pas jusqu'au « timing » de l'offensive avortée de Varga contre ces militants qui ne s'explique par l'analyse précédente.

Le développement du commerce est-ouest introduit au sein du Comecon un élément de distorsion supplémentaire. Nous l'examinerons dans le prochain numéro, à propos de la Hongrie.

COMITÉ CONTRE LA RÉPRESSION ET LA TORTURE EN AMÉRIQUE LATINE

Manoel ne doit pas mourir

Depuis neuf ans, la dictature militaire règne par la terreur sur le Brésil. La propagande orchestrée sur le « miracle économique brésilien » *ne suffit pas à masquer la réalité : de mois en mois, la situation des grandes masses des villes et des campagnes ne fait qu'empirer. Pour faire taire le mécontentement, pour contenir toute forme d'opposition, la dictature militaire recourt à la terreur policière, aux arrestations arbitraires, aux assassinats de militants syndicaux et politiques et de démocrates, utilisant systématiquement les tortures les plus effroyables.*

Vingt militants politiques viennent d'être assassinés par la police et les Escadrons de la mort.

Manoel da Conceicao est un des syndicalistes paysans les plus populaires au Brésil. Il fut l'un des organisateurs de la résistance des paysans à l'expropriation de la terre par les grands propriétaires. Blessé par balles en 1968, par la police qui mitraillait une réunion de petits paysans, il sera arrêté, torturé, laissé sans soins. On devra l'amputer d'une jambe. Un grand mouvement de solidarité paysanne s'étendra alors dans les campagnes du nord-est pour lui acheter une jambe artificielle : ce mouvement obtiendra la libération de Manoel. Mais en février 1972, la dictature militaire l'arrêtait à nouveau. Depuis on restait sans nouvelles et l'on craignait le pire.

Une lettre de Manoel vient de passer les murs de sa prison. Une lettre effrayante où Manoel décrit les traitements qui lui ont été infligés :

On m'a menacé de mort si je dénonçais les traitements criminels qu'on m'a fait subir. J'ai vécu quatre mois au siège de la Première armée de Terre à Rio de Janeiro, puis dans les locaux des services secrets de la marine (C.E.N.I.M.A.R.), en affrontant de terribles tortures.

On m'a emmené à l'hôpital six fois de suite, au bord de la mort. Les coups ont été si violents qu'il ne restait aucune partie de mon corps qui ne soit rouge, couverte de plaies. J'ai même perdu mes cheveux et les poils de mon corps. Ils m'ont arraché les ongles. Ils m'ont percé le pénis et les testicules avec un stylet jusqu'à ce que ce soit une passoire. Ils m'attachèrent les testicules pour me tirer jusque sur la terrasse puis ils me pendirent les jambes en l'air et la tête en bas. Ils ligotèrent mes poignets et me suspendirent à une grille, enlevèrent ma jambe artificielle, et attachèrent mon pénis dirigé vers le haut pour m'empêcher d'uriner.

Ils me laissèrent trois jours sans manger ni boire, debout sur une seule jambe.

Ils me donnèrent tellement de coups que mes oreilles se déchirèrent et que je suis devenu impuissant. Ils clouèrent mon pénis sur le bois d'une table et me laissèrent ainsi vingt-quatre heures. Ils me lancèrent dans une piscine, attaché comme un porc, au point d'être tout près de mourir noyé. Ils me mirent dans une cellule dans une obscurité totale. Durant trente jours, j'ai dû uriner et faire mes besoins au même endroit où je dormais.

Il y aurait encore des dizaines de choses à dire mais cela suffit pour l'instant !

Après avoir fait tout cela, ils profitèrent d'un document falsifié pour nier que j'étais Manoel da Conceicao, puisque je n'avais aucun papier qui le prouvait. Avec cette justification, quand douze mois se seraient écoulés, quand le peuple aurait oublié mon existence, il aurait alors été facile au gouvernement de donner ordre de me mettre dans un hélicoptère pour me jeter en haute mer. C'était la perspective qu'ils me promettaient tous les jours.

La question principale, oui la vraie question, c'est qu'ils pensent ainsi m'isoler du peuple. Ma vie, une fois de plus, se trouve dans les mains du peuple brésilien. Et c'est le peuple qui a le droit de juger mes actes.

La dictature militaire veut tuer Manoel : la police vient de le transférer dans une prison de droit commun afin de camoufler en un « règlement de comptes entre détenus » l'assassinat qu'elle prémédite. MANOEL NE DOIT PAS MOURIR.

Face à la barbarie fasciste brésilienne, la vie de Manoel est entre les mains des travailleurs et démocrates de tous les pays. Par milliers et milliers, organisons la protestation, regroupons-nous avec le « Comité contre la répression et la torture en Amérique latine », afin que toutes les organisations ouvrières et démocratiques internationales organisent la mobilisation et fassent reculer la gangrène fasciste qui tend à envahir tout le continent sud-américain.

NUL NE PEUT ACCEPTER. NUL NE PEUT SE TAIRE.

SAUVONS MANOEL DE LA MORT

LA VIE DE MANOEL DEPEND DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE. NE LAISSONS PAS MANOEL AUX MAINS DES TORTIONNAIRES.

Nous exigeons la libération immédiate de Manoel da Conceicao

Pour le comité, envoyez signatures et soutien financier à :
M. J.-Ph. Katz, 52, avenue de Choisy, Paris-13e - C.C.P. 14.148-72 Paris

Résolutions adoptées par la session des 20-21 22 et 23 avril du Bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IVe Internationale

Le Bureau International du Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale s'est réuni du 20 au 23 avril 1973.

Le Bureau International a été mis en place à l'issue de la préconférence internationale de juillet 1972 qui s'était constituée en Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, dont les tâches et la place étaient définies, dans la résolution adoptée par la préconférence, de la manière suivante :

« Il n'y a pas de centre dirigeant, il faut reconstruire le centre dirigeant sur les principes du centralisme démocratique : tel est le contenu de la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale. La 2^e session de la préconférence propose, en conséquence, la constitution du Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, qui se fixe pour tâche de reconstruire le centre dirigeant de la IV^e Internationale.

Adhérent à ce comité d'organisation, les organisations, groupes qui proclament leur volonté de combattre sur le programme de la IV^e Internationale, pour reconstruire le centre dirigeant dont ils admettent que celui-ci n'est pas encore existant.

C'est ainsi que le Comité d'Organisation constituera, en premier lieu, le cadre de discussion international le plus large. Il se fixe de convoquer une nouvelle conférence sur l'ordre du jour inscrit dans la résolution générale.

Mais le Comité d'Organisation ne limite pas sa tâche à créer un cadre international de discussion. Il poursuivra le travail engagé pour la construction de sections nationales de la IV^e Internationale. Cette tâche doit s'ordonner sur les perspectives révolutionnaires de la lutte de classe internationale et dans chaque pays, et leur traduction dans la crise du mouvement ouvrier international qui dégagera du stalinisme, de la social-démocratie et des organisations nationalistes petites-bourgeoises des pays arriérés, des courants, fractions et groupes recherchant le chemin de la construction de la direction révolutionnaire du prolétariat... »

L'importante résolution politique adoptée par le Bureau International marque incontestablement une étape dans la voie de la réalisation de ces tâches. Expression de la discussion sérieuse dont le Bureau International est le cadre, elle permet la poursuite de cette discussion et son élargissement à toutes les organisations affiliées au Comité d'Organisation : partant d'une caractérisation d'ensemble de la période dans laquelle nous sommes engagés, elle permet de reprendre les problèmes posés lors de la conférence de juillet, de consolider les bases politiques du Comité d'Organisation.

Mais surtout, elle trace — en fonction de cette analyse de la situation au sein du mouvement ouvrier — une perspective précise dans le combat pour la reconstruction de la IV[e] Internationale. Le Comité d'organisation reprend à sa charge la perspective que s'était fixée, dès 1966, la Conférence convoquée à l'initiative du Comité International : préparer une conférence ouverte à toutes les organisations qui ressentent l'exigence pressante de la construction de l'Internationale et qui se situent sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat, de la lutte contre le stalinisme et de la défense de l'U.R.S.S., de la Chine, de l'ensemble des conquêtes de la classe ouvrière internationale

Ainsi, malgré le coup qu'a représenté l'éclatement du Comité International, la continuité politique de la IV[e] Internationale est assurée par le Comité d'Organisation dans la mesure où il engage effectivement le combat pour sa reconstruction.

A la réunion du 20 au 23 avril, les organisations suivantes, membres du Bureau International, étaient présentes :

O.C.I. (France), I.A.K. (Allemagne), « Avant-Garde » (Israël), Politica Obrera (Argentine), League for a Workers Republic (Irlande), Ligue Ouvrière Marxiste (Mexique).

Des représentants d'autres organisations, membres du Comité d'Organisation ont également participé aux travaux : Parti Ouvrier Révolutionnaire Marxiste (Pérou), Groupe « Octobre » (Brésil), Groupe Marxiste Africain, Labor Action Committee (Canada)

La résolution politique générale a été adoptée par l'ensemble des organisations et groupes présents, à l'exception du groupe « Avant-Garde » d'Israël qui a précisé qu'il était partisan de la « conférence ouverte », mais en désaccord avec l'analyse de la période faite dans le document.

La résolution caractérisant Varga et sa clique internationale est également importante car elle témoigne de la capacité du Comité d'Organisation à défendre la IV^e Internationale et son programme contre la capitulation politique devant le stalinisme comme face aux tentatives destructrices menées directement au compte de l'appareil stalinien.

Comme la résolution l'expose, Varga a choisi une fuite honteuse plutôt que d'être contraint à s'expliquer politiquement. Mais cette fuite n'a pas empêché le Bureau International de longuement discuter du contenu des positions de Varga, telles qu'elles s'expriment dans son texte (cf. Correspondance Internationale, n° 7) et de son activité désagrégatrice.

Et c'est *à l'unanimité* de toutes les organisations présentes que la prétendue « fraction » qu'il voulait utiliser contre le Comité d'organisation a été caractérisée comme une agence politique du stalinisme.

La netteté de la décision prise donne tout son sens à cette résolution qui affirme, à juste titre, dans sa conclusion :

« ... la IV^e Internationale, *parce qu'exprimant les intérêts fondamentaux du prolétariat, a une énorme force de résistance. Elle a résisté à la politique d'extermination de Staline... elle a résisté à la capitulation pabliste, fondamentalement expression de la pression de l'impérialisme dont le stalinisme est une forme particulière : sa continuité a été assurée. Elle a résisté à l'éclatement du Comité International : la lutte pour sa reconstruction continue. Elle rejette l'agent du stalinisme Varga et sa « fraction ». Telle est la vitalité de* la IV^e Internationale ! »

Résolution sur l'étape présente de la lutte pour la reconstruction de la IVe Internationale

Le Bureau international du Comité d'organisation, réuni à Paris en session plénière du 20 au 23 avril 1973, a adopté la résolution suivante :

1. Le Bureau international confirme son accord avec la résolution adoptée à l'unanimité le 8 avril 1966 par la troisième Conférence internationale :

> La conférence de Londres réaffirme que le programme et les méthodes de construction de partis révolutionnaires nationaux et de la IVe Internationale sont inclus dans le programme de transition. Ce programme reste seul capable de fournir les solutions des problèmes soulevés par la crise historique de la direction du prolétariat.
>
> La conférence affirme que la IVe Internationale n'a pas dégénéré.
>
> La continuité historique de la IVe Internationale, fondée en 1938 par Léon Trotsky, restructurée dans les années 1943-1946, que le pablisme a voulu détruire en 1950-1953, a été maintenue depuis 1953 par le combat mené par les organisations trotskystes rassemblées dans le Comité international.
>
> En conséquence, la Conférence internationale proclame que la continuité de la IVe Internationale a été préservée par l'action du Comité international.
>
> La conférence constate l'impuissance des directions de l'Internationale depuis la mort de Léon Trotsky à réaliser les tâches nécessaires à la construction de partis révolutionnaires et de l'Internationale. Dans la dure bataille pour le trotskysme, des cadres ont été exterminés, victimes de la répression stalinienne et impérialiste, d'autres se sont usés, des directions et la direction de l'Internationale ont fait faillite.
>
> En aucun cas, cette faillite ne saurait être considérée comme la faillite de la IVe Internationale. Ces directions ont fait faillite en particulier en déformant et en abandonnant le marxisme, c'est-à-dire la méthode du matérialisme dialectique. C'est pourquoi elles ont été incapables de s'implanter dans la

lutte des classes, particulièrement dans la jeunesse. Elles ont été, en conséquence, incapables d'assimiler les méthodes et les principes communistes d'organisation.

L'unité essentielle de la lutte des classes internationale, découlant du caractère international de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie, implique directement la nécessité de construire des partis trotskystes dans chaque pays, contre les conclusions liquidatrices qu'implique la notion révisionniste de la division du monde en blocs ou en secteurs. Notre perspective souligne l'urgence de construire des partis prolétariens indépendants dans les pays de l'Europe orientale, la Chine et les pays coloniaux ou semi-coloniaux.

Cette tâche centrale de la construction de partis révolutionnaires indépendants implique la lutte capitale pour l'indépendance politique de la classe ouvrière contre la bureaucratie stalinienne et les directions réformistes. Cette lutte implique également une bataille déterminée contre le trade-unionisme et toute forme de passivité justifiée par le fait qu'un parti révolutionnaire pourrait naître de la spontanéité de la classe ouvrière.

La Conférence internationale estime que le mouvement trotskyste doit, à travers la lutte pour la reconstruction de la IV^e^ Internationale, construire la direction centralisée du parti mondial de la révolution socialiste, dans un combat organiquement relié au combat dans chaque pays pour la construction de partis révolutionnaires centralisés dirigeant la lutte révolutionnaire des masses. La construction de ces partis et de l'Internationale doit être menée sur la base de l'expérience et de la poursuite du combat incessant contre le révisionnisme.

Les travaux de la conférence de Londres démontrent la nécessité, pour le Comité international, de préparer politiquement, sur un délai d'un an et demi, une conférence internationale dont l'objectif sera de rassembler toutes les organisations trotskystes combattant pour la IV^e^ Internationale.

En particulier, le Comité international luttera pour rassembler dans les rangs de la IV^e^ Internationale les militants et groupes qui, actuellement, sont trompés par les révisionnistes du « Secrétariat unifié ».

Les trotskystes, organisés comme sections de la IV^e^ Internationale, doivent lutter pour la construction de partis ouvriers révolutionnaires fondés sur le programme de transition de la IV^e^ Internationale. La lutte pour ce programme et pour la construction du parti constitue la base principale de leur travail dans les organisations de masse de la classe ouvrière, les syndicats, et dans le travail qu'ils doivent mener en direction de la jeunesse ouvrière qui constitue le réservoir de forces vives de la IV^e^ Internationale.

Tout travail de ce genre est subordonné à la tâche principale de construction du parti. La construction du parti exige la publication d'un journal capable de lutter constamment pour l'ensemble du programme du parti, de façon à élever le niveau de conscience de la classe ouvrière dans tous les domaines de la lutte des classes. Cette lutte pour le parti indépendant constitue la seule base de défense des positions de la classe ouvrière et toutes considérations tactiques lui sont subordonnées. Dans les circonstances où la tactique de l'entrisme dans les partis ouvriers existants est rendue nécessaire, cette tactique est conduite d'une façon qui la subordonne à la tâche principale de construction du parti indépendant.

Pour la réalisation de cet objectif, le Comité international devra organiser la discussion internationale autour des axes suivants :

a) Construction de partis révolutionnaires sur la base du programme, dans le cadre de la lutte pratique pour la reconstruction de la IV^e^ Internationale.

b) Unité de la lutte de classe mondiale.

c) Défense, par les méthodes de la révolution prolétarienne, des conquêtes du prolétariat mondial dans les pays capitalistes, l'URSS, la Chine et les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme.

Cette discussion se mènera sur la base de l'accord préalable sur la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S., de la Chine et des pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme.

Le Comité international est composé des représentants des sections désignés par elles.

A l'étape actuelle, les décisions du Comité international ne pourront être prises que selon la règle de l'unanimité, le Comité international ne se proclamant pas, à cette étape, la direction centralisée de la IV^e^ Internationale qui reste à construire.

2. Le Bureau international rappelle les résultats des travaux de la 2^e^ session de la préconférence de juillet 1972, établissant la responsabilité de la direction de la S.L.L. qui, délibérément, a mené depuis 1966 une politique d'obstruction systématique à l'ouverture de la discussion internationale proposée par la résolution unanime adoptée par la Conférence de 1966 (y compris par la S.L.L.).

Le Bureau international rappelle que c'est pour éviter de s'engager dans la discussion internationale que la direction de la S.L.L. a rompu avec le Comité international.

Les manœuvres dilatoires de la direction de la S.L.L., à la première session de la préconférence, en 1970, pour bloquer l'ouverture de la discussion ayant échoué, celle-ci a préféré rompre avec le Comité international plutôt que de participer à la 2^e^ session de la préconférence décidée par un vote unanime (y compris celui de la S.L.L.).

3. Le Bureau international rappelle que la résolution adoptée par la Conférence internationale de 1966 établissant la continuité du combat de la IV^e^ Internationale a été le résultat d'une dure bataille politique au cours de laquelle Cliff Slaughter, membre de la direction de la S.L.L., avait cherché, à une première étape, en accord avec Varga, à imposer à la Conférence un accord sans principe avec les groupes petits-bourgeois Spartacist (U.S.A.) et Voix ouvrière (France), organisations qui — en particulier Voix ouvrière, scissionniste en 1938 — niaient la continuité du combat mené par la IV^e^ Internationale depuis sa proclamation par Léon Trotsky.

Le Bureau international rappelle aussi que Varga, en 1966, camouflant alors les positions qu'il allait être contraint de révéler à la 2^e^ session de la préconférence, refusait d'admettre la continuité de la IV^e^ Internationale. En 1966, Varga, qui cherchait déjà à détruire toute lutte pour la reconstruction de la IV^e^ Internationale, dut reculer et se camoufler. En 1972, après avoir, durant six années, adopté toutes les positions internationales proposées par l'O.C.I., Varga utilisant la situation créée par la rupture de la S.L.L., a estimé que le moment était venu de porter, au compte du stalinisme, un coup au combat pour la reconstruction de la IV^e^ Internationale.

La résolution sur la fraction Varga, adoptée par la présente session du Bureau international, a déjoué cette tentative de Varga.

4. L'orientation capitularde de Varga procède de la théorie des blocs, « le monde socialiste et l'autre », l'entraînant à nier toute la portée historique du combat pour la IV^e^ Internationale. Varga, qui se réclamait en paroles de la IV^e^ Internationale, a été contraint d'écrire que Staline, en liquidant l'Opposition de gauche en U.R.S.S., a détruit la IV^e^ Internationale. Par là même, pour Varga, la IV^e^ Internationale était morte avant d'être proclamée, avec la destruction physique de l'Opposition de gauche par Staline. Ainsi se révèle le caractère frauduleux de ses prétendues convictions trotskystes. Varga oppose à la stratégie trotskyste de la construction

de partis révolutionnaires dans chaque pays comme expression nationale du combat pour l'Internationale — donc également dans chaque pays de l'Europe de l'Est — une stratégie de construction d'un parti unique et centralisé de l'Europe de l'Est (le « monde stalinien ») comme prétendu moteur de la reconstruction de la IV^e Internationale, qu'il condamne par ailleurs. Un tel parti centralisé de l'Europe de l'Est existe : ce sont les appareils des partis mis en place par Moscou, subordonnés à la bureaucratie du Kremlin. En réalité, Varga est un ennemi de la IV^e Internationale.

5. Le Bureau international entend dans cette résolution préciser comme suit les conditions et les méthodes politiques de son combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

6. L'ambiguïté qui a présidé à la constitution du Comité international en 1953, proclamé — contre la position de l'O.C.I. (P.C.I. majorité) — centre dirigeant de la IV^e Internationale, contenait en germe le ralliement du S.W.P. au Secrétariat unifié. Pour les dirigeants du S.W.P., la constitution du Comité international comme direction internationale signifiait le refus de caractériser l'œuvre de destruction de la IV^e Internationale, proclamée par Léon Trotsky, qu'avait réalisée le pablisme en reniant les principes du Programme de transition. Ce refus de la direction du S.W.P. s'est doublé d'une volonté politique délibérée de ne poser les problèmes de la IV^e Internationale qu'à partir des problèmes nationaux spécifiques aux U.S.A.

7. La S.L.L. et l'O.C.I., en refusant la réunification sans principe opérée en 1963 par le S.W.P., ont préservé la continuité historique de la IV^e Internationale.

Ce refus de la S.L.L. et de l'O.C.I. était motivé par l'appréciation de principe quant à la signification du pablisme comme tendance révisionniste liquidatrice. Mais les dirigeants de la S.L.L. ont refusé les conséquences de ces appréciations communes. Se plaçant — comme les dirigeants du S.W.P. — du point de vue étroit du cadre national de la lutte des classes, les dirigeants de la S.L.L. ont bloqué de 1966 à 1972 tout travail politique pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Le point de vue des dirigeants de la S.L.L. est celui-ci :

La crise révolutionnaire débouchera d'abord en Angleterre. La victoire de la révolution en Angleterre dégagera la voie obstruée pour la IV^e Internationale. Il faut donc subordonner toutes les tâches internationales à la construction du seul parti trotskyste anglais. Ces conceptions « national-trotskystes », contraires aux principes et à la méthode du Programme de transition, amènent non seulement les dirigeants de la S.L.L. à abandonner toutes les tâches internationales, mais également, procédant selon la méthode de l'ultimatisme, à s'engager dans la voie de la « proclamation du parti révolutionnaire » en Angleterre, liquidant tout l'acquis de la III^e et de la IV^e Internationales concernant le rôle et la place du travail de l'avant-garde révolutionnaire dans le Labour Party. De là découlent les positions erronées des dirigeants de la S.L.L. sur toute une série de questions de principe et pratiques, telles que le Front unique ouvrier ; concernant notamment les combats du peuple irlandais contre l'impérialisme anglais, le Bureau international constate qu'à la lutte politique est substituée la phrase journalistique.

Le Bureau international constate également que la direction de la S.L.L. a condamné l'Assemblée populaire de Bolivie, démontrant ainsi son incompréhension de la signification de l'Assemblée populaire comme organe de type soviétique, et qu'elle a préféré faire éclater le Comité international plutôt que de participer à la discussion internationale sur les problèmes de la révolution en Amérique latine.

8. Le Bureau international estime que la crise de la IV^e Internationale est partie intégrante de la crise du mou-

vement ouvrier mondial, elle-même expression des obstacles à la lutte de classe du prolétariat dressés par le stalinisme, la social-démocratie, le centrisme et les organisations gauchistes et nationalistes petites-bourgeoises.

9. Le Bureau international réaffirme son accord avec les divers documents discutés par le Comité international, caractérisant la situation mondiale à partir de la grève générale française de mai-juin 1968 et de la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie comme la période de l'imminence de la révolution.

Le Bureau international constate que les antagonismes de classe et les contradictions de l'époque de l'impérialisme arrivés à pleine maturité voient se succéder une chaîne continue de situations révolutionnaires : grève insurrectionnelle des ouvriers polonais de la Baltique, montée révolutionnaire au Moyen-Orient (culminant avec le « soviet » d'Irbid), révolution bolivienne, montée révolutionnaire au Chili, grèves insurrectionnelles en Argentine, combat du peuple irlandais pour son unité, combats de classe des prolétariats anglais, espagnol et italien, chute de De Gaulle et victoire de la social-démocratie en Allemagne — la liste pourrait considérablement être allongée —, attestent la réalité de la période de l'imminence de la révolution, où, comme expression de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne, les situations révolutionnaires se multiplient sur un rythme de plus en plus accéléré. Certes, les obstacles contre-révolutionnaires du stalinisme, du réformisme, des centrismes et du gauchisme, internes au mouvement ouvrier restent suffisants pour bloquer une issue positive aux actions révolutionnaires, c'est-à-dire la conquête du pouvoir, mais, dans le même temps, la crise dans le mouvement ouvrier se développe et s'aiguise.

10. Dans ses traits généraux, le Bureau international caractérise ainsi la période de l'imminence de la révolution, qui représente une étape dans l'ère des guerres et des révolutions :

— La période de l'imminence de la révolution ne constitue en aucune façon ni d'aucune manière une période qualitativement nouvelle de l'ère des guerres et des révolutions. Il ne s'agit en aucun cas d'un dépassement de l'impérialisme dans un **« néo-capitalisme »** ou **« capitalisme monopoliste d'Etat »**, comme le prétendent les révisionnistes petits-bourgeois de tout poil (pablistes, sociaux - démocrates, staliniens).

— La période de l'imminence de la révolution concentre le plein développement de toutes les contradictions et de toutes les tendances de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, dont le contenu est donné par le fait que les conditions de la révolution prolétarienne sont arrivées à maturité dans chaque pays, comme expression nationale des conditions objectives arrivées à maturité à l'échelle mondiale.

Nous distinguons la période de l'imminence de la révolution comme étape particulière de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, en relation avec l'analyse suivante :

La révolution d'Octobre 1917 a traduit matériellement la perspective de la solution positive de la crise de la civilisation humaine. Mais l'isolement de la révolution d'Octobre, motivé, répétons-le, par la trahison de la social-démocratie (aidée par ailleurs par toutes les formations centristes, anarchistes, etc.) a entraîné la dégénérescence du premier Etat ouvrier. Le régime de la propriété privée ayant été sauvegardé, les processus de pourrissement de la société capitaliste arrivée à son stade impérialiste se sont poursuivis. C'est à l'intérieur de cette situation caractérisée par le pourrissement de l'impérialisme et les défaites de la révolution que le stalinisme (passé définitivement du côté de l'ordre bourgeois en 1933) a pu se développer.

Schématiquement, de 1923 à 1945-

1952, en dépit des multiples situations révolutionnaires caractérisées, le stalinisme, se couvrant du prestige de la révolution d'Octobre et de la victoire de l'U.R.S.S. dans la deuxième guerre mondiale, renforce son contrôle sur la classe ouvrière. La ligne de la bureaucratie stalinienne conservatrice est d'utiliser la lutte des classes internationale pour réaliser ses compromis contre-révolutionnaires avec l'impérialisme (politique de pression). Mais l'impasse historique de l'impérialisme sape les possibilités mêmes de la politique de pression : à partir de 1947 (plan Marshall), et jusqu'à 1952, tous les efforts de Staline utilisant la lutte des classes par l'intermédiaire des P.C. pour faire pression sur l'impérialisme n'aboutissent plus.

Pour faire reculer l'impérialisme la pression ne suffit plus. Il faudrait conduire la lutte de classe jusqu'aux affrontements révolutionnaires contre les bourgeoisies et l'Etat, ce que ne peut ni ne veut la bureaucratie stalinienne, dont les intérêts, étant donné sa nature d'organe bourgeois hypertrophié ayant confisqué à son profit les bases sociales révolutionnaires de l'Etat ouvrier, sont organiquement hostiles à la révolution.

L'impérialisme mondial, et particulièrement son chef de file, l'impérialisme U.S., et la bureaucratie du Kremlin, parfaitement conscients de l'enjeu immédiat de la lutte des classes, tendent à unifier leurs forces et leur politique contre la révolution. Mais, à la différence du passé, où la politique stalinienne, avant et immédiatement à la fin de la guerre, culminait dans les accords de Yalta et de Potsdam (1945), la situation de la bureaucratie de Moscou n'est plus celle où, pour conduire sa politique contre-révolutionnaire, elle était à même d'utiliser la pression révolutionnaire des masses. La marche en avant de la révolution politique dans les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme, et la ferme volonté de l'impérialisme de ne pas céder à l'utilisation par la bureaucratie de la pression de la lutte de classe internationale, conduisent la caste contre-révolutionnaire du Kremlin à accepter que la direction de la lutte contre-révolutionnaire soit confiée à l'impérialisme U.S.

Il s'agit là, non d'un schéma abstrait, mais de nouvelles tendances dans la politique mondiale. Dans la période où la ligne principale du stalinisme était la politique de pression visant à la réalisation de compromis contre-révolutionnaires, la victoire de la révolution chinoise, après que dans l'Europe de l'Est l'impérialisme a été chassé, est entrée en contradiction avec la politique de Staline et a préparé les modifications des relations entre la bureaucratie et les masses qui allaient trouver leurs premières manifestations dans la grève générale d'août 1953 en France, et dans l'insurrection de Berlin-est en juin 1953.

De même, dans le nouveau contexte — dont nous venons de définir les traits principaux — des rapports entre la bureaucratie stalinienne et ses agences nationales, il est hors de doute que, placés devant des explosions révolutionnaires qu'ils n'auront pu éviter, la bureaucratie de Moscou et les P.C. chercheront à en prendre la direction pour les conduire à la défaite.

Il reste que la nouvelle situation, période de l'imminence de la révolution, conduit inévitablement à de nouvelles relations entre les appareils bureaucratiques et le prolétariat. Il s'agit du **« regroupement de la conscience de classe sur un nouvel axe »** que Trotsky pronostiquait en 1935, et qui, amorcé depuis 1952, s'affirme de plus en plus nettement. Il ne s'agit évidemment pas ici d'apprécier — ce qu'il est impossible de pronostiquer — les délais, les rythmes, ni de déterminer quel pays commencera. Il s'agit de la tendance principale vers laquelle se dirigent, dans le processus de radicalisation révolutionnaire des masses, les nouvelles relations entre les appareils bureaucratiques et le prolétariat international.

A partir de 1923 et jusqu'en 1945-1952, la tendance principale allait dans

le sens du renforcement de la mainmise des bureaucraties sur la classe. Les nouvelles relations amorcent un mouvement en sens inverse, où la lutte des classes mène au desserrement du contrôle de la bureaucratie stalinienne sur la classe.

11. Plus particulièrement en U.R.S.S. et en Tchécoslovaquie, toutes les mesures de répression bureaucratiques sont impuissantes à liquider les mouvements d'opposition. Cela traduit une situation où, sur la base de l'amplification des contradictions, les éléments de crise s'accumulent dans la bureaucratie, crise qui sert de point d'appui à la classe ouvrière affermissant son mouvement de radicalisation.

La crise interne à la bureaucratie du Kremlin, combinée à la résistance des masses, devient un facteur approfondissant la crise de l'appareil international du stalinisme et de ses divers partis. Husak est impuissant à reconstruire le parti de la bureaucratie de Moscou détruit au 14e Congrès clandestin du P.C.T. (20 août 1968). Cependant que la politique d'adaptation renforcée de Tito, favorisant la pénétration de l'impérialisme, place la Yougoslavie au bord de la guerre civile.

Les contradictions entre les divers partis staliniens s'approfondissent. Non seulement entre le parti russe et le parti chinois, mais également entre le P.C. espagnol et le parti russe, etc. Bien des signes qui attestent la crise montante dans tous les partis staliniens liquident de plus en plus toutes les tentatives de « libéralisation », toutes les rêveries « togliattistes » sur la possibilité d'autoréforme des P.C. staliniens. La crise de l'appareil stalinien du Kremlin a dégagé et dégagera plus encore de multiples courants, depuis le centrisme évoluant vers la gauche jusqu'aux courants ouvertement bourgeois et contre-révolutionnaires (Garaudy), en passant par tous les courants intermédiaires (gauchistes, maoïstes, centristes de droite, sociaux-démocrates, etc.).

12. Il ne s'agit pas dans cette résolution de procéder à une analyse exhaustive des problèmes soulevés par la situation, mais de fixer des points de repère pour l'action du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IVe Internationale, inséparable de la lutte pour la construction de partis révolutionnaires nationaux. En dépit des coups qui leur ont été portés par l'impérialisme, appuyé par les appareils bureaucratiques, le prolétariat mondial et les classes opprimées n'ont subi aucune défaite décisive, dans le sens d'une défaite déterminant un tournant dans la situation objective. Ni au Vietnam, ni au Proche-Orient, ni en Amérique latine.

En Amérique latine, le processus révolutionnaire qui se dirigeait en Bolivie vers le pouvoir des soviets (Assemblée populaire) a été bloqué, mais n'a pas été détruit par le coup d'Etat contre-révolutionnaire de Banzer.

Si l'impérialisme et les bureaucraties staliniennes et réformiste réussissent encore à contenir le mouvement révolutionnaire en Europe, dans aucun pays nous n'assistons à des retournements, bien au contraire. En France, en Angleterre, en Italie, en Allemagne, etc., c'est sur la perspective d'une radicalisation renforcée que nous devons conduire notre travail révolutionnaire. Ce serait évidemment procéder selon un schématisme abstrait que de conclure de la perspective d'une radicalisation renforcée une montée continue. Le processus historique procède par un mouvement en saccades, avances et reculs, mouvement encore renforcé par l'absence de partis révolutionnaires dirigeants, et par la crise de la IVe Internationale. Mais la ligne du développement est celle de la radicalisation renforcée à l'échelle mondiale, qui ne pourrait être retournée que par l'écrasement et l'extermination du prolétariat. Mais même au Vietnam, où la résistance des masses évolue conformément à la ligne de développement qui est celle de la radicalisation à l'échelle internationale, l'impérialisme U.S., aidé par les bureaucraties russe et chinoise — s'il a pu porter les coups

les plus durs, n'a pu aller jusqu'au bout de l'orientation visant à **« ramener le Vietnam à l'âge de pierre »** (Westmoreland). Le profond recul que représentent les accords de Paris n'a pas la même signification internationale ni le même contenu que la débâcle allemande de 1933.

13. En relation avec ces données, nous avons devant nous le tableau de poussées en avant contenues, de reculs momentanés, de coups subis sévères mais non décisifs, qui donnent au mouvement un caractère relativement lent où s'élargissent toujours plus tous les antagonismes, toutes les contradictions, sur une ligne d'explosions révolutionnaires multipliées.

C'est dans cette situation que les contradictions internes au mouvement ouvrier, sur la base de la crise internationale du stalinisme et de la social-démocratie, se sont exprimées dans la crise de la IV^e^ Internationale.

14. Le Bureau international affirme son accord avec le programme de transition et avec la position de la Conférence de fondation de 1938 proclamant la IV^e^ Internationale. Il ne peut, en conformité avec la méthode du marxisme, être question de lutter pour la construction de partis révolutionnaires nationaux sans assimiler la signification de la décision de la Conférence de fondation adoptant tout à la fois le programme et proclamant la IV^e^ Internationale.

15. La proclamation de la IV^e^ Internationale en 1938 et le combat mené pour la IV^e^ Internationale de 1933 à 1938 procèdent d'une même ligne stratégique. Une fois que l'Opposition de gauche internationale, après la défaite allemande, a été conduite à abandonner l'objectif de réformer l'Internationale communiste (la bureaucratie et ses partis étant passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois), la lutte pour la IV^e^ Internationale s'est engagée pour le regroupement des forces révolutionnaires de la classe ouvrière reconnaissant la nécessité de la création d'une Internationale.

Tous les efforts de Léon Trotsky ont tendu à assurer à tous les groupes, courants, tendances et organisations en voie de rupture avec la social-démocratie et le stalinisme la possibilité de participer à la lutte pour la création de l'Internationale, qui, pour lui, ne pouvait être que la IV^e^ Internationale, mais que Léon Trotsky ne présentait jamais comme un ultimatum. Les ruptures n'ont jamais été le fait de Léon Trotsky : ce furent les dirigeants de l'I.L.P. et du S.A.P. qui s'alignèrent sur la politique du Front populaire. Ce fut Sneevleet qui apporta son appui au P.O.U.M. décidant la participation de Nin au gouvernement de la généralité de Catalogne et au bureau de Londres, et qui prit l'initiative de rompre avec la IV^e^ Internationale.

16. Proclamant la IV^e^ Internationale en 1938, Léon Trotsky proclame de ce fait l'Internationale comme centre dirigeant. Mais pour Léon Trotsky, comme auparavant pour Lénine et lui-même dans les premières années de l'Internationale communiste, les règles de fonctionnement du centre dirigeant international (comité exécutif international, S.I.) si elles doivent respecter les principes du centralisme démocratique, sont adaptées à la situation et aux tâches concrètes de construction de l'Internationale et de ses sections.

On sait que Léon Trotsky, en 1940, envisageait que la fraction Cannon pourrait être amenée à accepter le statut de minorité dans le S.W.P., lors de la discussion avec la fraction Shachtman. Léon Trotsky envisageait alors même la possibilité d'être en minorité dans la IV^e^ Internationale, sans rompre. Il n'y avait dans cette position de Léon Trotsky aucun abandon de principe. Le centralisme démocratique n'est pas un principe figé. Les principes du centralisme démocratique n'étaient pas violés lorsque la majorité du Comité central du parti bolchevik, avec Lénine et Trotsky, acceptait que Boukharine et les **« communistes de gauche »** éditent au

moment de Brest-Litovsk leur journal de fraction.

17. La guerre et la mort de Léon Trotsky ont entraîné la dislocation de l'Internationale. En 1943, dans les conditions de l'illégalité, les organisations trotskystes européennes reconstituèrent un Comité européen. A la fin de la guerre, en 1946, le Comité exécutif international et le S.I. furent reconstitués, et préparèrent le 2e Congrès mondial de 1948. La méthode qui a présidé à ce moment-là à la reconstitution de l'Internationale peut être caractérisée par cet unique fait : le point, mis en discussion à la Conférence de 1946, sur le bilan politique de l'activité de la IVe Internationale depuis 1938 a été liquidé en une demi-heure !

C'est ainsi qu'au contenu donné au centralisme démocratique dans l'Internationale par Léon Trotsky, ouvrant largement la discussion, utilisant avec souplesse les principes du centralisme démocratique, était substitué un C.E.I. bloquant ou ouvrant les discussions en relation avec des manœuvres relevant plus de la diplomatie que de la politique révolutionnaire, s'arrogeant des pouvoirs de direction que le C.E.I., le S.I. et le Bureau du S.I., devenant secrétariat omnipotent, étaient incapables d'assumer. Ce sont là des faits d'expérience. C'est ainsi que pour la préparation du 3e Congrès mondial, Pablo a imposé à P. Frank et à Mandel, qui l'ont acceptée, une structure d'organisation qui était celle-ci : après discussion au Bureau du S.I., tous les membres du Bureau étaient liés par la discipline de sa majorité. Tous les membres du Bureau du S.I. n'étaient autorisés à défendre au sein du S.I. que la seule politique majoritaire. Il leur était interdit de présenter les divergences éventuelles. Tous les membres du S.I. étaient liés de même, et seulement autorisés à défendre la politique adoptée à la majorité dans les réunions du C.E.I., et ce dernier a été soumis à la même discipline devant le 3e Congrès de l'Internationale. Bien entendu, Pablo s'était assuré préalablement la majorité au Bureau du S.I.

18. Le lien est évident entre la position de Pablo, révisant les principes du programme (guerre-révolution, théorie des blocs), et ces méthodes d'organisation. Pour amener l'Internationale à capituler devant le stalinisme, il fallait étouffer toute discussion. C'est parce que la majorité du P.C.I. avait pleine conscience de cette situation que, pour préserver la IVe Internationale reconstituée en 1943-1946, elle a été jusqu'à l'extrême limite des concessions. Il ne pouvait cependant être question, dans l'Internationale de Trotsky, de renier ses positions et ses idées, de capituler, comme l'exigeait la majorité de l'Internationale qui suivait alors Pablo.

Même exclue, en juillet 1952, la majorité française a poursuivi une politique qui cherchait à épuiser toutes les possibilités de l'ancienne situation. C'est seulement en juin 1953, lorsque le S.I. pabliste s'est rangé du côté de la bureaucratie du Kremlin contre l'insurrection de Berlin-Est, que la majorité du P.C.I. est arrivée à la conclusion que le pablisme liquidateur avait détruit comme organisation mondialement centralisée sur la base du Programme de transition la IVe Internationale proclamée en 1938 et reconstituée en 1943-1946. Le S.W.P. et la S.L.L. ont dû alors rompre avec Pablo et, avec l'O.C.I., ont constitué le Comité international.

19. Nous avons, dans les points précédents, résumé brièvement le développement de la crise du C.I., constitué contre le pablisme en 1953 sur la base de la lettre ouverte de Cannon. Il nous faut maintenant aborder l'analyse du moment, la situation, en vue de dégager les perspectives politiques et pratiques pour l'accomplissement des tâches de reconstruction de la IVe Internationale. La crise du S.U. pabliste est arrivée au point limite où les ruptures déjà affirmées (Espagne, Argentine, etc.) créent la base d'une scission internationale. La fraction Hansen, qui cherche à éviter la scission à l'échelle internationale, ne peut limiter la discussion au guerrillérisme.

Aussi capitales que soient les divergences sur la question du guérillérisme, les positions de Mandel-Krivine-Frank-Maitan s'adaptant aux organisations nationalistes petites-bourgeoises en Amérique latine et au Moyen-Orient, procèdent d'une politique révisionniste d'ensemble qui s'est exprimée récemment dans le soutien qu'ils ont apporté aux accords de Paris sur le Vietnam et dans le passage de la direction de la Ligue française sur les positions du Front populaire. Mais ces expressions procèdent elles-mêmes des théories de Mandel-Krivine sur les **« nouvelles avant-gardes »** qui, à partir de la **« périphérie petite-bourgeoise »**, allaient **« gagner le prolétariat »**. Ces théories révisionnistes découlent de la théorie pabliste des secteurs substituée à l'unité mondiale de la lutte des classes, contenu substantiel de la période de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme. Le capitalisme, selon Mandel, aurait réussi à se dépasser dans le néo-capitalisme, ouvrant à l'humanité, dans le cadre du maintien de la propriété privée et des Etats nationaux, une nouvelle ère de développement des forces productives. Sur toutes ces questions fondamentales, la fraction Hansen cherche à éviter le bilan et la discussion.

20. La crise du mouvement ouvrier mondial a dégagé (cf. 14e Congrès clandestin du P.C.T.), et dégagera de plus en plus, courants, fractions, tendances, cherchant plus ou moins confusément à exprimer les processus révolutionnaires de la classe ouvrière tendant à se dégager de la tutelle traîtresse des appareils — et cela, non seulement dans les organisations politiques et syndicales contrôlées par l'appareil du Kremlin, mais aussi dans les organisations social-démocrates.

La situation objective de la social-démocratie dans l'Etat bourgeois se modifie. Tandis que certaines couches de l'appareil social-démocrate se dirigent vers le bonapartisme corporatif (Nouveau parti socialiste en France créé à partir de la fusion avec l'aile bourgeoise de Mitterrand et une aile corporatiste chrétienne), d'autres cherchent à se grouper pour exprimer les aspirations de la classe ouvrière. C'est ainsi qu'au récent Congrès du S.P.D. en Allemagne, une opposition, autour des Jusos, s'est organisée contre les positions formellement bourgeoises adoptées par la direction Willy Brandt au Congrès de 1959 de Bade-Godesberg. Cela témoigne de ce que le parti social-démocrate n'a pas été transformé en parti bourgeois. Dans la lutte des classes, le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière allemande, pour s'affirmer, cherchera, dans une première étape, à reconquérir le S.P.D. comme parti ouvrier. C'est par une juste compréhension de cette situation que les trotskystes allemands s'ouvriront les voies de la construction du parti révolutionnaire de la IVe Internationale.

Le crime politique que constituerait la « transformation » par décret de la S.L.L. en « parti révolutionnaire », qui ferait de la S.L.L. une secte sans avenir, abandonnant les enseignements de Lénine-Trotsky relatifs au Labour Party, réside précisément en ceci que la direction de la S.L.L., tournant le dos au processus vivant de la radicalisation des masses, se trompe elle-même et trompe l'avant-garde en Grande-Bretagne sur les voies de la construction du véritable parti révolutionnaire en Angleterre.

21. Le champ d'activité en direction des grandes organisations, groupements, fractions, tendances ayant rompu ou en voie de rupture avec le réformisme et le stalinisme, ira s'élargissant. Apprécier correctement, comme nous l'avons fait au point précédent, la signification de ce mouvement, est indispensable, comme l'est une appréciation correcte de la signification de la crise du Secrétariat unifié.

Le Secrétariat unifié est et reste le centre d'une fraction révisionniste qui s'affirme comme obstacle à la IVe Internationale. Mais les organisations qui composent le Secrétariat unifié ne peuvent être caractérisées par leur appar-

tenance au S.U. Il faut appliquer, pour caractériser les organisations comme en toutes choses, les critères du marxisme. Les partis staliniens et sociaux-démocrates sont **« passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois ».** Le marxisme n'en déduit pas que ces partis, pas plus que les partis social-démocrates, caractérisés par Lénine comme des partis « ouvriers bourgeois » sont devenus des partis bourgeois. Le critère décisif du marxisme est celui de la place des partis et organisations dans la lutte de classe. Des organisations contrôlées par des **« lieutenant ouvriers de la bourgeoisie »,** si elles ne sauraient être des organisations dirigeant la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat, restent néanmoins, au sens historique du terme, des organisations ouvrières.

Il nous faut donc envisager de ce point de vue de principe la caractérisation des organisations adhérentes au S.U. en examinant cas par cas.

La place du S.W.P. dans la lutte des classes n'est pas comparable en tout point à celle de la Ligue « communiste ». Nous repoussons la caractérisation faite par Healy-Wolforth du S.W.P. comme étant devenu une organisation centriste.

Aux U.S.A., en l'absence de partis ouvriers représentatifs, le S.W.P. a occupé à peu près seul la place de parti ouvrier dans la lutte de classes. Précisons : il ne s'agit pas de considérer le S.W.P. comme parti dirigeant la lutte de la classe ouvrière américaine, ce qu'il n'a jamais été. La perspective de construction du parti révolutionnaire passe toujours par un Labour Party constitué sur la base des syndicats. Mais l'insignifiance tant de la social-démocratie que du P.C. (qui, néanmoins, a conquis des positions importantes quoique limitées, dans les syndicats) a donné au S.W.P. la place qu'il occupe dans le mouvement ouvrier américain. Cette place a-t-elle été modifiée par la politique d'adaptation renforcée d'une partie de sa direction aux positions petites-bourgeoises aux U.S.A., ses positions par rapport à la guerre du Vietnam, ses équivoques concernant le Front populaire, sur bien d'autres questions et principalement sa réunification sans principe avec le pablisme en 1963 ?

La bataille politique engagée par la fraction Hansen contre la fraction Mandel-Maitan-Krivine fournit un élément décisif pour l'appréciation du S.W.P. Cette bataille politique contre le guérillérisme est un combat pour la préservation du S.W.P. Dans le contexte politique des U.S.A., son passage sur les positions du guérillerisme aboutirait à la liquidation pure et simple du S.W.P., à son intégration directe aux formations politiques de la petite-bourgeoisie dont il subit la pression. Ce combat politique, en dépit de son caractère partiel et oscillant, rejoint néanmoins le combat pour l'indépendance de classe du prolétariat américain.

La place de la Ligue « communiste » n'est pas identique. L'organisation de Krivine, sur laquelle s'appuient Mandel-Maitan-Frank, est le centre moteur du révisionnisme. Le passage ouvert de la direction krivinienne sur les positions du Front populaire de défense de l'impérialisme français, le soutien ouvert aux accords de Paris signés sous l'égide de l'impérialisme U.S., le soutien direct à toutes les formes de décomposition du gauchisme petit-bourgeois, bien d'autres manifestations attestent la profonde corruption petite-bourgeoise de la Ligue. La place de la Ligue dans la lutte des classes est celle d'une organisation qui tente de s'édifier directement contre l'indépendance de classe du prolétariat et, par voie de conséquence, contre la IV[e] Internationale et son programme. Ajoutons néanmoins que la référence, pesante pour Krivine, mais pour lui indispensable afin de subsister comme écran contre-révolutionnaire, à la IV[e] Internationale, amène des jeunes, principalement, à la recherche du combat pour le parti révolutionnaire, à considérer la Ligue comme une organisation trotskyste. Ce fait, qui ne change rien à la caractérisation de la Ligue, n'est pas sans importance, dans la mesure

où il est à la racine des crises multiples (scissions, luttes de fractions) qui président à la vie politique de la Ligue.

22. Dans cette situation, quelle place doit prendre le C.O., qui réaffirme combattre pour la continuité de la IV^e^ Internationale dans le respect absolu du programme de transition ? La principale des objections que nous puissions nous opposer est celle-ci : nous sommes trop faibles pour nous poser comme tâche la reconstruction de la IV^e^ Internationale. Nous n'avons pas les bases politiques suffisantes pour mener ce travail. Ces objections sont insoutenables, car il ne saurait être question de lutter pour la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays en dehors de la lutte pour l'Internationale. Ce serait, en fait, démontrer une totale incompréhension de la méthode du matérialisme historique, théorie unifiée à la pratique, se résolvant dans la constitution de la classe ouvrière comme classe par l'organisation. L'Internationale, rappelons-le, n'est pas la somme arithmétique de sections nationales, et chaque section nationale ne peut être que l'expression nationale de la IV^e^ Internationale, chaque section nationale se définissant comme parti de la IV^e^ Internationale dans un pays déterminé.

C'est pourquoi nous ne devons nous faire aucune illusion. La IV^e^ Internationale est entrée depuis longtemps déjà dans une époque de confusion et de scission. Certes, à cette étape de notre travail commun, le Comité d'organisation ne saurait revendiquer le rôle de centre dirigeant. Mais il s'agit, dans le combat politique, de le créer comme axe indépendant pour la cristallisation de tous les éléments qui se dégageront des organisations officielles, y compris des organisations du Secrétariat unifié, recherchant les voies du nouveau parti révolutionnaire, de l'Internationale. Certes, encore une fois, nous ne nous faisons aucune illusion : cette nouvelle cristallisation est bien lente, bien douloureuse. Nous devons la commencer.

Ce que nous devons parfaitement assimiler réside en ceci : il ne s'agit pas de pronostic sur le pablisme ni d'une critique théorique, mais d'événements politiques considérables (capitulation devant la petite bourgeoisie, soutien aux accords Nixon - G.R.P., passage sur les positions du Front populaire, etc.) qui pénétreront de plus en plus profondément dans la conscience des trotskystes, et des militants qui voient à tort dans le Secrétariat unifié **« la IV^e^ Internationale ».** Il faut édifier tout notre travail sur les conséquences inévitables de ces événements politiques, et non sur des considérations secondaires.

23. Nous devons baser notre perspective de travail sur l'ouverture de la discussion avec les meilleurs éléments qui prennent conscience de la trahison du stalinisme, de la social-démocratie, du nationalisme petit-bourgeois et du pablisme. Nous devons formuler ainsi la perspective de Conférence ouverte pour laquelle le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e^ Internationale doit engager le combat :

a) Les conditions existent, nous devons par notre activité les développer pour qu'il soit possible de mettre en discussion, sur une plus large base internationale, la question de la nécessité de l'Internationale, qui, pour le Comité d'organisation pour sa reconstruction, ne peut être que la IV^e^ Internationale avec son programme. Ces conditions existent dans le mouvement ouvrier international, y compris dans les organisations adhérentes au Secrétariat unifié et se réclamant du C.I. mis en place par la S.L.L., à qui le Comité d'organisation propose l'ouverture d'une discussion sur toutes les questions en cause : Front populaire, attitude envers le guérillérisme, etc.

b) Nous affirmons que l'Internationale ne peut se construire que sur la base du programme de transition. Mais nous ne faisons pas de cette affirmation un ultimatum.

c) Nous déclarons que nous sommes prêts à collaborer avec toutes les orga-

nisations, groupes, fractions, qui estiment nécessaire de combattre pour l'Internationale et de discuter dans ce cadre des problèmes soulevés par ce combat, et en même temps nous affirmons notre accord fondamental avec le programme de la IV^e^ Internationale.

d) Notre tactique, souple vis-à-vis de tous les courants qui se prononcent pour l'Internationale, cherche à dissocier les groupes s'orientant, ou susceptibles de s'orienter, vers le programme de la IV^e^ Internationale d'avec le réformisme, le stalinisme, et toutes les variétés de capitulation.

e) Le Bureau international estime qu'il ne saurait être question d'œuvrer pour les tâches de reconstruction de la IV^e^ Internationale sans participer pratiquement aux problèmes politiques et pratiques qu'elles soulèvent. Opposer la discussion programmatique à la lutte pratique révolutionnaire serait bien entendu faux. Mais opposer la lutte pratique à la discussion programmatique ne le serait pas moins. Il est indispensable de combiner l'une et l'autre.

24. Une commission du Bureau international est chargée de rédiger, sur la base des points précédents, un projet de lettre pour la tenue d'une Conférence ouverte à tous groupes, organisations, tendances et fractions acceptant d'ouvrir la discussion sur l'Internationale, étant entendu préalablement la nécessité pour tous d'accepter la reconnaissance :

a) de la lutte pour l'indépendance de classe du prolétariat ;

b) de la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S., de la Chine et de tous les pays d'où l'impérialisme a été exproprié ;

c) de l'indépendance à l'égard du stalinisme.

Il est décidé que la discussion sur ce projet de lettre soumis à toutes les organisations, groupes et militants regroupés dans le C.O. figurera au premier point de l'ordre du jour du prochain Bureau international.

25. En relation avec cette résolution, le Bureau international estime que les organisations adhérentes au C.O. doivent et peuvent assurer l'échange continuel des informations, articles, etc., préparer ainsi la Conférence ouverte en facilitant le travail politique chaque fois que possible, et veiller à ce que la discussion se poursuive.

Résolution unanime sur la « fraction » créée par Varga :

Une agence politique au service de la bureaucratie du Kremlin

Le Bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IVe Internationale communique :

Le Bureau international, lors de sa première réunion du 15 octobre 1972, avait inscrit à l'ordre du jour de sa prochaine réunion la discussion sur les positions de Varga, sur la base d'un texte que celui-ci avait déposé le jour même.

La première réunion du B.I. avait chargé l'O.C.I. d'éditer ce texte que Varga venait de remettre.

L'O.C.I. a publié dans *La Correspondance internationale* (numéro 7, janvier 1973) le texte de Varga et la réponse de l'O.C.I.

La Correspondance internationale a été envoyée à toutes les organisations membres du C.O.

Le B.I. rappelle que la discussion sur les positions de Varga constituait le premier point de l'ordre du jour de sa réunion convoquée régulièrement pour le 20 avril 1973.

Varga, dans une lettre adressée à l'O.C.I. — celle-ci assurant, par accord unanime, le secrétariat administratif du B.I. et du C.O. — avait demandé que ce point soit reporté au deuxième jour de la réunion, soit le 21 avril 1973.

L'O.C.I. avait répondu qu'elle soumettrait au B.I. cette modification de l'ordre du jour proposée par Varga, et que, pour sa part, elle ne s'y opposerait pas.

A l'ouverture de la réunion, le 20 avril 1973, au moment de l'appel des groupes et organisations représentés au C.O., le B.I. a constaté la présence d'un groupe, d'une prétendue organisation marocaine, qui se serait constitué à l'intérieur du Groupe marxiste africain (G.M.A.), puis aurait rompu avec ce dernier et publié une plate-forme.

Le B.I. rappelle qu'à la 2e session de la préconférence (juillet 1972), le C.O., issu des travaux de cette conférence, avait fait siennes les règles de fonctionnement qui étaient celles du Comité international, règles selon lesquelles toute nouvelle affiliation relevait d'une décision unanime. C'est

cette méthode qui fut employée dans le cas du Parti ouvrier révolutionnaire marxiste (P.O.R.M.) du Pérou lors de la réunion du 15 octobre du B.I.

Une fuite honteuse

Le B.I. n'avait pas été saisi, préalablement à sa réunion, d'une demande d'affiliation au C.O. de ce prétendu Groupe trotskyste marocain Le B.I. a estimé en conséquence — sans pour autant prendre position sur le fond — ne pas pouvoir accepter la procédure proposée par Varga, qui exigeait la participation à la réunion du Bureau international de ce prétendu groupe comme tel.

Le B.I. s'est déclaré prêt à discuter de l'éventuelle admission au sein du C.O. de ce groupe, comme de tous les groupes et organisations qui la demandaient (belge, etc.) dans la prochaine réunion du B.I., après avoir pris connaissance des textes et documents préalablement communiqués et dans un point de l'ordre du jour préalablement fixé.

Cette position, qui ne fait que réitérer les principes qui régissent le fonctionnement du B.I., a été adoptée par l'ensemble des organisations du Bureau présentes à la réunion, à l'exception de la fraction de Varga. Elle a refusé de voter, et le B.I., par sa décision, ayant rejeté ce qui constituait un ultimatum, Varga a rédigé au nom de la fraction une déclaration qui affirme :

« *Les organisations et groupes appartenant à la fraction ont refusé le vote sur la présence du groupe trotskyste du Maroc. L'acceptation d'un tel vote signifie que le Comité d'organisation se transforme en un centre de destruction couvrant la liquidation de la IV^e^ Internationale. Aucune discussion sur ce terrain n'est possible. A cette réunion, l'O.C.I. a créé des conditions incompatibles avec une discussion sur la base des principes. En conséquence, la fraction internationale pour le maintien et le développement du C.I. avec ces groupes et organisations quitte la réunion.* »

Cet extrait suffit pour constater que la prétendue «*fraction* » considère le C.O. pour la reconstruction de la IV^e^ Internationale comme une organisation ennemie qu'il s'agit (ou plutôt qu'il s'agissait) de détruire. Elle signifie que, consacrant une déjà longue pratique, ce groupe fuit la discussion politique, tout en maquillant le plus possible son activité et ses prises de position réelles : après avoir affirmé que « *le Comité d'organisation se transforme en centre de destruction couvrant la liquidation de la IV^e^ Internationale* », ce groupe simplement « *quitte la réunion* », où la question à l'ordre du jour était précisément, d'un commun accord, de discuter des positions de Varga ! Il est difficile de concentrer en quelques lignes plus de duplicité, de faux-fuyants, d'hypocrisie. Cela suffirait à caractériser ce groupe comme totalement étranger à la tradition communiste, à la tradition de la IV^e^ Internationale. Cela suffirait à démontrer que ce groupe considère le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e^ Internationale comme une organisation ennemie qu'il faut tenter de détruire par les méthodes de l'intrigue et les combinaisons chères à la tradition stalinienne.

En se dérobant à la discussion, elle démontre ainsi que ses « principes » ne sont pas ceux du trotskysme. Elle démontre surtout qu'elle se refuse à discuter des problèmes politiques et utilise de médiocres manœuvres pour tenter d'éviter cette discussion et

poursuivre sa tentative de destruction de la force politique organisée qui continue le combat pour la reconstruction de la IVe Internationale. Cette attitude n'est que la dernière manœuvre misérable d'une longue suite d'intrigues qui aboutissent à cette fuite honteuse.

Un itinéraire politique

En effet, il s'agit de l'aboutissement d'une longue aventure politique dont l'inspirateur et le dirigeant est Michel Varga, agissant à l'intérieur du mouvement trotskyste ainsi qu'un ennemi embusqué pour le détruire. A tous les moments cruciaux de la lutte pour la reconstruction de la IVe Internationale, Varga est au centre de machinations pour porter des coups, sinon détruire les forces organisées qui combattent pour la reconstruction de la IVe Internationale.

La 3e Conférence du C.I. en 1966 marque une date importante de la lutte pour la reconstruction de la IVe Internationale. Les prémisses d'une période de la lutte des classes internationale qui débouchera sur la grève générale de mai-juin 68 en France et le processus de révolution politique du printemps et de l'été 1968 en Tchécoslovaquie qui ouvriront une nouvelle période de la lutte des classes mondiale, où la révolution est à l'ordre du jour tant dans les pays capitalistes que dans ceux sous le contrôle de la bureaucratie du Kremlin, se manifestent déjà.

En 1966, le C.I. est confronté avec les tâches de reconstruction de la IVe Internationale. L'O.C.I. soulève ces questions. Comme en témoignent les procès-verbaux de la Conférence du Comité international, Varga intrigue souterrainement et constitue un bloc clandestin qui comprend Slaughter de la S.L.L., la direction de *Voix ouvrière* et lui-même pour combattre les positions de l'O.C.I. L'objectif commun de ce bloc (Varga sera contraint, ainsi que Slaughter, de l'admettre au cours de la Conférence) n'est rien d'autre que d'obliger l'O.C.I. à se soumettre à un processus de fusion avec *V.O.*, en même temps que doit se réaliser une unification entre les groupes partisans du Comité international aux U.S.A. et le groupe Spartacist, qui met en cause la continuité de la IVe Internationale.

La base politique de ce bloc pour Varga n'est autre que celle-ci : la IVe Internationale a toujours été une fiction, elle ne pouvait exister, la section russe étant détruite ; dans ces conditions, pour Varga, le refus de *Voix ouvrière* de participer à la fondation de la IVe Internationale en 1938, puis à sa reconstitution pendant la guerre, était parfaitement justifié. Ce bloc sera mis en déroute et éclatera par suite de la bataille politique menée par l'O.C.I. pour la défense de la IVe Internationale, pour affirmer que le C.I. assure la continuité de la IVe Internationale. La direction de la S.L.L. fera finalement bloc avec l'O.C.I. Elle sera même amenée à voter la résolution finale affirmant la continuité de la IVe Internationale et... la nécessité de la lutte pour sa reconstruction.

Varga, en déroute, critiquera ultérieurement ses propres positions. La suite prouvera ce que valait cette critique. Elle lui était nécessaire pour rester à l'intérieur du C.I. et de l'O.C.I. en guettant une nouvelle occasion.

Cette occasion, ce fut l'éclatement du Comité international. L'éclatement du C.I. a été un coup très dur porté à la IVe Internationale. Il a approfondi la crise de la IVe Inter-

nationale. Il a exigé la définition et la constitution d'un nouveau cadre politique et d'organisation pour poursuivre le combat de reconstruction de la IVe Internationale : le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IVe Internationale. Varga, à ce nouveau moment critique, ressurgit ainsi qu'un diable de sa boîte : il se fait le héraut du Comité international, de son maintien. Dans un premier temps, il admet cependant au Bureau politique de l'O.C.I. qu'il faut constituer le Comité d'organisation.

Ensuite, il modifie sa position, mais en même temps il s'affirme fondamentalement d'accord avec la méthode de reconstruction de la IVe Internationale et des partis révolutionnaires dans chaque pays, préconisée par l'O.C.I., avec son analyse de la situation mondiale et nationale, ses perspectives politiques, sa politique notamment sur la question du Front unique ouvrier et du gouvernement ouvrier. Au nom de la L.S.R.H., il soumet au B.P. de l'O.C.I. un texte discuté le 20 juin 1972, soit une dizaine de jours avant que se tienne la 2e session de la préconférence. A la question qui lui est posée : faut-il publier ce texte et le diffuser à la Conférence, il répond : « *Non* », il ajoute même : « *Vos arguments m'ont ébranlé* ». On sait quelle fut son attitude à la préconférence ainsi que celle de son groupe. On sait également qu'il ne mène pas de bataille politique, mais tente de jeter par des incidents la suspicion sur l'O.C.I. et ses méthodes et sur la 2e session de la préconférence. On sait enfin qu'il accusera l'O.C.I. de ne pas avoir publié un texte que lui-même avait demandé de ne pas publier. La prétendue « *Fraction trotskyste internationale* » existera de fait, sans base politique définie, formée de la L.S.R.H. et du Comité d'organisation des pays de l'Est.

De juillet à octobre 1972, Varga s'évertuera à jeter la confusion en accusant l'O.C.I. des pires manœuvres. Il rompra avec l'O.C.I., retirant les militants des pays de l'Est de l'O.C.I. A la session de septembre 1972 du C.C. de l'O.C.I., auquel le 17e Congrès de l'O.C.I. l'avait élu, il refuse de s'expliquer, bien qu'il lui soit offert de faire un contre-rapport, ce qu'il refuse, préférant, explique-t-il, intervenir longuement à la fin du débat, ce qui lui est accordé. Finalement, Varga prétextera de l'intervention du camarade Lambert pour prendre la porte et fuir la discussion politique, écrivant une fois encore... une déclaration.

Mais cette situation est intolérable. Varga et son groupe sont contraints par l'offensive politique de l'O.C.I. d'écrire enfin un texte politique de fond intitulé : *Pour le maintien du C.I.* Ce texte sera diffusé au Bureau international qui se tient les 14 et 15 octobre. Cependant, tout au long de cette session, sous de multiples prétextes, la « *fraction* » se dérobera à la discussion politique.

Par la suite, Varga et les siens se livreront à de vaines tentatives de désagrégation à l'intérieur de l'O.C.I. et du C.O. pour la reconstruction de la IVe Internationale, considérés comme organisations ennemies.

A la demande expresse de Varga, la session d'avril du Bureau international du C.O., qui devait avoir comme premier point à l'ordre du jour la discussion des textes de la « *fraction* », reporta au deuxième jour, en deuxième point de l'ordre du jour, cette discussion, pour permettre à tous les militants de cette

« *fraction* » d'y participer. La suite allait démontrer que c'était une nouvelle manœuvre pour esquiver la discussion politique. Varga définit clairement lui-même sa « méthode » lorsque, une fois de plus, il écrit à propos d'un article paru dans *Masas* qu'il publie dans son bulletin :

« *Pour le moment et ici, je n'apporterai pas une analyse et une critique détaillée de cet important article de Masas.* »

Pour tous les moments, ici et ailleurs, Varga et ses émules tentent de se dérober à la discussion politique. C'est l'attitude naturelle d'un agent ennemi embusqué au sein de l'organisation qui combat pour la reconstruction de la IVe Internationale pour tenter de la détruire. L'analyse des documents et textes politiques, lorsque Varga et les siens sont obligés d'en commettre, fait comprendre pourquoi ils se dérobent à la discussion politique, en fonction de la nature même de ce groupe manipulé par Varga.

Nature de la « fraction »

« *La fraction pour le maintien et le développement du Comité international* » a publié un texte qui s'intitule *Plate-forme de la fraction*, qui s'adresse « *à toutes les organisations et groupes adhérents au Comité d'organisation ainsi qu'à leurs militants* » et « *leur demande de rejoindre les rangs de la fraction* ».

Et pourtant ce même texte affirme :

« *Le Comité d'organisation est un organisme politiquement hétérogène. Dans son ensemble, il ne se situe pas sur la base du programme de la IVe Internationale. Il en est incapable, car, réunissant également des organisations et groupes qui soutiennent l'existence* " d'une bourgeoisie progressiste" *ou celle de la* " nation d'Israël ", *par exemple, il constitue une attaque contre l'indépendance du prolétariat, base du programme de la IVe Internationale* » — c'est-à-dire est liquidateur de la IVe Internationale. Comment est-il possible que « *toutes les organisations et groupes adhérents au Comité d'organisation ainsi que leurs militants* » soient dignes d'appartenir à la « *Fraction trotskyste* », en même temps que, sinon dans sa totalité, tout au moins dans sa plus grande partie, ce C.O. est composé d'organisations qui aliènent l'indépendance de classe du prolétariat, liquident la IVe Internationale parce que ne se situant pas sur son programme, et qu'il est lui-même une organisation liquidatrice ? Pour qui n'est pas habitué à la logique varguiste, cela est un mystère plus épais que celui de la multiplication des pains. Mais ce texte obéit à cette logique bien particulière qui s'exprime dans les lignes suivantes :

« *Cependant, la fraction pour le maintien et le développement du Comité international ouvre la lutte à l'intérieur du Comité d'organisation, considérant celui-ci comme un cadre international où le combat pour le maintien du C.I. peut être mené en vue de conquérir la majorité.* »

En clair : un cadre que Varga veut utiliser pour le détruire, car, est-il encore écrit à de multiples reprises dans ce texte :

« *Le Comité d'organisation est, par son caractère même, la négation de la IVe Internationale.* »

Les autres appréciations ou éléments d'analyse que contient ce texte ne sont que rideaux de fumée — y compris une conception volontariste et une méthode idéaliste affirmant

que le C.I. reste vivant ou qu'il doit être reconstitué. Une telle conception pourrait être discutée. Mais pour la « *fraction* », ce n'est qu'un cheval de bataille. Son objectif est défini à partir de cette affirmation : « *Le Comité d'organisation est inexorablement voué à l'éclatement* », ce qui veut dire : le but de la « *fraction* » est de faire éclater le C.O.

Mais les véritables positions de la « *fraction* » sont exposées plus clairement encore dans d'autres textes, qui constituent sa véritable plateforme, notamment le texte signé par la L.R.S.H. et le C.O. de l'Europe de l'Est diffusé en octobre 1972. Sans en faire ici une analyse complète, il faut en rappeler les thèmes principaux.

« *Dans sa lutte pour la destruction de la IV^e Internationale, le stalinisme a réussi à couper la IV^e Internationale. Il n'a pas "seulement" brisé l'unité mondiale de la lutte de la classe ouvrière, mais, en exterminant les partis et organisations trotskystes en U.R.S.S. et en Europe de l'Est, en assassinant Trotsky, il a pu briser l'expression organisée de cette unité. Il a réussi à la briser précisément en son point essentiel et central, là où s'exprime l'unité mondiale de la Révolution du prolétariat des pays capitalistes et de la classe ouvrière des pays dominés par la bureaucratie. Or, du point de vue de la continuité du bolchevisme, contenu de la IV^e Internationale, contre le stalinisme, c'est l'essentiel. Il est donc inexact de dire que c'est le pablisme qui a détruit le bolchevisme comme organisation mondiale. C'est considérer l'histoire et la crise de la IV^e Internationale en elles-mêmes, détachées de cette lutte contre le stalinisme. C'est expliquer la naissance du pablisme à partir de la IV^e Internationale et détacher cette dernière du terrain réel de la lutte des classes. Non, le pablisme a tout fait pour parachever "seulement" la destruction entreprise par le stalinisme. Il s'agit toujours du même combat entre bolchevisme et stalinisme.* »

Ce ne serait donc pas le pablisme qui a détruit la IV^e Internationale, mais le stalinisme, en détruisant les organisations trotskystes en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est. Si cela était vrai, il faudrait en conclure que la défaite de la IV^e Internationale était inscrite dans la défaite de l'Opposition de gauche dans les années 20. Par conséquent, que la IV^e Internationale était mort-née. Il faudrait en conclure que l'U.R.S.S. et les pays de l'Est constituent l'« *épicentre* » (ainsi que le diraient les pablistes) de la Révolution, et que la lutte des classes mondiale n'est qu'un élément subordonné à l'U.R.S.S. et aux pays de l'Europe de l'Est. On retrouve les bases de la théorie de la « *construction du socialisme dans un seul pays* » ou groupe de pays, qui sont explicitement exprimées dans cette citation :

« *Il est erroné d'établir une identification entre ces pressions (la pression de l'impérialisme) et celle du stalinisme* [...] *Une telle identification efface l'essentiel, notamment qu'il s'agit du combat entre stalinisme et bolchevisme.* »

En d'autres termes, le « *stalinisme* » se situe en dehors, au-dessus, de la lutte des classes mondiale entre la bourgeoisie et le prolétariat, il domine, elle n'est plus que secondaire. La révolution russe n'est plus une composante de la révolution mondiale, et la bureaucratie un instrument de la contre-révolution bourgeoise au sein de l'Etat ouvrier. En

U.R.S.S. et dans les pays de l'Est, les frères ennemis, mais frères tout de même, le « *stalinisme* » et le « *bolchevisme* », ainsi que deux idéologies, se livrent un combat homérique sur ce terrain qui est leur terrain commun et qui les unit. Tout le reste est secondaire.

Du même coup s'explique la constitution de cet embryon de superparti du monde stalinien que doit être le « *C.O. des communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est* », traduction en termes d'organisation de cette orientation. Cette matérialisation de sa politique, Varga entend la soustraire à la discussion. Elle est formulée dans des *Projets de Statuts* de son Comité d'organisation qui disent notamment :

« 1 - a) *Le Comité d'organisation des communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est est un organisme de la IV^e^ Internationale basé sur le programme de fondation pour l'ensemble des organisations et groupes et militants trotskystes de l'Europe de l'Est, U.R.S.S. comprise.* »

« 1 - b) *En conséquence, il n'y a pas d'organisation ou groupe trotskyste, en ce qui concerne l'Europe de l'Est, en dehors du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est.* »

« 1 - d) *Considérant l'étape actuelle de la reconstruction de la IV^e^ Internationale dans les pays de l'Europe de l'Est, le Comité d'organisation comme tel ne peut pas encore appliquer pleinement le centralisme démocratique.* »

. . . . . .

« 3 - c) *L'orientation et la ligne politique générale du Comité d'organisation sont définies par la Conférence annuelle de tous ses membres, à la majorité des voix des militants votant à titre individuel, dont les résolutions sont obligatoires pour tous les groupes et organisations membres du Comité d'organisation.* »

Ces statuts sont clairs : ils visent à la constitution d'un parti unique centralisé du « *monde stalinien* ». Ce parti existe : c'est l'appareil de la bureaucratie du Kremlin tel qu'il existe en U.R.S.S. et en Europe de l'Est.

Puis le texte de Varga affirme : « *Cette période (1953-1963) s'est conclue par un changement qualitatif du C.I. en 1962-1963. Il était marqué par deux événements importants : la rupture du S.W.P.* [...] *La L.R.S.H. est entrée au C.I.* »

Bien entendu, la rupture du S.W.P. ne peut être qu'un changement qualitatif négatif. Il s'agit donc d'une transformation qualitative donnant, malgré la rupture du S.W.P., son véritable contenu au C.I. de la IV^e^ Internationale, à la IV^e^ Internationale dont le C.I. est la continuité. En fait, l'entrée de la L.R.S.H. constitue la IV^e^ Internationale car elle ouvre la voie à la constitution de l'Internationale de la révolution politique — le C.O. de l'Europe de l'Est — autre face du « monde stalinien ». La Ligue hongroise, le C.O. de l'Europe de l'Est, sont, au mieux, le verso de la bureaucratie du Kremlin, pour le meilleur des mondes staliniens possible.

Cette position nie l'unité mondiale de la lutte des classes, nie que l'impérialisme est le stade suprême du capitalisme, nie que la révolution russe a ouvert l'ère de la révolution prolétarienne mondiale, nie la théorie de la révolution prolétarienne, attaque le Programme de transition, attaque fondamentalement la IV^e^ Internationale et ne peut viser qu'à détruire la seule forme d'organisation

indispensable, à l'étape actuelle, au combat pour la reconstruction de la IVe Internationale : le Comité d'organisation. Cela illustre les raisons profondes de la tentative de destruction du C.O. pour la reconstruction de la IVe Internationale entreprise par ladite « *fraction* ».

Mais au compte de qui ?

Au compte de la bureaucratie du Kremlin

Ce qui précède suffirait pour donner la réponse. Mais il existe des textes d'une netteté absolue. Dans l'article intitulé *La politique de l'O.C.I. face à l'Union de la gauche*, publié dans le n° 2 du bulletin de la « *fraction* », il est écrit :

« *Le camarade Pierre Lambert* [a présenté] *aux journées d'études le 14e Congrès du P.C.T., congrès dont LA POLITIQUE ETAIT CARACTERISEE PAR LA CAPITULATION DEVANT LE KREMLIN, comme la voie à suivre.* »

L'O.C.I. ne présente pas le P.C.T. comme « *la voie à suivre* ». Sa position, réaffirmée à l'occasion des journées d'études des 27-28 octobre 1972, c'est la nécessité de la construction dans chaque pays de sections de la IVe Internationale.

Mais cette présentation mensongère n'est pas le pire : l'essentiel est que, selon la « *fraction* », le 14e Congrès du P.C.T. serait l'expression de la capitulation devant le Kremlin, alors que, au contraire, c'est en partie pour empêcher l'éclatement de l'appareil stalinien qui menaçait de se produire au 14e Congrès que le Kremlin a décidé d'occuper militairement la Tchécoslovaquie pour en interdire la tenue. Mais le 14e Congrès du P.C.T., réuni clandestinement, a rompu les liens du P.C.T. avec le Kremlin et combattu, certes avec des contradictions et des insuffisances, contre le Kremlin. Voilà à quoi aboutit la logique de la politique de la « *fraction* » : elle dénonce comme capitulant devant le Kremlin ceux-là même qui le combattent, apportant ainsi son soutien à l'intervention militaire.

Elle va plus loin encore. Elle écrit dans ce même article :

« *Pour la direction de l'O.C.I.* [...] *à l'Est, les travailleurs seraient chargés de faire une révolution politique dont la direction est donnée à la* « Fraction Reiss », *à Grigorenko, etc.* »

La « *fraction Varga* » jette le masque. Elle s'oppose à la « *fraction Reiss* » définie par le Programme de transition comme le véritable bolchevisme : la « *fraction Reiss* », c'est la IVe Internationale. L'éclatement de la bureaucratie et la rupture avec le Kremlin libèrent les forces politiques qui s'orienteront de telle sorte que se constitue la « *fraction Reiss* », c'est-à-dire le parti de la IVe Internationale en U.R.S.S. A tout prix, la « *fraction Varga* » veut empêcher que de tels processus se réalisent, c'est pourquoi elle se range du côté de Staline contre la fraction Reiss, comme elle se range du côté de Brejnev contre Grigorenko, cherchant à dénaturer le combat de la « *fraction Reiss* ». Aujourd'hui encore la résistance à la normalisation s'alimente à ce que représenta le 14e Congrès clandestin du P.C.T. La fraction Varga utilise un langage gauche pour coopérer avec Husak et la bureaucratie du Kremlin. Elle signe son passeport politique : elle est une agence politique constituée par Varga, au service de la bureaucratie du Kremlin.

Tout devient parfaitement limpide : pour la « *fraction* », la IVe Internationale, voilà l'ennemi ! Sa tâche d'aujourd'hui : détruire le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IVe Internationale.

Cependant, ce n'est pas si facile. Varga a dû fuir la bataille et la clarification politiques. Il a compris qu'il serait écrasé au cours de la discussion politique et que celle-ci montrerait ce qu'il est : un agent stalinien dont la mission consistait à tenter de détruire la force qui combat pour la reconstruction de la IVe Internationale. Il a compris que la IVe Internationale, parce que exprimant les intérêts fondamentaux du prolétariat, a une énorme force de résistance. Elle a résisté à la politique d'extermination que Staline a pratiquée au compte de la réaction bourgeoise en U.R.S.S. et dans le monde, à l'assassinat de centaines de milliers de bolcheviks, de dizaines de milliers de trotskystes, à l'assassinat de Trotsky. Elle a résisté à la capitulation pabliste, expression, fondamentalement, de la pression de l'impérialisme dont le stalinisme est une forme particulière : sa continuité a été assurée. Elle a résisté à l'éclatement du C.I. : la lutte pour sa reconstruction continue. Elle rejette l'agent du stalinisme Varga et sa « *fraction* ». Telle est la vitalité de la IVe Internationale.

Varga a néanmoins réussi à détruire politiquement, à assassiner politiquement des militants de l'Europe de l'Est, d'Espagne, du Maroc, qui cherchaient la voie de la IVe Internationale. Il a pu le faire à travers la constitution d'un bloc frauduleux intitulé « *Fraction pour le maintien et le développement du Comité international* ».

Tous ne sont pour autant perdus pour la IVe Internationale. Mais ils ne sont récupérables pour la reconstruction de la IVe Internationale que si le combat est mené sans faiblesse contre l'agence de la bureaucratie du Kremlin constituée par Varga. C'est ainsi seulement que seront construites des organisations trotskystes en Europe de l'Est, en U.R.S.S., en Espagne et dans le monde, que sera reconstruite la IVe Internationale.

Le B.I. a pris acte de la rupture de la prétendue « *Fraction pour le maintien et le développement du Comité international* » avec le Comité d'organisation de la IVe Internationale.

Le B.I. dénonce comme étrangère à la IVe Internationale et à son programme, la prétendue fraction créée par Varga qui, politiquement, doit être caractérisée comme une agence du stalinisme.

La lutte pour la reconstruction de la IVe Internationale continue.

ANNEXE

Nous jugeons utile — parce qu'elle est illustrative de la méthode et du contenu politiques de la prétendue « fraction » — de publier intégralement la déclaration par laquelle Varga a cherché à couvrir sa fuite panique devant la discussion politique.

La fraction qui, à l'intérieur du Comité d'organisation, lutte pour le maintien et le développement du C.I., dénonce la manœuvre visant à exclure le Groupe trotskyste marocain, membre du G.M.A., donc partie constituante du Comité d'organisation.

A la réunion du 20 avril 1973 du B.I., la direction de l'O.C.I. a récusé la délégation du Groupe trotskyste marocain. En même temps, elle a amené à sa propre initiative deux membres de l'O.T. d'Espagne, membres de l'O.C.I., ainsi que le représentant d'un groupe belge.

La direction de l'O.C.I. a donné donc une preuve supplémentaire qu'elle se considère comme un centre « international » et agit dans le Comité d'organisation comme dans son propre domaine. C'est là une des conséquences logiques de l'abandon du C.I.

Face à la prise de position de la fraction, la direction de l'O.C.I. s'est vue obligée de reculer en essayant de mettre sur le même plan la présence du Groupe trotskyste marocain, membre de la fraction, et celle de ses invités. Par cela même, la direction de l'O.C.I. s'arroge le droit de décider de la nature et du fonctionnement du G.M.A.

Nous n'acceptons pas la manœuvre qui tend à transformer la discussion politique en une question de procédure.

Le but de la fraction et sa lutte au sein du Comité d'organisation était et reste la clarification de la signification de la nature opportuniste de l'abandon du C.I. Or ce qui se passait à la première session de la réunion du B.I. du 20 avril 1973 démontre que la direction de l'O.C.I. a fait un pas de plus vers la liquidation des acquis de la reconstruction de la IV^{e} Internationale.

Cela entraîne l'activité vers l'exclusion des groupes et organisations en désaccord principiel avec l'O.C.I. et vers la construction d'organisations parallèles. La base non principielle du Comité d'organisation permet de telles manœuvres.

Les organisations et groupes appartenant à la fraction ont refusé le vote sur la présence du Groupe trotskyste marocain. L'acceptation d'un tel vote signifie que le Comité d'organisation se transforme en un centre de destruction couvrant la liquidation de la IV^{e} Internationale. Aucune discussion sur ce terrain n'est possible. A cette réunion, l'O.C.I. a créé des conditions incompatibles avec une discussion sur la base des principes.

En conséquence, la fraction internationale pour le maintien et le développement du C.I. avec ses groupes et organisations : L.R.S.H., O.T. d'Espagne, G.T.M. (membre du G.M.A.), Comité d'organisation des communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est avec ses groupes (« Walka Klas », Pologne ; « Proletar », Tchécoslovaquie ; « Proletarska Avangarda », Yougoslavie) quitte la réunion. Elle avertit toutes les organisations membres ou associées au Comité d'organisation des conséquences graves de l'acceptation de cette entreprise. Elle les appelle à rejoindre ses rangs pour la reconstruction de la IV^{e} Internationale sur la base des principes du Programme de transition.

Le 20 avril 1973.

TABLE DES MATIÈRES

Réimpression photographique de **la Vérité** 1

Dans ce numéro 2

Une crise qui continue et qui s'approfondit 5

L'Unité populaire au Chili (2) 29

Compte rendu : Révolution en Allemagne - 1917-1923 52

Compte rendu : **« Ici Prague »** 70

Lettre d'Anna Sabatova 83

Note de lecture : **L'homme qui marchait au plafond** 89

Lettre à **la Vérité :** le groupe « Rupture » écrit, le camarade Thivel répond 93

Etats-Unis - U.R.S.S. 102

Sauvons Manoel ! 129

Résolutions adoptées en avril 1973 par le Bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV[e] Internationale 133



Prix du numéro : 6 F